

LA
PROTECTION DES ANIMAUX
ET LE
DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Décembre 1937, à 14 h.

PAR

Edmond BOUGAULT

Diplômé d'Etudes Supérieures d'Economie Politique
et de Droit Public

JURY... } *Président* : M. Gilbert GIDEL, *professeur.*
 } *Suffragants* } MM. BASDEVANT, *professeur.*
 LE FUR, *professeur.*

BORDEAUX
IMPRIMERIE BIÈRE

18, Rue du Peugue, 18

—
1937

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté entend ne donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*

LA
PROTECTION DES ANIMAUX
ET LE
DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Décembre 1937, à 14 h.

PAR

Edmond BOUGAULT

Diplômé d'Etudes Supérieures d'Economie Politique
et de Droit Public

JURY... } *Président : M. Gilbert GIDEL, professeur.*
 } *Suffragants { MM. BASDEVANT, professeur.*
 LE FUR, professeur.

BORDEAUX
IMPRIMERIE BIÈRE

18, Rue du Peugue, 18

1937



INTRODUCTION

Du fait des progrès matériels de la civilisation, les beautés de la nature sont en voie de disparition, et, si des mesures protectrices énergiques ne sont rapidement prises, il sera souvent trop tard pour agir.

Il ne peut déjà plus être question de nature, de nature véritable dans les régions peuplées du globe. Consciemment ou non, l'homme y porte sans cesse atteinte ; il n'est pour elle de pire ennemi. Depuis le xx^e siècle, il n'y a plus guère sur le globe de région inexplorée, et l'activité de l'homme, le besoin d'expansion le poussent à s'avancer, à s'établir partout et à transformer, à modifier, à « dénaturer ».

Et, plus le temps passe, plus les moyens de destructions s'accroissent et s'amplifient. Les étonnants progrès réalisés dans les moyens de communication, mettent, dès maintenant, aux portes des pays civilisés des régions qu'il y a quelques années encore on pouvait croire à l'abri de toute atteinte. L'Afrique Centrale n'est plus qu'à quelques jours de la France, le Sahara encore mystérieux il y a une vingtaine d'années, est maintenant traversé régulièrement par des autos, et l'auto encore a triomphé de l'Asie Centrale et des rigueurs de son climat. Le bateau, l'auto, l'avion, chaque jour plus rapides, plus sûrs, plus économiques per-

mettent à l'homme d'aller partout plus aisément et en plus grand nombre et, à côté des moyens de communication, les progrès de la science mettent à la disposition de l'homme des instruments de destruction sans cesse plus terribles.

A la vérité, l'homme et la nature sont inconciliables. Là où est l'homme, la nature se transforme, disparaît, qu'il le veuille ou non. Si encore les sites, les beautés naturelles peuvent supporter ce voisinage quand l'homme veut bien se montrer raisonnable, et quand il veut bien ne point en abuser, la vie animale, elle, ne peut plus être naturelle, véritable. La lutte de l'homme et de la nature a été de tous les temps, et dès qu'il a été sur terre, l'homme a dû lutter contre l'élément dans lequel il devait vivre ; pour vivre il devait en triompher. Dès les premiers âges, l'homme et la bête ont instinctivement lutté ; les combattants ne luttent plus à armes égales. Voici que maintenant les dernières contrées où les animaux sauvages vivaient en paix deviennent le domaine de l'homme.

Il ne peut être question de conserver la nature telle qu'elle est, ce serait trop demander. Il est dans la nature des choses que l'homme même sans abuser, modifie le milieu dans lequel il vit, on ne peut arrêter tout progrès, et, pour arriver à des résultats, les amis de la nature ne doivent pas se montrer trop exigeants. Mais, ce qui est à craindre c'est une exploitation intensive, abusive et irraisonnée de certaines espèces animales qui risquent un jour prochain de disparaître, sans parler des pertes déjà irrémédiablement accomplies. Nous verrons plus loin que la protection de la nature, pour être effective, ne doit pas être basée uniquement sur des raisons sentimentales, mais bien plutôt sur des raisons économiques et d'utilité.

C'est avec émotion que l'on constate la disparition de vieilles espèces animales, certaines préhistoriques, d'autres connues de nos ancêtres. C'est avec angoisse que l'on attend de nouvelles extinctions, si des mesures rigoureuses et rapi-

des ne sont pas prises¹. Il faut agir à temps, la science humaine toujours en progrès lorsqu'il s'agit des moyens de destruction sera toujours impuissante à créer, à donner la vie, à rendre à la vie une espèce disparue (c'est là œuvre divine). Bien des espèces ont disparu, d'autres sont en voie de disparition ; pour celles qui sont disparues, il n'est plus rien à faire, mais du moins, profitons de la leçon et ne laissons pas refaire l'irréparable lorsqu'il est en notre pouvoir de l'éviter et quand il en est temps encore.

Pour bien montrer l'efficacité des efforts des Protecteurs de la Nature, les magnifiques résultats que l'on peut en attendre, je voudrais au début de ce livre, citer l'exemple de deux ou trois espèces en voie de disparition, à la suite de circonstances diverses, que les efforts adroits, raisonnés, souvent pénibles et toujours méritoires de quelques hommes dévoués nous ont heureusement conservées.

Nous nous bornerons ici à citer en exemple deux espèces qui paraissaient appelées à disparaître et pour la sauvegarde desquelles les efforts les plus méritoires ont été faits et paraissent heureusement assurés du succès : ce sont le Castor et l'Elan d'Europe.

LE CASTOR. — Le Castor de France (*Castor fiber*, *Castor Galliæ*, *Castor fiber Gallicus*) appelé à raison de son habitat actuel Castor du Rhône, offre l'exemple d'une race particulièrement intéressante ; en voie de disparition il y a quelques années, elle semble sauvée, grâce aux sages mesures qui ont été prises en sa faveur dans la région rhodanienne où se trouvaient les derniers membres de cette espèce millénaire.

Si l'on veut bien se rappeler que le Castor est un survi-

1. Rapport de M. Edouard Daladier, ministre des Colonies, à M. le Président de la République, *J. O.* du 29 janvier 1925.

vant de l'époque quaternaire, peut-être même tertiaire¹ selon certains, on voit l'intérêt esthétique et scientifique qu'il y a à arrêter la destruction de cette espèce, à empêcher de tomber dans le néant ce témoin des périodes glaciaires qui a pu ou su s'adapter à nos climats tempérés et même chauds, puisque, phénomène curieux, les colonies de Castors qui subsistent en France se trouvent dans la région du Rhône, dans les départements du Rhône, de l'Ardèche, du Gard principalement.

Si le Castor du Rhône est d'une espèce différente du Castor du Canada, les Naturalistes paraissent d'accords pour affirmer que ce dernier est de même espèce que ses frères Européens². Le Castor Fiber est le plus grand rongeur d'Europe ; il est la seule espèce vivant en Europe du genre Castor créé par Linné en 1766.

Les autres colonies de Castors d'Europe se trouvent en Suède, en Norvège et en Allemagne sur l'Elbe ; leurs lieux d'habitat semblent conditionnés par le régime des fleuves ; en effet, c'est sur l'Elbe qu'ils vivent en Allemagne et, il y a analogie entre le régime de l'Elbe et celui du Rhône.

Des découvertes qui ont été faites (à Abbeville entre autres), il résulte que le Castor a peuplé jadis toute la France et qu'il est bien actuellement en régression très nette. M. Delépine, dans son étude sur l'extension ancienne du Castor en France, pense que ce rongeur a dû être très commun dans les vallées du Nord de la France jusqu'à l'époque gallo-romaine comme en témoigne le nom de Castor appliqué à un grand nombre de cours d'eau. En effet, les noms de nombreuses rivières et villages de France, principalement du centre de la France, permettent de supposer que le Castor a jadis fréquenté ces rivières. Le nom scien-

1. Des vestiges de castor ont été trouvés dans le diluvium d'Abbeville, dans celui de la Ferté Alep, dans les cavernes préhistoriques de Vadore, de Lunel Viel. (Compte rendu du Congrès International pour la Protection de la Nature, Paris, 1931, p. 123.)

2. Voir article de M. Paul Megnin, dans *le Temps* (1934).

tifique du Castor est Castor Fiber ; chez les Francs c'était le biber, en allemand le biber, en bas-latin *bever* ou *beuvrum* ; longtemps le Castor s'est appelé bièvre. Actuellement dans le Midi le Castor c'est le Vibré. Dans la région parisienne, on trouve la Bièvre qui naît près de Saint-Cyr et passe auprès des Gobelins et le village du même nom. Dans la Meurthe, existe aussi la Bièvre. Dans diverses régions, nous retrouvons des noms se rattachant à la racine franque *biber* et au nom latin *bever* ou *beuvrum*. Le Beuvron rivière de la Sologne, la Beuvronne en Brie, Breuvon en Auge et Saint-James-de-Beuvron en Normandie, Beuvry dans le Nord et le Pas-de-Calais, Bevray près d'Autun.

Faut-il conclure de l'application du vieux nom français de Castor, ou de dérivés de ce nom à des rivières, que le Castor a certainement peuplé ces rivières. Il y a de fortes chances, mais ce n'est pas une preuve irréfutable, car Bièvre signifiait aussi fourrure, il peut aussi s'agir de la loutre. Mais, ce qui permet d'être plus affirmatif ce sont les ossements découverts.

A l'heure actuelle, le Castor est fort rare en France, et, fait étrange, ce survivant des époques glaciaires, qui paraît à sa place en Suède ou au Canada, s'est adapté à notre climat chaud et ne se trouve plus que sur le Rhône et certains de ses affluents. Dès 1749, Buffon écrivait : « Il y a des Castors en Languedoc, dans les Iles du Rhône, ils sont très rares en France ¹. »

Pourchassé par les hommes, vivant sur un fleuve dont le

1. M. Paul Megnin, dans l'article précité du *Temps*, rapporte qu'à la fin du *xix*^e siècle, un castor a été tué aux portes de Strasbourg. — Scherdlin, « Animaux disparus de la faune d'Alsace : Le Castor », *Bulletin de l'Association Philomathique d'Alsace-Lorraine*, t. VI, fasc. V, 28^e année, 1923, dit le Castor connu dans les rivières d'Alsace à l'époque gallo-romaine, et mentionné dans des textes du *ix*^e et *x*^e siècles. — Le dernier castor d'Alsace fut pris dans les premières années du *xix*^e siècle, à Robertsau, près Strasbourg, sur le bras d'eau dit Mullgraben. Hinimus, évêque de Reims, qui vivait sous le règne de Louis le Débonnaire et de Charles le Chauve, dans son livre de *Ordine Palatii*, mentionne les *Bevarii*. D'après Scherdlin, le castor aurait été aussi répandu dans la forêt de la Haardt que les sangliers et chevreuils. Ces quelques exemples montrent quelle était l'extension de cette espèce.

régime ne semble pas lui convenir, ses terriers demandant un niveau constant des eaux ; décimé par les inondations et les épidémies, il paraissait il y a quelques années voué à l'extinction. En 1928, on n'en comptait que quelques rares représentants.

D'une enquête minutieuse faite par M. Jaubert, inspecteur principal des Eaux et Forêts à Nîmes, dont les résultats ont été consignés dans une carte établie en 1930, et rapportée par M. H. Cordier, lieutenant de louveterie à Alès, au II^e Congrès international pour la protection de la nature en juin 1931, il résulte que : les Castors sont devenus peu nombreux en Camargue, se maintiennent entre Arles et Beaucaire, sont en quantité satisfaisante de Roquemaure à Pont-Saint-Esprit et qu'ils remontent, étendant leur aire jusqu'à l'embouchure de la Drôme. De plus, ils se répandent, ou solitaires ou en colonies, dans tous les confluent voisins : Ouvèze, Ceze, Ardèche, Gardon, qui n'en avaient peu ou point reçus depuis longtemps. Enfin, des castors ont été tués postérieurement à Lyon, donc beaucoup plus au nord.

Ainsi traqué par l'homme ¹, par l'inondation, par les maladies, le Castor paraissait en voie de disparition ; depuis quelques années, cette régression paraît arrêtée, on constate même des progrès. Alors que vers 1880, lors des travaux d'aménagement du Rhône, une prime de 15 francs par tête de Castor fut allouée aux destructeurs, le Castor est maintenant protégé en France.

En 1889, M. Valérie Mayer, en 1896, M. Gallien Mongaud, conservateur du Muséum d'histoire naturelle de Nîmes, lancent un appel en faveur des Castors ². Tout d'abord, la

1. Au moyen âge, il était fait une grande consommation de chair de castor, il était en outre chassé pour le *Castoreum*, utilisé en pharmacopée et payé très cher.

2. Le professeur Valérie Mayer estimait, d'après les statistiques des Primes, à 25 ou 30 les castors tués annuellement et à une centaine, peut-être 70, ceux qui restaient à cette époque (89). En 1885, il fut versé 9 primes, en 1886 10 primes, en 1887 5 primes, en 1888 7 primes, en 1889 2 primes. Et cela pour la seule partie du Rhône indiquée, c'est-à-dire entre Beaucaire et la mer ; il estimait à un chiffre égal les castors tués non déclarés.

prime à la destruction est supprimée, puis le Castor est protégé. En 1909, à la suite d'un vœu du Conseil général du Gard, le Préfet de ce département prend un arrêté protégeant le Castor, puis c'est le tour des départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse. Le Castor n'est donc protégé que par des décisions des autorités locales, l'absence du Castor dans d'autres régions ne semblait pas nécessiter de mesures générales. Mais à l'heure actuelle le Castor se trouve vivre dans des départements où il n'est pas protégé ; il en va ainsi du Rhône.

L'Elan et le Bison d'Europe paraissaient voués à une disparition rapide, si des mesures de protection n'étaient prises en leur faveur. Mais, alors que pour le Castor, on s'est contenté d'en interdire la chasse et de laisser faire la nature, pour l'Elan et le Bison il a fallu que l'homme intervienne de façon plus active, vu le nombre infime qui restait de ces animaux.

L'ELAN EUROPÉEN. — Les Elans ont considérablement souffert de la guerre de 1914, de celle qui mit aux prises en 1918 l'U. R. S. S. et la Pologne, et de la Révolution allemande.

A la suite de ces conflits qui se sont déroulés dans les régions où vivait le troupeau d'Elans européens, celui-ci fut absolument décimé ; on pouvait craindre la disparition de l'espèce (sauf en ce qui concerne les Elans de Suède et de Norvège). En 1914, on comptait 3.000 élans en Pologne, en 1919 il en restait 40. L'Allemagne et la Pologne entreprirent de sauver les derniers élans ; à l'heure actuelle, elles y sont parvenues.

Non seulement, on a sauvé l'espèce, mais, grâce à diverses mesures, on l'a conservée pure, et dans sa forme originale, par l'élimination des animaux faibles, malades et sans valeur, et par l'amélioration de l'élevage. La Pologne a promulgué en 1927 une loi sur la chasse qui unifiait et réglait les différentes dispositions en vigueur dans les

diverses régions de la Pologne : Les mâles peuvent être chassés du 1^{er} septembre au 1^{er} décembre, les femelles et les faons sont rigoureusement protégés, puis, la chasse aux mâles a été interdite jusqu'en 1936 par décision du ministre de l'Agriculture. D'après l'enquête de 1933, l'effectif des élans était de :

1° Dans les forêts de l'Etat :

Forêt de Bialowicza	116 élans dont 48 mâles
Forêt de Wilno	72 élans dont 29 mâles
Forêt de Siedlce	9 élans dont 3 mâles

au total 197 élans dont 80 mâles

2° Dans les forêts privées : 429 élans dont 144 mâles.

En tout 626 *élans* dont 224 *mâles*.

Donc, l'effectif des élans a augmenté de 13 à 15 fois depuis 1921, cependant il ne constitue encore qu'un cinquième du chiffre d'avant-guerre.

Il a été créé en 1931 un « Comité spécial d'élevage et de protection de l'Elan », transformé en 1932 en une « Section pour la protection et l'élevage de l'Elan ». L'initiative d'un seul pays, même couronnée par une réussite complète, si elle n'est pas coordonnée avec celle des pays voisins ne peut qu'écarter provisoirement le danger qui menace ce magnifique gibier.

« L'élan est un nomade et ne s'attache pas aux lieux ; il change souvent ses lieux de séjour. A quoi serviront donc tous les efforts et sacrifices d'un pays où l'élan est protégé, si chaque individu qui franchit la frontière se trouve de nouveau exposé par suite de différences dans les lois de protection. C'est pourquoi le rôle du Conseil international de la chasse peut être très important, et la tâche qui s'ouvre devant lui, très belle ¹. »

1. Rapport de M. le Professeur Gieysztor, membre de la Commission spéciale permanente, au Congrès du Conseil International de la Chasse, Varsovie, avril 1934.

Répondant par avance à ce vœu, le Conseil international de la Chasse avait créé une commission permanente de l'Elan qui s'est réunie pour la première fois les 21 et 22 mai 1932 à Berlin. Cet organisme permet les échanges de vues indispensables entre les divers pays intéressés et facilite grandement la mise en harmonie indispensable de leurs réglementations. Un effort analogue a été fait par ces mêmes pays en faveur du Bison d'Europe qui se trouvait dans une situation tout à fait comparable.

RAISONS ÉCONOMIQUES, UTILITAIRES D'ÉTABLIR UNE PROTECTION EFFICACE DES ANIMAUX.

Certes, la principale raison de protéger les espèces animales, c'est de conserver intacts les dons que la nature nous a faits. Raison sentimentale, artistique, scientifique.

Mais, nous estimons que si l'on veut avoir une base plus solide, obtenir des résultats plus tangibles, il ne faut pas s'en tenir là. Ce qu'il faut mettre à la base, ce qu'il faut faire valoir, c'est l'intérêt. Il est certain que si l'on arrive à faire saisir à l'homme l'intérêt qu'il a à exploiter raisonnablement les richesses naturelles, à lui faire connaître la valeur, la richesse qu'elles représentent, on arrivera à protéger beaucoup plus efficacement les espèces. Il est en effet incontestable que, d'une manière générale, l'intérêt est le mobile le plus efficace des diverses activités de l'homme. A l'époque de matérialisme où nous vivons, il est nécessaire de donner pour base à la protection l'intérêt économique. Il ne faut pas, en effet, espérer arrêter l'homme dans sa destruction par les sentiments, mieux vaut lui montrer l'intérêt qu'il peut avoir à ne pas toujours satisfaire ses besoins ou seulement ses désirs. Il est indubitable qu'il a tout avantage à ménager les ressources animales. Aussi nous paraît-il intéressant d'essayer de montrer par quelques exemples la valeur que peut représenter la faune sauvage, et l'intérêt que l'homme a à la ménager.

VALEUR. RICHESSE QUE REPRÉSENTENT LES ESPÈCES ANIMALES POUR L'HOMME. INTÉRÊT QU'IL Y A A LES MÉNAGER, A LES EXPLOITER D'UNE FAÇON SENSÉE EN VUE DE RÉSERVER L'AVENIR.

a) Utilité de nombreuses espèces animales dans la nature. Dangers que ferait courir leur disparition, ou même leur diminution. Exemple des oiseaux utiles à l'agriculture. Convention de 1902.

b) Richesse, que représentent pour les Nations des activités comme la chasse et la pêche. Préjudice que causerait à ce point de vue l'extinction de certaines espèces.

a) *Les espèces utiles.* — Il est indéniable qu'il est de nombreuses espèces animales qui sont utiles, et sans partir du principe que tout ce qui est dans la nature est bien fait, il est probable que chaque espèce présente son utilité, que les forces de la nature sont dans une harmonie qui demande à être le moins possible dérangée, que la disparition, de ce qu'on croyait être un fléau en amène souvent de plus graves. Cependant, nous pensons que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, que l'homme, même ne le voudrait-il pas, est bien obligé, ne serait-ce que pour satisfaire à l'instinct de la conservation de modifier le milieu naturel et de détruire, ou tout au moins de décimer les espèces qui lui nuisent ou *paraissent lui nuire directement*. Il y a donc des discriminations à faire parmi les espèces utiles ou nuisibles et c'est du reste là une des plus grosses difficultés de la question (c'est ce qui est apparu lorsqu'il s'est agi d'établir la liste annexe à la Convention de 1902 des animaux utiles ou nuisibles).

Utilité des oiseaux pour l'agriculture. — Sans trop nous étendre sur la question de l'utilité des oiseaux, pour l'agriculture, nous donnerons cependant quelques exemples qui en montreront l'importance.

L'utilité des oiseaux est, en général et particulièrement en

France, parfaitement méconnue de ceux à qui ils rendent les plus grands services et la majorité des agriculteurs, des paysans ont leur attention bien davantage attirée sur les quelques graines que mangent certains oiseaux, que sur les récoltes qu'ils sauvent en dévorant les insectes. Mais il est des pays où l'utilité des oiseaux a été mieux comprise et dans lesquels les pouvoirs publics s'occupent activement de la question. Quelques brochures publiées par l'administration du Ministère de l'Intérieur du Canada, ministère chargé de l'agriculture, nous font voir nettement les services rendus par les oiseaux, et c'est devant les chiffres étonnants au premier abord que l'on se rend compte de l'importance du travail accompli¹.

Certains pays moins favorisés que nous sont l'objet de véritables fléaux, que nous ignorons en Europe. En quelques jours, en quelques heures, tout le travail d'une année peut être anéanti par les sauterelles. On s'est aperçu que l'accroissement formidable du nombre de ces insectes est bien souvent dû à la destruction inconsidérée qui a été faite des oiseaux. Dans un rapport publié dans le *Bulletin du Comité international pour la protection des oiseaux*, M. W. Fitzimons préconise le repeuplement de l'Afrique du Sud en autruches, pintades et autres volatiles qui se nourrissent de sauterelles, et il établit un rapport direct entre la disparition de ces oiseaux et l'accroissement des sauterelles. A son avis, si une protection efficace était établie, l'Afrique du Sud serait, en 10 ans, capable de nourrir le double de sa population blanche actuelle.

1. Les pertes annuelles causées par les insectes dans les forêts et les produits forestiers des Etats-Unis, sont évaluées à 100.000.000 de livres au moins. On chiffre à 10.000.000 de livres ce que les insectes coûtent annuellement à la province de Québec. Voici sur ce que mangent les oiseaux, quelques chiffres donnés par M. W. Jackson, professeur de biologie, pour l'hon. John Bracken, ministre de l'Agriculture, Province de Manitoba : Le pic doré du Nord, peut manger dans une journée 5.000 fourmis, 1.000 punaises de céréales; la hulotte, 1.000 doryphores; l'alouette des prairies, 100 chenilles, 100 sauterelles, 200 haneçons, 50 chenilles, etc... Publié dans *Les Oiseaux, richesse nationale*. Vue des ministres provinciaux de l'Agriculture sur la valeur des oiseaux. Opuscule publié par le ministère de l'Intérieur du Canada, Service des Parcs nationaux, Ottawa.

b) *Richesse que représentent pour les Nations la chasse et la pêche.* — Si l'on ne peut nier l'utilité de certaines espèces animales, il ne faut pas non plus perdre de vue quelle richesse économique les espèces animales, qu'elles soient utiles ou nuisibles, présentent pour l'homme, pour certaines Nations, en raison des activités économiques qu'elles font naître.

Considérons par exemple les poissons. Il serait intéressant de connaître la quantité d'individus qui, dans le monde, vivent des industries du poisson, d'autre part, il constitue une nourriture indispensable à l'homme, certaines populations même ne se nourrissent que de poisson. Il est donc d'un intérêt incontestable d'exploiter sagement cette richesse et de ne pas la détruire inconsidérément sans ménager l'avenir.

Dans de nombreux pays d'Extrême-Orient, le poisson constitue avec le riz l'élément principal de la nourriture. La pêche constitue une des importantes sources de richesse de l'Indochine par exemple. Il y est capturé près de 100.000 tonnes de poissons. Une partie de ce poisson séché et préparé est exporté vers la Chine, plus de 30.000 tonnes de poissons exportés représentent une somme de 20.000.000 de piastres. Ces chiffres montrent donc l'importance qu'il y a pour un pays à ménager de telles sources de richesses, à ne les exploiter que raisonnablement.

La faune terrestre, elle aussi, est une source de richesse pour l'homme, pour les pays et en elle-même et à raison des activités qu'elle fait naître. Il y a un intérêt pour les pays à maintenir chez eux la chasse, qui n'est pas seulement un sport, mais qui est aussi une activité économique qui peut faire vivre nombre d'individus.

Il est des pays qui, jusqu'à nos jours, étaient spécialement riches en gibier, parce que l'homme n'y allait qu'assez difficilement, je veux parler des pays neufs, et en particulier de l'Afrique. Dans ces pays, la faune qui, aujourd'hui, est gravement menacée, constituait et constitue encore une

grande source de richesse. Et, tout d'abord, le gibier était et est encore la nourriture nécessaire, pour une forte partie de la population indigène et même parfois pour le colon. Ainsi, dans certaines régions de l'Afrique équatoriale où le bétail n'existe guère ¹, les indigènes doivent se nourrir de gibier.

L'Ivoire a constitué une importante source de richesse pour de nombreuses régions de l'Afrique équatoriale. Il est en Afrique des individus qui vivent du produit de leur chasse, mais qui souvent ne savent pas se rendre compte de leur propre intérêt et, si des mesures sévères n'étaient prises, ils tariraient bientôt eux-mêmes la source de leur bénéfice.

Enfin, en tant que sport, la chasse dans les colonies anglaises constitue, à la suite d'une organisation rationnelle, une partie importante des ressources du budget, par le mouvement touristique qu'elle amène. Il pourrait en être de même pour certaines colonies françaises, et particulièrement pour l'Afrique équatoriale qui pourrait devenir un véritable centre cygénétique, si une bonne organisation s'y prêtait. Dans un reportage, M. Marcel Sauvage écrivait : « Avant la guerre, l'Est africain tirait annuellement 80 millions de la chasse ; aujourd'hui, la Nigéria encaisse 15 ou 20 millions à ce titre et le Kenia de 40 à 60 millions chaque année. » Ces quelques chiffres donnent donc une idée de l'intérêt économique que représente pour ces régions la chasse et par conséquent le gibier, car sans gibier pas de chasseurs.

Des chiffres que nous donnons plus loin et qui sont extraits d'un rapport du Major R. W. C. Hingston ² montrent que l'ivoire est pour l'Afrique une source de richesse bien plus considérable qu'on ne l'imagine communément. Mais ce n'est pas une source inépuisable et comme l'indi-

1. En raison de la mouche tsé-tsé.

2. Compte rendu du Congrès pour la Protection de la Nature, Paris, 1931, p. 104.

que ce rapport, le nombre des éléphants d'Afrique s'abaisse d'une façon inquiétante par suite d'une exploitation irraisonnée due à l'absence d'une réglementation effective (statistique).

NÉCESSITÉ D'ORGANISER UNE PROTECTION INTERNATIONALE.

DIVISIONS PRINCIPALES DE L'OUVRAGE.

Il n'y a pas au monde un pays civilisé qui ne se soit préoccupé de protéger les espèces animales vivant sur son territoire. Les lois sur la chasse, sur la pêche que l'on rencontre dans tous les pays, qu'elles soient anciennes ou récentes, ont pour but immédiat et principal la protection des espèces qui sont l'objet de ces activités.

Depuis quelques années un mouvement se produit en faveur de la protection et de nombreuses associations s'en préoccupent : associations nationales et internationales ; des mesures sont prises dans de nombreux pays, lois créant des réserves des parcs nationaux, etc... Les puissances colonisatrices se sont préoccupées de mettre un terme aux dévastations qui se produisaient dans des territoires jusque-là peu fréquentés.

On ne peut dire qu'il y ait un pays où le principe de la protection ne soit reconnu, il n'en est pas non plus où elle ne soit organisée. Cette organisation varie selon les pays, elle est plus ou moins bonne, plus ou moins efficace, mais elle est générale. La reconnaissance universelle par le monde de la nécessité de la protection en est bien la justification.

Il serait intéressant pour nous d'étudier et de comparer les diverses lois nationales sur la chasse et sur la pêche, les règlements en vigueur dans les différentes nations, mais considérant le problème du point de vue international, la place nous manque ici pour faire cette étude de droit com-

paré. Mais cette protection organisée dans chaque pays par une loi ou par des lois qui lui sont propres est-elle suffisante ?

Indépendamment de sa valeur propre, chaque loi nationale, reposant sur des principes différents suivant les pays, ne peut assurer une protection générale et efficace ; ces réglementations internes n'intéressent alors que les espèces qui vivent sur le territoire national et qui y vivent d'une façon continue. En effet, les lois sur la chasse, les lois sur la pêche, toutes les lois protectrices sont essentiellement territoriales. Il ne peut être question, et il n'a jamais été question pour un Etat d'accorder sa protection aux animaux hors de ses frontières. Quelle que soit la définition que l'on donne du gibier, des animaux sauvages, aucune législation nationale, ni le droit internationale ne reconnaissent aux animaux la qualité de sujet de droit. Il ne peut en être pour eux comme des individus qui jouissent à l'étranger du bienfait de la nationalité. Cette territorialité des lois protectrices admise, et elle ne fait pas de doute, leur insuffisance apparaît aussitôt.

Il est peu d'espèces rigoureusement sédentaires. Pour les animaux, il n'y a point de frontières, chez eux comme chez l'homme ou plus que chez l'homme, il y a des sédentaires et des migrants. Mais alors que pour l'homme, on peut parler de la personnalité des lois, que, dans une certaine mesure, il est suivi à l'étranger par la loi de sa nationalité, il ne saurait en être question pour un animal, et toutes les mesures prises dans un pays pour sauvegarder une espèce peuvent être annihilées par l'absence de protection dans un autre pays. Or, les espèces voyageuses, les migrants constituent un élément important de notre faune, leur protection pose d'importants problèmes qui sont du domaine du droit international en raison du grand nombre de pays qu'ils intéressent.

Si pour les migrants les lois nationales sont de peu d'efficacité, il est une autre catégorie d'animaux dont la

protection ressortit au droit international et au droit international seulement à raison du milieu dans lequel ils vivent, je veux parler de la faune qui peuple les océans. Il sera nécessaire à ce sujet d'étudier la condition juridique particulière de la mer, aussi pour plus de clarté étudierons-nous à part la protection des animaux marins — ce qui nous amène à diviser cette étude en deux parties principales : Protection de la faune terrestre ; Protection de la faune océane.

PREMIERE PARTIE

La protection de la faune terrestre

APERÇU HISTORIQUE SUR LA QUESTION DE LA PROTECTION.

Associations nationales et internationales s'occupant de la protection des animaux.

Le problème de la protection n'est pas très ancien. On peut dire qu'il ne s'est posé sous la forme actuelle qu'au XIX^e siècle, par suite des progrès scientifiques réalisés depuis le XVIII^e.

Certes, les espèces animales ont été protégées dès longtemps déjà, des lois sur la chasse ont été édictées dans tous les pays européens, mais, le but immédiatement poursuivi n'était pas celui de sauver, de protéger des espèces menacées.

Sous l'ancien régime, le braconnage était beaucoup plus sévèrement réprimé qu'aujourd'hui. Il n'y avait du reste pas à se préoccuper de la disparition du gibier, incontestablement beaucoup plus nombreux que de nos jours. C'est que le droit de chasse était un des privilèges de la noblesse, et un de ceux auxquels elle tenait le plus. C'est en 1789 seulement qu'il a été aboli. Mais ce n'est qu'à la suite des progrès réalisés dans les moyens de locomotion et de destruction que la question est devenue inquiétante. Tout le monde s'est mis à chasser. En France, la majeure partie du territoire s'est transformée de chasse réservée en chasse banale. Les mesures de repeuplement et de surveillance qu'il aurait fallu prendre ne l'ont pas été.

Dans les vieux pays, des lois existaient déjà, une surveillance active était encore facile, mais c'est dans les territoi-

res nouvellement découverts que les abus les plus criants se sont produits, en Afrique tout particulièrement. La chasse des bêtes sauvages s'est industrialisée, de véritables hécatombes ont été faites par les blancs. D'autre part, les indigènes avaient toujours chassé pour se nourrir, mais avec des armes rudimentaires, lorsqu'ils ont eu à leur disposition les armes à feu, ils ont tué sans souci de l'avenir. Depuis la conquête du continent noir on a assisté à un gaspillage insensé.

Au fur et à mesure des progrès scientifiques, du développement économique, les dangers courus par la nature devenaient de plus en plus inquiétants. Devant cette menace, dans tous les pays et particulièrement dans les pays anglo-saxons, les amis de la nature s'émurent ; des congrès furent réunis et de nombreuses associations se formèrent dans le but de remédier à cet état de choses. Certaines de ces associations s'occupent de la nature en général, certaines autres ne s'occupent que de protéger les animaux. Ces associations privées sont, aujourd'hui, nombreuses et souvent puissantes, il en est de nationales et d'internationales, on en rencontre dans la plupart des pays. Leur activité est variée. Tantôt elles protègent directement la nature, par la création de parcs, jardins, refuges privés, tantôt elles répandent leurs idées dans le public, par la propagande, tantôt elles interviennent après des pouvoirs publics.

Parmi les nombreux congrès suscités par ce mouvement depuis quelques années, les uns n'ont eu qu'une portée nationale, les autres avaient un caractère international. Tandis que certains se proposaient la protection de la nature en général, d'autres ne visaient qu'à la protection des animaux ; d'autres encore ne s'intéressaient qu'à un genre particulier d'animaux, tantôt les oiseaux, tantôt la faune marine, tantôt la faune coloniale.

C'est ainsi qu'en 1930, à l'occasion de l'Exposition Coloniale, se réunissait, à Paris, le Congrès international pour

la protection de la nature, dont l'importance a été réellement considérable tant en raison des personnalités et du nombre de pays qu'il a réunis que des résultats effectifs qu'il a permis d'obtenir ; résultats sur lesquels nous reviendrons à plusieurs reprises. Les succès que ce Congrès a pu enregistrer ont été le couronnement de nombreuses années d'efforts persévérants.

Le premier Congrès international pour la protection de la nature avait lieu à Paris en 1923, du 31 mai au 3 juin. Il venait à la suite de divers autres qui avaient abordé dans leur programme la protection de la nature. Ce furent le deuxième Congrès international d'Art public fusionné avec le Congrès de l'Association littéraire et artistique internationale qui se tint à Liège en septembre 1905. Le Congrès international pour la protection des paysages en 1909. En 1910, 1911, 1913, les Congrès de l'Association littéraire et artistique internationale.

Grâce à M. Raoul de Clermont lors de ces congrès, le principe de la protection de la flore et de la faune coordonnée avec celle du paysage se fait jour, et surtout y naît le projet de création d'une Commission internationale permanente et d'un Office ayant pour but la centralisation des documents concernant la protection des sites naturels.

Au huitième Congrès international de Zoologie tenu à Graz, en 1910, le Dr Paul Sarrazin, de Berne, émet un vœu tendant à la réunion d'une Commission internationale pour la protection mondiale de la nature.

En 1913, le 17 novembre, vingt gouvernements se font représenter à la Conférence internationale pour la protection de la nature, conférence qui constitue une « Commission consultative permanente pour la protection de la nature ». L'établissement de cette commission permanente était un pas important en avant, malheureusement, la guerre allait interrompre son activité dès sa création. Nous arrivons ainsi au Congrès international de 1923 pour la

protection de la nature, qui devait être suivi du deuxième Congrès en 1930.

La nécessité de créer un organisme permanent analogue à celui que la guerre avait fait avorter, fut signalée à nouveau vers 1923 par des personnalités scientifiques.

En 1928, l'Union internationale des Sciences biologiques, institution groupant les académies scientifiques de dix pays d'Europe, sur la demande du « Comité Néerlandais pour la protection internationale de la nature », du « Comité belge pour la protection de la nature », et du « Comité français permanent pour la protection de la faune coloniale », reprit l'idée esquissée à Berne, en 1913, de créer un établissement permanent de coordination pour la protection de la nature.

L'Office international pour la protection de la nature, dont le siège est à Bruxelles, a pour but d'être le point central du mouvement international de protection, l'organe de coordination de tous les efforts tentés en ce sens.

Une des premières tâches a été de réunir le plus grand nombre de documents touchant à la question et de les mettre à la disposition de personnes s'y intéressant, soit par correspondance, soit par la consultation de ces documents. L'Office publie, en outre, la *Revue internationale de législation pour la protection de la nature*.

Tout ceci est l'œuvre de la Section de corrélation. La Section de corrélation de l'Office s'efforce, sous le patronage d'un grand nombre de gouvernements, de créer un mouvement de coordination et de centralisation, de mettre en rapports les différents groupements nationaux. L'Office international s'occupe aussi d'éducation et de propagande.

De nombreux groupements nationaux ou internationaux, des personnalités, le gouvernement néerlandais, reconnaissant l'utilité incontestable de l'Office en la matière, en ont pris la charge matérielle en attendant sa reconnaissance officielle par les divers gouvernements.

Comité international pour la protection des oiseaux. --

Agissant dans un domaine plus restreint, comme son nom l'indique, le Comité international pour la protection des oiseaux a été constitué en 1922. Il a pour but de coordonner et d'encourager les efforts de protection des oiseaux ; c'est en quelque sorte l'organe central des sociétés protectrices des oiseaux existant dans les différents pays, sociétés nombreuses, florissantes et actives comme on le verra plus loin.

Antérieurement à la constitution de ce Comité permanent, l'activité internationale en matière de protection des oiseaux avait été considérable ; nous signalerons les nombreux congrès ornithologiques qui se sont toujours préoccupé de la question de la protection. Le premier eut lieu à Vienne en 1884, le second à Budapest en 1891, le troisième à Paris en 190. C'est de ces congrès que devait sortir la fameuse convention de 1902.

Le *Conseil international de la chasse*, autre organisation permanente de formation relativement récente, a développé en faveur de la protection des animaux une activité considérable. Les chasseurs, tout au moins les chasseurs raisonnables, sont incontestablement des protecteurs des bêtes, il ne s'agit évidemment pas de ceux qui veulent pratiquer la chasse en tous temps et en tous lieux, contre les règlements, et arrivent à la destruction de la chasse avec celle du gibier. C'est contre ceux-là précisément que se dresse le Conseil international de la chasse.

Pour bien s'en convaincre, du reste, il n'est besoin que de jeter un coup d'œil sur les questions qui préoccupent cette association : la protection raisonnée du gibier en fait le fond. Le Conseil international travaille, du reste, en plein accord avec les associations protectrices, en dépit des quelques divergences de vue qui les séparent.

La Session constitutive du Conseil international de la Chasse s'est tenue à Paris en novembre 1930, une deuxième session avait lieu à Paris encore en mai-juin 1931, puis une troisième session à Varsovie en 1934.

Depuis sa constitution, le C. I. C. s'est occupé inlassablement de la protection des divers gibiers, en effet, la plupart des rapports présentés se rapportent à leur protection : protection des oiseaux migrateurs, de la bécasse, de la caille, de l'élan, protection des oiseaux de mer contre la pollution des eaux, etc..., et préconisent les mesures à prendre à cet effet. De nombreux vœux et résolutions dans le même sens ont été adoptés dans des sessions diverses.

Lors du congrès de 1931, il a été décidé qu'une Commission permanente serait créée, commission chargée d'étudier les mesures qui pourront être recommandées aux divers Etats en vue d'assurer l'exécution des vœux du Conseil relatifs à la protection du gibier migrateur. Elle a pris le nom de « Commission permanente des oiseaux, gibiers migrateurs ». Le C. I. C. groupe actuellement les représentants de 57 nations, ce qui lui donne une influence certaine. Plusieurs des vœux qu'il a présentés ont, du reste, été réalisés.

Associations nationales. — A côté des groupements internationaux, il existe, dans chaque pays, des associations nationales. Les premiers ne pourraient, du reste, agir efficacement sans l'aide de celles-ci, avec lesquelles ils collaborent étroitement la plupart du temps. Ce sont, en général, des délégués de ces diverses associations nationales qui assurent la représentation des Etats dans les Congrès et Commissions internationaux. Les travaux des organismes internationaux profitent, la plupart du temps, de ceux des associations nationales. Nous ne pouvons citer tous ces organismes qui sont extrêmement nombreux, et tout particulièrement en Angleterre et aux Etats-Unis.

En France, la « Société nationale d'Acclimatation » ne s'occupe pas seulement de travaux scientifiques, elle est vouée à l'étude et à la protection de la faune et de la flore indigènes ou exotiques, ainsi qu'à la défense des espèces animales et végétales menacées de disparition. Une section de la Société d'Acclimatation, la septième, a pour but la protection de la nature.

La Ligue Française pour la Protection des Oiseaux est une sous-section de la Section d'ornithologie de la Société d'Acclimatation, elle a été fondée en 1912, elle a pour programme de « chercher à réduire les causes de disparition des oiseaux, en faisant connaître leur rôle, leur utilité, en favorisant leurs moyens d'existence et leur reproduction et en attirant sur eux l'attention des Pouvoirs publics ».

La Ligue s'occupe tout particulièrement de la protection des oiseaux utiles, elle s'efforce d'obtenir dans la mesure du possible la stricte application des textes déjà existants.

A cet effet, la Ligue publie un bulletin mensuel, donne des séances publiques, conférences, etc..., elle a décerné, depuis sa fondation, de nombreuses primes aux agents de la force publique et gardes, fondé de nombreuses sociétés scolaires de protection. D'autre part, elle a fondé de nombreuses réserves ou refuges d'oiseaux ; au 4 juin 1931, ils étaient au nombre de 1.478, couvrant une superficie de 155.600 a. Parmi ces réserves, il convient de citer la réserve des sept îles en Perros-Guirec (C.-du-N.), d'un intérêt tout particulier, où se trouvent préservées d'une destruction complète et imminente les dernières colonies de ces curieux oiseaux, les Macareux (*Fratercula arctica* L.) qui viennent nicher sur nos côtes¹.

Elle s'est mise en relation avec les très importantes Ligues similaires à l'étranger que nous ne ferons que citer : la Royal Society for Protection of birds, le Permanent Wild Life Protection Fund de New-York, et la National Association of Audubon Societies.

De son côté, la Société d'Acclimatation créait la Réserve de Camargue, évitant ainsi la disparition, en France, d'une faune toute particulière et remarquable.

Enfin, citons encore parmi les institutions officielles : le Muséum national d'Histoire naturelle, et la Direction de la Chasse au ministère de l'Agriculture.

1. V. l'opuscule publié par la L. F. P. O., *Les sept îles en Perros Guirec*, 1930.

LIVRE PREMIER

La protection des oiseaux migrateurs

1° LES MIGRATIONS.

Avant de passer à l'étude de la protection elle-même, il est indispensable d'étudier sommairement les migrations, ce phénomène d'origine assez mystérieuse.

Nous ne ferons que passer sur les causes, du reste assez mal connues. Nous essaierons principalement d'avoir une vue d'ensemble des migrations, de décrire les faits observés, ce qui, je l'espère, montrera clairement l'insuffisance de protections nationales, la nécessité de recourir à des mesures internationales.

Il y a des quantités innombrables d'animaux qui, loin de rester attachés à une habitation fixe et déterminée, circulent, sinon par tout le monde, du moins, et ceci d'une façon assez régulière, semble-t-il, suivant des routes déterminées, à travers de très nombreux pays. D'ententes entre ces pays, il peut découler des résultats dans les mesures protectrices incomparablement plus profitables que ceux obtenus par des protections nationales qui s'ignorent et sont parfois même contradictoires.

S'il existe, chez les mammifères, des migrations, elles sont beaucoup moins remarquables que chez les oiseaux, ou peut-être sont-elles moins apparentes et ne frappent-elles pas l'esprit comme les grands vols d'oiseaux voyageurs. Elles ne présentent pas non plus le caractère de

périodicité, de régularité (sauf peut-être, en Amérique, pour le Caribou et le Bison des prés), qui sont un des traits essentiels des migrations des oiseaux.

Qui n'a remarqué, surtout s'il est chasseur, au printemps, ou mieux encore, par une belle journée d'octobre, les grands vols d'oiseaux qui se succèdent dans le ciel, se dirigeant tous dans une même direction, au printemps vers le Nord, à l'automne vers le Sud. C'est peut-être là l'aspect le plus frappant des migrations, mais ce n'en est qu'un des aspects, et, à juger des migrations sur ces passages visibles pour chacun, on s'en ferait, à coup sûr, une fausse idée.

Les migrations sont des mouvements d'amplitude variée suivant les espèces et même les individus, mouvements d'aller et de retour vers des régions permettant à l'animal de satisfaire à différents besoins. Aussi bizarre que cela puisse paraître il n'y a pour ainsi dire pas d'oiseaux absolument sédentaires dans notre Europe Occidentale. Leurs déplacements sont plus ou moins importants, rapides, mais il y en a fort peu qui se fixent définitivement dans une région.

Tout être doit être adapté au milieu dans lequel il vit. Toute espèce si elle veut durer et prospérer doit pouvoir satisfaire à différentes nécessités et en particulier de nourriture et de reproduction. Il est possible qu'une même région puisse tout au long de l'année procurer à certaines espèces ce qui leur est indispensable. Il en est ainsi actuellement pour la race humaine dans presque toutes les régions du globe ; mais dans des temps reculés et qui durèrent fort longtemps, l'homme fut un nomade et dut parcourir les continents à la recherche de sa nourriture, ce qui existe encore dans quelques régions déshéritées. Aujourd'hui, d'une manière générale, l'homme est sédentaire, mais, parce que la Nature a fait de lui un être supérieur, qui a à sa disposition de puissants moyens.

Dans certaines régions privilégiées, à l'heure actuelle, les espèces aviennes sédentaires sont encore nombreuses et

peuvent tout au long de l'année trouver constamment des conditions telles qu'elles puissent satisfaire à tous leurs besoins : besoin de nourriture comme de reproduction, il en est ainsi dans certaines régions tropicales.

Mais, toutes les espèces ne sont pas adaptées à ces régions ; la nature ne les a pas non plus créées de telle façon qu'elles puissent s'adapter aux changements saisonniers, triompher des éléments et vivre comme l'homme d'une façon artificielle.

Aussi la nature a mis à la disposition des espèces qui ne pouvaient s'adapter à une région, d'autres moyens, elle leur a permis de se déplacer facilement.

La plupart du temps, la région dans laquelle l'oiseau vit ne répond pas à tous ses besoins. Le milieu varie suivant les saisons. Une contrée qui, durant une partie de l'année, suffit à une espèce ne lui permettra pas de vivre à un autre moment. Telle espèce qui trouve par exemple dans les hautes latitudes (ce qui est le cas général) les conditions extérieures lui permettant de satisfaire durant la belle saison à ses amours et à sa nourriture, se verra, si elle demeure en ces lieux, privée de nourriture lorsque l'hiver arrive. Il ne lui reste qu'une seule solution : émigrer. Les migrations consistent donc en mouvements périodiques entre deux habitats. Dans l'un, l'oiseau rencontre durant la saison de la reproduction, toutes les conditions extérieures qui lui permettent de parvenir à cette fin, tout en trouvant sa nourriture, puis, le milieu changeant avec la saison, il ne peut plus se nourrir, il doit partir. Dans l'autre, le milieu lui permet de satisfaire à tous ses besoins courants, la période de la reproduction étant finie.

Nous ne nous attarderons pas dans la recherche et l'étude des causes, des mobiles directs ou indirects des migrations. Ils restent mystérieux et mal connus. L'oiseau lorsqu'il part obéit à un instinct, mais cet instinct est lui-même obscur. On ne peut définir la migration comme un acte d'intelligence pour l'oiseau décidant à l'approche de la mauvaise

saison d'aller dans des régions plus favorables ; les jeunes oiseaux, qui ne peuvent savoir, partent comme les autres, et pour nombre d'espèces, avant les vieux. On ne peut non plus l'expliquer seulement par l'influence physique extérieure, par les influences météorologiques, bon nombre d'espèces partant avant la mauvaise saison.

Il faut donc faire intervenir l'instinct dans l'explication des migrations. Sur cet instinct, les phénomènes météorologiques ont une influence certaine, de nombreux naturalistes ont étudié cette question. Le Dr Oberthür, dans son livre (*Gibiers de notre pays*), donne une explication intéressante de la naissance et du développement de cet instinct. Pour lui, comme pour de nombreux naturalistes (Landsborough Thomson, *Les oiseaux*, Cathelin), il faudrait rechercher l'origine des migrations dans un premier mouvement auquel les oiseaux auraient été poussés par l'avènement de la période glaciaire, mouvement qui se reproduirait à chaque saison¹.

D'une façon générale, les migrations se présentent de la manière suivante : Le printemps arrivant les oiseaux, dans le but de se reproduire, montent vers le nord et nichent au point extrême de leur montée, tout au moins dans la région la plus fraîche. Puis la mauvaise saison arrivant, à l'automne, on voit les oiseaux descendre vers le sud, vers les régions chaudes ou tempérées.

Mais une vue aussi simple des migrations est fausse. Les mouvements ne sont pas forcément nord-sud, comme nous allons le voir ; car, si le lieu le plus favorable à la reproduction est bien le lieu le plus frais de la région habitée par l'oiseau, la latitude n'est pas le seul élément constitutif du climat. Si la région de nidification est bien toujours la même ; pour beaucoup et cela varie suivant les espèces et suivant les individus, les voies de migration varient ; il

1. J. Oberthür.

2. Landsborough Thomson, *Les Oiseaux*, édit. de Cluny, rue de Seine, Paris.

s'agit bien souvent de vagabondage, plutôt que d'une véritable migration.

Enfin, l'amplitude de ces mouvements est extrêmement variable. Il peut s'agir d'un simple petit déplacement d'une région à une région très voisine, déplacement de l'ordre de quelques kilomètres comme de véritables voyages à travers le monde, traversées de grands pays, de continents, de bras de mer et même d'océans. Les exemples ne sont pas rares des gibiers communs à la France, l'Angleterre, l'Europe Centrale, tels que cailles, bécasses, bécassines, pigeons ramiers, qui nichent chez nous et vont hiverner en Afrique et même parfois dans l'autre hémisphère.

Ce bref aperçu fait voir d'emblée les difficultés qu'il y a à suivre les migrations à travers le monde. On ne peut en dresser un tableau général, les routes suivies sont diverses et nombreuses ; elles ne sont pas les mêmes pour toutes les espèces, et dans chaque espèce même il y a des groupes qui prennent des voies et ont des buts différents. Il y aurait grand intérêt en vue des mesures de protections à prendre, à connaître de façon précise les itinéraires, les pays traversés, les époques de passage, la durée du stationnement, mais la difficulté est grande, et malgré les progrès réalisés dans les méthodes scientifiques d'observations on n'en a qu'une connaissance approximative. Des milliers d'espèces, des nombres incalculables d'individus font partie de ces mouvements migratoires. Il n'est guère de partie du globe qui n'y soit intéressée, et ce durant toute l'année. Les besoins des espèces diffèrent, les époques de migration, les directions suivies s'enchevêtrent ; les courants se croisent, sont parfois contraires, d'où difficulté d'observation, difficulté de découvrir ce qu'il y a de constant et de régulier dans ces mouvements.

Des naturalistes ont procédé à nombre d'observations sur les migrations. M. A. Landsborough-Thomson dans son livre *Les Oiseaux*¹, traduit de l'anglais par M. P. Rode, assistant

1. Edit. de Cluny, rue de Seine, Paris, p. 155.

au laboratoire de mammalogie et d'ornithologie du Muséum de Paris, estime que les mouvements migratoires dans d'oiseaux venant du Groënland, d'Irlande et des Iles abstraction des déplacements intérieurs se résumer comme suit :

« Du Nord et du Nord-Ouest, immigration et passage d'oiseaux venant du Groenland, d'Irlande et des Iles Féroé, qui arrivent par les côtes septentrionales des Iles Britanniques.

» Du Nord-Est, immigration et passage d'oiseaux venant de l'Europe du Nord (plus tard aussi du Spitzberg et de la Sibérie du Nord). Certains traversent la Mer du Nord et arrivent en Grande-Bretagne par les côtes orientales, d'autres gagnent la France en suivant les côtes ou en traversant les terres.

» De l'Est, immigration et passage d'oiseaux venant de l'Europe Centrale et qui gagnent la France et l'Angleterre méridionale.

» Vers le Sud, passage et émigration d'oiseaux venant des Iles Britanniques et de France allant vers l'Europe méridionale et l'Afrique.

« Les mouvements migratoires de printemps sont dans l'ensemble la contre-partie des précédents ¹. »

M. Maurice Boubier a établi une carte générale des migrations qui fait apparaître leur importance considérable ².

1. V. aussi la classification faite par M. le Docteur J. Oberthur, dans son livre *Gibiers de notre Pays* (Librairie des Champs-Élysées).

2. Maurice Boubier, docteur ès sciences, *L'Oiseau et son milieu*, Fiblio. de Philosophie scientifique, Ernest Flammarion, édit., Paris, 1922.

« Ceci étant posé, voici comment s'établissent ces cinq éventails, dont la carte se trouve à la page suivante.

1° *L'éventail européen-sénégalais* :

Un grand nombre d'oiseaux de la Sibérie occidentale et de l'Europe, de même que du Spitzberg et du Groënland, suivent dans leur migration, un éventail dont le sommet aboutit à la Sénégalie. Exceptionnellement, des oiseaux de la Sibérie orientale peuvent s'égarer dans cet éventail et arriver jusqu'en Europe.

Les diverses routes de migration suivies par les individus, quels que soient

Pour les oiseaux migrateurs d'Europe, on peut dire qu'ils passent l'été en Europe et l'hiver surtout en Afrique, mais aussi en Asie et dans les pays méditerranéens, ces oiseaux traversent donc un grand nombre de pays européens, où ils sont traqués. Grâce aux stations ornithologiques de baguage, on est arrivé à connaître avec une assez grande précision les itinéraires suivis par les oiseaux. Les mouvements dans les deux sens de la caille et de la bécasse particulièrement intéressantes et menacées sont bien connus. Ces deux oiseaux traversent toute l'Europe, traversée au cours de laquelle ils subissent de grosses pertes. Suivons par exemple la bécasse. En remontant du Midi vers le Nord, les bécasses se dispersent. L'aire de dispersion de la bécasse a pour limites extrêmes le 67° L. N. au Nord de la Scandinavie, le 65° L. N. au Nord de la Russie Occidentale, le 60° pour la Sibérie, puis d'autre part, entre le 30° L. N. du Sud-Ouest du Maroc et le 20° L. N. de l'Est Africain

leur point de départ et leur point d'arrivée, se trouvent donc dans les limites de cet éventail et dans le sens général de ses directions maîtresses.

2° *L'éventail caucaso-zambézien :*

Une série d'oiseaux du sud-est de l'Europe, des Balkans, du Caucase, de l'Asie Mineure et en partie des pays transcaspiens et persans, convergent leurs routes de migration et vont hiverner quelque part sur le parcours Egypte, Arabie, Afrique orientale, quelques-uns mêmes jusqu'au Natal.

3° *L'éventail arabo-malabarien :*

Une bonne partie des oiseaux migrateurs de la Russie orientale, de la Sibérie occidentale, des territoires transcaspiens et turkestans, vont passer l'hiver jusque dans le Béloutchistan, le Sind ou la côte occidentale de l'Hindoustan (côte de Malabar).

Je ferai remarquer ici, que Severtzow, se basant sur le détail de ses observations, avait noté que « les routes de migration concentrées entre le Syr et le Thian-shan occidental, aux environs de Rschimkent et de Tashkent, sur un terrain de moins de 120 verstes de large, se dispersent vers le nord, sur une étendue plus de dix fois plus grande, entre l'Ischim et les monts Khangai. Ce qui cadre absolument avec la notion du faisceau divergent-convergent telle qu'elle est ici exposée.

4° *L'éventail himalayo-hindou :*

Les migrateurs qui nichent dans les chaînes himalayennes et le Tibet, descendent en hiver dans les plaines du nord de l'Hindoustan et de l'Assam.

5° *L'éventail sibéro-malaisien :*

Les oiseaux migrateurs qui nichent en Sibérie, du Jéniséi au Kamtschatka, ainsi que ceux du territoire de l'Amour et de la Mongolie, vont hiverner au Japon, en Chine, dans les îles Philippines, en Cochinchine, au Siam, dans les îles de la Sonde, sur la côte orientale de l'Hindoustan et jusqu'en Australie. Ceux des régions moyennes, Japon ou nord de la Chine, suivent la même voie.

(pour les groupes de l'Est). La bécasse n'a pas été observée en Irlande, Groënland, ni dans les Iles Féroé.

Pour l'Europe Occidentale, voici les pays qu'elles visitent :

1° Le groupe de l'Ouest niche en Irlande, Ecosse, Angleterre, puis va en Hollande, Belgique et France.

2° Le groupe du Nord-Ouest part de Norvège, passe en Ecosse, Angleterre, Belgique et France.

3° Le groupe du Nord, originaire de Finlande et de Suède, traverse la Suède, le Danemark, la Hollande, la Belgique, la France et reste en Espagne durant l'hiver.

4° Le groupe du Nord-Ouest de la Russie va en Provence, aux Baléares, en Algérie, par l'Allemagne, le Luxembourg, la Belgique et les vallées de la Saône et du Rhône. Ces groupes se mélangent du reste plus ou moins. Pour arriver à une protection effective, il faut donc arriver sinon à une entente entre tous ces pays, du moins à un échange et à une communauté de vues.

Ce n'est là qu'un exemple, il en est de même pour les cailles, canards, gibiers aquatiques de mer ou de marais, grives, ramiers, tourterelles, etc..., en un mot pour tous les migrateurs.

Nous ne pouvons donner ici qu'un vague aperçu, qu'une vue très générale, mais il en ressort qu'il n'y a point en Europe, et dans la presque totalité du monde, de pays qui se trouve en dehors des voies de passage, pas de pays dont une grande partie de la faune ne soit migratrice, c'est-à-dire commune à ce pays et à tous ceux qui se trouvent sur la voie du « passage ».

Evidemment, toutes les Nations ne sont pas également intéressées à la protection des migrateurs. Il y a en tout cas grande diversité dans les problèmes à résoudre, mais c'est là un trait commun à la plupart des problèmes internationaux, et ici, comme bien souvent, des conventions passées entre un nombre restreint de pays, ont des chances

d'avoir plus d'efficacité que des conventions de caractère trop général.

2° LA PROTECTION.

A. *Situation des oiseaux migrants. Dangers nombreux qu'ils courent.* — Les gibiers sédentaires se trouvent d'une façon générale efficacement protégés par les lois nationales. La nécessité de constituer chaque année une réserve suffisante de reproducteurs apparaît nettement à chaque gouvernement et chacun s'y emploie, parce que la diminution est facilement saisissable et surtout parce qu'il y va de son propre intérêt. Chaque Etat s'est donc préoccupé de prendre sur son territoire des mesures qui assureraient l'avenir, ou paraissaient, au moment où elles étaient prises, devoir l'assurer.

Pour les migrants, il en est tout autrement et la situation est bien pire. Ces vols énormes d'oiseaux qui reviennent tous les ans on ne sait trop d'où, qui ne font que passer et repartent bientôt on ne sait où, il semble qu'ils soient innombrables, leurs bandes paraissent inépuisables. Chacun se hâte d'en capturer le plus possible, se disant qu'il vaut mieux prendre soi-même que d'en laisser le soin aux autres. A de rares exceptions près, les Etats se sont montrés en la matière aussi imprévoyants que les individus.

Les migrants font donc les frais de cette imprévoyance et de cette cupidité ; à chaque instant, tout le long de leurs pérégrinations des embûches se dressent devant eux, ce sont chaque année de véritables hécatombes, des massacres inutiles qui se font. Etant à tous et n'étant à aucun, ils n'ont été de longtemps l'objet de la sollicitude de personne. Ils semblaient inépuisables comme jadis les richesses de la mer. Mais, la diminution des unes comme des autres a démasqué cette erreur.

Prenons, par exemple, les oiseaux migrants qui traversent nos pays de l'Europe Occidentale. Ils passent venant

du Sud, en France, Angleterre montant vers le Nord et le Nord-Est où ils vont se reproduire. Ils y demeurent jusqu'à la fin de l'été ou jusqu'à l'automne, puis reviennent vers le Sud.

Une partie importante de ces oiseaux est détruite pendant les passages. La chasse au fusil n'arrête qu'un nombre insignifiant d'oiseaux, mais des chasseurs peu consciencieux, si on peut même les appeler chasseurs, emploient toutes les méthodes de capture possible et imaginables et ce, la plupart du temps dans un but commercial : pièges, canardières, palombières, cages, filets, lacets, gluaux, phares portatifs, etc...

D'autre part, sur les lieux de reproduction, si la loi n'intervient pas, les oiseaux étant peu méfiants, se défendent mal, se laissent détruire, les œufs sont ramassés, et enfin les jeunes. Bref, ce sont de véritables massacres.

Si chacun reste sur ses positions et ne voit que son intérêt immédiat et particulier, la destruction totale et rapide ne fait pas de doute, les migrants aussi nombreux soient-ils ne sauraient supporter longtemps de telles tueries, d'autant plus qu'à la chasse s'ajoutent d'autres causes de disparition ; tantôt indépendantes de l'homme et contre lesquelles il ne peut rien : tempêtes, épidémies, tantôt dépendant de lui : les phares par exemple.

Mais cette opposition, cette contradiction d'intérêts entre les Etats qui se trouvent sur une voie de migration doit disparaître et s'effacer devant la solidarité. Les Etats sont tous solidaires les uns des autres, la coopération de tous les pays intéressés par les migrations est indispensable. L'intérêt bien compris des membres de la collectivité internationale est dans la solidarité. On ne peut arriver à des résultats tangibles que par des ententes internationales.

Certes, il est tout à fait humain que chacun cherche à sauvegarder ses intérêts, il n'est pas douteux que les chasseurs du Midi préfèrent que ceux du Nord ne chassent pas

les oiseaux migrateurs quand ils vont dans le Nord et réciproquement.

Mais il faut faire preuve de raison et de bonne volonté. L'un ne peut demander à l'autre de tout faire s'il ne fait rien. On ne saurait arriver à des résultats tangibles sans concession de part et d'autres. Il y va de l'intérêt de la collectivité.

Il faut que chacun voit dans les restrictions qu'il s'impose la nécessité de sauvegarder l'intérêt général et qu'il n'oublie pas que ces restrictions sont compensées par les avantages que lui procurent celles des autres, car toutes les restrictions ne sont pas pour les uns et tous les avantages pour les autres.

En effet, les situations ne sont pas aussi tranchées. On ne doit pas considérer comme on l'a fait jusqu'ici qu'il y a les Pays du Nord et les Pays du Midi, les uns ne voyant jamais chez eux que les oiseaux en migration, les autres n'étant seulement que le lieu de reproduction.

Les aires de reproduction ne sont pas les mêmes pour toutes les espèces, et les divers individus d'une même espèce ne se reproduisent pas tous dans une même région. Il en est ainsi par exemple de la France qui voit nicher chez elle quantité d'oiseaux tels que canards, bécasses, grives, merles, alouettes, cailles, etc..., qui vont hiverner plus au Sud, mais dont un fort contingent ne fait que passer chez elle et va se reproduire plus au Nord ou plus à l'Est. Si elle s'impose des restrictions en interdisant chez elle la chasse des oiseaux accouplés, elle profitera des mesures que les pays plus au Nord auront pris lors de la descente vers le Sud des oiseaux qui en viennent. Et elle peut obtenir, en contre-partie de ce qu'elle aura fait, une protection plus efficace des migrateurs de la part du pays où ils vont hiverner.

Les intérêts des pays sont donc interdépendants, l'intérêt de la collectivité ne sera sauvegardé que par la bonne entente. Des conventions internationales sont nécessaires.

concessions mutuelles. Dans tout pays, il faut, qu'en tenant compte des intérêts de chacun, soient appliqués dans la mesure du possible les deux principes indispensables suivants :

1° La chasse ne doit pas être tolérée pendant la période de reproduction ; 2° seuls des moyens raisonnables de chasse doivent être admis.

Les nations ont compris cette nécessité de se mettre d'accord, il en est découlé un certain nombre de conventions qui, tout en étant loin d'être parfaites, ont été cependant à la base d'améliorations importantes en cette matière.

B. Mesures indispensables pour arriver à une protection effective : 1° Protection pendant la période de reproduction. — L'oiseau, comme tout animal, doit être protégé à l'époque de la reproduction. Ce principe, s'il n'a pas été appliqué d'une façon absolue, est unanimement reconnu et ne saurait être valablement contesté. Tout d'abord, sans lui, pas de conservation possible de quelque espèce qu'elle soit. En dehors de toute idée utilitaire, la destruction dans ces conditions a quelque chose d'odieux.

Il n'est aucun code qui ne prohibe la poursuite et la destruction des bêtes pendant la période de la gestation et de l'élevage des petits. Sans doute, ces mesures sont-elles dictées par l'intérêt, mais, si elle n'est pas toujours exprimée, l'idée que c'est un acte vil et indigne de l'homme, un acte pervers réprouvé par la loi naturelle est toujours à la base de ces interdictions.

Par une sorte d'instinct, de même que l'homme respecte la femme en état de gestation, de même les animaux s'abstiennent vis-à-vis de leurs femelles dans cet état de tout acte d'hostilité.

De tout temps, la société humaine a montré ce respect pour les couples et surtout pour les femelles pendant la période des amours. Ed. Engelhardt rapporte, dans son

livre de *l'Animalité et de son Droit*¹, que le plus ancien poème connu, le « divin Ramayana », débutait par cette imprécation : « Puisse ton âme n'être jamais glorifiée dans les vies à venir, puisque tu frappais cet oiseau (le héron) au moment sacré de l'amour. »

Le livre chinois *des Récompenses et des Châtiments* disait : « Ne tuez aucun oiseau, car les jeunes sont au nid, attendant le retour du père et de la mère. »

Le caractère moral de cette protection est nettement mis en valeur dans les plaidoiries de l'affaire des phoques de la mer de Behring².

2° *Suppression de certaines méthodes de capture.* — Une deuxième série de mesures indispensables consiste à supprimer en tout temps, et d'une manière définitive, des méthodes de capture beaucoup trop destructives, qui n'ont aucun rapport avec la chasse et peuvent être qualifiées de barbares. Toute chasse au piège ou au filet devrait être interdite pour les oiseaux migrateurs comme elle l'est, en général, pour le gibier sédentaire. En effet, en une seule journée, un de ces engins peut détruire plus de gibier que ne le feront de nombreux chasseurs au fusil dans le cours d'une année. Il y a une commercialisation abusive de la chasse qui amène rapidement la disparition de nombreuses espèces. On doit arriver à la suppression des pièges, carnadières, palombières, cages, filets, lacets, gluaux, phares portatifs.

Le principe de la suppression de ces méthodes de capture a été admis dans divers congrès, la convention de 1902 le reconnaît, mais, soi-disant pour respecter des coutumes ancestrales ou des droits acquis, plutôt probablement pour des raisons électorales, elle n'a jamais été effective, et ces destructions continuent à être pratiquées, soit qu'elles soient autorisées, soit qu'elles soient simplement tolérées.

1. Edouard Engelhardt, *De l'animalité et de son droit*, 2^e part., § 10, chap. 1^{er} p. 63, Chevalier Marescq, édit., 1900.

2. Voir Tillier, *L'affaire des phoques de la mer de Behring*, thèse Paris, 1907.

CHAPITRE PREMIER

LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1902 POUR LA PROTECTION DES OISEAUX UTILES A L'AGRICULTURE.

HISTORIQUE. — C'est dans les pays de l'Europe Centrale qu'a pris naissance l'idée d'une protection des oiseaux basée sur une entente internationale, et ce dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Jusque-là, on s'était bien occupé de protéger les oiseaux, mais dans le cadre de la loi nationale de chaque pays. En 1868, les agriculteurs et forestiers allemands, réunis en leur XXVI^e Congrès, se rendant compte que ces lois nationales n'assuraient pas une protection efficace des petits oiseaux et que leur nombre diminuait d'une façon inquiétante et très préjudiciable à l'agriculture, émirent un vœu demandant au gouvernement d'Autriche-Hongrie de s'efforcer de conclure avec les autres Etats européens une convention internationale pour la protection des animaux utiles à l'agriculture et à la sylviculture.

Le gouvernement austro-hongrois entreprit les démarches et reçut des réponses encourageantes de l'Italie et de la Suisse. La France soumettait son acceptation à celle de l'Espagne. L'Autriche estimait alors que, pour que la protection fût efficace, il fallait non des traités mais une vaste convention internationale avec déclaration de principe. On

1. V. à ce sujet l'article très documenté de M. Louis Ternier, dans *le Chasseur Français* (numéro de février 1934 et suivants).

ne put se mettre d'accord sur un premier texte présenté en 1872 par une commission internationale.

Pour l'instant, on avait échoué, mais le mouvement était donné et, à la suite des entretiens qui avaient eu lieu, le terrain était considérablement déblayé. Aussi au Congrès international d'Agriculture de Vienne en 1873, le délégué du conseil fédéral suisse présenta une motion priant le gouvernement autrichien de se charger d'assurer la protection des oiseaux utiles à l'agriculture par le moyen de traités.

Le ministre d'Autriche, avant d'inviter les pays à prendre la question en considération, passait, par la voie de la déclaration de 1875, un accord avec l'Italie, le plus grand destructeur de petits oiseaux d'alors, assurant la protection des oiseaux utiles à l'agriculture.

Mais, en 1876, des pays pressentis par l'Autriche-Hongrie, seules la France et la Suisse accueillirent l'idée ; l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Grèce, la Hollande et la Russie paraissant s'en désintéresser.

En 1884, le premier des Congrès ornithologiques internationaux dont la longue série devait mener une ardente campagne en faveur de la protection se tenait à Vienne. On créa une commission permanente qui fut malheureusement éphémère.

Au 2^e Congrès, réuni à Budapest, en 91, les ornithologues n'abandonnèrent pas la question de la protection et, ayant approuvé la déclaration austro-hongaro-italienne, ils obtinrent des ministres austro-hongrois qu'ils continuent à s'occuper de la question.

C'est la France, qui en 1893 seulement, convia les Puissances à une conférence internationale ayant pour objet de prendre les mesures en vue d'enrayer la destruction. Les délégués de l'Autriche-Hongrie, Allemagne, Russie, Suisse, se réunirent, en 1895, à la conférence de Paris pour la protection des oiseaux. Les pays devaient accepter dix clauses visant entre autres les méthodes de capture, la tenue en

cage. Trois listes d'oiseaux étaient dressées : celles d'oiseaux utiles, d'oiseaux gibiers, d'oiseaux nuisibles. Après de nombreuses difficultés, la plupart des pays acceptèrent une modification des propositions françaises, mais la Grande-Bretagne, la Hollande et la Russie se retirèrent. Puis l'Italie, l'Autriche et la Suisse demandèrent d'autres modifications, si bien que la convention resta à l'état de projet.

La question fut reprise au 3^e Congrès ornithologique international à Paris, en 1900. Ce n'est que le 19 mars 1902 que la convention fut enfin signée par la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la Grèce, le Luxembourg, Monaco, Lichtenstein, le Portugal, la Suède et la Suisse, et, le 6 mars 1905, elle fut ratifiée par les puissances signataires, sauf Portugal, Grèce et France qui l'ont, du reste, ratifiée plus tard et notamment la France, le 12 décembre 1905. Le traité de Versailles a prévu la survivance de la convention de 1902 qui est donc en vigueur et l'adhésion obligatoire de certaines puissances à cette convention.

Lorsque l'on considère la convention elle-même, et que l'on étudie d'un peu près les travaux préparatoires, on se rend compte que le résultat recherché n'a pas été rigoureusement obtenu, et qu'en raison des différents intérêts particuliers à sauvegarder, des tempéraments ont dû être apportés au principe de la protection des oiseaux utiles.

Tout d'abord, l'établissement des listes d'oiseaux utiles et nuisibles, a été très délicat. Ce n'est qu'à regret qu'une liste des oiseaux nuisibles (liste n° 2) a été adoptée. En effet, certains membres de la conférence et, parmi eux, M. Oustalet, membre de la commission française, professeur au Muséum, le Dr Fatio, représentant de la Suisse, estimaient qu'il est beaucoup plus grave de déclarer un oiseau nuisible que de le protéger, car c'est le condamner presque irrémédiablement à la destruction.

Pour les oiseaux utiles, une difficulté se présentait et l'accord fut souvent difficile : tel oiseau peut être utile ou nuisible suivant les pays et suivant les moments, aussi la liste dut-elle être restreinte au minimum.

LE PRINCIPE. — La convention a posé le principe de la protection absolue des oiseaux considérés comme utiles et énumérés dans la liste n° 1. Cette protection est absolue en ce sens qu'elle interdit leur destruction en tout temps et par quelque moyen que ce soit (art. 1). Il est interdit de « les tuer en tout temps et de quelque manière que ce soit », ainsi que « d'en détruire les nids, œufs et couvées ».

Mais la convention ne se borne pas à protéger les oiseaux utiles à l'agriculture, son article 3, qui est certainement le plus important de la convention, pose un principe d'une portée beaucoup plus générale : l'article 3 « prohibe la pose et l'emploi des pièges, cages, filets, lacets, gluaux, et de tous autres moyens quelconques ayant pour objet de faciliter la capture ou la destruction en masse des petits oiseaux ».

Par cette interdiction de tous moyens « facilitant la capture ou la destruction en masse des oiseaux », ce ne sont pas seulement les oiseaux de la liste n° 1 qui sont protégés, mais tous les oiseaux, qu'ils soient sédentaires ou migrateurs. Et l'article 8 vient corroborer cette interdiction : en dehors des chasses gardées, où il est bien reconnu que, d'une façon générale, le gibier ne court pas de gros risques de destruction, les oiseaux gibiers, tant migrateurs que sédentaires, ne peuvent être chassés qu'au moyen de fusil. C'est bien là une confirmation des règles fixées par l'article 3 de la convention prohibant absolument l'emploi des filets, lacets, gluaux et autres moyens propres à la capture et à la destruction des oiseaux en masse.

EXCEPTIONS APPORTÉES AU PRINCIPE PAR LA CONVENTION :

a) *Atteintes et inapplications dangereuses.*

Mais ces principes ne sont que l'expression de l'idéal vers lequel tendaient les efforts des partisans de la protection et cet idéal n'était pas réalisable ; on ne pouvait que chercher à s'en rapprocher.

Les mesures nécessaires pour arriver à une protection efficace et rapide allaient à l'encontre de nombreux intérêts particuliers, de ce que certains considéraient et considèrent comme des droits acquis, à l'encontre de coutumes ancestrales, d'habitudes contractées en matière de chasse dans certains pays, et même du principe du droit de chasse dans certaines législations.

Ici, on a l'habitude de chasser au filet, là au lacet, ailleurs la population se livre à la récolte des œufs, d'un autre côté on utilise les appelants. Chacun considérait que sa méthode était toute naturelle, qu'il jouissait d'un droit acquis.

Chaque pays a, en ce qui le concerne, ses coutumes, ses modes régionaux de chasse, qui sont souvent même consacrés par la loi. On ne pouvait songer à les supprimer sans transition. Si de telles mesures avaient été acceptées par les signataires, il ne fallait pas songer à en obtenir la ratification par les Parlements : la question électorale jouait là aussi, et joue probablement encore.

L'interdiction de certains moyens de capture pouvait même être inconciliable avec les principes qui sont à la base du droit de chasse dans certains pays. Si, par exemple, cette interdiction était possible dans des pays comme la France où tout oiseau, qu'il soit oiseau gibier ou oiseau d'oisellerie, est considéré comme *res nullius*, et où les conditions d'appropriation peuvent être déterminées par la législation, elle allait à l'encontre de principes acceptés dans d'autres pays comme l'Allemagne, où les oiseaux gibiers ne sont pas considérés comme *res nullius*, mais comme

appartenant au propriétaire du droit de chasse qui peut s'en emparer par tous les moyens possibles.

Aussi, pour toutes ces raisons, si l'on suit les travaux préparatoires, on est frappé du peu d'enthousiasme qu'ont apporté les différents pays à s'engager ; si on lit le texte avec attention on se rend rapidement compte que certains articles, tels l'article IV, viennent détruire les effets de la convention, annihilent les mesures prises, rendent pour ainsi dire inopérant le texte. On constate que certains pays n'ont pas voulu souscrire à la convention et se sont retirés purement et simplement, tandis qu'il fallait de longues années pour obtenir la signature et la ratification des autres. Enfin, à l'heure actuelle, il est indéniable que la convention n'est pas rigoureusement appliquée par les pays signataires et qu'ils ne semblent pas faire ce qu'il faut pour l'appliquer.

Quant aux hésitations qu'ont marquées les Etats pour s'engager dans la voie de la protection internationale, il suffit de se reporter à l'historique que nous avons fait de la convention. Mais ces hésitations et ces craintes dues au désir ou à la nécessité de sauvegarder les nombreux intérêts particuliers apparaissent bien davantage dans le texte même de la convention. En effet, à côté des dispositions qui semblent devoir assurer une protection efficace, se placent quelques articles qui en amoindrissent considérablement les bons effets, par suite des tempéraments qu'ils apportent et en raison des interprétations fallacieuses ou erronées qu'on a pu en donner sous des pressions intéressées.

L'article 3, déjà cité, « prohibe la pose et l'emploi des pièges, cages, filets, lacets, gluaux, et de tous autres moyens quelconques ayant pour objet de faciliter la capture ou la destruction en masse des oiseaux ».

Cet article, qui est en somme le plus important de la convention, qui, s'il était strictement appliqué, arrêterait du même coup toute destruction inquiétante et dangereuse,

est absolument impératif, il ne comporte aucune dérogation.

Malheureusement, vient l'article 4. Dans le cas où les H. P. C. ne se trouveraient pas en mesure d'appliquer immédiatement et dans leur intégralité les dispositions prohibitives de l'article qui précède, elles pourront apporter des atténuations, jugées nécessaires aux dites prohibitions, mais elles s'engagent à restreindre l'emploi des méthodes, engins et moyens de capture et de destruction, de façon à parvenir à réaliser peu à peu les mesures de protection mentionnées dans l'article 3.

Cet article a été introduit dans le texte, à contre-cœur sans doute, pour toutes les raisons que nous avons exposées plus haut, intérêts à sauvegarder, habitudes à respecter. Il remet tout en discussion, ouvre les portes à tous les retards dans l'application du principe, détruit l'article 3. Il ne mentionne, en effet, aucun délai pour la mise en application des mesures prohibitives de la convention, il demande seulement aux Etats de s'engager à restreindre l'emploi des méthodes, engins et moyens de capture et de destruction, de façon à parvenir à réaliser peu à peu les mesures de protection mentionnées dans l'article 3. Les termes en sont évidemment vagues et le « peu à peu » permettait bien des lenteurs et même l'inapplication.

Certains membres de la conférence s'en étaient émus, et notamment le Dr Fatio, délégué de la Suisse, avait demandé qu'un délai fût imparti pour la mise en œuvre des prohibitions (voir L. Ternier, *Chas. Fr.*, février 34 et suivants). Mais M. Méline, représentant de la France, fit remarquer que l'article 10 répond à cette préoccupation puisqu'il prévoit un délai de trois ans pendant lesquels les H. P. C. devront avoir pris les mesures propres à mettre leur législation en accord avec les dispositions de la présente convention. Aussi, l'article 4 fut-il adopté en ces termes sans faire mention d'un délai.

Mais les craintes du Dr Fatio étaient malheureusement

justifiées et, par suite d'une interprétation pour le moins curieuse de l'article 10, donnée par certains pays et notamment la France, interprétation toute autre que celle de M. Méline, les prohibitions de l'article 3 allaient être réduites à néant.

L'article 10 est ainsi conçu : « Les H. P. C. prendront les mesures propres à mettre leur législation en accord avec les dispositions de la présente Convention dans un délai de trois ans à partir du jour de la signature de la Convention. »

En France, on interprète cet article en disant qu'il obligeait simplement à faire ratifier dans les trois ans et que la ratification étant faite, les dispositions transitoires de la convention, notamment celles de l'article 4, restaient en vigueur.

Or, ce n'était pas l'article 10, mais l'article 15 qui fixait le délai de ratification.

Et, ainsi, depuis 1902, la France, suivant les termes de l'article 4, s'efforce de réaliser peu à peu les mesures de protection mentionnées à l'article 3. Mais, depuis 34 ans, elle n'y est pas encore parvenue ! Aucune loi n'a été votée interdisant la pose de filets, pièges, lacets, etc..., pour capter et détruire en masse les oiseaux.

Et, conformément aux lois antérieures (1844) et postérieures (1924), les préfets peuvent fixer, dans leurs arrêtés, les modes et procédés de chasse aux oiseaux de passage. Ainsi, légalement, la convention, quant à l'article 3, est demeurée lettre morte en France et dans d'autres pays et si, dans de nombreuses régions de la France, notamment les régions du Centre et du Nord, la voix de la raison a prévalu et les chasses aux filets et pièges pratiquement disparu, il en est d'autres où les arrêtés des préfets autorisent ces moyens. Il y a inévitablement là des abus criants auxquels il devrait être mis fin. (Voir arrêté du département de la Gironde.)

b) *Autres exceptions de moindre importance.*

On rencontre encore dans le texte quelques exceptions aux dispositions protectrices de la convention, mais, étant prévues dans des cas nettement déterminés, elles ne paraissent pas devoir être dangereuses.

L'article 2, paragraphe dernier, autorise la récolte des œufs de vanneaux et de mouettes.

Il est certain qu'il vaudrait mieux que la récolte des œufs de vanneaux et de mouettes soit interdite comme celle des autres oiseaux, mais certains pays du Nord, où cette récolte fait vivre une partie pauvre de la population, ont mis cette condition à leur acceptation de la convention. Il a été, du reste, constaté que cette récolte, qui est réglementée et lors de laquelle les reproducteurs sont toujours respectés, ne met pas en danger les espèces en question.

L'article 6 autorise la destruction temporaire au moyen de l'arme à feu, par les propriétaires, des oiseaux dont la présence serait nuisible et causerait de réels dommages aux récoltes, encore une autorisation des autorités administratives est-elle nécessaire.

L'article 7, premier alinéa, qui stipule que, « dans un intérêt scientifique ou de repeuplement, des exceptions pourront être accordées aux dispositions de la Convention par les autorités compétentes, suivant les cas et en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter les abus » ne paraît pas devoir être dangereux. Il ne semble pas que les ornithologues, qui ont souvent été les promoteurs de la protection, se laissent aller à abuser des autorisations qui leur seront données, et détruisent assez d'oiseaux pour compromettre l'existence des espèces. Leur personnalité même s'en porte garante.

L'article 7, deuxième alinéa, qui ne paraissait guère plus dangereux, a, cependant, donné lieu à des abus.

D'après l'article 7, dernier alinéa : « Pourront encore être

permises, avec les mêmes précautions, la capture, la vente et la détention des oiseaux destinés à être tenus en cage. Les permissions devront être accordées par les autorités compétentes. »

La capture des oiseaux pour la mise en cage ne saurait prendre une très grande extension ; ces espèces sont, dans nos pays, assez rares, elles ne sont guère comestibles, du moins pour la plupart des gens, car, pour les habitants de certaines régions, elles le sont et c'est de là que viennent les abus. On prend, en effet, pas mal de ces oiseaux et on les vend pour l'alimentation. Il y a là, de la part des autorités, une tolérance coupable, et la surveillance des marchés est souvent nulle ou insuffisante.

APPRÉCIATION. — Des nombreuses exceptions au principe de protection établies par le texte de la convention, de l'inapplication de la convention dans de nombreux cas, faut-il conclure que la convention est inefficace et inutile et doit, par suite, être révisée ou abandonnée ?

On a fait à la convention de nombreux reproches.

On lui a reproché d'être trop générale, mais il ne faut pas oublier que le but poursuivi était d'obtenir l'adhésion du plus grand nombre possible d'Etats, sans quoi la convention aurait été dénuée d'efficacité. Il fallait donc sacrifier la rigueur et la netteté à l'étendue de la convention. Elle devait poser un principe général, les questions particulières devant être traitées par des conventions particulières plus restreintes passées entre les pays intéressés. Si l'on était entré dans les détails, on aurait empêché l'adhésion de certains pays, notamment ceux chez qui la révision de la loi sur la chasse était à l'étude et qui ne pouvaient prendre des engagements précis sans qu'il y eut empiètement de l'exécutif sur le législatif.

Un autre reproche, fréquemment adressé à la convention de 1902, c'est que, dit-on, la distinction entre oiseaux utiles et nuisibles est fautive, elle a bien vieilli. On ne peut consi-

dérer une espèce comme toujours et partout utile, ou une autre comme universellement nuisible. Il n'y a pas d'oiseau essentiellement utile et d'oiseau essentiellement nuisible. Tel oiseau, nuisible ici, sera utile ailleurs.

A ceci on peut répondre que, tout d'abord, les listes annexées à la convention ont été dressées avec le plus grand soin. Par suite des discussions nombreuses qui s'étaient déjà élevées en 1895 à ce sujet, elles ont été extrêmement réduites, et l'on peut dire qu'il n'y a pas, parmi ces listes, d'erreurs importantes. Certaines espèces, désignées comme utiles, ne le sont pas toujours absolument, mais toujours elles rachètent les fautes qu'elles commettent par les services qu'elles rendent : les oiseaux de nuit détruisent parfois du gibier et des petits oiseaux, mais ils chassent bien davantage les rongeurs, les mésanges abiment moins de fruits qu'elles ne dévorent d'insectes. Puis, l'article 6 permet de pallier cet inconvénient. C'est ainsi qu'en France, par exemple, les préfets usent couramment de leur pouvoir d'accorder, à certaines époques, l'autorisation de détruire les étourneaux qui causent des dégâts dans les juncs des étangs et dans les cerisiers et pruniers.

Pour les oiseaux qui entrent dans la liste n° 2, « Oiseaux nuisibles », ils ne sont pas irrémédiablement condamnés, la convention ne fait, à aucun pays, l'obligation de les détruire. Ils peuvent prendre chez eux les mesures nécessaires pour en assurer la protection, c'est, du reste, ce qui se passe. Ainsi, en France, depuis 1928, grâce aux suggestions de la Société d'acclimatation, grâce à M. le conservateur Lilette, chef du 1^{er} bureau du service des Eaux et Forêts au ministère de l'Agriculture, grâce à M. Carrier, directeur général des Eaux et Forêts, l'interdiction absolue de détruire adultes, jeunes et œufs, par quelque moyen que ce soit, du vautour fauve et du percoptère, a été édictée par les arrêtés préfectoraux des Hautes et des Basses-Pyrénées.

En Allemagne, beaucoup d'oiseaux de proie, qui sont sur

la liste n° 2, et pour la destruction desquels des primes étaient autrefois accordées, sont maintenant rigoureusement protégés.

Evidemment, la question de l'utilité et de l'inutilité ne doit pas être la seule base de la protection. Quand il s'agit de la conservation d'une belle espèce, il faut s'élever un peu plus haut et suivre le principe admis aux Etats-Unis, et que les Congrès, pour la protection de la nature, ont heureusement développé en Europe : la faune d'une région n'appartient pas à ses habitants, elle constitue un dépôt dont la génération actuelle est responsable envers les suivantes.

On a parlé de modifier la convention de 1902, de la supprimer et de lui en substituer une nouvelle. Comme certains pays, depuis 35 ans, ne se sont pas conformés aux stipulations de la convention, quelques-unes des puissances contractantes ont demandé, depuis longtemps, la révision ou la dénonciation de la convention et proposé de réunir une nouvelle conférence internationale chargée d'établir les bases d'une nouvelle convention.

Une campagne a été faite dans le même but par quelques personnalités et le comité international pour la protection des oiseaux et l'Institut d'agriculture de Rome envisagent la modification de la convention.

Selon le Dr Van Thienoven, une nouvelle convention devrait être basée sur ce principe que tous les oiseaux sauvages méritent protection, qu'ils ne sauraient être distingués en utiles ou nuisibles, que chaque pays resterait libre d'autoriser la destruction des oiseaux quand on estime qu'ils causent des dégâts à l'agriculture.

Tout en reconnaissant le bien-fondé de cette suggestion, il ne paraît pas qu'il y ait intérêt à modifier la convention dans ce sens, ni dans un autre quel qu'il soit du reste. Plutôt que de modifier la convention de 1902, ou de lui en substituer une nouvelle, mieux vaudrait, semble-t-il, la conserver telle qu'elle, en assurer une application beaucoup plus stricte et tâcher de l'étendre à de nouveaux pays.

Certes, à l'heure actuelle, on constate un piétinement, une sorte de découragement chez les autorités administratives chargées de la faire appliquer, mais les résultats acquis sont tout de même intéressants.

Si l'on n'a pas obtenu tout ce qu'on attendait de la convention, on le doit davantage à ce qu'elle n'a pas été appliquée ou est mal appliquée, qu'au texte lui-même. L'œuvre poursuivie par la Convention de 1902 est une œuvre de longue haleine. Il faut de la patience et de la bonne volonté ; ce serait risquer de compromettre les résultats obtenus que de vouloir modifier la convention ou la remplacer. Il ne faut pas oublier qu'elle a fait des mécontents, qu'ils sont encore nombreux, que, si elle n'est pas encore intégralement appliquée, c'est qu'elle va à l'encontre de nombreux intérêts particuliers. En raison même du but poursuivi, une nouvelle convention soulèverait la même opposition, aussi est-il prudent de ne pas tout remettre en question. Au lieu d'une amélioration, on risquerait d'obtenir un résultat contraire par suite des protestations qui ne manqueraient pas de s'élever de la part de ceux à qui l'usage d'engins de capture qu'ils utilisaient autrefois a été interdit, de même que de la part de ceux qui se verraient menacés, protestations qui trouveraient certainement leur écho dans les Parlements au moment des ratifications. La mise en œuvre d'une nouvelle convention déclancherait une attaque certaine des destructeurs, qui sont puissants, et il faudrait en revenir à toutes les discussions, les tergiversations d'avant 1902, pour un résultat qui serait peut-être plus mauvais, à moins que la convention ne périclite dans l'affaire.

Mieux vaut se contenter de ce qu'on a, que de se lancer dans l'inconnu, les efforts doivent tendre à une meilleure application de la convention, à son application intégrale¹.

1. La mesure essentielle à réaliser, celle qui est la clef de toute protection c'est celle qui est recommandée par l'art. 3 :

Article 3. — Sont prohibés la pose et l'emploi des pièges, cages, filets,

Il semble donc plus prudent de conserver la convention actuelle, en s'efforçant d'en obtenir l'application très stricte d'une part, et, d'autre part, d'y faire adhérer le plus grand nombre possible d'Etats.

La convention de 1902 pose le principe de la protection des oiseaux utiles d'une façon générale, mais une convention aussi étendue ne pouvait entrer dans tous les détails, comme nous l'avons vu pour les nouvelles mesures à prendre dans certains cas particuliers, il paraît préférable de recourir à des ententes particulières entre les Etats intéressés qu'à des conventions générales. C'est ainsi que la Conférence de Londres de 1927, le Comité international pour la protection des oiseaux, les congrès ornithologiques, ont fait ressortir l'intérêt qu'il y aurait à ce que les puissances maritimes réalisent une entente ou des ententes pour protéger les oiseaux de mer sur leurs rivages, contre les phares et contre la pollution des eaux par le mazout.

Notons que ces questions ne sauraient entrer dans le cadre d'une révision de la convention de 1902 à laquelle les principales puissances maritimes ne sont pas parties : Angleterre, Italie, Etats-Unis.

lacets, gluaux, et de tous autres moyens quelconques, ayant pour objet de faciliter la capture ou la destruction en masse des oiseaux.

Mais nous avons vu qu'il y a eu une forte opposition de tout temps. Que les auteurs de la convention avaient estimé qu'on devait arriver progressivement à cette suppression. A l'heure actuelle, les tenderies de grives persistent en Belgique, France, Hollande; les canardières, en Hollande; les palombières, les pantes, en France.

ANNEXE

CONVENTION

pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture
signée à Paris, le 19 mars 1902, entre la France, l'Allemagne,
l'Autriche, la Hongrie, la Belgique,
l'Espagne, la Grèce, le Luxembourg, le Monaco, le Lichtenstein,
le Portugal, la Suède et la Suisse.

Le Président de la République Française ; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, agissant également au nom de Son Altesse le Prince de Lichtenstein ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume ; Sa Majesté le Roi des Hellènes ; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg ; Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco ; Sa Majesté le Roi du Portugal et des Algarves ; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège au nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse, reconnaissant l'opportunité d'une action commune dans les différents pays pour la conservation des oiseaux utiles à l'agriculture, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir :

.....
Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les oiseaux utiles à l'agriculture, spécialement les insectivores et notamment les oiseaux énumérés dans la liste n° 1 annexée à la présente Convention, laquelle sera susceptible d'additions par la législation de chaque pays, jouiront d'une protection absolue, de façon qu'il soit interdit de les tuer en tout temps et de quelque manière que ce soit, d'en détruire les nids, œufs et couvées.

En attendant que ce résultat soit atteint partout, dans son ensemble, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution des mesures comprises dans les articles ci-après.

ARTICLE 2. — Il sera défendu d'enlever les nids, de prendre les œufs, de capturer et de détruire les couvées en tout temps et par des moyens quelconques.

L'importation et le transit, le transport, le colportage, la mise en vente, la vente et l'achat de ces nids, œufs et couvées, seront interdits.

Cette interdiction ne s'étendra pas à la destruction, par le propriétaire, usufruitier ou leur mandataire, des nids que des oiseaux auront construits dans ou contre les maisons d'habitation ou les bâtiments en général et dans l'intérieur des cours. Il pourra de plus être dérogé, à titre exceptionnel, aux dispositions du présent article, en ce qui concerne les œufs de vanneau et de mouette.

ARTICLE 3. — Seront prohibés la pose et l'emploi des pièges, cages, filets, lacets, gluaux, et de tous autres moyens quelconques, ayant pour objet de faciliter la capture ou la destruction en masse des oiseaux.

ARTICLE 4. — Dans le cas où les Hautes Parties Contractantes ne se trouveraient pas en mesure d'appliquer immédiatement et dans leur intégralité les dispositions prohibitives de l'article qui précède, elles pourront apporter des atténuations jugées nécessaires aux dites prohibitions, mais elles s'engagent à restreindre l'emploi des méthodes, engins et moyens de capture et de destruction, de façon à parvenir à réaliser peu à peu les mesures de protection mentionnées dans l'article 3.

ARTICLE 5. — Outre les défenses générales formulées à l'article 3, il est interdit de prendre ou de tuer, du 1^{er} mars au 15 septembre de chaque année, les oiseaux utiles énumérés dans la liste n° 1 annexée à la Convention.

La vente et la mise en vente en seront interdites également pendant la même période.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, dans la mesure où leur législation le permet, à prohiber l'entrée et le transit desdits oiseaux et leur transport du 1^{er} mars au 15 septembre.

La durée de l'interdiction prévue dans le présent article pourra, toutefois, être modifiée dans les pays septentrionaux.

ARTICLE 6. — Les autorités compétentes pourront accorder exceptionnellement aux propriétaires ou exploitants de vignobles, vergers et jardins, de pépinières, de champs plantés ou ensemencés, ainsi qu'aux agents préposés à leur surveillance, le droit temporaire de tirer à l'arme à feu sur les oiseaux dont la présence serait nuisible et causerait un réel dommage.

Il restera toutefois interdit de mettre en vente et de vendre les oiseaux tués dans ces conditions.

ARTICLE 7. — Des exceptions aux dispositions de cette Convention pourront être accordées dans un intérêt scientifique ou de repeuplement par les autorités compétentes, suivant les cas et en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter les abus.

Pourront encore être permises, avec les mêmes conditions de précaution, la capture, la vente et la détention des oiseaux destinés à être tenus en cage. Les permissions devront être accordées par les autorités compétentes.

ARTICLE 8. — Les dispositions de la présente Convention ne

seront pas applicables aux oiseaux de basse-cour, ainsi qu'aux oiseaux-gibier existant dans les chasses réserves et désignés comme tels par la législation du pays. Partout ailleurs, la destruction des oiseaux-gibier ne sera autorisée qu'au moyen des armes à feu et à des époques déterminées par la loi.

Les Etats contractants sont invités à interdire la vente, le transport et le transit des oiseaux-gibier dont la chasse est défendue sur leur territoire, durant la période de cette interdiction.

ARTICLE 9. — Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra faire des exceptions aux dispositions de la présente Convention :

1° Pour les oiseaux que la législation du pays permet de tirer ou de tuer comme étant nuisibles à la chasse ou la pêche ;

2° Pour les oiseaux que la législation du pays aura désignés comme nuisibles à l'agriculture locale.

A défaut d'une liste officielle, dressée par la législation du pays, le 2° du présent article sera appliqué aux oiseaux désignés dans la liste n° 2 annexée à la présente convention.

ARTICLE 10. — Les Hautes Parties Contractantes prendront les mesures propres à mettre leur législation en accord avec les dispositions de la présente Convention dans un délai de trois ans à partir du jour de la signature de la Convention.

ARTICLE 11. — Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Gouvernement Français, les lois et les décisions administratives qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans les Etats, relativement à l'objet de la présente Convention.

ARTICLE 12. — Lorsque cela sera jugé nécessaire, les Hautes Parties Contractantes se feront représenter à une réunion internationale chargée d'examiner les questions que soulève l'exécution de la Convention et de proposer les modifications dont l'expérience aura démontré l'utilité.

ARTICLE 13. — Les Etats qui n'ont pas pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République Française, et par celui-ci, aux autres Gouvernements signataires.

ARTICLE 14. — La présente Convention sera mise en vigueur dans un délai maximum d'un an à dater du jour de l'échange de ratifications.

Elle restera en vigueur indéfiniment entre toutes les puissances signataires. Dans le cas où l'une d'elles dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard et seulement une année après le jour où cette dénonciation aura été notifiée aux autres Etats contractants.

ARTICLE 15. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

ARTICLE 16. — La disposition du deuxième alinéa de l'article 8 de la présente Convention pourra, exceptionnellement, ne pas être appliquée dans les provinces septentrionales de la Suède, en raison des conditions climatologiques toutes spéciales où elles se trouvent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 19 mars 1902.

Signé : *Delcassé - Radolin - A. Wolkenstein - Baron d'Anethan - F. de Leon Y Castillo - N. S. Delyanni - Vannerus - J. Depelley - T. de Souza Roza - Akerman - Lardy.*

LISTE N° 1 : OISEAUX UTILES. — *Rapaces nocturnes* : Chevêches et chevêchettes, chouettes, hulottes ou chats-huants, effraie commune, hiboux brachyotte et moyen duc, scops d'Aldrovande ou petit duc.

Grimpeurs : Pics de toutes les espèces.

Syndactyles : Rollier ordinaire, guêpiers.

Passereaux ordinaires : Huppe vulgaire, grimpereaux, tichodromes et sittelles, martinets, engoulevents, rossignols, gorges bleues, rouges-queues, rouges-gorges traquets, accenteurs.

Fauvettes de toutes sortes : Fauvettes ordinaires, fauvelles babilardes, fauvelles ictérines, fauvelles aquatiques, rousserolles, phragmites, locustelles, fauvelles cisticoles, pouillots, roitelets et troglodytes, mésanges de toutes sortes, gobe-mouches, hirondelles de toutes sortes, lavandières et bergeronnettes, pipits, becs-croisés, venturons et serins, chardonnerets et tarins, étourneaux ordinaires et martins.

Echassiers : Cigognes blanche et noire.

Cette liste comprend les oiseaux utiles qu'il est absolument interdit de tirer et capturer à aucune époque de l'année.

Voici maintenant la liste des oiseaux classés comme nuisibles par la Convention.

LISTE N° 2 : OISEAUX NUISIBLES. — *Rapaces diurnes* : Gypaète barbu, Aigles, toutes les espèces. Pygargues, toutes les espèces. Balbuzard fluviatile. Milans, élanions et naclers, toutes les espèces. Faucons, gerfauts, pèlerins, hobereaux, émerillons, toutes les espèces, à l'exception des faucons kobez, cresserelle et cresserine. Autour ordinaire, épervier, busard.

Rapaces nocturnes : Grand-duc vulgaire.

Passereaux ordinaires : Grand corbeau, pie voleuse, geai glandivore.

Echassiers : Hérons cendré et pourpré. Butors et bihoreaux.

Palmipèdes : Pélicans, cormorans, harles, plongeurs.

CHAPITRE II

LA CONVENTION DU 16 AOUT 1916 ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE CANADA, CONCERNANT LA PROTECTION DES OISEAUX MIGRATEURS DANS CES DEUX PAYS, ET TRAITE AYANT LE MEME OBJET ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE MEXIQUE.

Il est intéressant d'étudier cette Convention aussitôt après celle de 1902, car leur rapprochement permet de voir immédiatement que l'on ne peut adresser au *Traité des oiseaux migrants* les reproches que l'on fait à la Convention de 1902.

Si le Traité américain est beaucoup plus net, beaucoup plus précis, s'il ne contient aucune de ces restrictions qui ont tellement nui à la Convention européenne, si, enfin, il a reçu une application beaucoup plus stricte et a donné des résultats excessivement satisfaisants, c'est simplement parce que c'est un traité particulier passé entre deux pays et non une vaste convention internationale ouverte à un grand nombre de nations.

Historique. — Lorsque les premiers explorateurs et les premiers colons débarquèrent en Amérique du Nord, ils y trouvèrent une quantité extraordinaire d'animaux sauvages de toutes sortes.

Après le dernier voyage de Cartier au Canada, en 1544, les projets d'installation allaient être abandonnés pendant un demi-siècle, on n'avait trouvé ni le passage du N.-O., ni les richesses qu'on y cherchait, et, cependant, Malouins et

Basques continuèrent de se rendre à Terre-Neuve et dans le golfe du Saint-Laurent, attirés par la pêche et la chasse merveilleusement fructueuses. La traite des pelleteries constituait une richesse considérable dont on se préoccupa davantage que de la mise en valeur. C'est ainsi qu'en 1603 Pierre de Gua, sieur de Monts, à côté du titre de lieutenant général en Acadie, reçut le privilège du commerce de Saint-Laurent, c'est-à-dire le monopole du commerce des fourrures, qui devait lui être retiré en 1607, à la suite des démarches des trafiquants de pelletterie, ce qui amena la ruine de son entreprise. C'est donc la richesse extraordinaire de la faune de l'Amérique du Nord qui a été une des causes principales de l'intérêt que les pêcheurs et les navigateurs n'ont cessé de porter à cette terre lointaine.

Plus tard, la « West India Company » accorda aux nouveaux colons des privilèges spéciaux. L'ordonnance coloniale de la baie de Massachussets, en 1647, conféra des droits spéciaux de chasse. Ce furent là les premières manifestations de mesures restrictives qui allaient se développer parallèlement aux progrès du peuplement. Après 1776 et la reconnaissance de leur indépendance, les Etats-Unis commencèrent à édicter des lois sur la chasse. Malheureusement, les lois émanaient des Etats et non du Pouvoir fédéral, aussi le système législatif était-il extrêmement complexe et souvent contradictoire (de 1901 à 1910, l'Etat de la Caroline du Nord a promulgué plus de 300 règlements relatifs à la chasse !).

Jusque vers 1880, seuls les oiseaux gibiers étaient protégés ; à cette époque fut votée la loi Audubon qui étendait la protection aux oiseaux autres que le gibier. Mais cette loi ne fut pas adoptée par tous les Etats ; ce qu'il fallait, c'était une loi fédérale, la première fut la loi Lacey (1897), puis l'intervention du Pouvoir fédéral fut renforcée par la loi Mac Lean (1913) sur la protection des oiseaux migrants. Elle fut patronnée par la « American game Protective Association », enfin, la National Association of Audu-

bon Societies fit étendre cette loi réservée aux « oiseaux gibiers » à tous les oiseaux migrateurs. Cette loi étant fédérale, allait s'appliquer aux huit Etats de l'Ouest qui n'avaient pas adopté la loi Audubon.

Pour leur propre territoire, les Etats-Unis étaient arrivés à l'unification de leur législation en 1913. Partis d'une situation analogue à celle de l'Europe, c'est-à-dire une législation fractionnée et souvent contradictoire, puisque chaque Etat avait sa propre loi, ils étaient arrivés à une loi unique. C'est un idéal que l'Europe ne peut évidemment pas envisager, en raison même de sa structure. Ce que le Pouvoir fédéral pouvait réaliser assez aisément, il n'existe pas d'organisme international qui puisse pratiquement le réaliser sur le vieux continent.

Mais, en dépit du progrès que marquait la loi Mac Lean, beaucoup, parmi les défenseurs des oiseaux, pensaient que, pour arriver à une protection vraiment efficace, il fallait franchir un nouveau pas. Un grand nombre d'oiseaux migrateurs étant communs au Canada et aux Etats-Unis, il fallait pour cela une Convention entre les deux Etats.

Suivant la constitution du Canada, la protection du gibier est une affaire provinciale, il pouvait donc y avoir au Canada aussi diversité de réglementation. Mais le Dominion est chargé de l'application des traités, on pouvait donc obtenir une unification de la législation de tout le Canada dans le cadre d'un traité. Ce traité a été passé en 1916 entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, établissant une concordance parfaite de toutes les législations relatives à la protection de tous les oiseaux migrateurs dans le continent nord-américain. Le traité anglo-américain, à la différence de la convention de 1902, ne se borne pas à la protection des oiseaux utiles à l'agriculture, il entend accorder sa protection à tous les oiseaux migrateurs, oiseaux gibiers migrateurs, oiseaux migrateurs insectivores et oiseaux migrateurs non gibiers.

Dans l'exposé des motifs de la convention les raisons de

cette protection sont brièvement, mais clairement données :

« Attendu que diverses espèces d'oiseaux, dans le cours
» de leur migration annuelle, traversent certaines parties
» des Dominions du Canada et les Etats-Unis, et

» Attendu que beaucoup de ces espèces présentent un
» grand intérêt, ont une grande valeur, soit comme source
» de nourriture, soit parce qu'ils détruisent des insectes
» nuisibles aux forêts et aux fourrages du domaine public,
» comme aux récoltes, aussi bien au Canada qu'aux Etats-
» Unis, mais risquent néanmoins d'être exterminés par
» suite d'une protection insuffisante pendant la saison de
» la reproduction, ou pendant qu'ils émigrent vers leurs
» lieux de reproduction ou qu'ils en reviennent. »

On entend empêcher les oiseaux gibiers et les oiseaux insectivores d'être exterminés par suite d'une protection insuffisante pendant la saison de reproduction, ou pendant qu'ils émigrent vers leurs lieux de reproduction ou qu'ils en viennent ; les oiseaux gibiers parce qu'ils présentent une grande valeur comme source de nourriture, les oiseaux insectivores parce qu'ils détruisent les insectes nuisibles aux forêts et aux fourrages du domaine public, comme aux récoltes, aussi bien au Canada qu'aux Etats-Unis.

L'article premier donne la liste des oiseaux protégés par la convention. Cette liste est fort complète et détaillée, elle distingue trois sortes d'oiseaux protégés : gibiers migrateurs à plumes, oiseaux migrateurs insectivores, oiseaux migrants non gibiers :

Gibiers migrants à plumes :

1° Anatidés ou volaille aquatique qui comprend bernaches, canards sauvages, cygnes et oies sauvages ;

2° Gruidés ou grues, qui comprennent la petite grue brune, la grue du Canada et la grue d'Amérique ;

3° Râlidés ou râles qui comprennent la foulque d'Amérique (poule d'eau), gallinule et les soras et autres râles ;

4° Limicolés ou oiseaux de rivage qui comprennent les suivants : avocette, courlis, bécassine rousse, barge, maubèche à poitrine rousse, huîtrier à ventre blanc, phalarope, pluvier, maubèche, bécassine, maubèche à longs pieds, oiseaux de ressac, tourne-pierres, maubèche semi-palmée, bécasse et chevalier à pieds jaunes ;

5° Colombinés ou pigeons, qui comprennent tourterelles et pigeons sauvages.

Oiseaux migrants insectivores :

Goglu, grive de Caroline, mésange, coucou, pivert, mou-cherolle, gros-bec, colibri, roitelet, martinet, alouette des prés, engoulevent, sitelle, loriot, merle, pie-grièche, hiron-delle, tangara, mésange huppée (tit-micc), grive, viréo, fauvette, jaseur, pic et troglodyte, et tous autres oiseaux percheurs qui se nourrissent en tout ou en partie d'insectes.

Oiseaux migrants non gibier :

Pingouin, petit alque, butor, fulmar, fou, grèbe, guillemot, goéland, héron, stercolaire, plongeon, huard, marquette, pétrel, macareux bec en ciseaux et sterne.

Il n'y a pas de liste d'oiseaux nuisibles comparable à la liste n° 2 de la convention de 1902 qui a fait l'objet de vives critiques. Il est simplement laissé à chacune des hautes parties contractantes la faculté d'autoriser, en s'entourant des précautions indispensables, la destruction d'oiseaux qui, dans des cas exceptionnels, peuvent devenir nuisibles. Des permis de détruire certains des oiseaux susmentionnés qui, dans des cas exceptionnels, peuvent devenir nuisibles à l'agriculture ou à d'autres intérêts, dans quelque communauté, pourront être accordés par les autorités qualifiées de chacune des H. P. C., d'après des règlements établis par chacune des H. P. C. Mais de telles réglementations cesseront de produire leur effet quand, de

l'avis desdites autorités, le danger sera passé, et ces oiseaux ne pourront être expédiés, vendus, ni mis en vente.

Il était beaucoup plus facile de laisser cette faculté aux parties contractantes dans une convention bipartite que dans une convention générale ; les abus n'étaient guère à craindre, soit que chacune des parties connût l'état d'esprit de l'autre, soit que des mesures de représailles pussent être prises facilement.

Quelles ont été les mesures employées pour arriver à la protection ?

Tout d'abord, on ne remarque, dans le texte, aucune mesure relative aux moyens de destruction, aucune prohibition analogue à celle de l'article 3 de la convention de 1902 concernant l'emploi des divers moyens de destruction en masse. C'est que, probablement, ces pratiques ne sont pas à craindre, soit qu'elles ne soient pas entrées dans les habitudes américaines, soit qu'elles soient peut-être moins dangereuses du fait de la plus faible densité de la population, soit surtout qu'elles aient déjà été interdites par les lois des deux pays signataires. A ce sujet, en effet, il convient de remarquer que les lois sur la chasse des Etats-Unis et du Canada fixent une limite au nombre de pièces qui peuvent être tirées soit en une journée, soit dans une saison de chasse. Les chiffres fixés sont tels qu'ils interdisent toute destruction en masse.

Les mesures prises ont été, soit la prohibition complète de la chasse, soit la clôture de la chasse pendant la période de reproduction.

Pour les oiseaux migrateurs insectivores, l'interdiction de la chasse est complète en tous temps et en tous lieux, de même que pour les oiseaux migrateurs non gibiers.

ART. 2. — 2° La saison close pour les oiseaux migrateurs durera toute l'année.

3° Pour les oiseaux gibiers migrateurs dont la liste a été donnée à l'article 1^{er} est interdite, dans tout le Canada et les Etats-Unis, la chasse au printemps.

On est donc arrivé à protéger les oiseaux gibiers migrants sur tout le continent américain pendant la saison de reproduction. C'est un résultat analogue que certaines associations poursuivent, en Europe, en essayant d'obtenir des législations concordantes, des dates concomitantes de clôture de la chasse. Mais, en raison du nombre de pays intéressés, le résultat est ici beaucoup plus difficile à atteindre.

D'après l'article 2, en effet, la clôture de la chasse devra aller du 10 mars au 1^{er} septembre, et il est loisible à chacune des parties contractantes de restreindre la période des chasses à une durée n'excédant pas 3 mois 1/2¹.

A ces interdictions formelles, quelques rares exceptions sont prévues par la convention, et ce dans des cas très nets et très délimités : 1° Dans des buts de reproduction des autorisations de chasser pourront être accordées par les autorités ; 2° Les Esquimaux et Indiens pourront prendre à n'importe quelle saison : pingouins, petits algues, guillemots, marmettes, macareux, ou leurs œufs pour se nourrir, et leurs plumages pour se vêtir, mais ils ne pourront être vendus, ni mis en vente.

Il était évidemment naturel de ne pas priver de leurs seuls moyens de subsistance les habitants de contrées au climat rigoureux ; d'autre part, ces destructions ne peuvent présenter un grave danger étant donné que la vente des oiseaux capturés est interdite.

Enfin, les contractants n'ont pas craint de prendre des mesures extrêmement rigoureuses, allant jusqu'à l'interdiction complète de la chasse de certaines espèces de gibier, dans le but de sauvegarder des espèces particulièrement menacées. Et c'est un exemple pour ceux qui, en Europe, protestent contre les mesures quelles qu'elles soient, au nom de leurs coutumes et de leurs intérêts particuliers, que les mesures prises dans les articles 3 et 4 de la conven-

1. Voir Annexe.

tion américaine. L'article 5 prohibe la récolte des œufs de tous les oiseaux migrateurs, sauf toujours dans des buts scientifiques ou de reproduction et suivant un règlement rigoureux.

Enfin, pendant la période de fermeture, la vente de tout gibier est rigoureusement interdite, de même du reste que celle de tout oiseau migrateur tué ou capturé en contrevenant aux mesures légales.

De cette étude des articles de la convention américaine de 1916, ressortent clairement ses qualités. Elle a une portée absolument générale et protège tous les oiseaux migrateurs quels qu'ils soient sans aucune exception ; étant beaucoup plus récente que la Convention européenne, elle ne tient pas compte de la classification des oiseaux nuisibles et utiles et, surtout, ayant été passée entre deux pays bien décidés à l'appliquer elle ne se tient pas dans les généralités mais est au contraire fort précise et surtout les règles qu'elle fixe sont impératives et les mesures qu'elle ordonne ne sont pas annihilées par des restrictions qui ouvrent la porte à toutes les discussions et, enfin et surtout, elle semble avoir été appliquée à l'esprit et à la lettre, aussi semble-t-elle avoir donné jusqu'à ce jour complète satisfaction aux pays signataires et devoir être prolongée longtemps encore.

La simple lecture de la loi de la convention des oiseaux migrateurs ratifiant cette convention montre dans quel esprit de bonne volonté les contractants ont voulu appliquer la convention. La convention y est strictement appliquée, toutes les mesures préconisées ont été suivies : clôture pendant dix années, établissement de parcs et réserves ¹.

1. Cette loi a été publiée en français et en Anglais, par le ministère de l'Intérieur du Dominion, à Ottawa.

ANNEXE AU CHAPITRE II

Attendu que diverses espèces d'oiseaux dans le cours de leur migration annuelle traversent certaines parties des Dominions du Canada et les Etats-Unis, et

Attendu que beaucoup de ces espèces présentent un grand intérêt ont une grande valeur soit comme source de nourriture, soit parce qu'ils détruisent des insectes nuisibles aux forêts et aux fourrages des domaines publics, comme aux récoltes, aussi bien au Canada qu'aux Etats-Unis, mais risquent néanmoins d'être exterminés par suite d'une protection insuffisante pendant la saison de la reproduction, ou pendant qu'ils émigrent vers leurs lieux de reproduction ou qu'ils en viennent.

Sa Majesté le Roi d'Angleterre et les Etats-Unis, désireux de sauvegarder d'un carnage aveugle et d'assurer la protection de certains oiseaux migrateurs utiles à l'homme ou inoffensifs, ont résolu d'adopter un système uniforme de protection en vue d'atteindre ce but, et pour parvenir à la conclusion d'une convention tendant à ce résultat, ont désigné comme plénipotentiaires :

Angleterre : Sir Cecil Arthur Springrice.

Etats-Unis : Robert Lansing,

qui, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, ont adopté les articles suivants :

ART. I. — Les hautes parties contractantes déclarent que les oiseaux migrateurs visés dans cette convention sont les suivants :

A. Gibiers migrateurs à plumes : 1° Anatidés ou volaille aquatique qui comprend bernaches, canards sauvages, cygnes et oies sauvages.

2° Gruidés ou grues, qui comprennent la petite grue brune, la grue du Canada et la grue d'Amérique.

2° Rallidés ou râles qui comprennent la foulque d'Amérique (poule d'eau), gallinule et les soras et autres râles.

4° Limicolés ou oiseaux de rivages qui comprennent les suivants : avocette, courlis, bécassine rousse, barge, maubèche à poitrine rousse, huîtrier à ventre blanc, phalarope, pluvier, maubèche, bécassine, maubèche à longs pieds, oiseaux de ressac, tourne-pierres, maubèche semi-palmée, bécasse et chevalier à pieds jaunes.

2° Colombinés ou pigeons qui comprennent tourterelles et pigeons sauvages.

B. Oiseaux migrateurs insectivores : goglu, grive de Caroline, mésange, coucou, pivert, moucherolle, gros-bec, colibri, roitelet, martinet, alouette des prés, engoulevent, sitelle, loriot, merle, pie-grièche, hirondelle, tangara, mésange huppée (tit-mice), grive, viréo, fauvette, jaseur, pic et troglodyte, et tous autres oiseaux percheurs qui se nourrissent en tout ou en partie d'insectes.

C. Oiseaux migrateurs non gibier : pingoin, petit alque, butor, fulmar, fou, grèbe, guillemot, goëland, héron, stercolaire, plongeon, huard, marmette, pétrel, macareux, bec en ciseaux et sterne.

ART. II. — Les hautes parties contractantes conviennent que, comme moyen de protéger les oiseaux migrateurs, il sera établi les saisons de fermeture suivantes, durant lesquelles il sera défendu de chasser, sauf dans des buts scientifiques ou de reproduction mais avec des permis accordés par les autorités compétentes.

1° La fermeture pour les « oiseaux gibiers migrateurs » se tiendra entre le 10 mars et le 1^{er} septembre sauf pour les Indiens qui pourront prendre en toute saison des macreuses pour leur nourriture, mais non pour la vente. La saison de chasse peut être restreinte à une période n'excédant pas 3 mois et demi que les hautes parties contractantes pourront établir séparément par une loi.

2° La fermeture de la chasse des migrateurs insectivores durera toute l'année.

3° La chasse des oiseaux migrateurs non gibiers sera fermée toute l'année, mais les Esquimaux et les Indiens pourront prendre toute l'année les pingoins, petits alques, guillemots, marmettes, macareux et leurs œufs pour les manger, leurs duvets pour se vêtir, mais animaux et œufs ainsi pris ne pourront être vendus ou mis en vente.

ART. III. — Les hautes parties contractantes considèrent que pendant une période de 10 ans suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, les oiseaux gibiers migrateurs suivants ne pourront être chassés : pigeons, petite grue brune, la grue du Canada, grue d'Amérique, cygne, courlis et tous oiseaux de rivage (sauf le pluvier à poitrine noire et le pluvier doré, la bécassine de Wilson, la bécasse et le grand et le petit chevalier à pieds jaunes) ; il est stipulé que durant cette période de 10 ans, la fermeture pour les grues, cygnes et courlis en Colombie Britannique sera faite par les autorités de cette Province, dans les limites et dates générales, prescrites dans cette convention pour les groupes auxquels ces oiseaux appartiennent respectivement.

ART. IV. — Les hautes parties contractantes conviennent qu'une protection spéciale sera accordée au canard des bois et à l'Eider par une fermeture s'étendant sur une période d'au-moins 5 ans ou par l'établissement de refuges, ou par d'autres réglementations qui paraîtront appropriées.

ART. V. — La récolte des nids ou des œufs des gibiers ou des insectivores migrateurs ou non gibier sera interdite, sauf dans des buts de reproduction ou scientifiques soumis à une réglementation que chaque haute partie contractante pourra juger séparément appropriée.

ART. VI. — Les hautes parties contractantes conviennent que l'expédition ou l'exportation d'oiseaux migrateurs ou de leurs œufs

de certains états ou province durant la fermeture dans ces provinces ou états, sera prohibée sauf dans des buts scientifiques ou de reproduction et le trafic international d'oiseaux et d'œufs pris dans ces provinces ou expédiés à certains moments, contrairement aux lois de l'état ou province. Chaque paquet contenant tout ou partie d'oiseaux migrateurs ou de leurs œufs transporté ou destiné à être transporté des Etats-Unis au Canada ou inversement, aura le nom et l'adresse de l'expéditeur et un état exact du contenu nettement marqué sur un côté.

ART. VII. — Des permis de détruire certains des oiseaux susmentionnés qui, dans des cas exceptionnels, peuvent devenir nuisibles à l'agriculture ou à d'autres intérêts, dans quelque communauté, pourront être accordés par les autorités qualifiées de chacune des hautes parties contractantes d'après des règlements établis par chacune des hautes parties contractantes. Mais de telles réglementations cesseront de produire leur effet, quand, de l'avis des dites autorités, le danger sera passé, et ces oiseaux ne pourront être expédiés, vendus ni mis en vente.

ART. VIII. — Les hautes parties contractantes conviennent de prendre ou de proposer au pouvoir législatif les mesures nécessaires à assurer l'exécution de la présente convention.

ART. IX. — *Ratifications.* — La présente convention sera ratifiée par Sa Majesté Britannique et le Président des Etats-Unis, après avis et consentement du Sénat. Les ratifications seront échangées à Washington dès que possible, la convention prendra effet du jour des ratifications. Elle demeurera en vigueur ans, et si aucune notification n'est faite, 12 mois avant l'expiration de cette période de l'intention de ne pas continuer, la convention demeurera en vigueur pour un an, et ainsi d'année en année.

Traité avec le Mexique.

Tout récemment un nouvel instrument diplomatique est venu parachever l'œuvre de protection commencée par le traité anglo-américain et l'on peut dire qu'elle est maintenant parfaite. En effet, à l'heure actuelle, le Mexique est prêt à coopérer avec le Canada et les Etats-Unis dans l'œuvre de protection des oiseaux migrateurs, et un traité a été signé à Mexico le 7 février 1936 et ratifié par le Sénat, qui assure aux migrateurs une protection parfaite sur le continent nord-américain tout entier.

En effet, les dirigeants des Etats-Unis estimaient qu'un grand pas avait été fait lors de la signature du traité avec le Canada, mais il leur paraissait nécessaire de protéger les migrateurs tout au long de leurs pérégrinations ; si les mesures restrictives appliquées dans certains pays ne l'étaient pas dans les autres, les sacrifices volontairement accomplis par les Etats-Unis et le Canada devenaient

inutiles, aussi s'efforcèrent-ils d'étendre ces mesures à toute l'Amérique du Nord ¹.

C'est ce qui a été heureusement réalisé par la signature du traité le 7 février 1936. Quoique la chose ait été beaucoup plus facile à réaliser en Amérique, étant donné qu'il suffisait de l'accord de trois grands pays seulement, il ne faut pas désespérer de la réaliser en Europe, et l'objectif le plus désirable à atteindre en Europe serait d'arriver à réaliser une convention internationale se rapprochant autant que possible des conventions américaines, en tenant compte bien entendu des facteurs différents qui peuvent intervenir.

Ce traité a pour but d'assurer la protection des gibiers migrateurs des insectivores et de tous les oiseaux en général, qui, au cours de leurs migrations, dépassent les Etats-Unis en direction du sud et vont jusqu'au Mexique ².

En dehors de quelques exceptions, le prix, le transport et la vente des migrateurs est limitée à une période maximum de 4 mois. La création de réserves est prévue, la chasse en avion interdite et la chasse aux canards sauvages est fermée du 10 mars au 1^{er} septembre.

1. Dans une lettre à M. Gordell Hull, secrétaire d'Etat, M. Wallace, secrétaire à l'Agriculture, s'exprime ainsi : « A vast stride toward the restauration and protect indeed in some cases the rescue from extirpation of our migratory game and various groups of our insectivorous and other birds was taken by the conclusion of the convention of August 16, 1916 with Grande-Bretagne for the protection of birds migrating between Canada and the U. S. A. But as number of species of these birds, both game and non game, extend their migrations and winter dispersal to Mexico and beyond it had been manifest that the insure their more effective conservation, as well as the conservation of other groups of birds migrating between Mexico and the U. S. A., cooperation with the United Mexican States, is not only desirable but also quite imperative, and to that and the Departement of agriculture has earnestly desired and for some years past has sought to bring about the negociation of a conventiof with that Republic. »

2. La loi américaine qui rendait applicable la convention avec le Canada, s'appelle désormais : « An act to give effect to the conventions between the U. S. and G. B. for protection of migratory birds concluded at Washington Augusth sixteenth nineteen hundred and sixteen, and between the United States and the United Mexican states for the protection of migratory birds and game Manuals concluded of the city of Mexico february seventh, nineteen hundre dand thirty six, and for other purposes. »

CHAPITRE III

LA PROTECTION DES OISEAUX DE MER CONTRE LA POLLUTION DES EAUX PAR LES HYDROCARBURES ¹.

Les oiseaux décimés de toutes parts ont vu depuis une quinzaine d'années un nouveau fléau s'abattre sur eux. Depuis quelque temps, en effet, on constate que les oiseaux de mer sont détruits en grand nombre par les résidus de mazout déversés à la mer par les navires.

Il y a une quinzaine d'années environ, la chauffe au mazout a fait son apparition dans la marine et depuis lors n'a cessé de faire des progrès considérables. Chaque année, le charbon recule devant les huiles lourdes en raison des nombreux avantages que présentent ces dernières tant au point de vue de l'économie que des facilités de chargement, emmagasinage, manutention. Un journal maritime anglais estimait qu'en 1931 déjà le tonnage des bateaux utilisant les huiles lourdes atteignait 27.858.000 tonnes, alors qu'en 1914 il n'était que de 1.560.000 tonnes, et que le pourcentage des bateaux mus par ces huiles lourdes était passé de 2 % en 1918 à 45,3 % en 1929. Depuis lors, les chiffres n'ont pu aller qu'en s'accroissant, et il n'est pour ainsi dire plus construit de bâtiments chauffant au charbon.

Malheureusement, il n'y a guère de progrès qui n'amène avec soi des inconvénients et l'utilisation des huiles lourdes ne manque pas d'inconvénients et d'inconvénients graves.

1. Ce chapitre aurait pu trouver sa place dans la 2^e Partie : « Protection des Richesses de la Mer ».

Les huiles déposent dans les soutes et les tuyauteries des navires des résidus et lorsqu'on procède au nettoyage tous ces résidus huileux sont rejetés à la mer soit en arrivant au port, soit au port, soit au large. Ces résidus de pétrole, plus légers que l'eau, jetés à la mer, forment à la surface, comme toutes les huiles du reste, de larges nappes irisées d'une matière visqueuse, poisseuse, collante et agglutinante. Ces matières rendent infectes les eaux des ports, nuisent à la pêche et à l'industrie des coquillages. Poussées par le flot, elles vont se déposer sur les rivages et rendent inabordables aux baigneurs certaines plages.

La couche d'huile formée à la surface isole l'eau de l'air, détruit les êtres vivants de surface, les œufs, les larves, le plancton. Les inconvénients sont graves et nombreux : infection des ports, des plages, risques d'incendie et destruction de la faune marine.

Ici, nous ne ferons que signaler ces inconvénients malgré leur gravité, mais ce sur quoi nous insisterons c'est sur la destruction des oiseaux marins. L'huile répandue à la surface de la mer tue les oiseaux et en quantités considérables.

Lorsque les oiseaux de mer posés à la surface de l'eau pénètrent dans une de ces nappes huileuses parfois très vastes, ils sont irrémédiablement perdus semble-t-il. Comment les choses se passent-elles, quelle est l'action de l'huile, du pétrole ?

On a donné plusieurs explications. Il ne semble pas, tout d'abord, que les oiseaux soient empoisonnés, en effet, les poissons qui absorbent certainement beaucoup plus de ces résidus que les oiseaux paraissent mieux résister, et il n'est pas rare de voir dans les rivières les poissons vivre dans une eau fortement mélangée de pétrole ; et peut-être le goût de leur chair en est-il modifié, mais ils ne semblent pas mal s'accommoder de ce milieu.

Les résidus de mazout éminemment poisseux s'attachent aux plumes des oiseaux, les collent par paquets et permettent ainsi à l'eau de mer de mouiller l'intérieur du plu-

mage — et de parvenir jusqu'à la peau, ce qui n'arrive pas lorsque les plumes ne sont pas souillées par le pétrole et forment une couche imperméable autour du corps de l'oiseau.

On a donné diverses explications du phénomène. Le pétrole dissoudrait la matière grasse qui recouvre les plumes des oiseaux d'eau et les rendent imperméables : elles laisseraient passer l'eau. Il en serait pour les plumes des oiseaux d'eau comme pour le coton. Le coton non dégraissé est imperméable, tandis que la ouate hydrophile employée dans les pansements qui est du coton dégraissé absorbe l'eau.

M. Louis Ternier, ornithologue et grand observateur, qui a beaucoup étudié cette question et à qui nous devons la plus grande partie des renseignements sur ce sujet, à la suite d'études et d'observations nombreuses, donne une explication qui paraît bien meilleure que la précédente.

A la suite d'expériences, M. Ternier en est venu à conclure que ce n'est pas parce que le plumage des oiseaux d'eau est graissé qu'il est imperméable, « il est imperméable parce que les plumes sont imbriquées et fortement pressées les unes contre les autres par une contraction spéciale et volontaire de la peau de l'oiseau qui en fait une sorte de cotte de mailles impénétrable à l'eau. La preuve de cette assertion se trouve dans ce fait que les oiseaux qui nagent, soit indemnes, soit avec seulement l'aile cassée, mais qui sont en vie, n'ont jamais leur plumage mouillé, quelle que soit la force des vagues qu'ils rencontrent. Mais, aussitôt que l'oiseau blessé meurt sur l'eau, son plumage se mouille parce que la contraction dont j'ai parlé cesse avec la vie ; tandis que les plumes ne seraient pas mouillées si le fait d'être simplement graissées était la vraie cause de leur imperméabilité¹ ».

Et M. Ternier ajoute que, si les plumes étaient simple-

1. Louis Ternier, Rapport à la 2^e session du C. I. C. Paris, 1931.

ment dégraissées et mouillées, l'oiseau pourrait, en venant à terre, se sécher, tandis que, bien au contraire, il ne peut se débarrasser du mazout et se mouille à nouveau quand il reprend la mer.

Quoi qu'il en soit, l'oiseau ne peut rester en mer que si son corps n'est pas en contact avec l'eau. Tout comme l'homme, il ne peut rester mouillé des journées entières, il est gagné par le froid et tombe malade. Il résulte des autopsies qui ont été faites que l'oiseau ainsi atteint meurt de pneumonie (autopsies pratiquées par le Dr Eijkamm : la plupart des oiseaux atteints par le mazout meurent d'inflammation pulmonaire ¹⁾).

Mais les oiseaux ne meurent probablement pas seulement de pneumonie. Les ailes des oiseaux, elles aussi, sont atteintes et s'engluent, le vol devient lourd et pénible, et ils sont alors la proie de leurs ennemis et principalement de l'homme.

Quand ils sont ainsi atteints, les oiseaux se rapprochent du rivage et gagnent la côte dans le but de se sécher ou de nettoyer avec leur bec leurs plumes engluées, c'est alors qu'ils se font massacrer. Des espèces, d'ordinaire très sauvages, se laissent approcher, leur vol devenant lourd par suite probablement de leur affaiblissement, et on a signalé dès longtemps des cas de destruction en masse. Il arrive de trouver, les jours de gros temps, les plages de l'Océan jonchées des corps d'oiseaux mazoutés rejetés par la mer. Mais c'est la destruction sur la grève par les chasseurs ou pêcheurs qui est la plus rapide.

Je me souviens, pour ma part, avoir vu, au mois de juillet 1930, des bandes considérables de macreuses, qui se tiennent d'ordinaire au large, pénétrer dans l'embouchure de la Gironde, et rester à proximité de la côte, venant même sur des plages au milieu des baigneurs. Elles furent

1. Ouvrage de M. Drijver, publié en Hollande par les soins de la Société Néerlandaise protectrice des oiseaux.

toutes massacrées jusqu'à la dernière, soit au fusil, soit même à coup de bâtons. Il en périt ainsi, en quelques jours, plusieurs centaines. D'innombrables cas de destruction analogues pourraient être cités.

La plupart des oiseaux marins sont sujets à ces destructions (les oiseaux nageurs et surtout les oiseaux plongeurs). Ont été ainsi observées des hécatombes de :

Harles macreuses bernaches (Anatidés) ;
Goélands stercoraires (Laridés) ;
Guillemots macareux (Alcidés) ;
Grêles plongeurs (Colymbidés).

On trouve ainsi, aussi bien des oiseaux vivant au large que des oiseaux fréquentant les côtes. Les oiseaux de rivière sont, eux aussi, atteints, on a signalé des cas de destruction de grèbes.

Tous les produits pétrolifères qui souillent le plumage des oiseaux de mer sont susceptibles d'amener leur perte. M. Louis Ternier cite le cas d'un navire chargé de pétrole qui avait pris feu en baie de Seine en 1897. La mer fut couverte de résidus, et de nombreuses bandes de macreuses qui se trouvaient dans la baie furent exterminées. Il en fut déclaré 744 en un jour à l'octroi de Honfleur. Ce qui s'était produit alors par accident se reproduit aujourd'hui tous les jours par suite de la généralisation de l'emploi du mazout.

Voilà déjà longtemps que ces faits ont été observés et que les protecteurs de la nature, sentant que ce danger croissait tous les jours avec le développement de l'emploi du mazout, ont entrepris une active campagne en vue d'empêcher la pollution des eaux.

Autrefois, il pouvait paraître difficile de poursuivre avec succès cette campagne, car on ne disposait pas alors de moyens simples pour remédier aux inconvénients que présente l'utilisation du mazout. On ne pouvait qu'imposer aux navires de rejeter leurs eaux sales à une certaine dis-

tance de la côte, mais elles risquaient d'y être ramenées par les courants et les vents marins. Mais voici quelques années déjà que des moyens efficaces d'y parer ont été trouvés : ils consistent dans l'installation, à bord des navires, d'appareils appelés séparateurs. Ces appareils récupèrent les résidus de mazout, et permettent de les utiliser. Ils sont peu coûteux et assurent aux navires qui en sont munis une économie notable de combustible.

La Royal Society for protection of birds, en Angleterre, la Ligue pour la protection des oiseaux en France ont fait campagne en faveur de l'installation à bord des navires de ces récupérateurs.

Dès 1920, la Royal Society for protection of birds avait agi auprès des pouvoirs publics et des compagnies de navigations anglais, et ceci avec un certain succès. En 1923, la L. P. O. entreprenait une campagne analogue à celle faite par la Société anglaise, elle signalait, cette année-là, dans son bulletin, que des colonies entières d'oiseaux avaient été détruites sur la côte anglaise.

Dans son bulletin d'octobre 1927, elle reprend la question. Puis, elle essaie, comme la Royal Society for protection of birds, d'agir directement auprès des Compagnies de navigation. Vu les avantages économiques des séparateurs, il semblait qu'une telle campagne était assurée du succès. Cependant, la Ligue pour la protection des oiseaux ayant envoyé une circulaire accompagnée d'un questionnaire aux principales Compagnies de navigation (à 24 d'entre elles exactement), ne reçut qu'une seule réponse et des plus laconiques. Seule une action internationale paraît avoir quelque chance de succès en la matière.

L'Angleterre avait été la première à étudier les moyens de combattre les inconvénients du mazout. C'est en Angleterre qu'avaient été inventés et établis les premiers séparateurs. Les Etats-Unis suivirent bientôt et, dans ces deux pays, l'usage de ces appareils se développa considérable-

ment, mais ils auraient voulu être suivis dans cette voie par les autres nations.

Ainsi, l'Angleterre eut-elle l'idée de réunir dans ce but une Conférence internationale.

La Conférence de Washington.

Une conférence d'experts se réunit à Washington le 8 juin 1926, sur l'invitation du gouvernement des Etats-Unis, dans le but de résoudre, par la voie internationale, le problème de la pollution des eaux par le mazout. L'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, etc... répondirent à cette invitation.

Cette question, comme toutes celles qui intéressent la haute mer, ainsi que nous le verrons dans la deuxième partie de cette étude, ne peut être résolue que par des ententes internationales. Il existait bien, en effet, dans chaque pays, des lois ou règlements intérieurs relatifs à cette question. D'une façon générale, ces règlements fixent des zones (soit les ports et leurs alentours, soit parfois toute l'étendue de la mer territoriale) dans lesquelles est interdite l'éjection à la mer des résidus de pétrole susceptibles de polluer les eaux. Mais ces réglementations se sont avérées tout à fait insuffisantes pour diverses raisons. Tout d'abord, elles ne sont pas concordantes, elles ne sont pas générales, elles n'existent pas dans de nombreux pays, enfin et surtout ces interdictions se limitant forcément à la mer territoriale ^{1,2} ne sont pas suffisantes : les nappes, que forme le mazout, demeurent plusieurs jours à la surface et peuvent être conduites à proximité des côtes par les vents et les courants

1. Cependant, voir M. Gidel, *La Mer*, t. I, p. 483, note 2.

2. Compte rendu de la séance du 10 juin 1926. — M. Haambrnck (Pays-Bas) : « Si nous prenons l'exemple du Port de New-York où une limite de 25 milles a été établie, les autorités (the port authorities can only ask ship owners to prohibit) du port peuvent seulement demander aux armateurs d'interdire à leurs navires l'écoulement de pétrole dans cette limite de 25 milles, mais si nous établissons cet accord, alors tous les gouvernements obligeront leurs navires à s'y conformer. Cela revêt ainsi un autre caractère et le rendra plus fort. »

marins. D'autre part, la surveillance des zones interdites est difficile.

L'accord a été délicat à réaliser à Washington et il apparaît, à la lecture du compte rendu ¹ des séances de la Conférence, que, si les délégués des différents pays étaient bien d'accord sur les faits et causes, ils ne l'étaient plus du tout sur les remèdes à employer.

Les causes principales de pollution par le pétrole sont les navires, les installations terrestres ; embarcadères et débarcadères. La Conférence a estimé que la seule cause qui pouvait être de sa compétence comme « Conférence internationale » était la cause principale, du reste : les navires.

Il a été convenu que les navires dont on doit tenir compte comme sources de pollution sont article 3 (voir art. 3 *infra*).

Deux classes de vaisseaux sont traitées à part : vaisseaux de guerre (v. *infra* art. 4) et les bateaux de petit tonnage (art. 3, dernière partie).

La Conférence a cherché à définir à partir de quelle proportion un mélange d'eau et de pétrole peut être considéré comme nocif. A la suite de l'exposé par M. Stroop de ses expériences dans la séance du 9 juin 1926, les délégués ont estimé qu'au-dessous de 0,05 de 1 % de pétrole brut un mélange ne peut être considéré comme nocif, voir du reste comment s'exprime le Projet de Convention à ce sujet dans l'art. 2 (v. annexe).

La question qui a fait l'objet des débats les plus longs à la Conférence, celle sur laquelle les délégués étaient divisés en deux camps opposés, était de savoir si l'on devait en arriver à l'interdiction absolue de l'éjection des mélanges gras de teneur nocive dans toutes les mers, aussi bien au large que dans certaines zones délimitées aux environs des côtes.

1. Compte rendu des séances. Acte final, texte de la Convention publié par les soins du Gouvernement des Etats-Unis (Government Printing Office).

On ne put se mettre d'accord en ce qui concerne les effets et l'étendue de la pollution produite par l'évacuation en haute mer de ces mélanges de teneur nocive.

Les uns estimaient que la pollution en haute mer ne présente pas de danger ou n'existe pas. A ce sujet, le Capitaine Dreschel, délégué allemand, s'exprimait de la façon suivante : « Si j'examine les courants et les ouragans en haute mer, je dois assurer que toute pollution par le pétrole en haute mer est impossible. » (Compte rendu séance du 11 juin 1925, p. 259), et il concluait que, pour l'instant, l'installation de séparateurs à bord étant impossible en raison des progrès qui restaient à réaliser dans ces machines, il fallait se mettre d'accord sur les points suivants :

1° Etablissement de régions convenant à toutes les nations ;

2° Liberté de la haute mer ;

3° Pas de séparateurs pour le moment avant qu'ils ne marchent à la perfection ;

4° Laisser aux experts les soins de trouver des moyens de manipuler le pétrole et de prévenir la pollution par le pétrole. Les délégués suédois et des Pays-Bas déclarèrent être du même avis que le représentant de l'Allemagne.

D'autres, au contraire, estimaient que les déversements de mélange gras sont nocifs et conservent leur nocivité à quelque distance de la côte qu'ils soient effectués, empoisonnant tous les êtres vivants se trouvant là où ils sont effectués ; en outre, comme ils demeurent longtemps avant de disparaître, ils peuvent venir jusque dans le voisinage de la côte et des lieux de pêche. Ceux-ci étaient, par suite, partisans de la prohibition absolue de toute évacuation de mélanges nocifs à la mer aussi bien sur la côte qu'en haute mer et, par conséquent, partisans de l'installation de séparateurs.

L'accord ne put donc être réalisé sur l'interdiction de l'évacuation des mélanges nocifs en haute mer, et l'on se contenta de recommander qu'un système de régions soit

établi le long des côtes et sur les lieux reconnus de pêche, les uns estimant que cette mesure n'aurait dû être que transitoire, parce qu'insuffisante, les autres jugeant qu'elle était suffisante¹.

Finalement, voici à quoi on est arrivé : chaque pays est laissé libre d'établir les zones d'interdiction dans le voisinage de ses côtes. D'une façon générale, cette zone ne devra pas excéder 50 milles marins. Cependant, à la demande de certains experts, cette zone pourra avoir une largeur de 150 milles, lorsque la configuration générale de la côte ou que des circonstances spéciales le rendent nécessaire.

Au sujet des séparateurs, l'acte final traduit les appréhensions des délégués de bon nombre de pays. « Un obstacle à l'installation de ces appareils se trouve dans l'appréhension dans l'esprit des intéressés, qu'en vertu des lois de certains pays, les vaisseaux qui en font l'installation pourraient, soit subir une pénalité dans le paiement des droits basés sur le tonnage, soit ne pas bénéficier du sacrifice de l'espace de cargaison qui en résulte.

Enfin, la Conférence est arrivée à un accord sur un certain nombre de recommandations aux gouvernements².

Tous les délégués signèrent les recommandations et il fut décidé que la convention entrerait en vigueur dès que cinq des pays représentés auraient notifié leur ratification.

Malheureusement, trois pays seulement : Angleterre, Etats-Unis, Canada, signèrent la convention, et elle est demeurée lettre morte depuis lors, les méfaits du mazout ont persisté, des cas nombreux de pollution suivis ou non de destruction d'oiseaux sont signalés³.

La Ligue pour la protection des oiseaux reprend sa cam-

1. Compte rendu des séances; *Résumé de la question* par M. Hipwood, p. 247, séance du 11 juin 1926.

2. Voir compte rendu des séances publié par le Gouvernement des Etats-Unis.

3. Notamment en avril 1928, à Cherbourg, des pingouins s'échouent sur la côte normande à demi empoisonnés par le mazout (Exohsior). En 1929, à Marseille, la côte est envahie par l'huile, et l'établissement de bains doit fermer ses portes à cause du mazout, etc...

pagne et la Royal Society for protection of birds édicte en faveur des oiseaux de mer victimes du mazout un timbre de propagande en cinq langues. La solution de la question ne peut être qu'internationale, elle réside dans la généralisation des appareils séparateurs et la collaboration de tous les Etats maritimes est indispensable pour établir une convention internationale seule susceptible de donner des résultats pratiques.

Aussi diverses associations et notamment le Conseil international de la chasse ont-ils repris la campagne et elle paraît, en ce moment, près d'aboutir. Au cours de sa session de 1931, la C. I. C. qui représente 56 pays, après avoir consulté les représentants de tous les pays, a exprimé le vœu que, « sur les navires employant le mazout, il soit installé des appareils utilisant les résidus de ce produit et empêchant ainsi que ces résidus soient jetés à la mer ; qu'en tout cas ce jet soit dès maintenant prohibé dans les eaux côtières : que l'installation de machines chauffées au mazout sur les navires en construction ne soit autorisée que s'ils sont munis en même temps d'appareils évitant tout jet de résidus à la mer ».

Cette recommandation devait être transmise par la voie diplomatique à toutes les puissances maritimes. Des réponses¹ communiquées par ces pays au C. I. C., il apparaissait que la question en intéressait la plupart et que, vu ce qui avait été réalisé dans l'ordre interne, elle était mûre pour être portée sur le plan international.

Aujourd'hui, ce vœu paraît être bien près d'être réalisé, en effet, le C. I. C. vient de recevoir du Secrétariat général de la S. D. N., le projet de convention internationale relatif à la pollution des eaux de mer dont l'acte final est conforme aux vœux émis par le C. I. C. dès 1930².

1. Voir à ce sujet, *Bull. du St-Hubert Club de France*, février 1935, p. 42, et compte rendu de la cession du C. I. C., 1934, p. 40 et suiv.

2. Voici ce qu'écrivit à ce sujet le secrétaire général du C. I. C., M. le Comte d'Adix : « *La protection des migrateurs devant la Ligue des Nations.* »

» Depuis cinq ans, le C. I. C. n'a pas cessé de coordonner les efforts et de

ANNEXE AU CHAPITRE III

Conférence de Washington 1937. Projet de Convention.

Les gouvernements de _____ désireux d'agir d'un commun accord pour prévenir la pollution des eaux navigables par le pétrole ou par les mélanges gras déversés des navires, ont décidé de conclure une convention dans ce but et ont désigné

collaborer avec tous ceux qui s'intéressaient à cette question, et on peut dire aujourd'hui que ses efforts sont prêts à être couronnés d'un plein succès, puisqu'il vient de recevoir enfin, du Secrétariat Général de la Ligue des Nations, le projet de Convention internationale relatif à la pollution de la mer, dont l'acte final est conforme aux vœux émis par le C. I. C. déjà en 1930.

» Le projet de Convention contient 17 articles; il nous semble intéressant de donner un bref résumé de chacun d'eux :

» L'article 1^{er} indique la nécessité de la Conférence et définit ses buts.

» L'article 2 concerne la création des zones maritimes variant entre 50 et 150 milles marins; cet article donne un règlement très détaillé de la création de ces zones.

» L'article 3 mentionne quels sont les produits dont la décharge est interdite dans les zones instituées conformément à l'article précédent.

» Ces produits sont :

» a) Le pétrole brut, le « Fuel-Oil » et le « Diesel-Oil »;

» b) Tous mélanges contenant plus de 50/000 de ces hydrocarbures, ou dont la teneur en hydrocarbures est suffisante pour former à la surface de la mer, une pellicule visible à l'œil nu de jour et par temps clair.

» Le paragraphe 2 de cet article exige du commandant du bord de mentionner dans ses livres, chaque fois qu'il procédera à des décharges; la mention indiquera la position du navire lors de la décharge et elle sera signée par le capitaine et l'un des officiers de bord.

» Lorsque le navire possède une installation pour la séparation des hydrocarbures et d'eau de lest, le journal de bord portera les indications des heures pendant lesquelles le séparateur aura fonctionné, et cette mention sera également signée de la façon prévue.

» L'article 4 mentionne que les dispositions de l'article 1^{er} où il est question de catégories des bateaux, s'appliqueront, exception faite des bâtiments en service dans les forces navales des Hautes Parties Contractantes, à tous les navires et bateaux de mer qui transportent du pétrole brut, du « fuel-oil » et du « diesel-oil », soit en vrac, dans leurs cargaisons, soit comme combustible pour leurs chaudières ou leurs moteurs.

» L'article 5 invite les puissances maritimes à donner des ordres aux bâtiments de guerre pour qu'ils ne négligent aucune précaution pour empêcher la pollution des eaux.

» Les articles 6 et 7 parlent du contrôle qui doit être exercé et des procédures de constatations, en cas de non observation de Convention.

» L'article 8 définit le rôle du Secrétariat Général de la Société des Nations.

» L'article 9 indique la façon de régler les différends entre les pays signataires.

» L'article 10 autorise les pays signataires de déclarer, qu'en devenant partie à la Convention, ils n'assument aucune obligation à l'égard de l'ensemble ou de l'une quelconque de ses colonies.

» Les articles 11, 12, 13 et 14 mentionnent la façon dont la Convention entrera

pour leurs plénipotentiaires lesquels s'étant communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

1. Les gouvernements respectifs peuvent établir des régions dans les eaux adjacentes à leurs côtes, dans lesquelles il sera interdit aux vaisseaux spécifiés dans l'article III de déverser du pétrole ou des mélanges gras, tels que définis dans l'article II, conformément aux principes suivants :

en vigueur; il faudra 90 jours — après que le Secrétaire Général de la Société des Nations aura reçu les adhésions de huit Etats membres ou non membres de la Société, pour que la Convention puisse avoir l'effet souhaité.

» L'article 15 autorise la révision de Convention après le délai de deux ans. Il faudra trois demandes pour que le Conseil de la Société des Nations en soit saisi.

» L'article 16 donne le règlement de dénonciation de Convention au moyen d'une notification adressée à la Ligue des Nations.

» Enfin l'article 17 mentionne que la Convention sera enregistrée par le Secrétaire Général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

» Voici le texte du projet d'Acte final.

» La Conférence recommande également :

» 1^o Que :

a) L'installation, à bord d'un navire, d'un appareil opérant la séparation des hydrocarbures et de l'eau, n'entraîne pour ce navire aucun désavantage ni aucune discrimination dans le jaugeage ou l'acquittement des droits;

b) Que les espaces rendus impropres au transport de marchandises par l'installation d'un appareil permettant la séparation des hydrocarbures et de l'eau, ne rentrent pas dans le calcul des droits établis d'après le tonnage;

c) Que dans l'expression « appareil opérant la séparation des hydrocarbures et de l'eau » soient compris les réservoirs de dimensions raisonnables qui servent exclusivement à recueillir les résidus d'hydrocarbures récupérés par l'appareil, ainsi que la tuyauterie et les installations accessoires qui sont indispensables au fonctionnement dudit appareil;

» 2^o Que les gouvernements recommandent aux armateurs de prévoir, lorsque ce sera possible, l'installation de séparateurs sur les nouvelles constructions, notamment sur les grands navires dont les soutes à combustibles doivent également servir de ballast, et que les gouvernements encouragent les armateurs à faire ces installations sur les navires qui doivent être immatriculés sur leurs territoires ou conformément à leur législation, en prenant les mesures administratives ou financières qu'ils jugeraient nécessaires;

» 3^o Que tenant compte des difficultés inhérentes à l'application des dispositions de la Convention portant sur les zones et à la constatation des infractions commises dans ces zones, les Hautes Parties Contractantes veuillent bien examiner avec soin la possibilité de prévoir des peines suffisamment sévères pour prévenir toute infraction de ce genre;

» 4^o Que, vu le petit nombre de ports où des appareils servant à la séparation des hydrocarbures et de l'eau paraissent être en service, d'après les réponses au questionnaire adressé par le Secrétaire Général de la Société des Nations, le 23 janvier 1935, les gouvernements prennent toutes mesures utiles en vue d'accroître le nombre de ces installations dans les ports qui sont fréquentés, dans les différentes parties du monde, par des navires et bateaux qui transportent des hydrocarbures ou emploient des hydrocarbures comme combustible, et que ces gouvernements maintiennent à un niveau aussi bas que possible le tarif des taxes perçues pour l'utilisation de ces installations.

» Comme on le voit, d'après ce qui vient d'être exposé, ce problème est prêt à être résolu d'une façon très heureuse, et le Conseil International de la Chasse peut — à juste titre — être fier de ses efforts et de son activité. »

a) Dans le cas de côtes touchant à la haute mer, ces régions ne s'étendront pas à plus de 50 milles marins de la côte, sauf que si cette étendue est dans certains cas jugée insuffisante par suite de la configuration particulière du littoral ou d'autres conditions spéciales, ces régions pourront être augmentées à une largeur ne dépassant pas 150 milles marins.

b) Dans le cas où le gouvernement d'un pays désire prescrire une région dont une partie quelconque peut se trouver dans la limite de 150 milles marins de la côte d'un autre pays, ce gouvernement informera le gouvernement de cet autre pays avant de prescrire la région.

c) Un avis approprié de l'établissement de toutes régions, et de tout changement qui pourrait y être apporté, sera communiqué aux gouvernements des Etats maritimes, sous la forme de cartes ou sous toute autre forme, par l'intermédiaire de l'organe central mentionné dans l'article VII.

II. — Les déversements qui peuvent être interdits dans toute région prescrite, en vertu de l'article I, sont : a) le pétrole brut, le mazout ou le pétrole Diésel, ou b) tout mélange contenant plus de 0,05 de 1 % de ces pétroles, ou ayant un contenu de ces pétroles suffisant pour former une pellicule à la surface de la mer, visible à l'œil nu, en plein jour, par temps clair.

III. — Les vaisseaux qui peuvent être affectés, en vertu des dispositions de l'article I, sont tous les vaisseaux au long cours, autres que les vaisseaux de guerre, transportant du pétrole brut, du mazout ou du pétrole Diésel en vrac, comme cargaison ou comme combustible pour chaudières ou machines. Des dispositions spéciales peuvent être adoptées dans le cas des petits vaisseaux d'une capacité de soute limitée, mais il sera exigé que ces vaisseaux prennent toutes les précautions raisonnables pour prévenir la pollution par le pétrole.

IV. — Les gouvernements respectifs conviennent de prendre les mesures nécessaires pour assurer que les vaisseaux classifiés comme vaisseaux de guerre, prennent toutes les précautions possibles pour prévenir la pollution par le pétrole.

V. — Chaque gouvernement exigera que les vaisseaux de la spécifiée dans l'article III, battant son pavillon national, lorsqu'ils se trouvent dans les limites de toutes les régions prescrites conformément à l'article I, s'abstiennent de déverser du pétrole ou des mélanges gras tels que définis dans l'article II.

VI. — Les gouvernements respectifs conviennent :

a) Qu'aucune pénalité ou aucun désavantage quelconque touchant au mesurage du tonnage ou au paiement de droits ne seront imposés à un navire pour la seule raison de l'installation d'un système ou d'appareils pour la séparation des pétroles de l'eau.

b) Que les droits basés sur le tonnage ne seront pas imposés relativement à tout espace rendu inutilisable pour la cargaison par la suite de l'installation d'un système ou d'appareils pour la séparation du pétrole de l'eau.

c) Que les termes « d'un système ou d'appareils pour la séparation du pétrole de l'eau », employés dans les paragraphes *a* et *b* de cet article, comprendront tout réservoir ou tous réservoirs de dimensions raisonnables, employés exclusivement pour la réception du pétrole de vidange récupéré du système ou des appareils, ainsi que la tuyauterie et les accessoires nécessaires à leur fonctionnement.

VII. — Le gouvernement de _____ est invité à établir un organe central dans le but de recevoir, de coordonner et de communiquer aux gouvernements des états maritimes, les renseignements se rapportant au système de régions établi en vertu des termes de cette convention ; les résultats de l'épreuve pratique de ce système, ainsi que tous les autres renseignements ayant trait au problème de la pollution des eaux navigables par le pétrole et aux moyens de traiter ce problème.

Dans le cas où cette invitation serait acceptée, les autres gouvernements contractants s'engagent à transmettre à l'organe central les renseignements spécifiés dans le paragraphe *c* de l'article I de la présente convention, ainsi que tous autres renseignements qu'ils jugent appropriés pour les buts de cet article.

VIII. — Le gouvernement des Etats-Unis, invitera les gouvernements des Etats maritimes, autres que les signataires, à adhérer à la présente convention. Une telle adhésion sera notifiée au gouvernement des Etats-Unis qui en avisera à son tour tous les autres gouvernements signataires à la convention.

IX. — La présente convention prendra effet dès que la ratification de cinq des gouvernements représentés à la Conférence de Washington de juin 1926, aura été notifiée au gouvernement des Etats-Unis. Elle peut être dénoncée par un gouvernement sur notification au gouvernement des Etats-Unis pour prendre effet une année à partir de la date à laquelle cette notification aura été faite.

CHAPITRE IV

LES PHARES ET LA DESTRUCTION DES OISEAUX MIGRATEURS.

Comme nous l'avons déjà remarqué, le développement de la civilisation est en opposition quasi-perpétuelle avec le maintien des beautés de la nature. Les phares que l'homme a érigés tout au long des côtes pour la sécurité des marins sont apparus comme de grands destructeurs d'oiseaux migrants.

Les oiseaux, comme les insectes, subissent l'attraction de la lumière, comme eux, ils périssent victimes des feux qui les attirent. Les phares actuels ont une puissance énorme qui peut dépasser plusieurs millions de bougies, leurs feux portent à plusieurs milles, atteignant jusqu'à 60 kilomètres souvent et parfois cent. Vus du large, ces feux sont intermittents ou à éclipses, vus de près ce sont des feux tournants, plusieurs faisceaux lumineux tournent sans arrêt les uns à la suite des autres dans un plan horizontal. Le regard de l'homme ne peut à des distances relativement courtes soutenir une telle lumière, il est aveuglé. Pour les oiseaux, que se passe-t-il ? Sont-ils aveuglés ? Il est un fait certain, c'est que lorsqu'ils sont pris dans les faisceaux lumineux ils ne peuvent plus s'en détacher et comme fascinés par la lumière ils tournent sans arrêt autour du phare jusqu'à ce qu'ils tombent épuisés au pied de la tour. On a en effet constaté, à la suite de nombreuses observations, que les oiseaux ne périssaient point pour la plupart, en se fra-

cassant contre la lanterne, le fût ou la coupole du phare. Ceci n'est vrai, le plus souvent, que pour les oiseaux puisants au vol rapide tels que les canards, les oies, etc., mais quant aux innombrables passereaux que l'on voit tournoyer autour du phare, c'est à l'épuisement qu'ils doivent leur perte, ils tombent au pied du phare où ils sont massacrés avant d'avoir pu repartir.

Le nombre des oiseaux qui meurent victimes des phares est considérable. R. Blasius en Allemagne, E. Middendorf en Russie et Helin au Danemark ont poursuivi des enquêtes à ce sujet dans leur pays respectif. Blasius a établi que de 1885 à 1895 13.000 oiseaux avaient péri, victime des phares allemands, notamment : 3.200 alouettes, 2.700 étourneaux, 1.700 grives, 1.725 rouges-gorges, 820 roitelets, 250 mésanges, 370 chardonnerets, 300 rouges-queux, 175 gobes-mouches, 200 canards.

Ces chiffres sont tout à fait minimes, et l'on ne pourrait en conclure que les phares présentent des dangers pour les oiseaux migrateurs, si l'on ne pouvait affirmer qu'ils sont très certainement bien au-dessous de la réalité. Pour s'en convaincre, il n'est que de jeter un coup d'œil sur quelques autres chiffres cités par M. Villatte des Prugnes dans le compte rendu d'une enquête qu'il a faite à ce sujet¹. Les « tableaux » réalisés par quelques phares français sont beaucoup plus inquiétants.

Le nombre des oiseaux victimes des phares en Allemagne a très certainement été bien supérieur, mais les gardiens des phares, comme les habitants des environs avaient tout intérêt à donner des chiffres inférieurs à la réalité. En effet, à l'œuvre du phare s'ajoute celle des gardiens, ils tirent un profit considérable du gibier qu'ils n'ont que la peine de ramasser au pied du phare ou peut-être d'assommer. A cela, il n'y a pas grand'chose à dire, bien qu'en temps prohibé la vente de tout gibier soit interdite, mais le

1. Voir à ce sujet, *Bull. du St-Hubert Club de France*, juin 1927, p. 145.

Saint-Hubert-Club de France a acquis la certitude, au cours d'enquêtes, que certains gardiens ne se sont pas contentés de profiter de la situation, mais qu'ils sont devenus des agents actifs de destruction, installant des filets autour des phares ou assommant à coup de bâtons les oiseaux pris dans la lumière.

Les espèces migratrices qui viennent aux phares sont extrêmement variées. On y voit de nombreux oiseaux gibiers, des oiseaux d'eau et énormément de petits passe-reaux insectivores très utiles à l'agriculture. M. Villatte des Prunes, à la suite des observations qu'il a faites notamment en Hollande au phare de Brandaris dans l'Ile de Terschelling, au cours de l'enquête dont il avait été chargé par la commission permanente de la chasse et sa section ornithologique et par le Saint-Hubert-Club de France a dressé une liste détaillée des oiseaux qui viennent le plus généralement aux phares (*Saint-Hubert*, juin 27, p. 145). C'est principalement par temps couvert, brumeux que les oiseaux sont attirés, ils ne viennent pas à la lumière par temps clair, parce qu'ils voient les objets environnants. C'est sur cette constatation que sont basés les moyens mis en pratique en Hollande et en Allemagne pour protéger les oiseaux.

Ce que l'on a fait à l'étranger.

La destruction effectuée par les phares a amené de nombreuses protestations. On s'est très sérieusement occupé de la question dans certains pays, différents congrès internationaux ont émis des vœux pour que les administrations compétentes des pays maritimes prennent des mesures de protection. Tout récemment, la conférence de Londres de 1927 relative à la protection des oiseaux de la mer du Nord a été unanime à recommander l'adoption des méthodes employées par la Hollande et l'Allemagne pour la protection des oiseaux migrateurs dans l'éclairage des phares.

C'est en effet, dans ces deux pays qu'ont été découvertes et appliquées aux phares les méthodes qui paraissent avoir donné les meilleurs résultats.

On a en effet tâtonné assez longtemps avant de trouver des moyens efficaces, ceci parce qu'on pensait que les oiseaux se tuaient contre les parois de la lanterne, alors que comme on l'a déjà vu il n'en est rien dans la majorité des cas. C'est ainsi que le congrès ornithologique de Budapest en 1891, recommanda de placer autour de la lanterne des filets qui avaient pour but d'empêcher les oiseaux de venir s'y fracasser. Ce système fut rapidement abandonné en raison de son inefficacité. On avait aussi remarqué que certains bruits éloignaient les oiseaux, mais l'administration des phares n'accepta pas de placer des instruments sonores tels que cloches, sirènes, crécelles qui tout en ne donnant pas de résultats très satisfaisants présentaient de nombreux inconvénients.

C'est le Hollandais Thyse qui eut l'idée d'installer autour des phares des « reposoirs ». Ce système, très simple et très économique, qui consiste à installer autour du phare des perchoirs très visibles, s'est rapidement montré le plus efficace.

Ce fut l'Allemagne qui, la première, en installa à Helgoland, puis la Hollande à West Schowen, au phare de Brandaris dans l'île de Terschelling et à celui d'Aunland dans l'île du même nom, ces deux derniers dans la province de Frise...

Au phare de Brandaris, en outre de l'installation d'échelles de Thyse, les Hollandais ont procédé à l'éclairage de la lanterne, de la coupole et du fût. Il résulte en effet de toutes les observations faites que les oiseaux ne se tuent pas par temps clair, ils ne se précipitent pas sur les objets éclairés. Le système est donc simple, il suffit : 1° d'éclairer le phare à l'aide d'une lumière diffuse ; 2° de placer des reposoirs bien éclairés.

Il faut donc espérer que l'exemple de la Hollande et de

l'Allemagne ¹ sera bientôt suivi par tous les pays maritimes, et que la recommandation de la Conférence de Londres de 1927 ² sera prise en considération. Le moyen est simple et peu coûteux, on ne voit donc pas pour quelles raisons il ne serait pas appliqué. Il faudrait, en outre, encourager les gardiens de phare à protéger les oiseaux et leur interdire d'une manière effective la vente de tout gibier pris autour des phares, c'est-à-dire illégalement, puisque pris la nuit, souvent même en temps prohibé et la plupart du temps sans être muni de permis de chasse.

L'administration française des voies navigables et ports maritimes s'intéresse à la question, elle a procédé, sur certains phares, à l'installation de perchoirs et filets qui n'ont pas donné de grands résultats. Elle se préoccupait, en 1927, d'installer, à titre d'essai, au phare du cap Gris-Nez, des lampes électriques placées à la hauteur de la plateforme supérieure, et au niveau de la corniche de la coupole, celle-ci étant au surplus munie d'échelles de repos pour les oiseaux. Ce dispositif d'éclairage constitué par 10 lampes de 100 bougies, semble avoir donné des résultats satisfaisants et les gardiens du phare disent trouver beaucoup moins d'oiseaux morts ³.

Tout récemment, les vœux émis par le Conseil international de la chasse, puis par différents congrès et notamment le congrès international pour la protection de la nature, concernant la question ont été communiqués par les soins du gouvernement français aux différents gouvernements. D'un rapport de M. le Comte d'Adix, secrétaire de la commission spéciale permanente des oiseaux gibiers migrateurs du C. I. C., nous extrayons quelques-unes des réponses qui ont provoqué ces demandes.

En Belgique, les oiseaux ne sont pas attirés par les pha-

1. Voir Villatte des Prunes, *Bull. du St-Hubert Club de France*, 1927.

2. Voir *infra*, Annexe au chap. V, Résolution 10 et Recomm. 5,

3. *Bull. du St-Hubert Club de France*, février 1930, p. 36.

res dont les éclats sont très brefs, aucun cas de destruction important n'a jamais été signalé, et l'administration de la marine belge n'a pas eu à installer des dispositifs de protection en usage dans d'autres pays.

En Italie, à la suite de demandes faites dès 1913 par des associations privées, le Gouvernement royal a fait installer des systèmes de protection (échelles de T) analogues à ceux installés en Hollande aux phares tournants de Punta Penna sur la côte adriatique et de Porta Verdi en Ligurie. Les résultats ont été bons.

En Pologne, le gouvernement doit, lors de la réfection des phares, prendre les mesures de protection, au Portugal des dispositifs ont été installés.

Il résulte donc de cette enquête que des mesures ont été prises ou seront bientôt prises dans la plupart des pays. Cette question, vu la simplicité du remède, devrait, en effet, être résolue universellement d'ici peu.

CHAPITRE V

LA CONFERENCE DE LONDRES 1927

La conférence qui s'est tenue à Londres au mois de mai 1927 s'est réunie sur l'invitation de la Grande-Bretagne, en vue de s'occuper de la question de la protection des oiseaux migrateurs sauvages, et d'étudier en particulier les points suivants :

a) Le besoin d'une telle protection se fait-il sentir ? à l'égard de quelles espèces et dans quelles régions ?

b) Quelles sont les mesures à prendre ?

c) Y a-t-il lieu de passer un accord entre les gouvernements représentés et, si oui, quelles doivent en être les grandes lignes ?

La question avait déjà été étudiée lors d'un congrès des chasseurs scandinaves tenu à Helsingfors en mai 1924, puis, à la demande du gouvernement suédois, elle avait été portée au 6^e congrès ornithologique de Copenhague, en 1926.

Alors que les précédentes conférences étaient des conférences préparatoires d'experts, la conférence de Londres se tenait sous les auspices des gouvernements intéressés.

Les oiseaux migrateurs qui font l'objet des débats de la conférence sont tous ceux qui appartiennent aux familles des Anatidoe et des Charadriidoe, c'est-à-dire cygnes, oies, canards, et des oiseaux tels que vanneaux, pluviers, bécasses, bécassines et leurs parents (voir Résolut. 1).

Il s'agit, en somme, des oiseaux de mer ou de marais.

Les délégués des différents pays du Nord de l'Europe

furent d'accord pour admettre que la situation actuelle des espèces visées dans leurs pays respectifs était inquiétante et ce pour diverses causes, sensiblement les mêmes pour tous les pays : commercialisation, mauvaise réglementation, chasse en canots automobiles, appelants, filets, etc... (voir annexe résolutions 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12).

Puis, le fait de la diminution de ces espèces ayant été unanimement admis, on passa à l'examen des diverses causes de cette diminution. Des réglementations insuffisantes de la chasse au fusil paraissent devoir être incriminées, il serait souhaitable de voir interdire l'usage de fusils automatiques ou d'un calibre supérieur au calibre 12, ainsi que la chasse en canot automobile et l'usage de lumière artificielle, comme cela a déjà été fait dans certains des pays représentés (Résol. 4 et 5).

Si l'on considère les chiffres cités par les délégués, et en dépit de leurs affirmations, il apparaît qu'une des plus importantes causes de diminution du gibier d'eau et des canards, pour ne pas dire la principale, est la pratique, dans certains pays de l'Europe du Nord, d'un genre de chasse appelé « canardières » en France (Decoys, dans le texte de la Conférence).

Le Dr Weigold, Allemagne, dit que les « canardières » qui existaient en Allemagne prenaient 30.000 ou 40.000 oiseaux chaque année. Certains délégués estimaient que la chasse au fusil étant interdite autour des canardières, celles-ci constituaient des réserves. Il faudrait beaucoup de chasseurs au fusil et beaucoup de temps pour atteindre les chiffres précédents. La conférence vota la résolution suivante qui indique bien que certains délégués tenaient à ne pas condamner absolument les canardières (dont l'usage ancestral est considéré comme un droit acquis intangible dans de nombreux pays). (Résol. 6.)

L'emploi de différentes espèces de filets fut ensuite signalé par certains des délégués comme provoquant de véritables hécatombes de migrants. M. J. Drijver (Neth)

estime à environ 30.000 le nombre de pluviers détruits annuellement dans son pays.

Le Pr Wesenberg-Lung (Danemark) estime que, principalement lors des hivers rigoureux, les canards ainsi capturés sont trop nombreux pour être absorbés par le marché national, certaines années 30.000 canards peuvent être pris dans un seul « fjord » à l'aide de filets. En Finlande, l'usage des filets est absolument interdit (Résol. 7¹).

L'usage de détruire les oiseaux sur les lieux de reproduction, soit par la capture des jeunes ou des oiseaux de mer, soit par la récolte des œufs, est aussi apparu comme une des causes importantes de diminution, car si, dans la plupart des pays, ces méthodes de capture ont été interdites par la loi, l'application en est difficile (voir Rés. 8).

La commercialisation excessive, l'importation et la vente pendant la saison prohibée sont une cause importante de diminution.

Parmi les autres causes on signala la pollution des eaux, par le mazout, les phares, la chasse en avion et on résuma l'ensemble des appréciations dans la Résolution 13.

La Conférence reconnaît que l'accroissement de la population, l'augmentation des licences de chasse, la transformation de contrées sauvages, le développement des constructions sont des causes qui doivent amener nécessairement la diminution du nombre des oiseaux sauvages, mais elle pense que la diminution peut être arrêtée si un contrôle plus sévère des destructions et captures est exercé.

Les délégués, après avoir exposé les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse dans leurs pays respectifs, furent d'accord pour déclarer que ces mesures ne pouvaient être effectives que si une certaine concordance entre les dates était observée tout en tenant compte des différences de climat.

1. Pour les Résolutions, se reporter à l'Annexe à ce chapitre, texte des Résolutions.

C'est à l'unanimité qu'ils votèrent les recommandations suivantes : 1 et 2, puis les recommandations 3, 4, 5 et 6, qui indiquent les mesures que la conférence estimait devoir être prises en vue d'arrêter la destruction des oiseaux de mer et de marais.

Mais, ces résolutions et ces recommandations ne sont que des indications, n'ont la valeur que de conseils ; en effet, les travaux de la conférence de Londres n'ont pas été ratifiés.

Il est regrettable que la conférence de Londres de 1927 n'ait pas abouti. Il semble que, restreinte comme elle l'était à quelques pays, elle eût dû avoir des résultats effectifs.

De ce qu'elle n'a pas été ratifiée, il ne faudrait pas en conclure qu'elle a été absolument inutile. Elle a, en effet, tout d'abord, montré que plusieurs gouvernements européens s'intéressaient à la question, et qu'ils désiraient partir d'une autre base que la convention de 1902, il ne s'agit pas seulement de protéger les oiseaux utiles mais de conserver aux générations futures un patrimoine dont nous sommes seulement les gardiens et dont nous ne pouvons disposer à notre gré « et dans l'intérêt de l'agriculture, de la science, du sport, parce qu'il est désirable de conserver des espèces naturelles pour leur beauté et leur intérêt ». (Résolution 2). Les causes de destruction des espèces sont à peu près partout les mêmes, l'étude minutieuse de ces causes, faite par les délégués, permet dès lors de les bien connaître, et les moyens d'y remédier apparaissent d'eux-mêmes. Les intérêts de pays géographiquement proches sont entremêlés, et ne peuvent être sauvegardés que par une entente entre ces pays, les mesures prises dans un pays seront inefficaces, si des mesures concordantes ne sont pas prises dans les pays voisins, c'est ainsi que le Dr Van Thienhoven, délégué hollandais, faisait remarquer que la protection, en Hollande, pendant la saison close, sera sans effet si les oiseaux peuvent être vendus sur le marché anglais.

M. Borel de Bitché (Belgique) fit remarquer que les similitudes de climat entre Grande-Bretagne, Belgique, Hollande, Danemark et Allemagne devraient permettre d'établir une seule période de fermeture pour tous ces pays.

Il faut donc espérer, et on ne peut douter que la conférence aura été d'un grand enseignement, que des recommandations très raisonnables seront prises en considération et qu'elles serviront de fondement à un nouveau statut européen de la protection, auquel, semble-t-il, on ne peut donner de meilleur exemple que celui de l'Amérique du Nord.

ANNEXE AU CHAPITRE V

Conférence de Londres 1927.

Rapport (exposé, compte rendu, procès-verbal).

La Conférence s'est tenue à Londres au Foreign Office les 12, 13, 14 octobre 1927, et se mit unanimement d'accord sur les résolutions et recommandations suivantes :

RÉSOLUTIONS.

1° Pour l'objet de cette Conférence, les oiseaux sauvages migrants se définissent comme étant tous les oiseaux compris dans les familles des Anatidae et des Charadriidae, c'est-à-dire : cygnes, geiss Ducks, et tous oiseaux tels que Lapwings, Plover Woodcock suipe and their allies.

2° En vue de cette Conférence il est clairement établi que dans toutes les contrées de l'Europe, il a été constaté une diminution générale du nombre des oiseaux migrants et dans l'intérêt de l'agriculture, de la science, du sport, pour conserver une nourriture et parce qu'il est désirable de conserver des espèces naturelles pour leur beauté et leurs intérêts, il est obligatoire de faire un pas pour arrêter cette diminution.

3° La commercialisation excessive, c'est-à-dire, la prise de profits par un véritable carnage est probablement la principale raison de cette diminution.

4° La chasse au fusil qui n'a pas été réglementée par une législation locale appropriée peut avoir affecté considérablement le nombre des oiseaux migrants.

5° La poursuite des oiseaux sauvages par des bateaux à moteurs ou armés de fusils gros ou ordinaires, est préjudiciable et est interdite dans certaines contrées.

6° Les appelants, lorsqu'il en est fait grand usage, sont responsables de la destruction d'un grand nombre de canards, tant migrants que sédentaires, mais leur usage semble en décroissance, ce qui indique la diminution du nombre des migrants.

L'usage d'appelants au printemps et en hiver semble être une des principales causes de destruction de nombreux canards durant leur migration vers les lieux de reproduction, juste à l'époque où il est le plus important qu'ils soient protégés.

7° Dans certains pays l'usage de filets à demeure, est responsable de la destruction d'un grand nombre de canards de surface, ou plongeurs, de pluviers dorés, bécasses, vanneaux. Dans certains pays, ces filets ont été récemment interdits par la loi.

8° Certains pays ont interdit par la loi la capture ou la destruction d'oiseaux sauvages dans les lieux de reproduction (par exemple capture ou destruction à l'arrivée, le ramassage des œufs, la destruction des oiseaux et des jeunes à peine emplumés, et à la migration de retour au printemps, mais l'application de ces lois est souvent difficile et nécessairement sporadique.

9° L'emploi de la lumière artificielle dans des buts de destruction ou de capture a paru suffisamment destructive pour en interdire l'emploi dans de nombreux pays.

10° Beaucoup d'oiseaux se tuent en volant contre les phares. En Hollande et en Allemagne des méthodes simples ont été mises en usage pour prévenir le mal et se montrent très satisfaisantes.

11° Les effets désastreux de l'huile flottant à la surface des eaux déchargées par les bateaux chauffant au mazout, en mer, sont bien connus et n'appellent pas de commentaires, et ont fait l'objet de la dernière conférence.

12° La poursuite des oiseaux sauvages en avion n'est pas encore pratiquée couramment, mais la Conférence reconnaît la possibilité de ce danger.

13° La Conférence reconnaît que l'accroissement de la population, l'augmentation des licences de chasse, la transformation de contrées sauvages, le développement des constructions sont des causes qui doivent amener nécessairement la diminution du nombre des oiseaux sauvages, mais elle pense que la diminution peut être arrêtée si un contrôle plus sévère des destructions et captures est exercé.

RECOMMANDATIONS.

1° Le 1^{er} février pourrait être fixé comme dernière date de la clôture de la chasse.

La fin de la saison ne pourrait avoir lieu avant que les jeunes ne soient capables de se sauver en volant. Comme cette époque varie suivant les pays, la Conférence demande que les gouvernements respectifs veuillent, dans la fixation de la date de la clôture, prendre en considération la condition des jeunes oiseaux et fixent la clôture le plus tard possible. La Conférence estime qu'une saison close prolongée est le moyen le plus sûr et le plus simple de protéger les oiseaux. Une protection absolue devra être accordée à toutes les espèces de cygnes.

2° La Conférence espère bien éclairer ce point que les réglementations établissant une saison close sont d'une très petite valeur

s'il est permis d'exposer des oiseaux pour la vente pendant cette saison et insiste vivement pour que la vente soit : a) ou interdite, ou b) limitée par des règlements tels qu'ils assurent que les oiseaux vendus pendant la saison close ont bien été tués pendant que la chasse était ouverte.

3° (i) Dans la poursuite des oiseaux sauvages doit être rigoureusement interdit l'usage :

- a) des canots autos armés de gros ou ordinaires fusils ;
- b) des lumières artificielles en vue de tuer ou capturer ;
- c) les filets dits « clap nets, standing nets and nets ».

(ii) L'usage de fusils automatiques ou à magasins et des fusils d'un calibre plus gros que le calibre 12, doit être découragé.

4° La question de la pollution de la mer par le mazout étant prise actuellement en considération par les Gouvernements qui ont pris part à la Conférence de 1926 à Washington, cette conférence ne fait pas de recommandation à ce sujet, mais espère que les intérêts des oiseaux sauvages ne soient pas perdus de vue dans les conventions qui pourraient être passées.

5° La Conférence recommande l'adoption générale des méthodes employées par la Hollande et l'Allemagne pour la protection des oiseaux migrateurs dans l'éclairage des phares.

6° L'établissement de sanctuaires pour les oiseaux sauvages pendant la reproduction ou pendant la saison ouverte est très désirable et aideront de façon appréciable à l'augmentation du nombre des oiseaux. Les résultats obtenus par les Etats-Unis et le Canada de l'adoption de telles méthodes sont remarquables.

7° La Conférence désire indiquer que jusqu'à présent, on connaît fort peu de choses sur les routes de migration des oiseaux sauvages et accueillera par conséquent bien, tous les efforts qui pourront être faits pour observer ces oiseaux quand l'occasion s'offre, en vue que des informations dignes de confiance sur cette importante question, puissent être obtenues.

8° La Conférence a considéré seulement le cas des oiseaux spécialement mentionnés dans l'invitation du Gouvernement Britannique, mais est d'avis qu'il y a de nombreux autres migrateurs qui pourraient et devraient recevoir protection et qu'il est désirable de conserver, dans l'intérêt général des générations futures.

9° La Conférence espère que d'autres pays que ceux dont les délégués se sont réunis à Londres, pourront être invités à adopter les dites résolutions et recommandations, et assureront ainsi la préservation et l'accroissement d'une branche de la faune intéressante d'une haute valeur.

LIVRE II

La protection dans les pays neufs, en Afrique en particulier.

CHAPITRE PREMIER

LA DIMINUTION DE LA FAUNE AFRICAINE. CAUSES DE CETTE DIMINUTION ET REMEDES.

Il est un pays dans lequel le problème de la protection s'est présenté avec une acuité tout à fait remarquable, c'est l'Afrique.

La science dans ses progrès est bien souvent hostile à la nature. Cette incompatibilité entre les progrès de la science et la nature est apparue de façon tout à fait caractéristique sur le continent noir. Les progrès de l'agriculture, l'extension des industries, l'accroissement de la population humaine ont mis sur tout le globe la flore et la faune en péril. Mais les choses ne se sont pas passées en Afrique comme ailleurs. Presque partout l'accroissement de la population, les progrès ont été assez lents ; en Afrique ces phénomènes ont été brusques et leurs conséquences ont été beaucoup plus apparentes et d'autant plus graves peut-être qu'il n'y a pu avoir de la part des animaux sauvages cette adaptation, ce transformisme que l'on a observé ailleurs voici longtemps déjà et qui a permis à bien des espèces de résister aux dangers qui les menaçaient.

L'Afrique presque inconnue et inexplorée a été voici quelque 50 ans l'objet des convoitises des grandes puissances et il a suffi de quelques années pour qu'elles se partagent cet énorme continent. Dès le début de ce siècle, de nombreux explorateurs avaient sillonné ces immenses territoires, parcouru les forêts vierges où les animaux sauvages vivaient en paix, ignorés des hommes. Puis, en peu d'années, les blancs s'installèrent, occupèrent et de plus en plus nombreux se mirent à exploiter, usant et abusant de toutes les richesses que la nature avait accumulées, détruisant sans souci de l'avenir tout ce que la nature avait mis des siècles à créer. L'homme modifie l'aspect des terres, les bouleverse, et détruit souvent sans nécessité aucune la flore et la faune propres à un pays. Par suite des progrès scientifiques accomplis dans les 75 dernières années, la dévastation a été plus importante que dans le reste des temps, et ce sont les régions tropicales et équatoriales de l'Afrique dont l'homme avait toujours été écarté, qui ont subi les dégâts les plus considérables par suite de la ruée qui se produisit aux environs des années 1880.

Les grands mammifères ont fui devant l'approche de l'homme blanc, de l'homme civilisé, ils ont déserté la plupart des lieux aujourd'hui dévastés qu'ils habitaient autrefois¹. En quelques rares régions de l'Afrique, peu habitées et exploitées à l'heure actuelle, se tiennent encore des troupeaux assez nombreux de la splendide faune africaine, c'est eux qu'il faut sauvegarder.

Mais, non content de faire fuir, de détruire par sa seule présence, l'homme a détruit bien souvent sans besoin, sans réflexion, par plaisir ou par besoin de lucre. La chasse a été pratiquée sans discernement par les blancs et des moyens

1. En Rhodésie, par exemple, par suite de la découverte de mines de cuivre, il a été réuni dans des régions jusqu'alors vierges, des populations de 10 à 15.000 ouvriers. Ces forêts étaient de véritables refuges pour les lions. Lorsque l'exploitation a été commencée, des bandes de dix à douze lions à la fois passaient la frontière. Cité par M. Louis Mangin, Directeur du Muséum, à la séance du Congrès pour la Protection de la Nature du 2 juillet 1931.

de destruction beaucoup plus efficaces que ceux qu'ils pratiquaient auparavant ont été laissés à la disposition des noirs, sans que l'on ait toujours mis fin, comme on l'aurait dû aux méthodes de destruction qu'ils employaient, les feux de brousse par exemple. Aussi s'est-on aperçu voici plusieurs années que si l'on n'y mettait bon ordre, il serait bientôt trop tard, et à l'heure actuelle certaines espèces sont presque disparues. Voyons quelle est, actuellement, la situation de la faune africaine.

Sans être taxé d'exagération, il semble que l'on puisse dire que la grande faune africaine est en nette régression. Et quant à certaines espèces, on peut affirmer qu'elles sont en voie de disparition complète². En dépit de quelques opinions contradictoires, tous ceux qui s'intéressent à la nature, aux animaux tous ceux qui sont à même de juger de la question sont unanimes à déplorer cette diminution, il suffit pour s'en convaincre de constater tous les efforts qui ont été faits tant par les associations scientifiques, sportives, qui sont les plus clairvoyantes, que par les gouvernements en vue d'assurer une protection efficace de la faune. S'il n'y avait pas de mal, on ne se donnerait pas tant de peine pour trouver un remède.

Cette diminution est évidemment difficile à constater, à apprécier exactement, on ne peut dans des régions aussi vastes, aussi mal connues, avoir des renseignements certains, établir des statistiques. Conclure de la disparition d'un gibier dans une région, qu'il a été complètement détruit serait aller un peu vite ; il a pu chercher la tranquillité dans des coins éloignés qui ne manquent certes pas encore. Il faut se renseigner sur place, après de longues observations. C'est ce qui a été fait et avec le plus grand soin, et, des résultats de ces observations, des chiffres cités,

1. Le Major Hingston, dans un rapport à la Royal Geographical Society, à Londres, citait certains mammifères complètement exterminés en Afrique : le grand blanford, exterminé en 1900, le guagga vers 1850, le zèbre de Burchell en 1919.

on peut sans conteste conclure qu'il y a diminution générale, pour certaines espèces même disparition imminente si les choses continuent du train dont elles vont. On en est à un point critique : savoir si l'on va faire ce qu'il faut pour conserver les espèces ou si l'on va en laisser disparaître certaines déjà très atteintes comme on l'a laissé faire déjà pour quelques-unes. Certains animaux se trouvent, à l'heure actuelle, beaucoup plus menacés que d'autres, soit que par leur nature ou leur genre de vie ils soient moins à même de se défendre, qu'ils soient plus vulnérables, soit que pour leur valeur ou pour diverses raisons ils soient pourchassés davantage que d'autres.

Le rhinocéros. — Le rhinocéros se trouve au rang des espèces les plus menacées, il a considérablement diminué depuis 30 ou 40 ans. Cette disparition, qui ne s'est pas fait sentir en Afrique seulement, mais en Asie aussi, notamment en Indo-Chine, est due à l'exploitation commerciale de ses cornes. Celles-ci sont en effet utilisées dans la pharmacopée chinoise qui en fait une importante consommation et l'achète à des prix considérables ; un rhinocéros rapporte de 12 à 15.000 francs à l'indigène qui le tue.

La destruction du rhinocéros est aggravée par ce fait qu'il charge l'homme, ce qui fournit souvent une excuse à ceux qui l'abattent.

Le grand rhinocéros des Indes, en raison des prix fantastiques qu'atteignent ses cornes (jusqu'à 40 livres sterling le kilo) sur le marché de Calcutta, est en voie complète de disparition. Aux Indes Néerlandaises même chose, l'espèce Javanaise (rhinocéros soudaïcus) ne compterait plus qu'une douzaine d'individus, à Sumatra même situation et ceci toujours en raison du commerce des cornes. La chasse en étant interdite à Java, le trafic se fait par Singapour ; un simple accord commercial international pourrait mettre fin aux chasses illicites. Pour les autres îles des Indes néerlandaises, le trafic se fait par Bornéo. En 1920, le chif-

fre des exportations a été de 70 kilos, il va en décroissant depuis lors, cette diminution est en rapport direct avec la diminution de l'espèce. Une nouvelle réglementation doit interdire de façon absolue toute exportation. On ne peut guère espérer interdire l'importation en Chine, seule une surveillance active dans les ports de transit est possible et peut être assez efficace.

Ils sont tellement rares que de grandes expéditions organisées à grands frais par les Muséums américains, après plusieurs années n'ont pu se procurer que quelques très rares spécimens et souvent n'ont pas abouti : M. Arthur S. Vernay a poursuivi pendant six ans des recherches infructueuses pour le compte du Muséum de New-York, M. Rowley ne put ramener en 1933 qu'un mâle de *Rhinocéros Sumatrensis* qui sert de compagnon à la femelle qu'avait rapportée M. S. Verney en 1924.

En Indochine, le rhinocéros est aussi rare ¹.

Voici comment MM. Fernand Millet et Boden Klors divisent les espèces asiatiques :

1° *Rhinocéros unicornis* dont l'habitat est situé sur le continent asiatique oriental jusqu'au Tonkin. Il atteint parfois en Indochine 2 m. de haut, 4 m. de long.

2° Le *Dicerorhinus Sumatrensis*, qui existe à Sumatra, Bornéo, Malacca et en Indochine, au Cambodge et sur le Darlac (ou *Rhinoceros Bicornis*).

3° Le *Rhinocéros Soudaicus*, qui n'existe plus que dans l'Asie méridionale et à Java, peut-être en Indochine.

Voici déjà très longtemps que n'ont été abattus ou capturés des rhinocéros en Indochine. Il semble que les derniers exploits contrôlés soient ceux de M. Défossé qui en tuait 5 vers 1903 ou 1904 dans le Sud-Annam et de M. Oderra, garde général des forêts, qui vers 1896 en abattait 25.

1. Voir article de M. A. de la Chevasneraie, administrateur du Syndicat des grandes chasses coloniales françaises, *Bull. du St-Hubert Club de France* décembre 1936.

Il semble qu'à l'heure actuelle il reste en Indochine un certain nombre de rhinocéros unicornis, mais que s'il reste quelques unicornis soudaïcus et quelques sumatrensis, ils sont extrêmement rares.

Aux Indes Britanniques, la situation est analogue, mais il existe deux parcs, le « Bengal Rhino Sanctuary », contenant quelques centaines de rhinocéros unicornis, se reproduisant paraît-il très lentement, et le « malaya's National Park », où s'ébattent quelques centaines de sumatrensis.

En Afrique, le rhinocéros blanc est presque complètement éteint.

De la Somalie Italienne, on exporte annuellement de 2 à 3 millions de peaux d'antilopes.

L'orang-outang, depuis quelques années, est traqué aux Indes Néerlandaises par suite de la demande croissante, due aux expériences de greffe. Sa chasse y a été interdite par un décret de 1925, mais la réglementation n'a pas été rapidement respectée.

Au Congo Belge, on a dû réglementer sérieusement la chasse de plusieurs espèces très rares; le gorille, l'okapi, le rhinocéros blanc, l'élan de Derby, la girafe, le balæniceps et certaines antilopes.

De 1927 à 1930, il n'aurait été abattu au Congo belge que 4 gorilles. L'okapi qui n'existe que dans cette dernière colonie est absolument et rigoureusement protégé, il était encore inconnu de la science il y a trente ans et est actuellement près de disparaître. Les zèbres, autrefois très nombreux, sont l'objet d'une destruction sur une grande échelle. En 1925, plus de 65.000 zèbres ont été abattus en moins de cinq mois autour d'Eldoret (Afrique Orientale).

Nous pourrions encore citer quantité d'autres massacres inutiles ou inconsidérés, mais nous allons nous attacher à ceux très caractéristiques dont ont été l'objet les éléphants.

Eléphants. — L'éléphant en raison de la valeur de ses défenses est avec le rhinocéros l'animal d'Afrique qui a le

plus grand besoin de protection. Le commerce de l'ivoire qui se chiffre par 50 millions¹ paraît être fatal à cette magnifique espèce si des mesures rapides ne sont prises. En effet, le nombre des éléphants d'Afrique a considérablement diminué par suite de la commercialisation de cette chasse. Dans le Congo Belge qui est le pays le plus riche en éléphants, il en est tué annuellement 20.000. Des statistiques ont été établies par les services anglais² (ces chiffres ne peuvent être qu'approximatifs évidemment) qui établissent très nettement, je dirais même mathématiquement, la diminution et même la disparition de cette espèce à brève échéance. L'éléphant moins que d'autres animaux ne peut supporter cette destruction inconsidérée 1° parce qu'il se reproduit extrêmement lentement ; 2° parce que les éléphants d'Afrique se divisent en plusieurs variétés qui ne sont pas susceptibles de se croiser d'où disparition rapide de chaque sous-espèce lorsque le nombre en est réduit³.

Il nous a paru intéressant de citer ces quelques exemples, choisis entre beaucoup d'autres parce qu'ils représentent les cas les plus importants et les plus intéressants. Les causes de diminution générales ou particulières à certaines espèces sont connues, mais souvent difficiles à combattre pour plusieurs raisons.

Causes de disparition. Chasse commerciale. Chasse sportive. — L'évolution de la situation de la faune en Afrique est particulièrement bien illustrée par l'exposé très approfondi qui a été fait par M. Lucien Blaucou, adjoint des services civils de l'A. E. F., lors du Congrès pour la protection de la nature (compte rendu congrès protection de la nature, 1931, p. 109, notes sur l'Evolution de la chasse et la protection de la nature dans la subdivision d'Ippy et la

1. M. Loplae, séance du 2 juillet du Congrès International pour la Protection de la Nature.

2. C. I. P. N., p. 206, rapport du Major R. W. Hingston M. C.

3. C. I. P. N., p. 206, rapport du Major R. W. Hingston M. C.

circonscription de la Ouaka). Les faits observés par M. Blancou se rapportent à la seule région de l'Oubanghi Chari, mais ils ne lui sont pas particuliers, et ils ont été malheureusement observés un peu partout en Afrique et sur d'autres continents (voir Millet, *Indochine*).

La région qui fait l'objet de l'étude de M. Blancou (subdivision d'Ippy et circonscription de la Ouaka) dans l'Oubanghi Chari, est d'une étendue approximativement égale à celle de dix départements français. C'est un pays de savane boisée intermédiaire entre la grande forêt équatoriale et la savane du bassin du Tchad.

La faune considérablement diminuée y est encore nombreuse et très variée, voici du reste les espèces citées par l'auteur : « parmi les mammifères : pangolins, cryotéropes, lamantins, hippopotames, phacochères, potamochères, hylochères, des buffles (*æquinoctialis* V *brachyaros*), des élans de Derby et une douzaine d'autres espèces d'antilopes grandes et petites, quelques rhinocéros et éléphants dans le Nord, un certain nombre de rongeurs, de cynhyènes, chacals, loutres, civettes, genettes, mangoustes, hyènes, quelques lions, un bon nombre de panthères et de petits félins, quelques insectivores, etc..., des singes et un certain nombre d'oiseaux que nous ne citerons pas.

Cette région, d'une grande richesse matérielle, est bien représentative de la faune de savane.

Depuis l'établissement des blancs, cette faune a subi une évolution dans le même sens que celle constatée dans les autres régions de l'Afrique, elle est en voie de régression. D'après les renseignements qu'il a tirés, soit des archives administratives, soit de témoignages d'indigènes et surtout de ses observations, M. Blancou nous décrit l'évolution de la chasse et de la faune dans cette région et dresse un tableau très clair de ce qu'elles étaient avant 1914 et de ce qu'elles sont devenues.

L'état climatique, la population, les espèces animales étaient sensiblement les mêmes qu'aujourd'hui, mais ce qui

a considérablement changé ce sont les méthodes de chasse. Les habitants, les Banda, ne pouvaient pratiquer la chasse destructive, faute d'organisation et surtout faute d'armes. Il leur fallait, en effet, veiller à leur sécurité menacée par les Arabisés et surtout ils ne possédaient que des armes primitives, sagaies, arcs, etc... Aussi la faune pullulait-elle, au point d'être nuisible tant pour les hommes que pour les cultures.

Mais, dès la pacification définitive (1917-18), tout change. Les indigènes délivrés du souci des invasions ennemies organisent la chasse, les battues au feu, font des hécatombes (en 1920, lors d'une battue au feu à l'éléphant, 63 animaux sont détruits, en 1924, une autre en fournit 32, chaque battue aux buffles donnait de 70 à 80 pièces). Ces tueries qui entraînaient forcément un gaspillage terrible de viande étaient encouragées par les acheteurs d'ivoire et de cornes de rhinocéros, sans que l'administration y ait toujours prêté l'attention voulue.

Quant aux blancs, ils étaient représentés à cette époque maux sont détruits, en 1924, une autre en fournit 32, chaque année des centaines d'éléphants dont des jeunes et des femelles pour quelques livres d'ivoire. Le total des défenses vendues et officiellement connues qui s'élevait en 1922 à 2.180 kilos est tombé en 1930 à 6 kg. 300. Faute d'éléphants, les professionnels européens ont dû partir.

M. Blancou conclut : « En laissant continuer purement et simplement, c'est-à-dire, si le nouveau règlement n'est pas mieux appliqué que le précédent ou appliqué par endroit ou par périodes seulement, d'ici 10 à 20 ans, suivant les régions, il ne restera pas plus de gros gibier en A. E. F. qu'au Cameroun ou en A. O. F. aujourd'hui, et d'ici 50 ans, la situation sera la même qu'en Afrique du Nord ou en Afrique Australe, mais sans les mêmes excuses.

Il résulte donc de l'exposé de M. Blancou que, dans la région de l'Oubanghi Central, la situation est inquiétante. En Afrique du Nord, personne ne peut nier que la grande

faune a disparu ; en A. O. F. colonisée depuis longtemps, le gibier devient rare. En A. E. F., la faune malgré les graves atteintes qu'elle a subies est, quoique considérablement diminuée, encore représentée dans toutes ses espèces. Ceci, on le doit pour une part à ce qu'elle a été exploitée et mise en œuvre beaucoup plus tardivement que les autres possessions françaises, l'abandon dans lequel elle a longtemps été laissée a profité dans une certaine mesure, mais, de ce fait, il résulte ainsi un manque de surveillance qui s'est traduit, de l'avis de tous, par l'inapplication à peu près complète des règlements. Au Congo belge, la situation est grave aussi ; dans les colonies anglaises, par contre, une protection effective est organisée en vue de l'exploitation de la chasse, qui a donné les résultats les plus satisfaisants, notamment au Kenya et en Ouganda.

En résumé, quelles sont les principales causes de destruction, et les obstacles que l'on peut rencontrer lorsqu'on veut les réduire ?

Il existait bien avant la venue des Européens en Afrique des maladies, des épidémies qui pouvaient être dangereuses pour les espèces, et qui, très probablement, ont amené certaines disparitions. Mais, comme nous l'avons vu, le principal ennemi de la faune africaine, comme de la flore, du reste, en un mot de toute la nature, a été l'homme civilisé.

Le voisinage de l'homme ne plaît pas, par lui-même, aux bêtes sauvages, mais c'est aussi que, bien souvent, il a fait tout ce qu'il faut pour cela. Il faut voir, dans l'accroissement de la population, l'extension des cultures, et, surtout, dans des exploitations abusives et sans règle des causes de disparition des animaux, qui se voient privés du milieu dans lequel ils vivaient et en dehors duquel ils ne peuvent vivre. C'est par une réglementation judicieuse de l'exploitation des forêts et surtout par l'établissement de réserves que l'on pourra y pallier.

La chasse, comme nous l'avons vu, a été probablement

la cause principale de la destruction surtout en raison de sa commercialisation. Il faudra donc aussi réglementer la chasse et surtout faire appliquer les règlements, et le grand remède sera, sinon de supprimer la chasse commerciale, tout au moins de surveiller étroitement ce commerce et de le purifier. Enfin, il faudra agir aussi du côté des indigènes pour que, dans leur intérêt même, la question nourriture étant primordiale dans certaines régions, ils abandonnent certains procédés de chasse, tels que les feux de brousse qui sont absolument déplorables à tous les points de vue, aussi bien pour la flore que pour la faune.

Quelles sont, en conséquence, les mesures à prendre qui paraissent les meilleures ? Elles sont d'ordres différents et visent principalement à la réglementation de la chasse, surveillance du commerce, établissement de réserves et de parcs.

Obstacles. — Les mesures à prendre ou qui ont été prises rencontrent, il ne faut pas se le dissimuler, des obstacles considérables dont on ne peut pas ne pas tenir compte. On se heurte tout d'abord à un état d'esprit difficile à modifier, aussi bien chez les blancs que chez les indigènes.

Parmi les chasseurs blancs, il faut distinguer les chasseurs professionnels, les chasseurs résidant dans le pays : les fonctionnaires, par exemple, qui, bien souvent, n'ont pas d'autre passe-temps que la chasse, et ceux qui vont dans les colonies uniquement pour chasser. Il est clair que des différences de traitement doivent être faites par les règlements entre ces différents chasseurs.

La réglementation de la chasse professionnelle, qui est certainement responsable de la plus grande partie des destructions, qui a été la cause de la grosse diminution des éléphants et de la disparition des rhinocéros, est la plus urgente à réaliser. Le mieux serait de parvenir à la disparition de la chasse professionnelle, mais cette suppression ne peut être faite brutalement. Lorsque les nouveaux

règlements sur la chasse ont été établis en Afrique française, on a estimé qu'on ne pouvait supprimer toutes ressources à des individus qui s'étaient expatriés et qui vivaient de la chasse, mais on doit pouvoir arriver à supprimer les chasseurs professionnels par extinction. C'est encore plus par la réglementation du commerce que par celle de la chasse qu'on arrivera à enrayer la destruction, mais on se heurte alors à des puissances considérables ; le commerce de l'ivoire rapporte au seul Congo belge plus de 20 à 25 millions annuellement. On peut donc, à la rigueur, songer à réglementer le commerce de l'ivoire, mais non le supprimer. Or, il n'est pas douteux que la cause exclusive de l'inquiétante diminution des éléphants, c'est le commerce de l'ivoire. Pour les rhinocéros, il en est de même, c'est à la grosse valeur de sa corne que les Chinois paient des prix considérables que l'on doit attribuer leur disparition complète dans certains pays et leur diminution considérable dans d'autres. Pour que la protection des animaux par une réglementation du commerce soit efficace, on doit obligatoirement avoir recours aux mesures internationales. Il faut obtenir des divers gouvernements qu'ils prohibent l'importation des parties d'animaux dont le pays d'origine a interdit l'exportation. Aux Indes Néerlandaises, par exemple, les orangs-outangs sont protégés, mais leur importation reste permise en France. Pour l'ivoire, il faudrait établir un strict contrôle du transit international, comme pour les cornes du rhinocéros. Ainsi, autrefois, le braconnage de l'éléphant était pratiqué en grand au Congo belge, l'ivoire était transporté en Uganda, où il était accepté moyennant le paiement d'un simple droit de 10 %. Par suite d'un accord entre la Belgique et la Grande-Bretagne, une loi interdit l'importation de l'ivoire non accompagné de papiers justificatifs. Tout braconnage cessa immédiatement.

1. Chiffres cités dans le compte rendu du C. I. P. N., 1931, p. 104.

Quantité d'autres exemples pourraient illustrer le fait que des réglementations locales demeurent lettre morte, si une loi interdit l'importation de l'ivoire non accompagné l'appui des pays voisins n'est pas donné. Ceci, du reste, n'est pas particulier à l'Afrique et au commerce de l'ivoire ; nous avons vu plus haut que, lors de la Conférence de Londres de 1927 le délégué hollandais avait fait remarquer que la vente en Angleterre, pendant la saison close, de gibiers provenant de Belgique ou de Hollande rendait inefficaces les mesures de protection prises par ces pays.

Il existe, du reste, des précédents, le Canada, les Etats-Unis et le Mexique se sont engagés à édicter des prohibitions dans les conventions relatives à la protection des oiseaux migrateurs¹. Il existe des conventions passées entre la Suède, le Danemark et la Pologne au sujet des pêches maritimes. Ces conventions stipulent des mesures en faveur de certaines espèces de poissons qu'il est interdit de vendre et de transporter.

La chasse commercialisée est incontestablement la grande coupable, mais elle n'est pas la seule ; en effet, on a constaté que nombre d'animaux qui ne présentent pas de valeur commerciale, ou, tout au moins, ne font pas moins l'objet d'un commerce international important. C'est qu'ils n'ont pu s'accoutumer à l'approche de l'homme, que l'extension des cultures a détruit leur habitation, qu'ils sont chassés, soit par les indigènes, soit par les blancs, en un mot qu'ils ne peuvent s'accommoder des modifications que la civilisation fait subir à la nature. Le meilleur remède que l'on ait trouvé, et qui est appliqué à l'heure actuelle dans tous les pays, c'est de créer des réserves et des parcs.

Parcs et réserves. — Qu'entend-on par parcs et réserves ? Un Parc national est une région qui est placée sous le contrôle public et dont les limites ne peuvent être modifiées

1. Voir *supra*, Convention entre les Etats-Unis et le Canada, p. 68.

que par une mesure législative. Elle est destinée à la protection de la faune et de la flore sauvage, à la préservation des objets de valeur scientifiques et du bien public. La chasse y est défendue, sauf dans les cas déterminés par l'Administration.

Une *réserve naturelle intégrale* est une région sous une direction publique où la chasse, l'agriculture et l'exploitation des mines sont strictement défendues et même des recherches scientifiques ne peuvent être faites qu'avec une permission spéciale de l'Administration.

Telles sont les définitions qu'en donne Lord Onslow, délégué britannique à la Conférence internationale pour la protection de la faune en Afrique, Londres, 1933, et président de cette Conférence. Il existe une différence très nette entre les « Réserves naturelles intégrales » et les « Parcs nationaux » lorsque ces deux appellations sont prises dans leur sens absolu. Voici, toujours d'après Lord Onslow, quelles sont ces différences. Les Réserves ont un but purement scientifique, la faune y est tenue autant que possible éloignée de l'homme, quant aux parcs nationaux, ce sont des lieux destinés à faire voir aux touristes les animaux dans la nature, ce sont de grands jardins d'acclimatation. Les deux concourent donc à la protection de la nature, mais la fin recherchée dans l'établissement des réserves, c'est de laisser se rétablir ou de maintenir une région dans son état primitif sans qu'en aucune façon l'homme n'intervienne. On laisse agir la nature en bien comme en mal. Mais ce sont là les deux extrêmes et, comme il y a des réserves qui ne sont pas intégrales, il y a des parcs nationaux qui sont bien loin de ressembler à un jardin d'acclimatation. Les premiers parcs nationaux américains se rapprochaient beaucoup du premier type, ils avaient pour but de faire connaître la nature et reçoivent de plus en plus de touristes, ce qui fait qu'on est assez loin de l'état de nature. Ils sont sillonnés de routes, on y a établi auberges,

hôtels, lieux de campement, les animaux y sont assez apprivoisés.

Mais il est clair que des parcs nationaux comme ceux qui ont été créés en Afrique (Parc national Albert, Parc Kruger), en raison de l'éloignement des difficultés qu'il y a à parcourir leurs immenses étendues se rapprochent beaucoup de la nature.

En tout cas, réserves ou parcs nationaux, on le conçoit, sont des facteurs importants du développement de la protection, la chasse y étant interdite et tout étant fait dans l'un comme dans l'autre, pour que les animaux puissent y prospérer. Les éléments les plus importants de la destruction sont éliminés.

Ayant rapidement passé en revue les principaux moyens à mettre en œuvre pour mettre un frein à la destruction, des espèces dans des pays neufs dont l'Afrique est le type, moyens qui sont souvent les mêmes que ceux pratiqués dans les vieux pays peuplés, mais qui diffèrent souvent dans la mise en application, il s'agit de voir ce qui a été fait dans ce sens par les différentes puissances colonisatrices dans leurs possessions et surtout ce qui s'est fait sur le plan international.

CHAPITRE II

LES CONVENTIONS INTERNATIONALES RELATIVES A LA PROTECTION DE LA FAUNE EN AFRIQUE

I. LA CONVENTION DE 1900.

Dès le début du siècle, on s'était déjà rendu compte que seule une action concertée des puissances africaines pouvait mettre fin aux massacres et assurer la conservation des diverses espèces animales, utiles à l'homme ou inoffensives, vivant à l'état sauvage sur leurs possessions africaines.

Aussi, sur l'invitation de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, une conférence se réunit-elle à Londres au mois de mai 1900. Y étaient représentés, outre l'Allemagne et l'Angleterre : l'Espagne, l'Etat indépendant du Congo, la France, l'Italie et le Portugal.

Si l'on jette un coup d'œil sur la carte de l'Afrique politique, on comprend facilement qu'une action internationale était beaucoup plus nécessaire en Afrique qu'ailleurs en raison du tracé conventionnel des frontières, et de l'enchevêtrement des possessions. Dans la région tropicale Nord, par exemple, il est certain qu'aucune mesure prise en Nigéria anglaise, par exemple, n'eût été très effective si des mesures concordantes n'avaient été prise en A. O. F. pour la France, ou au Cameroun par l'Allemagne, et réciproquement.

En Afrique équatoriale, le problème se posait de façon

identique pour les possessions françaises, belges ou anglaises.

Les dispositions de la Convention n'étaient valables que pour l'Afrique centrale, à l'exclusion de l'Afrique du Nord et de l'Afrique australe. Si la Convention ne s'appliquait ni à l'Afrique du Nord, ni à l'Afrique du Sud, c'est que, ni au Nord, ni au Sud de la dite région, on ne constate le même enchevêtrement de possessions, la plupart des membres de la Conférence n'y étaient pas intéressés. La Conférence n'avait pas pour but la protection générale, mais bien « la conservation des diverses espèces animales vivant à l'état sauvage dans leurs possessions africaines ». Or, ces animaux sont énumérés dans les listes annexées à la Conférence : animaux qui intéressent la région visée par la Conférence et qui, en 1900, n'existaient déjà plus depuis longtemps en Afrique du Nord.

Observons tout de suite que, suivant un principe cher aux protecteurs de la faune à cette époque, on a mis à la base de la Convention le principe de la distinction des animaux en animaux utiles et nuisibles, « assurer la protection des diverses espèces animales... qui sont utiles à l'homme ou inoffensives », principe qui était aussi à la base de la Convention de 1902 sur la protection des oiseaux utiles à l'agriculture et qui est aujourd'hui complètement abandonné. En effet, sont annexées à la Convention cinq listes d'animaux qui doivent être soumises chacune à un régime différent.

Il est interdit de chasser et de tuer les animaux visés au tableau 1 (art. 2, par. 1), de chasser et de tuer les animaux non adultes du tableau II (art. 2, par. 2), les femelles des animaux mentionnés au tableau III lorsqu'elles sont accompagnées de leurs petits (par. 3), de tuer et chasser, si ce n'est en nombre restreint, les animaux des espèces mentionnées au tableau IV (art. 2). Par contre, les pays devront s'efforcer d'assurer la réduction suffisante du nombre des animaux des espèces mentionnées au tableau V. Il y a donc

toute une gradation dans les mesures à prendre vis-à-vis des animaux suivant qu'ils appartiennent à telle ou telle espèce. Nous ne reviendrons pas sur la difficulté qu'il y a à établir de telles listes, à connaître le degré d'utilité ou de nocivité d'une espèce¹. Ici, comme ailleurs, c'est donner à la protection de la faune une base insuffisante que de l'appuyer sur l'utilité de telle ou telle espèce, il faut voir un peu plus haut, et il n'y a pas ici-bas à conserver que ce qui est matériellement utile.

Puis la Convention se préoccupe de l'organisation de réserves qu'elle définit « d'assez grands territoires ayant toutes les qualités requises au point de vue de la nourriture, de l'eau, et, si faire se peut, du sel pour la conservation des oiseaux et autres animaux vivant à l'état sauvage, et leur assurant le repos nécessaire pour favoriser leur reproduction ».

La convention préconise de simples mesures d'organisation de la chasse qui sont, dès cette époque, nécessitées par l'accroissement de la population et l'introduction en quantité importante en Afrique des armes à feu meurtrières ; clôture de la chasse, permis révocable (art. 2, p. 6 et 7). Restriction dans l'usage des filets, prohibition de l'emploi de la dynamite.

Dans le paragraphe 10 de l'article 2 apparaît déjà l'idée d'arrêter la commercialisation de la chasse en établissant des droits d'exportation sur les gibiers et dépouilles de gibier qui faisait déjà l'objet d'un commerce actif : peaux de girafes, antilopes, zèbres, cornes de rhinocéros et d'antilopes qui étaient donc déjà recherchées. Ces droits pouvaient devenir prohibitifs, mais il n'est pas encore question de prohibition.

Des mesures spéciales sont prévues en faveur des éléphants et, en vue de protéger les jeunes, on prévoit la confiscation des défenses pesant moins de 5 kg.

1. Voir *supra*, Conférence de 1902, p. 42.

Des dérogations aux mesures de protection sont prévues dans un but scientifique ou dans des buts d'intérêt public ou administratif (art. 3, § 2). L'article 4 favorise la protection du zèbre, de l'autruche et de l'éléphant, en encourageant leur domestication. Il est certain que l'éléphant d'Asie, qui est couramment domestiqué, est ainsi mis à l'abri de la destruction, peut-être serait-il possible, par la domestication, de protéger l'éléphant d'Afrique, bien qu'il semble d'une nature plus farouche.

Le premier pas était donc fait, dès la fin du xix^e siècle ; il avait paru nécessaire pour arriver en Afrique à une protection efficace de recourir à une entente internationale. Malheureusement, la convention qui prévoyait bon nombre de mesures judicieuses ne fut pas ratifiée ; elle a eu cependant une influence certaine sur l'organisation de la chasse et de la protection sur le continent noir. En effet, les puissances ont tenu compte dans une large mesure des idées émises dans la convention, et les lois ou décrets relatifs à la chasse dans les diverses colonies sont le reflet des principes de la convention. Mais malheureusement ces règlements n'ont pas été partout appliqués comme ils auraient dû l'être et d'autant moins qu'aucun engagement international ne liait les puissances colonisatrices.

II. LA CONFÉRENCE DE LONDRES DE 1933. ORIGINE.

A l'heure actuelle, la situation de la faune africaine est encore des plus précaires. Lors du Congrès international pour la protection de la nature à Paris en 1931, de nombreux délégués de tous les pays, chasseurs, coloniaux ou savants exprimèrent leurs craintes à ce sujet. Aussi dès la première séance du Congrès, la question de la réunion d'une nouvelle conférence fut-elle mise à l'ordre du jour. En effet, au cours de la séance solennelle d'ouverture du Congrès, le délégué officiel de la Grande-Bretagne, après

avoir lu un message du premier ministre de la Grande-Bretagne, M. Mac Donald¹, favorable à la coopération internationale en matière de protection de la nature souhaitait ardemment que fut discutée au cours du congrès la question de la convocation d'une nouvelle conférence.

« Nous sommes d'avis avec le délégué de la Pologne, avec, je pense, tous nos collègues, que la coopération internationale est nécessaire pour la protection de la nature, et nous souhaitons voir les idées de la convention signée à Londres depuis 30 ans adoptées plus largement par d'autres puissances. Il y a eu depuis lors bien des modifications et des changements dans les frontières des territoires africains par exemple et cette convention ne peut plus être acceptée aujourd'hui sous sa forme ancienne.. Si au cours de ce congrès, l'idée prenait corps de convoquer une conférence pour la rédaction d'une convention nouvelle, nous serons prêts à accorder notre appui à une telle proposition. Je tiens à dire aussi combien nous sommes sympathiques à la création de parcs nationaux ou de réserves naturelles, de sanctuaires comme nous disons². » On voit combien, par la voix de son délégué officiel Lord Onslow, la Grande-Bretagne se montrait favorable à la convocation d'une nouvelle conférence internationale susceptible de régler toutes les questions que la convention de 1900 avait laissées sans solution.

Dès la séance suivante, Lord Onslow revenait à la charge ; après discussion les délégués furent unanimes à décider que le congrès émette le vœu que le projet de conférence de 1901 soit repris et mis à jour, en voici les termes exacts :

Le congrès émet le vœu :

Que les puissances intéressées prennent en considération

1. Message de M. MacDonald. Compte rendu du Congrès pour la Protection de la Nature.

2. Voir compte rendu du Congrès International pour la Protection de la Nature, 1931, p. 543,

la nécessité de convoquer une conférence internationale en vue de discuter les principes d'une convention pour la protection de la nature, en se basant sur la convention de 1900, signée à Londres, pour la protection de la faune africaine.

Que la dite conférence ait pour programme essentiel :

1° L'établissement de mesures destinées à contrôler le commerce des dépouilles d'animaux ;

2° L'interdiction de chasser en automobile, en aéroplane et la nuit par des procédés lumineux ;

3° La création de parcs de réserve nationaux et internationaux.

Qu'avant la convocation de la conférence désirée et dans le but d'arrêter la destruction de certaines espèces actuellement très menacées par une chasse intensive ayant des buts lucratifs, les puissances intéressées discutent l'opportunité de mesures urgentes et qui s'imposent dans le monde entier, à savoir : interdiction d'importer dans les divers pays les animaux ou parties d'animaux originaires de pays ayant prohibé leur exportation ; obligation pour chaque pays de confisquer les dits animaux ou parties d'animaux importés par fraude.

C'était l'ancienne convention qui allait servir de base aux travaux de la nouvelle conférence, mais certains faits qui paraissaient essentiels étaient précisés par le Congrès. En effet, il paraissait urgent de contrôler le commerce des dépouilles d'animaux et avant même d'avoir convoqué la conférence, le congrès estimait que les Nations intéressées devaient se mettre d'accord pour interdire l'importation dans les divers pays des animaux ou parties d'animaux originaires de pays ayant prohibé leur exportation. Le Congrès précisait aussi que la chasse en auto et en avion devrait être interdite, la conférence de 1900 ne s'étant pas préoccupé de ces modes de destruction, inexistants en Afrique au début du siècle.

LA CONFÉRENCE DE LONDRES DE 1933.

En raison des dispositions favorables manifestées par les diverses puissances au Congrès de Paris, le Gouvernement de Grande-Bretagne décide de réunir à Londres une conférence ayant pour objet de réaliser le vœu dont on vient de parler.

Les Gouvernements de l'Union de l'Afrique du Sud, de Belgique, d'Egypte, d'Espagne, de France, d'Italie, de Portugal et du Soudan anglo-égyptien, répondirent à l'invitation du Gouvernement de Grande-Bretagne et la Conférence se réunit à Londres le 31 octobre 1933. Était également présent à la Conférence le délégué de l'Abyssinie, mais il ne put signer la conférence n'ayant pas reçu à temps ses pouvoirs. De toutes les puissances africaines, seule la République de Libéria n'était pas représentée. Les Etats-Unis d'Amérique, les Indes anglaises et les Pays-Bas, quoique étrangers à l'Afrique, manifestèrent l'intérêt qu'ils portaient à la question qui, en somme, débordait le domaine de l'Afrique, en envoyant des observateurs.

On avait en effet décidé que la conférence ne s'occuperait que de l'Afrique, non que le problème de la protection soit sans importance ailleurs, mais parce qu'il se présentait en Afrique avec beaucoup d'urgence. Il fut du reste toujours considéré que les dispositions de la convention pourraient être appliquées ailleurs et l'article 17 prévoit l'adhésion de tout gouvernement qu'il ait des possessions en Afrique ou qu'il n'en ait pas¹. A tout moment après le 31 mars 1934, la présente convention sera ouverte à l'adhésion de tout gouvernement d'un territoire métropolitain par lequel la convention n'a pas été signée qu'il ait des territoires tels qu'ils sont définis à l'art. 1^{er}, al. 3 (i) ou non.

(Art. 1^{er}, al. 3 i) « La présente convention s'appliquera

1. Voir *infra*, Convention de Londres, 1933, relative à la conservation de la Faune et de la Flore à l'état naturel. Annexe, p. 133.

et s'appliquera en plein à tous les territoires (c'est-à-dire les territoires métropolitains, colonies, territoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, protection ou mandat) de tout gouvernement contractant situés dans le continent d'Afrique, y compris Madagascar et Zanzibar. »

Le principe est donc que la convention s'applique en plein pour tous les territoires africains, mais un gouvernement n'ayant pas de possessions en Afrique peut adhérer à la convention (art. 17), ou encore un gouvernement signataire peut déclarer qu'il entend appliquer soit en plein, soit pour partie seulement les dispositions de la convention à des territoires situés hors d'Afrique : « Tout gouvernement contractant pourra... déclarer qu'il entreprend, en ce qui concerne l'un quelconque ou plusieurs de ses territoires (y compris les territoires métropolitains, colonies, territoires d'outre-mer, ou territoires sous souveraineté, protection ou mandat autres que ceux mentionnés à l'art. 1^{er}, al. 3 i, soit toutes les obligations de la présente convention, soit celles seulement qui sont visées à l'art. 9, alinéas 3-8 et 9, etc. (art. 13, al. 1).

On a donc entendu réserver toutes les possibilités d'extension des mesures de la convention africaine à tous les continents. On a préféré une convention restreinte à quelques nations afin d'arriver à un résultat plus sûr et plus rapide, convention faite en vue du cas le plus urgent, mais susceptible d'élargissement et que rien n'empêcherait de devenir universelle.

Les premières dispositions de la convention et du reste les principales sont celles qui se préoccupent de l'installation de parcs nationaux et de réserves. La question y est minutieusement étudiée et en détail dans les art. 2, 3, 4, 5, 6, 7. L'art. 2, alinéas 1 et 2, établit la distinction entre les « parcs » et les « réserves naturelles intégrales ».

1. Voir *supra*, p. 111, les définitions de Lord Onslow déduites de celles données par la Convention.

« L'expression « parc national » désignera une aire (a) placée sous le contrôle public, dont les limites ne seront pas changées et dont aucune partie ne sera capable d'être transférée sauf par l'autorité législative compétente, (b) mise à part pour la propagation, la protection et la conservation de la vie animale sauvage et de la végétation sauvage, et pour la conservation d'objets d'intérêt esthétique, géologique, préhistorique, historique, archéologique, et d'autres intérêts scientifiques, au profit, à l'avantage et pour la récréation du public général, (c) dans laquelle la chasse, l'abattage ou la capture de la faune et la destruction de la flore est interdite sauf par l'entreprise de ou sous la direction ou le contrôle des autorités du parc.

» Conformément aux dispositions précédentes des facilités seront dans la mesure du possible, accordées au public général pour observer la faune et la flore dans les parcs nationaux. »

« L'expression « réserve naturelle intégrale » désignera une aire placée sous le contrôle public et sur l'étendue de laquelle toute espèce de chasse ou de pêche, toute exploitation forestière, agricole ou minière, toutes fouilles ou prospections, sondages, terrassements ou constructions, tous travaux tendant à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation, tout acte de nature à nuire ou à apporter des perturbations à la faune ou à la flore, toute introduction d'espèces zoologiques ou botaniques, soit indigènes, soit importées, sauvages, ou domestiquées, seront strictement interdits ; où il sera défendu de pénétrer, de circuler, ou de camper sans autorisation spéciale écrite des autorités compétentes ; et dans laquelle les recherches scientifiques ne pourront être effectuées qu'avec la permission de ces autorités. »

Comme on le voit, la conférence ne s'en est pas tenue à la protection de la faune, mais a cherché à protéger toute la nature. Dans l'art. 3, les puissances contractantes s'engagent à entreprendre immédiatement l'établissement des

parcs nationaux et réserves, l'art. 4 donne à titre d'indication les mesures qui paraissent les plus judicieuses et essentielles. Contrôle des établissements de blancs ou d'indigènes en vue d'assurer la plus grande tranquillité aux animaux, établissement autour des parcs et réserves de zones intermédiaires dans lesquelles la chasse ou la capture pourront être contrôlés par les autorités du parc, et question importante, les parcs et réserves devront être suffisamment étendus.

Lorsqu'un parc ou une réserve devra être établi à proximité d'un parc ou d'une réserve déjà existants, les autorités responsables devront collaborer le plus étroitement possible (art. 6).

Mais la protection ne se limite pas aux seuls parcs nationaux et réserves naturelles intégrales, l'art. 7 prévoit la création de « réserves » et de « réserves spéciales » (art. 7, alim. 3) pour la conservation d'espèces de faune et de flore qu'on désirera conserver, mais qui ne sont pas autrement suffisamment protégées.

Dans une deuxième partie, la convention se préoccupe d'accorder une protection toute spéciale à certaines espèces d'animaux énumérés dans l'annexe à la convention ; « cette protection est déclarée d'importance et d'urgence capitales ». Mais si une protection particulière est accordée à certaines espèces, on ne trouve pas dans cette convention d'espèces qui soient condamnées. On n'a pas jugé que certaines espèces pouvaient être déclarées nuisibles ; toutes les espèces non mentionnées dans l'annexe pourront jouir de la protection accordée par les mesures ordinaires dont il est, du reste, question plus loin. Les espèces de la classe A devront être protégées aussi complètement que possible et la chasse, l'abatage ou la capture de ces animaux ne pourra avoir lieu que par la permission spéciale de l'autorité supérieure du territoire, laquelle ne sera accordée que dans des circonstances spéciales et uniquement en vue de

buts scientifiques importants ou si cela est essentiel pour l'administration du territoire (art. 8, alin. 1).

Pour les animaux de la classe B, bien que la protection ne soit pas aussi rigoureuse, un permis spécial sera nécessaire.

Les listes A et B de l'annexe ne sont du reste pas limitatives et la protection spéciale prévue par l'art. 8 pourra être étendue à d'autres espèces d'animaux.

En somme, toutes ces espèces ne peuvent être chassées qu'avec autorisation spéciale de l'administration plus ou moins largement accordée suivant que les animaux appartiennent aux listes A ou B. L'administration n'étant libre du reste d'accorder d'autorisation pour les animaux de la liste A que pour des fins scientifiques importantes ou, si cela est essentiel, pour l'administration du territoire en question, c'est-à-dire *très rarement*.

Des mesures importantes ont été édictées par la convention en vue de réglementer le commerce des animaux tués ou capturés. A cet effet, l'alinéa 8 de l'art. 9 définit de façon très précise le mot « trophée » qui pouvait prêter à diverses interprétations, l'expression trophée désignera tout animal mort ou vif mentionné à l'annexe de la convention, ou tout objet faisant partie ou étant extrait d'un tel animal quand il est mort, ainsi que les œufs, coquilles d'œufs, les nids ou les plumages d'un oiseau figurant à cette annexe. Il est en outre précisé que le mot trophée ne peut être appliqué à un trophée ou à une partie de trophée, qui a été travaillé et a perdu son caractère primitif.

Le commerce n'est réglementé que pour les animaux énumérés à l'annexe de la convention, c'est-à-dire pour ceux qui ont besoin d'une protection rigoureuse, en général parce qu'ils représentent une importante valeur commerciale. L'exportation n'est possible que si l'exportateur est détenteur d'une autorisation spéciale certifiant que les trophées ont été légalement obtenus. La convention s'est surtout préoccupée d'établir une réglementation internatio-

nale du commerce des trophées, elle a cherché à rendre impossible le commerce illicite que le manque de concordance entre les législations des diverses puissances facilitait. L'importation de trophées qui ont été exportés d'un territoire soumis à la convention, qu'il s'agisse du territoire d'un autre gouvernement contractant ou non, sera interdite sauf sur présentation d'un certificat d'exportation légitime (art. 9, alin. 3). Des sanctions sont prévues dont la première est la confiscation.

Des moyens d'identification des trophées sont prévus.

Tous animaux ou parties d'animaux trouvés ou tués par accident, par exemple, sont en principe la propriété du gouvernement intéressé.

C'est certainement par ces restrictions au commerce et par ce contrôle sévère entre nations qu'il sera mis fin à la tuerie et à la destruction des espèces précieuses et menacées.

Enfin, la convention indique les moyens de chasse qui doivent être prohibés parce que trop destructifs (art. 10). L'emploi des véhicules à moteur et des avions ou ballons, dont l'emploi s'était répandu en Afrique est rigoureusement interdit. N'est pas seulement interdite la chasse en avion ou en auto, mais aussi toute poursuite des animaux susceptibles de les effrayer, quel que soit le but poursuivi, y compris prise de photographies ou de films.

Les battues au feu, l'encerclement des animaux par le feu, qui ont des résultats désastreux pour tout un pays, pour la flore comme pour la faune, devront être interdites. Sont ensuite énumérés quelques moyens de chasse ou plutôt de braconnage auxquels il doit être mis fin.

a) Emploi de poison ou de détonants pour tous les poissons.

b) Emploi de lumières éblouissantes, flambeaux, poisons ou armes empoisonnées pour la chasse aux animaux.

c) Emploi de filets, fosses ou enceintes, trébuchets, pièges

ou guet-apens, ou de fusils fixes et de projectiles contenant des détonants pour la chasse aux animaux.

Une collaboration étroite entre les nations signataires est la base de toute la convention, c'est d'elle que doit dépendre tout son succès. Le gouvernement de Grande-Bretagne s'efforcera de réaliser cette collaboration, en centralisant les renseignements qui devront lui être communiqués, chaque gouvernement contractant fournira au gouvernement du Royaume-Uni des renseignements..., etc... (art. 12, al. 1 et 2).

A la demande du délégué de la Belgique, il a été prévu dans le Protocole que, même si la convention était ratifiée, une autre conférence aurait lieu dans 3 ans, où serait à nouveau prise en considération la situation de la faune africaine

ANNEXE V

CONVENTION DE LONDRES DU 19 MAI 1900

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume ;

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat indépendant du Congo ;

Le Président de la République française ;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ;

Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Sa Majesté le Roi du Portugal et des Algarves, etc., etc., etc. ;

Animés du désir d'empêcher le massacre sans contrôle et d'assurer la conservation des diverses espèces animales vivant à l'état sauvage dans leurs possessions africaines qui sont utiles à l'homme ou inoffensives, ont résolu, sur l'invitation à eux adressée par le gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, d'accord avec le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, de réunir à cet effet une conférence à Londres et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, munis de pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont adopté les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

La zone dans laquelle s'appliqueront les dispositions édictées par la présente convention est délimitée comme suit : au nord, par le 20° degré de latitude nord ; à l'ouest, par l'Océan Atlantique ; à l'est, par la Mer Rouge et par l'Océan Indien ; au sud, par une ligne qui suit la frontière septentrionale des possessions allemandes du sud-ouest de l'Afrique, depuis son extrémité occidentale jusqu'au point où elle rencontre le Zambèze, et qui, à partir de cette rencontre, longe la rive droite de ce fleuve jusqu'à l'Océan Indien.

ARTICLE 2.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que les mesures les plus efficaces pour préserver les espèces animales vivant à l'état sauvage dans la zone définie par l'art. 1^{er} sont les suivantes :

1. Interdiction de chasser et de tuer les animaux visés au tableau I annexé à la présente convention, ainsi que tous les autres animaux que chaque gouvernement local jugera nécessaire de protéger soit à cause de leur utilité, soit à cause de leur rareté et du danger de leur disparition.

2. Interdiction de chasser et de tuer les animaux non adultes des espèces mentionnées dans le tableau II annexé à la présente convention.

3. Interdiction de chasser et de tuer les femelles des espèces mentionnées dans le tableau III annexé à la présente convention, lorsqu'elles sont accompagnées de leurs petits.

Interdiction, dans une certaine mesure, de tuer toute femelle, autant qu'elle peut être reconnue, à l'exception de celles des espèces mentionnées au tableau IV annexé à la présente convention.

4. Interdiction de chasser et de tuer, si ce n'est en nombre restreint, les animaux des espèces mentionnées au tableau IV annexé à la présente convention.

5. Organisation, autant que possible, de réserves, dans lesquelles il sera interdit de chasser, capturer ou tuer aucun oiseau ou autre animal vivant à l'état sauvage, sauf ceux qui seront spécialement exceptés par l'autorité locale.

Par le terme « réserves », sont entendus d'assez grands territoires ayant toutes les qualités requises au point de vue de la nourriture, de l'eau, et, si faire se peut, du sel, pour la conservation des oiseaux et autres animaux vivant à l'état sauvage, et leur assurant le repos nécessaire pour favoriser leur reproduction.

6. Etablissement de saisons de clôture de chasse pour favoriser l'élevage des petits.

7. Interdiction de chasser à toute personne non pourvue d'un permis délivré par le gouvernement local et révocable en cas d'infraction aux dispositions de la présente convention.

8. Restriction de l'usage de filets et de trappes pour capturer les animaux.

9. Prohibition de l'usage de dynamite ou d'autres explosifs ou de poison pour la capture du poisson dans les fleuves, rivières, lacs, étangs ou lagunes.

10. Etablissement de droits d'exportation sur les cuirs et peaux de girafe, d'antilope, de zèbre, de rhinocéros et d'hippopotame, ainsi que sur les cornes de rhinocéros et d'antilope et les dents d'hippopotame.

11. Interdiction de chasser et de tuer les jeunes éléphants et,

pour assurer l'efficacité de cette mesure, établissement de peines sévères contre les chasseurs, et confiscation dans tous les cas, par les gouvernements locaux, des défenses d'éléphant pesant moins de 5 kilogrammes.

La confiscation n'aura pas lieu lorsqu'il sera dûment prouvé que la possession des défenses pesant moins de 5 kilogrammes était antérieure à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention. Aucune preuve ne sera plus admise un an après cette date.

12. Application de mesures propres à empêcher que les maladies contagieuses parmi les animaux domestiques ne se transmettent aux animaux vivant à l'état sauvage, telles que surveillance du bétail malade, etc.

13. Application de mesures propres à assurer la réduction suffisante du nombre des animaux des espèces mentionnées au tableau V annexé à la présente convention.

14. Application de mesures propres à assurer la production des œufs d'autruche.

15. Destruction des œufs de crocodiles, des serpents venimeux et des pithons.

ARTICLE 3.

Les Parties contractantes s'obligent à édicter, à moins qu'elles n'existent déjà, dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, des dispositions rendant applicables dans leurs possessions respectives situées dans la zone déterminée à l'art. 1^{er} les principes et mesures visés dans l'art. 2, et à se communiquer les unes aux autres, aussitôt que possible après la promulgation, le texte de ces dispositions et, dans le délai de dix-huit mois, l'indication des territoires qui pourront être organisés en réserves.

Il est cependant entendu que les principes posés dans les paragraphes 1, 2, 3, 5 et 9 de l'art. 2 pourront être l'objet de dérogations soit en vue de permettre de recueillir des spécimens pour les musées et jardins zoologiques, ou dans tout autre but scientifique, soit dans un intérêt supérieur d'administration, soit en cas de difficultés temporaires dans l'organisation administrative de certains territoires.

ARTICLE 4.

Les Parties contractantes s'engagent à appliquer autant que possible, chacune dans ses propres possessions, des mesures destinées à favoriser la domestication du zèbre, de l'éléphant, de l'autruche, etc.

ARTICLE 5.

Les Parties contractantes se réservent le droit d'introduire d'un

commun accord dans la présente convention telles modifications ou améliorations dont l'expérience ferait reconnaître l'utilité.

ARTICLE 6.

Les Puissances ayant des territoires ou possessions dans la zone définie à l'art. 1^{er} qui n'ont pas signé la présente convention seront admises à y adhérer. Le gouvernement de Sa Majesté Britannique est chargé, à cet effet, de leur communiquer la présente convention avant l'échange des ratifications.

L'adhésion de chaque puissance sera notifiée par la voie diplomatique au gouvernement de Sa Majesté Britannique et, par celui-ci, à tous les Etats signataires ou adhérents.

Cette adhésion emportera de plein droit l'acceptation de toutes les obligations stipulées dans la présente convention.

ARTICLE 7.

Les Puissances contractantes se réservent de prendre, ou de proposer à leurs législatures coloniales autonomes, les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention dans leurs possessions et colonies avoisinant la zone définie à l'art. 1^{er}.

ARTICLE 8.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées à Londres aussitôt que faire se pourra, et elles resteront déposées dans les archives du gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, il sera dressé un procès-verbal de dépôt dans un Protocole qui sera signé par les représentants à Londres des Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce procès-verbal sera adressée à chacune des Puissances intéressées.

ARTICLE 9.

La présente convention entrera en vigueur un mois après la date de la signature du procès-verbal de dépôt des ratifications prévu par l'art. 8.

ARTICLE 10.

La présente convention restera en vigueur pendant un délai de quinze années, et, dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aura notifié douze mois avant l'expiration de la dite période de quinze années son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où une des Puissances ayant signé ou adhéré dénoncerait la convention, cette dénonciation n'aura d'effet qu'à son égard.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en sept exemplaires, autant que de parties, à Londres, le dix-neuvième jour du mois de mai de l'année mille neuf cent.

(*Suivent les signatures.*)

ANNEXE

TABLEAU I

*Animaux visés au paragraphe 1^{er} de l'article 2
et dont on veut assurer la conservation.*

(Série A) A cause de leur utilité :

1. Les vautours.
2. L'oiseau secrétaire.
3. Les hiboux.
4. Les pique-bœufs.

(Série B) A cause de leur rareté et du danger de leur disparition :

1. La girafe.
2. Le gorille.
3. Le chimpanzé.
4. Le zèbre des montagnes.
5. Les ânes sauvages.
6. Le gnou à queue blanche.
7. Les élans (*Taurotragus*).
8. Le petit hippopotame de Libéria.

TABLEAU II

*Animaux visés au paragraphe 2 de l'article 2
et dont on veut interdire la destruction à l'état non adulte.*

1. L'éléphant.
2. Le rhinocéros.
3. L'hippopotame.
4. Les zèbres des espèces non visées au tableau I.
5. Les buffles.
6. Les antilopes et gazelles, notamment les espèces des genres *Bubalis*, *Damaliscus*, *Connochoetes*, *Cephalophus*, *Oreotragus*, *Oribia*, *Rhaphiceros*, *Nesotragus*, *Madoqua*, *Cobus*, *Cervicapra*, *Pelea*, *Æpyceros*, *Antidorcas*, *Gazella*, *Ammodorcas*, *Lithocranius*, *Dorcotragus*, *Oryx*, *Addas*, *Hippotragus*, *Taurotragus*, *Strepsiceros*, *Tragelaphus*.
7. Les ibex.
8. Les chevrotains (*Tragul*).

TABLEAU III

*Animaux visés au paragraphe 3 de l'article 2
et dont il est défendu de tuer les femelles
quand elles sont accompagnées de leurs petits.*

1. L'éléphant.
2. Le rhinocéros.
3. L'hippopotame.
4. Les zèbres des espèces non visées au tableau I.
5. Les buffles.
6. Les antilopes et gazelles, notamment les espèces des genres *Babulis*, *Damaliscus*, *Connochoetes*, *Cephalophus*, *Oreotragus*, *Oribia*, *Rhaphiceros*, *Nesotragus*, *Madoqua*, *Cobus*, *Cervicapra*, *Pelea*, *Æpyceros*, *Antidorcas*, *Gazella*, *Ammodorcas*, *Lithocranius*, *Dorcotragus*, *Oryx*, *Addax*, *Hippotragus*, *Taurotragus*, *Strepsiceros*, *Tragelaphus*.
7. Les ibex.
8. Les chevrotains (*Tragul*).

TABLEAU IV

*Animaux visés au paragraphe 4 de l'article 2,
qui ne doivent être tués qu'en nombre restreint.*

1. L'éléphant.
2. Le rhinocéros.
3. L'hippopotame.
4. Les zèbres des espèces non visées au tableau I.
5. Les buffles.
6. Les antilopes et gazelles, notamment les espèces des genres *Babulis*, *Damaliscus*, *Connochoetes*, *Cephalophus*, *Oreotragus*, *Oribia*, *Rhaphiceros*, *Nesotragus*, *Madoqua*, *Cobus*, *Cervicapra*, *Pelea*, *Æpyceros*, *Antidorcas*, *Gazella*, *Ammodorcas*, *Lithocranius*, *Dorcotragus*, *Oryx*, *Addax*, *Hippotragus*, *Taurotragus*, *Strepsiceros*, *Tragelaphus*.
7. Les ibex.
8. Les chevrotains (*Tragul*).
9. Les divers sangliers.
10. Les collobus et tous les singes à fourrure.
11. Les fourmiliers (genre *Orycteropus*).
12. Les Dugongs (genre *Halicore*).
13. Les lamantins (genre *Manatus*).
14. Les petits félins.
15. Le serval.
16. Le guépard (*Cynaelurus*).
17. Les chacals.

18. Le faux-loup (*Proteles*).
19. Les petits singes.
20. Les autruches.
21. Les marabouts.
22. Les aigrettes.
23. Les outardes.
24. Les francolins, pintades, et autres oiseaux « gibier ».
25. Les grands chéloniens.

TABLEAU V

1. Le lion.
 2. Le léopard.
 3. Les hyènes.
 4. Le chien-chasseur (*Lycaon pictus*).
 5. La loutre (*Lutra*).
 6. Les cyclocéphales (*Cynocephalus*) et autres singes nuisibles.
 7. Les grands oiseaux de proie, sauf les vautours, l'oiseau secrétaire et les hiboux.
 8. Le crocodile.
 9. Les serpents venimeux.
 10. Les pithons.
-

CONFERENCE INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE
EN AFRIQUE — LONDRES, 1933

CONVENTION RELATIVE

A LA CONSERVATION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE A L'ÉTAT NATUREL.

ARTICLE PREMIER.

Les gouvernements de l'Union de l'Afrique du Sud, de Belgique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'Égypte, d'Espagne, de la France, d'Italie, du Portugal et du Soudan anglo-égyptien :

Considérant que la faune et la flore naturelle de certaines parties du monde, et, en particulier, d'Afrique, sont en danger, dans les conditions actuelles, d'extinction ou de préjudice permanent ;

Désirant établir un régime spécial pour la conservation de la faune et de la flore ;

Considérant que cette conservation peut le mieux être réalisée (i) en constituant des parcs nationaux, de réserves naturelles intégrales et d'autres réserves dans lesquelles la chasse, l'abatage ou la capture de la faune, et la récolte ou destruction de la flore seront

limitées ou interdites (ii), en imposant des règles concernant la chasse, l'abatage et la capture de la faune en dehors de telles aires (iii), en réglementant le commerce des trophées, et (iv) en interdisant certaines méthodes et armes pour la chasse, l'abatage et la capture de la faune ;

Ont décidé de conclure une Convention à ces fins, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud :

M. C. T. le Water, haut-commissaire pour l'Union de l'Afrique du Sud dans le Royaume-Uni.

Sir Arthur Hill, K. C. M. G., F. R. S., directeur, Jardins royaux botaniques, à Kew.

Le Gouvernement de Belgique :

Son Excellence le Baron de Cartier de Marchienne, ambassadeur de Sa Majesté le Roi des Belges.

M. le Dr. Van Straelen, directeur du Musée royal d'Histoire naturelle, à Bruxelles.

M. le Dr. J. M. Derscheid, directeur du Parc National Albert, directeur de l'Office international pour la Protection de la Nature.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Le très honorable Comte d'Onslow.

Sir William Gowers, K. C. M. G., ancien gouverneur de l'Ouganda.

Sir Arnold Hodson, K. C. M. G., gouverneur de Sierra Leone.

M. A. B. Acheson, ministre des Colonies.

M. B. F. Wright, secrétaire officiel, Bureau du Haut-Commissaire pour la Rhodésie du Sud.

Le Gouvernement d'Egypte :

M. le Dr. Ibrahim Kadry, directeur des Jardins Zoologiques, Giza.

Le Gouvernement d'Espagne :

Son Excellence Don Ramón Pérez de Ayala, ambassadeur d'Espagne.

Le Gouvernement de la France :

M. Louis Ruffat, directeur du Bureau de la Chasse au ministère des Colonies.

Le Gouvernement d'Italie :

Gr. Uff. Dr. Tullio Zedda, secrétaire général, ministère royal des Colonies.

Marchese Saverio Patrizi.

Le Gouvernement du Portugal :

Son Excellence M. le Dr. Ruy Ennes Ulrich, ambassadeur du Portugal.

M. le Dr. Carlos Mello Geraldès, professeur à l'Institut supérieur d'Agronomie de Lisbonne.

M. le Dr. Luis Wittnich Carrisso, professeur à l'Université de Coimbra.

Le Gouvernement du Soudan anglo-égyptien :

M. le Major W. R. Barker, O. B. E., surveillant de la Chasse.

Lesquels, ayant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

1. Sauf en ce qui concerne les territoires mentionnés à l'alinéa 3 (i) du présent article, tout Gouvernement Contractant sera libre, conformément aux dispositions de l'article 13, d'assumer, quant à chacun de ses territoires (y compris les territoires métropolitains, colonies, territoires d'outre-mer, ou territoires sous suzeraineté, protection ou mandat), celles seulement des obligations de la présente Convention qui se trouvent à l'article 9, alinéas 3, 8 et 9. L'expression « en partie » dans la présente Convention sera censée désigner ces obligations.

2. L'expression « territoire » ou « territoires », en ce qui concerne tout Gouvernement Contractant, désignera, aux fins de la présente Convention, le territoire ou les territoires de ce Gouvernement auquel la Convention s'applique en plein ; et, sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent et de l'article 13, les obligations découlant des articles 2-12 ne s'appliqueront qu'à de tels territoires.

3. La présente Convention s'appliquera, et s'appliquera en plein (i) à tous les territoires (c'est-à-dire les territoires métropolitains, colonies, territoires d'outre-mer, ou territoires sous suzeraineté, protection ou mandat) de tout Gouvernement Contractant situés dans le continent d'Afrique, y compris Madagascar et Zanzibar ; (ii) à tout autre territoire pour le compte duquel un Gouvernement Contractant aura assumé toutes les obligations de la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 13.

4. Aux fins de la présente Convention, les territoires britanniques sous Haute Commission en Sud-Afrique seront considérés comme un seul territoire.

5. La présente Convention n'aura aucune application, ni en plein, ni en partie, à un territoire métropolitain situé en dehors du continent d'Afrique, sauf au cas et dans les limites où une déclaration effectuant une telle application serait faite en vertu de l'article 13.

ARTICLE 2.

Aux fins de la présente Convention :

1. L'expression « parc national » désignera une aire (a) placée sous le contrôle public, dont les limites ne seront pas changées et dont aucune partie ne sera capable d'être transférée, sauf par l'autorité législative compétente, (b) mise à part pour la propagation, la protection et la conservation de la vie animale sauvage et de la végétation sauvage, et pour la conservation d'objets d'intérêt esthétique, géologique, préhistorique, historique, archéologique, et d'autres intérêts scientifiques, au profit, à l'avantage et pour la récréation du public général, (c) dans laquelle la chasse, l'abatage ou la capture de la faune et la destruction ou collection de la flore est interdite, sauf par l'entreprise de ou sous la direction ou le contrôle des autorités du parc.

Conformément aux dispositions précédentes, des facilités seront, dans la mesure du possible, accordées au public général pour observer la faune et la flore dans les parcs nationaux.

2. L'expression « réserve naturelle intégrale » désignera une aire placée sous le contrôle public et sur toute l'étendue de laquelle toute espèce de chasse ou de pêche, toute exploitation forestière, agricole ou minière, toutes fouilles ou prospections, sondages, terrassements ou constructions, tous travaux tendant à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation, tout acte de nature à nuire ou à apporter des perturbations à la faune ou à la flore, toute introduction d'espèces zoologiques ou botaniques, soit indigènes, soit importées, sauvages ou domestiquées, seront strictement interdits ; où il sera défendu de pénétrer, de circuler ou de camper sans autorisation spéciale écrite des autorités compétentes ; et dans laquelle les recherches scientifiques ne pourront être effectuées qu'avec la permission de ces autorités.

3. L'expression « animal » ou « espèce » désignera tous les vertébrés et invertébrés (y compris les poissons non comestibles, mais à l'exclusion des poissons comestibles, sauf dans un parc national ou dans une réserve naturelle intégrale), leurs nids, œufs, coquilles d'œufs, dépouilles et plumages.

ARTICLE 3.

1. Les Gouvernements Contractants examineront immédiatement la possibilité d'établir dans leurs territoires des parcs nationaux et des réserves naturelles intégrales, ainsi qu'ils sont définis à l'article précédent. Dans tous les cas où l'établissement de tels parcs ou de telles réserves sera possible, les travaux nécessaires devront être commencés dans un délai de deux ans à partir de la date de la mise en vigueur de la présente Convention.

2. Au cas où, dans un territoire quelconque, l'établissement d'un parc national ou d'une réserve naturelle intégrale ne paraîtrait pas être praticable à présent, des aires convenables seront choisies le plus tôt possible au cours du développement du territoire en question, et les aires ainsi choisies seront transformées en parcs nationaux ou en réserves naturelles intégrales dès que, de l'avis des autorités du territoire, les circonstances le permettront.

ARTICLE 4.

Les Gouvernements Contractants prendront en considération, pour chacun de leurs territoires, les dispositions administratives suivantes :

1. Le contrôle de tous les établissements de blancs ou d'indigènes dans les parcs nationaux en vue d'assurer que le moins de dérangement possible soit occasionné à la faune et la flore naturelle.

2. L'établissement, autour des bords des parcs nationaux et des réserves naturelles intégrales, de zones intermédiaires dans lesquelles la chasse, l'abatage et la capture d'animaux pourront avoir lieu sous le contrôle des autorités du parc ou de la réserve ; mais dans lesquelles nulle personne qui deviendrait propriétaire, locataire, ou occupant après une date à déterminer par l'autorité du territoire intéressé, n'aura aucun droit de réclamation quant aux dégâts causés par les animaux.

3. Le choix, pour tous parcs nationaux d'aires d'une étendue suffisante pour permettre, dans la mesure du possible, les migrations de la faune qui s'y trouverait conservée.

ARTICLE 5.

1. Les Gouvernements Contractants notifieront au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord l'établissement de tout parc national ou de toute réserve naturelle intégrale (en définissant l'étendue des parcs ou des réserves), et la législation, y compris les méthodes d'administration et de contrôle, adoptée dans la matière.

2. Ils notifieront de même tous renseignements se rapportant aux fins de la présente Convention qui leur seront communiqués par les musées nationaux ou par les organismes nationaux ou internationaux établis dans les limites de leur juridiction et intéressés à ces fins.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera part des renseignements ainsi reçus aux autres Gouvernements qui ont signé ou adhéré à la présente Convention, soit en plein, soit en partie.

ARTICLE 6.

Dans tous les cas où l'on se propose d'établir dans tout territoire d'un Gouvernement Contractant un parc national, ou une réserve

naturelle intégrale, contigu à un parc, ou à une réserve, situé dans un autre territoire (qu'il appartienne à ce même Gouvernement ou à un autre Gouvernement Contractant), ou contigu à la frontière de celui-ci, il y aura consultation préalable entre les autorités compétentes des territoires en question. De même, ces autorités collaboreront après l'établissement du parc ou de la réserve, ou dans le cas où un tel parc ou une telle réserve se trouverait déjà établi.

ARTICLE 7.

Indépendamment de toute action qui serait prise en vertu de l'article 3 de la présente Convention, les Gouvernements Contractants, comme mesures préliminaires et supplémentaires à l'établissement de parcs nationaux ou de réserves naturelles intégrales :

1. Mettront à part, dans chacun de leurs territoires, des aires adéquates (à nommer réserves) dans lesquelles la chasse, l'abatage et la capture d'une partie quelconque de la faune naturelle (à l'exclusion des poissons) sera interdite sauf (a) avec la permission extraordinaire, donnée pour des fins scientifiques ou administratives, des autorités du territoire ou des autorités métropolitaines sous lesquelles ces réserves sont placées, ou (b) pour la protection de la vie ou de la propriété. Les permis accordés en vertu de l'article 8, alinéas 1 et 3, ne s'étendront pas aux réserves.

2. Etabliront dans ces aires, dans la mesure du possible, un même degré de protection pour la flore naturelle.

3. Considéreront la possibilité d'établir dans chacun de leurs territoires des réserves spéciales pour la conservation d'espèces de faune et de flore que l'on désirera conserver, mais qui ne sont pas autrement suffisamment protégées, en tenant compte spécialement des espèces mentionnées à l'annexe à la présente Convention.

4. Donneront des renseignements au sujet des réserves établies conformément aux alinéas précédents au Gouvernement du Royaume-Uni, qui en fera part à tous les Gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2.

5. Prendront, dans la mesure de ce qu'il leur sera possible, toutes mesures utiles pour assurer, dans chacun de leurs territoires, un taux de boisement convenable, ainsi que la conservation des meilleures essences forestières indigènes et spontanées, et sous réserve des dispositions de l'article 2, alinéa 2, prendront en considération l'opportunité d'empêcher l'introduction de plantes ou d'arbres exotiques dans les parcs nationaux ou dans les réserves.

6. Etabliront une collaboration aussi étroite que possible entre les autorités compétentes de leurs territoires respectifs, dans le but de faciliter la solution des problèmes forestiers dans ces territoires.

7. Feront le nécessaire pour contrôler et régler, autant que possible, la pratique des feux de brousses à la lisière des forêts.

8. Encourageront à la domestication des animaux sauvages susceptibles d'exploitation économique.

ARTICLE 8.

1. La protection des espèces énumérées dans l'annexe à la présente Convention est déclarée d'importance et d'urgence capitales. Les animaux appartenant aux espèces comprises dans la classe A devront être protégés aussi complètement que possible dans chacun des territoires des Gouvernements Contractants, et la chasse, l'abatage, ou la capture de ces animaux ne pourra avoir lieu que par la permission spéciale de l'autorité supérieure du territoire, laquelle ne sera accordée que dans des circonstances spéciales et uniquement en vue de buts scientifiques importants ou si cela est essentiel pour l'administration du territoire en question. Les animaux appartenant aux espèces mentionnées dans la classe B, quoique ne nécessitant pas une protection aussi rigoureuse que ceux compris dans la classe A, ne devront cependant pas être chassés, abattus ou capturés, même par les indigènes, sauf en vertu d'un permis spécial accordé par les autorités compétentes. A ces fins, l'expression « permis spécial » désignera une autorisation autre que le permis de chasse ordinaire, délivrée à la discrétion de l'autorité compétente, et permettant de chasser, tuer ou prendre un ou plusieurs spécimens d'animaux appartenant à une espèce ou à des espèces qui seront indiquées. Tout permis de ce genre devra être limité tant pour la durée de sa validité que pour la région dans laquelle la chasse, l'abatage ou la capture peuvent avoir lieu.

2. Nuls droits de chasse ou autres droits déjà possédés par les chefs ou tribus indigènes, ou par toute autre personne ou organisme en vertu de traité, concession, ou accord définitif, ou en vertu de permission administrative dans les aires où de tels droits ont déjà été définitivement reconnus par les autorités du territoire, ne seront considérés comme étant en aucune façon atteints par les dispositions de l'alinéa précédent.

3. Dans chacun des territoires des Gouvernements Contractants les autorités compétentes examineront la nécessité d'appliquer les dispositions de l'alinéa 1 du présent article à des espèces qui ne sont pas mentionnées à l'annexe, afin de conserver, dans chaque région, la faune et la flore indigènes, et, si elles le jugent nécessaire, ces autorités appliqueront les dispositions en question aux espèces ainsi visées dans la mesure où elles le considéreront désirable. Elles considéreront de même la nécessité d'accorder, dans le territoire en question, à une ou plusieurs des espèces mentionnées dans la classe B de l'annexe, la protection spéciale accordée aux espèces mentionnées dans la classe A.

4. Les autorités compétentes prendront également en considération la question de la protection d'espèces d'animaux ou de plantes généralement reconnues comme étant utiles à l'homme ou d'intérêt scientifique particulier.

5. Les dispositions du présent article (i) ne porteront atteinte à nul droit existant en vertu des lois internes d'un territoire quelconque de tuer les animaux sans permis pour la défense de la vie ou de la propriété, (ii) ne toucheront pas au droit des autorités du territoire de permettre la chasse, l'abatage ou la capture d'une espèce quelconque (a) en temps de famine, (b) pour sauvegarder la vie humaine, la santé publique, ou le bétail domestique, (c) pour quelconque nécessité d'ordre public.

6. Chaque Gouvernement Contractant fournira au Gouvernement du Royaume-Uni des renseignements au sujet des mesures adoptées dans chacun de ses territoires concernant la délivrance de permis, et concernant les animaux dont la destruction ou la capture est, conformément à l'alinéa 3 du présent article, interdite, sauf sous permis. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera part de tous renseignements de ce genre à tous les Gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2.

ARTICLE 9.

1. Chaque Gouvernement Contractant prendra les mesures nécessaires pour contrôler et régler, dans chacun de ses territoires, le trafic interne ainsi que l'importation, l'exportation et la fabrication d'objets provenant de trophées tels qu'ils sont définis à l'alinéa 8 du présent article, afin d'empêcher l'importation ou l'exportation ainsi que tout commerce en trophées, hormis ceux primitivement tués, pris ou collectionnés conformément aux lois et règlements du territoire en question.

2. L'exportation de trophées à n'importe quelle destination sera interdite, sauf si l'exportateur a obtenu un certificat autorisant l'exportation et provenant d'une autorité compétente. Un tel certificat ne sera accordé que si le trophée aura été légitimement importé ou légitimement obtenu. Au cas où une tentative d'exportation serait faite sans qu'un certificat n'ait été accordé, les autorités du territoire où cette tentative aura eu lieu appliqueront les sanctions qu'elles jugeront utiles.

3. L'importation de trophées qui ont été exportés d'un territoire quelconque auquel la présente Convention s'applique en plein, qu'il s'agisse d'un autre Gouvernement Contractant ou non, sera interdite, sauf sur présentation d'un certificat d'exportation légitime ; à défaut de quoi le trophée sera confisqué, sans préjudice toutefois de l'application des sanctions prévues à l'alinéa précédent.

4. L'importation et l'exportation de trophées sera interdite, sauf aux endroits où se trouve situé un poste de douane.

5. a) Chaque trophée en ivoire ou en corne de rhinocéros exporté conformément aux dispositions du présent article sera identifié par des marques, lesquelles seront indiquées dans le certificat d'exportation légitime, ainsi que le poids du trophée.

b) Tout autre trophée sera, autant que possible, marqué et indiqué de la même manière, mais, en tout cas, sera décrit dans le certificat, de manière à l'identifier avec le plus de certitude possible.

c) Les Gouvernements Contractants prendront les mesures possibles pour éduquer leurs autorités douanières, soit par la préparation et la distribution de gravures convenables, soit autrement, en ce qui concerne les méthodes d'identification des espèces mentionnées à l'annexe à la présente Convention et des trophées qui en sont obtenus.

6. Il sera inclus, dans les mesures visées à l'alinéa 1 du présent article, des dispositions telles que toute trouvaille d'ivoire, de rhinocéros, de trophée ou d'animal mort, ainsi que de la dépouille de tout animal tué par accident ou pour la défense d'une personne, deviendra, en principe, la propriété du Gouvernement du territoire en question, et qu'elle sera traitée selon les dispositions établies par ce Gouvernement en tenant compte des droits et coutumes indigènes réservés à l'alinéa suivant.

7. Aucun des droits visés à l'alinéa 2 de l'article 8 ne sera considéré comme étant atteint par les dispositions des alinéas précédents.

8. Aux fins du présent article, l'expression « trophée » désignera tout animal mort ou vif mentionné à l'annexe à la Convention, ou tout objet faisant partie ou étant extrait d'un tel animal quand il est mort, ainsi que les œufs, coquilles d'œufs, les nids ou les plumages d'un oiseau figurant à cette annexe. Cependant, l'expression « trophée » ne comprendra nul trophée ou partie d'un trophée, lequel, en vertu d'un procédé légitime de fabrication, tel qu'il est envisagé à l'alinéa 1 du présent article, aura perdu son identité originale.

9. Chacun des Gouvernements Contractants donnera au Gouvernement du Royaume-Uni des renseignements quant aux mesures adoptées afin de donner effet aux obligations du présent article ou à toute partie de ces obligations. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera part de tous renseignements ainsi reçus à tous les Gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2.

ARTICLE 10.

1. L'emploi de véhicules à moteur ou d'aéronefs (y compris les aéronefs plus légers que l'air) sera interdit dans les territoires des Gouvernements Contractants, aussi bien (i) pour la chasse, l'abattage ou la capture d'animaux que (ii) de manière à les faire courir

ou fuir en désordre, ou à les déranger, quel qu'en soit l'objet, y compris celui de faire des films ou de la photographie. Cependant, les dispositions du présent alinéa ne toucheront en rien au droit des occupants, en ce qui concerne les terres qu'ils occupent, ou des Gouvernements en ce qui concerne les terres utilisées pour des fins publiques, de faire usage de voitures à moteur ou d'aéronefs pour expulser, capturer ou détruire les animaux trouvés sur ces terres dans tous les cas où une telle expulsion, capture ou destruction n'est pas interdite par une autre disposition quelconque de la présente Convention.

2. Les Gouvernements Contractants interdiront, dans leurs territoires, l'encerclement des animaux avec du feu pour fins de chasse. Dans la mesure du possible, les méthodes de capture ou de destruction des animaux suivantes seront aussi généralement interdites :

- a) L'emploi de poison ou de détonants pour tuer les poissons ;
- b) L'emploi de lumières éblouissantes, flambeaux, poisons ou armes empoisonnées pour la chasse aux animaux ;
- c) L'emploi de filets, fosses ou enceintes, trébuchets, pièges ou guet-apens, ou de fusils fixes et de projectiles contenant des détonants pour la chasse aux animaux.

ARTICLE 11.

Il est entendu qu'au moment de la signature, ratification ou adhésion, tout Gouvernement Contractant pourra faire les réserves expresses quant aux articles 3-10 de la présente Convention qui pourraient être considérées comme essentielles.

ARTICLE 12.

1. Chaque Gouvernement Contractant fournira au Gouvernement du Royaume-Uni des renseignements quant aux mesures qui seront prises pour donner effet aux dispositions des articles précédents. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera part de tous renseignements ainsi fournis aux Gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2.

2. Les Gouvernements Contractants collaboreront lorsque cela sera nécessaire afin de donner effet aux dispositions des articles précédents et de manière générale pour empêcher l'extinction de la faune et de la flore.

3. Tout Gouvernement qui aura signé ou adhéré à la présente Convention sera considéré comme étant partie contractante du Protocole portant la date de ce jour, et dressé pour faciliter la collaboration visée à l'alinéa précédent.

ARTICLE 13 (voir art. 1^{er}).

1. Tout Gouvernement Contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, ou de l'adhésion, ou ultérieurement, déclarer qu'il entreprend, en ce qui concerne l'un quelconque ou plusieurs de ses territoires (y compris les territoires métropolitains, colonies, territoires d'outre-mer, ou territoires sous suzeraineté, protection, ou mandat) autres que ceux mentionnés à l'alinéa 3 *i* de l'article 1^{er}, soit toutes les obligations de la présente Convention, soit celles seulement qui sont visées à l'article 9, alinéas 3, 8 et 9. Au cas où une telle déclaration serait faite postérieurement à la ratification ou à l'adhésion, elle serait effectuée par voie de notification écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni et prendra effet à la date de la mise en vigueur de la Convention, ou si celle-ci est déjà en vigueur, trois mois après la date de la réception de la notification par le Gouvernement du Royaume-Uni.

2. Il est entendu que tout Gouvernement Contractant pourra par une seule déclaration faite en vertu de l'alinéa précédent, entreprendre, en ce qui concerne quelques-uns parmi les territoires mentionnés dans cet alinéa, toutes les obligations de la présente Convention, et, en ce qui concerne d'autres parmi ces territoires, seulement les obligations visées à l'article 9, alinéas 3, 8 et 9.

3. Tout Gouvernement Contractant qui aura fait une déclaration en vertu de l'alinéa précédent entreprenant, en ce qui concerne un territoire quelconque, seulement les obligations visées à l'article 9 alinéas 3, 8 et 9, pourra à tout moment ultérieur, par voie de notification écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni, déclarer que la déclaration en question sera censée se rapporter à toutes les obligations de la Convention en ce qui concerne le territoire en question ; et cette dernière déclaration prendra effet à la date de la mise en vigueur de la Convention ou, si celle-ci est déjà en vigueur, trois mois après la date de la réception de la notification par le Gouvernement du Royaume-Uni.

4. Tout Gouvernement Contractant pourra à tout moment, par notification écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni, faire cesser l'application de la Convention à tout territoire ou territoires qui ont fait l'objet d'une déclaration en vertu des alinéas 1 et 3 du présent article, et la Convention cessera en conséquence de s'appliquer au territoire ou aux territoires mentionnés dans la notification un an après la date de sa réception par le Gouvernement du Royaume-Uni. Cependant, cette notification ne prendra en aucun cas effet avant l'expiration de la période de cinq ans mentionnée à l'article 19, alinéa 1.

5. Il est entendu que si par suite d'une notification faite en vertu de l'alinéa précédent il ne reste aucun territoire du Gouvernement Contractant en question auquel s'applique la Convention, soit en

plein, soit en partie, ce Gouvernement, au lieu de faire la notification, devra agir par voie de dénonciation en vertu de l'article 19.

6. Il est entendu, au surplus, que nulle notification faite en vertu de l'alinéa 4 du présent article ou autrement, ne pourra prétendre appliquer seulement les dispositions de l'article 9, alinéas 3, 8 et 9, à aucun territoire auquel la Convention, au moment de la notification, s'applique en plein.

7. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera part à tous les Gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2, de toutes notifications reçues en vertu des alinéas précédents du présent article, de la date de leur réception et de leurs termes.

ARTICLE 14.

Il est entendu qu'aucun Gouvernement ne pourra signer, ratifier ou adhérer à la présente Convention à moins d'avoir des territoires tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er}, alinéa 3 (*i*), ou à moins de faire ou d'avoir fait une déclaration en vertu de l'article 13 entreprenant, pour l'un ou plusieurs territoires les obligations de la Convention en plein ou en partie.

ARTICLE 15.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront tout deux également foi, portera la date de ce jour et sera ouverte à la signature jusqu'au 31 mars 1934.

ARTICLE 16.

La présente Convention sera assujettie à la ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume-Uni, qui en notifiera la réception avec la date de cette dernière, ainsi que leurs termes et les termes de toute déclaration ou réserve les accompagnant, à tous les Gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2.

ARTICLE 17.

A tout moment après le 31 mars 1934, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Gouvernement d'un territoire métropolitain par lequel la Convention n'a pas été signée, qu'il ait des territoires tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er}, alinéa 3 (*i*), ou non. Les adhésions seront notifiées au Gouvernement du Royaume-Uni, qui en fera part à tous les Gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2, avec leurs termes, les termes de toute déclaration ou réserves les accompagnant et la date de leur réception.

ARTICLE 18.

1. Après le dépôt ou la notification d'au moins quatre ratifications ou adhésions de la part de Gouvernements Contractants ayant des territoires tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er}, alinéa 3 (i), la présente Convention entrera en vigueur entre les Gouvernements intéressés trois mois après le dépôt ou la notification de la dernière de ces ratifications ou adhésions. Le Gouvernement du Royaume-Uni notifiera à tous les Gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2, la date de la mise en vigueur de la Convention.

2. Toutes ratifications ou adhésions reçues après la date de la mise en vigueur de la Convention prendront effet trois mois après la date de leur réception par le Gouvernement du Royaume-Uni.

ARTICLE 19.

1. Tout Gouvernement Contractant pourra à tout moment dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni. Cette dénonciation prendra effet, en ce qui concerne le Gouvernement par lequel elle sera faite, à l'égard de tous les territoires de ce Gouvernement auxquels la Convention s'applique à ce moment, soit en plein, soit en partie, un an après la date de la réception de la notification par le Gouvernement du Royaume-Uni. Cependant, aucune dénonciation ne prendra effet avant l'expiration de cinq années à partir de la date de la mise en vigueur de la Convention.

2. Si à la suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre de Gouvernements Contractants liés en ce qui concerne l'un ou plusieurs de leurs territoires par toutes les obligations de la présente Convention est réduit à moins de quatre, la Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet conformément aux dispositions de l'alinéa précédent.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni notifiera à tous les autres Gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2, toutes dénonciations ainsi reçues et la date à laquelle elles prendront effet. Le Gouvernement du Royaume-Uni notifiera également, le cas échéant, la date à laquelle la Convention cessera d'être en vigueur en vertu des dispositions de l'alinéa précédent.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, ce huit novembre 1933, en une seule copie qui restera déposée aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements qui ont assisté

à la Conférence à laquelle la présente Convention a été dressée, soit comme participants, soit comme observateurs, ainsi qu'à tout autre Gouvernement auquel le Gouvernement du Royaume-Uni jugera désirable de communiquer une copie.

Union de l'Afrique du Sud : C. T. te Water, Arthur W. Hill. — Belgique : Baron de Cartier de Marchienne, V. Van Straelen, J.-M. Derscheid. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord : Onslow, W.-F. Gowers, Arnold Hodson, A.-B. Acheson, B.-F. Wright. — Egypte : I. Kadry. — Espagne : R.-P. de Ayala. — France : L. Ruffat. — Italie : Tullio Zedda, Saverio Patrizi. — Portugal : R. Ennes Ulrich, Carlos Mello Geraldès, Luis W. Carrisso. — Soudan anglo-égyptien : W.-R. Barker.

CLASSE A

I. ANIMALIA

(1) MAMMALIA

PRIMATES

- A 1. Gorille. *Gorilla gorilla* (Savage et Wyman) (toutes les sous-espèces).
Anthropopithecus gorilla Savage and Wyman, 1847, Bost. Journ. Nat. Hist. 5 : 419.
- A 2. Tous les Lémuriens de Madagascar. *Chiromyidae*, *Lemuridae* et *Indrididae*.
(Note. — Ces familles comprennent de nombreux genres et espèces.)

CARNIVORA

- A 3. Protèle. *Proteles cristatus* (Sparrman).
Viverra cristata Sparrman, 1785, voy. 177.
- A 4. Genette Fossa. *Fossa* Gray (toutes les sous-espèces).
Fossa Gray, 1864, Proc. Zool. Soc. Lond. 1864 : 518.

UNGULATA

- A 5. Antilope noire géante. *Hippotragus niger varians* Thomas.
Hippotragus niger varians Thomas 1916, Proc. Zool. Soc. Lond. 1916 : 298.
- A 6. Antilope Nyala. *Tragelaphus angasi* Angas.
Tragelaphus angasi, 1848, Proc. Zool. Soc. Lond. 1848 : 89.

- A 7. Traguélaphe de montagne. *Tragelaphus burxtoni* Lydekker.
Tragelaphus boxtoni Lydekker, 1910, Nature 84 : 397.
- A 8. *Okapia johnstoni* (Sclater).
Equus (?) *johnstoni* Sclater, 1901, Proc. Zool. Soc. Lond.
 1901 (1) : 50.
- A 9. Cerf d'Algérie. *Cervus elaphus barbarus* Bennett.
Cervus barbarus Bennett, 1837, List Anim. Gardens Zool.
 Soc. : 31.
- A 10. Hippopotame de Libéria ou Hippopotame nain. *Choeropsis
 liberiensis* (Morton).
Hippopotamus liberiensis Morton, 1849, J. Acad. Nat. Sci.
 Philad. (1) 4 : 232.
Hippopotamus minor Morton, 1844, Proc. Acad. Nat. Sci.
 Philad. 2 (1) : 15.
- A 11. Zèbre de montagne. *Hippotigris zebra* (Linnaeus) toutes les
 sous-espèces).
Equus zebra Linn., 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 74.
- A 12. Ane sauvage. *Asinus asinus* (Linnaeus) (toutes les sous-
 espèces).
Equus asinus Linn., 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 73.
- A 13. Rhinocéros blanc. *Rhinoceros simus* Burchell (toutes les sous-
 espèces).
Rhinoceros simus Burchell, 1817, Bull. Soc. Philom. 1817 :
 96.
- A 14. Bubale de l'Afrique du Nord. *Bubalis buselaphus* (Pallas).
Antilope buselaphus Pallas, 1766, Misc. Zool. : 7.
- A 15. Bouquetin d'Abyssinie. *Capra walie* Rüppell.
Capra walie Rüppell, 1835, Neue Wirbelthiere Abyssin.
 1 : 16.
- A 16. Éléphant. *Elephas africanus* Blumenbach.
Elephas africanus, Blumenbach, 1779, Handbuch der Natur-
 geschichte ed. 5 : 125.
 (Note. — Cette espèce devra être comprise dans la
 Classe A seulement en ce qui concerne les spécimens
 dont chaque défense ne pèse pas plus de 5 kilo-
 grammes).
- A 17. Chevrotain aquatique. *Hyemoschus aquaticus* (Ogilby) (tou-
 tes les sous-espèces).
Moschus aquaticus Ogilby, 1840, Proc. Zool. Soc. Lond.
 1840 : 35.

(ii) AVES.

- A 18. Bec-en-Sabot. *Balaeniceps rex* Gould.
Balaeniceps rex, Gould, 1851, Proc. Zool. Soc. Lond.
 1851 : 1.

- A 19. Comatibis chevelu. *Comatibis eremita* (Linnaeus).
Upupa eremita Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 118.
A 20. Pintade à poitrine blanche. *Agelastes meleagrides* Bonaparte.
Agelastes meleagrides Bonaparte, 1849, Proc. Zool. Soc.
Lond. 1849 : 145.

2. VEGETIBILIA.

- A 21. Welwitschia. *Welwitschia Bainesii* (Carr.).
Welwitschia Bainesii (Carr.), 1933, Flora Capensis 5 (2) :
Suppl. : 1-3.
(Antérieurement *Welwitschia mirabilis* Hook. f.)

CLASSE B. — ANIMALIA.

(i) MAMMALIA.

PRIMATES.

- B 1. Chimpanzé. *Anthropopithecus* Blainville (toutes les sous-
espèces).
Anthropopithecus Blainville, 1838, Ann. Franç. et Etrang.
d'Anat. et Physiol. 2 : 360.
B 2. Colobes. *Colobus* Illiger (toutes les sous-espèces).
Colobus Illiger, 1811. Prodomus : 69.

UNGULATA.

- B 3. Elan géant. *Taurotragus derbianus* (Gray) (toutes les sous-
espèces).
Boselaphus derbianus Gray, 1847, Ann. Mag. Nat. Hist. (1)
20 : 286.
Boselaphus oreas Gray, 1847, List Osteol. Brit. Mus. : 155.
B 4. Girafes. *Giraffa* Zimmermann (toutes les sous-espèces).
Giraffa Zimmermann, 1780, Geogr. Gesch. 2 : 125.
B 5. Gnou. *Connochaetes gnou* (Zimmermann).
Bos gnou Zimmermann, 1772, Spec. Zool. Geogr. : 372.
B 6. Céphalophe à dos jaune. *Cephalophus sylvicultrix* (Afzelius).
Antilope sylvicultrix Afzelius, 1815, Nova Acta Soc. Upsala
6 : 265.
B 7. Céphalophe de Jentink. *Cephalophus jentinki* Thomas.
Cephalophus jentinki Thomas, 1892, Proc. Zool. Soc. Lond.
1892 : 417.
Antilope longiceps Jentink, 1885, Notes Leyden Mus. 7 :
272.
B 8. Oréotrague Beira, *Dorcotragus megalotis* (Menges).

- Oreotragus megalotis* Menges, 1894, Zool. Anz. 1894 : 131.
- B 9. Gazelle de Clarke. *Ammodorcas clarkei* (Thomas).
Cervicapra clarkei Thomas, 1891, Ann. Mag. Nat. Hist. (6)
7 : 304.
- B 10. Damalisque à queue blanche. *Damaliscus pygargus* (Pallas).
Antilope pygarga Pallas, 1767, Spicil. Zool. fasc. 1 : 10.
Antilope dorcas Pallas 1766, Misc. Zool. 6 ; *nec Capra dor-*
cas Linnaeus.
- B 11. Rhinocéros noir. *Rhinoceros bicornis* Linnaeus.
Rhinoceros bicornis Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 56.
- B 12. Eléphant. *Elephas africanus* Blumenbach.
Elephas africanus Blumenbach, 179, Handbuch der Natur-
geschichte ed. 5 : 125.
(Cette espèce devra être comprise dans la Classe B
en ce qui concerne les spécimens dont chaque défense
pèse plus que 5 kilogrammes).

EDENTATA.

- B 13. Pangolins. *Manis* Linnaeus (toutes les espèces).
Manis Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 36.

(ii) AVES.

- B 14. Marabout. *Leptoptilos crumeniferus* (Lesson).
Ciconia crumenifera Lesson, 1831, Traité d'Orn : 585.
- B 15. Grand Calao d'Abyssinie ou Calao caronculé. *Bucorvus abyssini-*
nicus (Boddaert).
Buceros abyssinicus Boddaert, 1783, Tabl. Planches Enlu-
minées : 48.
- B 16. Grand Calao. *Bucorvus cafer* (Schlegel).
Buceros carunculatus cafer Schlegel, 1862, Mus. Pays-Bas
1 : 20.
- B 17. Autruche sauvage. *Struthio* Linnaeus (toutes les sous-espèces
africaines).
Struthio Linnaeus 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 155.
Note. — Les sous-espèces africaines sont les suivantes :
Autruche de l'Afrique du Nord. *S. camelus camelus* Lin-
naeus 1758 ;
Autruche méridionale. *S. c. australis* Gurney 1868 ;
Autruche de Masai, *S. c. massaicus* Neumann 1898 ; et
Autruche de Somale. *S. c. molybdophanes* Reichenow 1883.
- B 18. Messenger serpenteaire. *Sagittarius serpentarius* (Miller).
Falco serpentarius Miller, 1779, Icon. Anim. pl. 28.
- B 19. Aigrette garzette. *Egretta garzetta garzetta* (Linnaeus).
Ardea garzetta Linnaeus, 1766, Syst. Nat. ed. 12 1 : 237.

- B 20. Grande Aigrette. *Casmerodius albus melanorhynchus* (Wagler).
Ardea melanorhynchos Wagler, 1827, Syst. Av. Additamenta
(last page).
- B 21. Aigrette intermédiaire de l'Afrique. *Mesophoyx intermedius*
brachyrhynchus (Brehm).
Herodias (Egretta) brachyrhynchos Brehm, 1858, J. Ornith. :
471.
- B 22. Garde-bœuf ou pique-bœuf. *Bubulcus ibis* (Linnaeus).
Ardea ibis Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 144.
-

DEUXIEME PARTIE

La protection des richesses de la mer.

Le problème de la protection des animaux se pose d'une façon toute spéciale quant au monde marin pour diverses raisons et notamment pour des raisons tenant à la nature même de ce milieu marin et à sa situation juridique qui sont tout à fait particulières.

Comme nous le verrons, la protection des richesses de la mer, tout au moins de haute mer, est en raison de cette situation juridique particulière, du domaine du droit international ; seule peut être efficace une réglementation internationale.

Ainsi, après avoir essayé de donner rapidement une idée des richesses extraordinaires de la mer et des dangers dont elles sont menacées, nous chercherons dans une étude assez succincte à définir du point de vue du droit le milieu marin, à connaître sa situation juridique, et nous terminerons en voyant quels sont les moyens qui peuvent être mis en œuvre pour protéger les poissons, et quelle est l'œuvre qui a été accomplie en matière de protection internationale des richesses de la mer.

Livre 1. — Les richesses de la mer.

Importance de la pêche.

Le dépeuplement des fonds marins.

Livre 2. — La situation juridique de la mer.

Livre 3. — La protection des richesses de la mer.

LIVRE I

Les richesses de la mer. - Importance de la pêche. - Le dépeuplement des fonds marins.

a) *Les richesses de la mer.*

La mer est un étonnant réservoir de richesses, richesses si grandes qu'on a longtemps pu les croire inépuisables. Il n'y a pas bien longtemps que l'on est revenu de cette idée, mais, aujourd'hui, il n'y a plus guère personne pour la soutenir. Bien au contraire, tous ceux qui ont quelque compétence en la matière s'inquiètent de l'avenir de la flore et de la faune marines, en raison des dangers de plus en plus grands qui les menacent par suite des progrès de la navigation et de l'importance croissante de la pêche. Jusqu'au XIX^e siècle, on ne connaissait à peu près rien de la vie des océans, et il faut bien reconnaître qu'en dépit des immenses progrès accomplis par la science océanographique depuis un demi-siècle, on n'en connaît encore que bien peu de choses. Aussi, bien souvent des mesures salvatrices absolument élémentaires n'ont-elles pu être prises.

Il ne peut être question de décrire ici l'infinie variété des espèces qui peuplent la mer depuis les énormes cétacés jusqu'aux microcosmes qui vivent dans les océans, une simple énumération tiendrait des volumes. Parmi tous ces êtres vivants, il faut admettre que la plus grande partie est encore mal connue de l'homme, et ne peut en tout cas être

pratiquement exploitée par lui et pourtant quelle richesse représente la faible partie qui, tous les jours, fait l'objet d'une pêche intensive. L'importance en a été remarquablement mise en valeur par Lacépède dans son discours sur la nature des poissons¹ : « Diversité de familles, grand nombre d'espèces, prodigieuse fécondité des individus, facile multiplication sous tous les climats, utilité variée de toutes les parties, dans quelle classe rencontrerions-nous et tous ces titres à l'attention, et une nourriture plus abondante pour l'homme, et une ressource moins destructive des autres ressources, et une matière plus réclamée par l'industrie, et des préparations plus répandues par le commerce ? Quels sont les animaux dont la recherche peut employer tant de bras utiles, accoutumer de si bonne heure à braver la violence des tempêtes, produire tant d'habiles et d'intrépides navigateurs, et créer ainsi pour une grande nation les éléments de sa force pendant la guerre et de sa prospérité pendant la paix. »

b) *L'importance de la pêche. Son développement.*

Aux raisons qui militent en faveur de la protection des animaux en général, et que nous avons déjà examinées, s'en ajoute une capitale pour la faune de la mer. C'est que la pêche à laquelle donne lieu cette faune après avoir dès les temps les plus reculés fourni à l'homme une nourriture indispensable constitue à l'heure actuelle dans le monde entier une industrie considérable.

Dès les temps les plus reculés, les hommes ont tiré leur nourriture de la mer et le poisson a toujours tenu une place importante dans l'alimentation des peuples. On doit mettre un frein aux abus d'exploitation du poisson, parce qu'il

1. Voir Lacépède, *Histoire Naturelle. Histoire naturelle des Poissons. Discours sur la nature des Poissons*, t. I, p. 442, Edit. Cuvier, Furne, édit. 1841.

constitue la nourriture de l'homme et parce qu'aussi une nombreuse population vit de la pêche en mer.

La pêche maritime remonte très certainement à la plus haute antiquité. L'homme commença sans doute à tendre ses engins primitifs de la côte, puis il ne tarda point à s'élancer sur l'eau pour pêcher, s'éloignant de plus en plus des terres au fur et à mesure des perfectionnements qu'il apportait à la construction des bateaux, et à ses engins de pêche.

Les méthodes employées par nos ancêtres et jusqu'à il n'y a pas bien longtemps du reste, présentaient une grande analogie avec celles que pratiquent encore aujourd'hui bien des peuplades sauvages. C'est que ces méthodes en raison de la richesse des fonds marins donnaient et donnent encore dans certains pays des résultats tels qu'ils permettaient et permettent de subvenir à l'alimentation en poisson de populations nombreuses.

Il est certain que les populations maritimes dès les temps les plus reculés se nourrissaient de poisson. Dans l'antiquité, certaines peuplades tiraient leur nom de leur nourriture, et l'une d'elles, du fait qu'elle se nourrissait de poisson, était connue sous le nom d'Ichthyophages. « Le navigateur antique distinguait les peuples, suivant leur nourriture habituelle, en Ichthyophages, Eléphantophages, Pithékophages, etc... Cette classification nous fait sourire : nous ne voulons pas voir combien, dans la pratique, cette méthode est aussi commode que rationnelle pour classer en groupes les familles humaines. Quand une fois, nous avons partagé l'espèce humaine en blancs, noirs, jaunes, etc..., suivant la couleur de la peau, nous prenons pour indice la différence de langage et, reconnaissant des familles de langues, nous répartissons l'humanité en « phones », Slavophones, Grécophones, Italophones, etc. Les Anciens partageaient en « phages » leurs nègres et leurs blancs :

Au sud de l'Egypte, sur la Mer Erythrée, — dit le Périple d'Agatharchide (*Geogr. graec. min.* I, p. 129) — il y a quatre

grandes races. La première, voisine des fleuves, sema le sésame et le millet. La seconde, voisine des lagunes, moissonne les roseaux et autres pousses tendres. La troisième, nomade, vit de lait et de viande. La quatrième, maritime, vit de poissons. Celle-ci est de beaucoup la plus nombreuse, car, du fond du golfe Arabique, elle s'étend jusqu'à l'Inde, à travers la Gédrosie, la Caramanie et la Perse.

Cet immense peuple des Ichthyophages fut découvert ou plutôt constitué par les Hellènes quand, d'une part, ils eurent navigué sur la Mer Rouge et quand, d'autre part, Alexandre eut conquis la plaine de l'Indus. En ces deux points, les explorateurs trouvèrent des mangeurs de poissons, que les géographes réunirent en une seule race, en une « Plus grande » Ichthyophagie : ce « pan-ichthyophagisme » est-il plus faux ou moins faux que nos « pan-latinisme », « pan-slavisme », « pan-germanisme », « pan-brittonisme » ? La communauté de nourriture crée entre les hommes autant et plus de ressemblances que la communauté de langage¹. »

Dans l'Antiquité, tous les peuples méditerranéens consommaient du poisson : Grecs, Romains, Carthaginois. Chez les Romains, le poisson constituait un mets recherché et délicat. Mais très rapidement les populations continentales se sont nourries de poisson. La stricte application des lois de l'Eglise au Moyen-âge, l'observation des jours de jeûne développèrent considérablement la consommation du poisson. C'est grâce aux différents procédés de conservation du poisson, fumure, salure, etc..., que certains poissons de mer pouvaient être consommés loin des côtes.

Mais la pêche a certainement subi un essor considérable du jour où les moyens de transport ont permis d'amener le poisson frais rapidement loin des côtes. Par suite des progrès accomplis dans les moyens de transport, la con-

1. Victor Bérard, *Nausicaa et le retour d'Ulysse. Les navigations d'Ulysse*, t. IV : « Lotophages et Cyclopes », p. 100.

sommatation du poisson s'est considérablement accrue au xix^e siècle. Les progrès que la vapeur et les moteurs à explosion faisaient accomplir à la navigation permettaient une véritable industrialisation de la pêche, industrialisation qui prenait même une telle extension au xx^e siècle qu'il paraissait certain que cette pêche intensive amènerait à coup sûr le dépeuplement des fonds marins.

La pêche doit être réglementée parce que l'humanité s'alimente pour une forte part de poisson qui est un aliment sain et même peut-on dire indispensable, parce qu'aussi la pêche est devenue une grosse industrie, et que les individus qui en vivent sont extrêmement nombreux.

L'emploi de la vapeur a changé les méthodes des pêcheurs et des armateurs. D'importantes entreprises sont nées qui ont intensifié la pêche. Comme toute impulsion suscite un mouvement d'affaires, qui en profite et la seconde, une infinité d'industries secondaires sont nées à la suite du développement de la pêche et vivent d'elle. Chantiers navals, usines de conserve, usines d'engrais, constructions mécaniques, fabriques de filets et de cordage, établissements de salaison et de conservation du poisson, marchands de combustibles, fabriquant de glace, etc... Ainsi, la pêche ne fait pas seulement vivre les pêcheurs, les équipages de bateaux qui sont considérablement plus nombreux qu'autrefois, mais aussi tous ceux qui vivent des industries dérivées.

Il est nécessaire de donner quelques chiffres pour montrer l'importance actuelle de cette industrie. En Angleterre, la quantité annuelle de poisson capturé est de 800.000 tonnes, en Allemagne 120.000 tonnes, puis viennent la France, les Pays Scandinaves et la Hollande. La petite pêche côtière s'efface de plus en plus devant la pêche industrielle à vapeur. En Angleterre, la proportion du poisson pêché par les vapeurs, par rapport à celui capturé par les petits voiliers s'élève à 95 %. Ce chiffre seul suffit à montrer combien la pêche s'est industrialisée.

C'est en Angleterre que se trouvent les ports les plus importants et les plus modernes. Le plus grand port de pêche du monde est Grimsby, en Angleterre. Aussitôt après la guerre, le port de Grimsby débarquait 177.000.000 de kg. de poissons d'une valeur de 53.000.000 de francs. Les ports de Grimsby, Yarmouth, Aberdeen, Lowertoff, Hull, Lerwich, Fletwood, Peterhead et Fraserburg, débarquaient ensemble 745.600.000 kg. d'une valeur de 186.826.000 de francs.

Grimsby se trouve à proximité des fonds de pêche de la mer du Nord, et ce qui vient bien confirmer ce que nous disions plus haut sur la corrélation entre le développement des moyens de transport et celui de la pêche : Grimsby n'est qu'à 7 heures de Londres. Du reste, Grimsby a été créé par la Compagnie de Chemin de fer du Great Central Railway et pour une dépense d'établissement de 16.000.000, la Compagnie trouve un revenu annuel de 2.000.000 environ. De même Fletwood a été créé par le Lancashire and Yorkshire Railway.

Ymuiden, en Hollande, débarquait, en 1902, pour 4.200.000 francs de poisson, en 1912 pour 14.700.000 francs valeur de 52.500.000 de poisson, etc...

En Allemagne, il y a trois ports de pêche vraiment modernes, Geestumden, Cuxhaven et Nordenhane. Geestumden armait 632 navires avant guerre et le tonnage annuel débarqué atteignait 44.000 tonnes.

En France, les principaux ports de pêche sont : Boulogne (50.000 tonnes), Lorient (10.000 tonnes), actuellement en grosse progression : La Rochelle, Arcachon (7.000 tonnes), puis Dieppe, Fécamp, Saint-Malo, Saint-Servan, Paimpol, etc.

Dans beaucoup de pays, la pêche, sans être la principale ou la seule industrie, est cependant considérable. En France, en 1929, étaient armés pour la pêche 24.690 bateaux jaugeant 287.300 tonneaux occupant un personnel : en bateau de 83.275 hommes, à pied de 47.722 hommes ainsi,

pour la France, 130.000 hommes vivent de la pêche proprement dite. La même année, la production en tonnes s'est élevée à 287.000 tonnes valant 1.173.000.000 de francs.

En Angleterre, 53.000 hommes font leur profession de la pêche maritime. La production en tonnes de poisson s'élève à 1.020.730 tonnes, la production de la Hollande est de 130.400 tonnes, celle de l'Allemagne est de 337.000 tonnes, celle de la Suède de 87.400 tonnes et pour les Etats-Unis la production est de 1.161.200 tonnes ¹.

Dans les diverses colonies, le développement de la pêche a été considérable, ainsi, en Algérie, il existe une vingtaine d'usines de conserve et une quarantaine d'ateliers de salaison. En Indochine, où la pêche est encore primitive, les chiffres sont cependant considérables. En 1923, l'Indochine a exporté pour 8.449.500 francs d'écaillé, 11.122.818 francs de crevettes, et la consommation annuelle de poissons peut être évaluée à 200.000 tonnes de poisson, alors que les exportations pour 1933 se chiffraient comme suit : poissons séchés, salés, fumés, 29.732.375 tonnes valant 89.197.119 tonnes, huile et graisse de poisson 3.442.403 francs ².

Au point de vue de la défense nationale, la pêche fournit le nombre de marins indispensables. L'organisation du système des classes par Colbert et de l'Inscription Maritime ne poursuivait pas d'autre but.

Certains pays même vivent principalement ou uniquement des produits de la pêche. Toute la vie économique de l'Islande est basée sur la pêche. Que les fonds marins environnant l'Islande soient dépeuplés et c'est la ruine de ce pays. En 1880, 12 % de la population de ce pays vivaient des pêcheries, en 1930 25 %. Toute la population afflue sur la côte, l'intérieur est déserté, la capitale est surpeuplée. L'économie islandaise s'est transformée, la ressource essen-

1. Pour plus de détails, voir Marcel Dubois et J.-G. Kergomard, *Géogr. économique*, édit. 1934, p. 184, 237, 259, 374, 420, etc...

2. « L'industrie de la pêche aux colonies », dans les *Monographies de la Pêche Coloniale*, 19, rue Saint-Georges, à Paris.

tielle du pays n'est plus l'agriculture, mais la pêche. L'aisance s'est accrue. Les pêcheurs ont une vie beaucoup plus large qu'autrefois. Reijawick, ancien village de bois, devient une ville de ciment.

« Chaque année, 60.000 tonnes au moins de morues, colins, sont exportées par les Islandais, et on exporte 20.000 tonnes de harengs, soles. Presque tout le commerce d'exportation repose sur les produits de la pêche (klippfish, harengs en barils, poissons conservés dans la glace ; huile de harengs, farine de poisson).

L'exportation des produits de la pêche est, par sa valeur 10 fois supérieure à celle des produits de la ferme : laine, viande de mouton salée ou frigorifiée ¹. »

On peut donc juger de l'importance de cette industrie par les chiffres qui précèdent.

Mais ces productions énormes n'ont pu être atteintes sans qu'il en résulte de graves dangers de dépeuplement des fonds marins. En effet, pour y arriver, il a fallu abandonner les vieux systèmes de pêche ou les perfectionner, or les méthodes employées actuellement présentent de graves dangers pour l'avenir.

c) Le dépeuplement des fonds marins.

Depuis bien longtemps, et partout, les pêcheurs ont utilisé les filets traînants, qui, râclant le fond des mers, sont de grands destructeurs, mais, jusque vers 1870, seuls les bateaux à voile pratiquaient cette pêche.

A mesure que l'extension du marché créait des besoins plus considérables et que les eaux littorales se dépeuplaient, il fallut perfectionner les bateaux et filets. Les bateaux à voile s'agrandirent pour affronter la haute mer, et on s'efforça de perfectionner la vitesse, mais cela ne suffisait plus,

1. Extrait des *Annales de Géographie*, t. XLII, 1933, n° 233 du 15 juillet 1933.
« La pêche en Islande », par Louis Papy.

c'est alors qu'apparurent les premiers chalutiers à vapeur¹. Pour hâter le transport, on employa, dès 1878, le « Carrier » qui allait chercher au large la pêche des voiliers et la rapporter au port, puis, en 1883, les premiers chalutiers à vapeur sont lancés : en 1896, il y en avait 680 et, en 1907, on en comptait plus de 1.200 à Granton, Grimsby, Hull, Leith, North, Shields, Aberdeen et Sunderland, le mouvement fut le même en France et en Angleterre. Il n'y a plus un point du plateau littoral européen qui ne soit bouleversé, labouré et ravagé par les énormes filets traînants que remorquent les chalutiers à vapeur. Il est certain que les chaînes, les perches, les étriers des chaluts labourent les fonds comme une charrue laboure un champ. Ils arrachent et fauchent les algues et les herbes dont vivent les poissons. Mais, ce qui est pire, c'est que les chaluts détruisent le petit poisson et les alevins qui sont étouffés dans la poche du chalut, même si la maille est de taille assez grande, et, à chaque coup de filet, on rejette à la mer quantité de petits poissons morts. Cet inconvénient est d'autant plus grand que le chalutage est pratiqué plus près de terre dans les fonds propres à la végétation sous-marine et à la reproduction du poisson. Des exemples de destruction ont été et sont couramment constatés.

Un banc vaseux de 9 km² situé en face de Porto a été complètement dépeuplé de grondins en quelques années par deux chalutiers seulement.

En Danemark, les plies ont disparu : sur 300 poissons marqués et relâchés, 100 furent rapidement repris. Dans le Golfe de Gascogne, les turbots, les gros grondins ont disparu. Le thon ne se prend plus et les bateaux doivent aller chercher le poisson de plus en plus loin et le rapporter

1. En France, les premiers chalutiers à vapeur furent employés par la Société des Pêcheries à vapeur de l'Océan, du quartier de la Teste, qui arma deux vapeurs, le *Héron* et le *Cormoran*, de 60 tonneaux. Le Centenaire du chalutage à vapeur, a été fêté à Arcachon, au mois de juillet 1937.

conservé dans la glace. En Méditerranée, la pêche, autrefois abondante, a considérablement diminué du jour de l'autorisation de la pêche au chalut. Dans le bassin d'Archachon cette pêche a dû être interdite.

Un filet qui cause de gros ravages, même lorsqu'il est de très faible grandeur, est le chalut à crevettes en raison de la petite taille de sa maille, on a calculé qu'en France ces filets ramassent une quantité de petits poissons inutilisables, triple de la quantité de crevettes prises, soit plus de 3.500 tonnes par an en 1907 ¹.

De ces faits certains et contrôlés, que nous aurions pu citer plus nombreux, de tous les chiffres que nous donnons, on peut conclure, sans crainte d'être contredit, que le poisson est en diminution certaine, tout au moins une certaine catégorie de poissons. Dans l'état actuel de la science océanographique ², on ne peut, en effet, être affirmatif que pour les poissons que l'on connaît bien et que l'on peut observer : c'est-à-dire les poissons sédentaires qui demeurent toujours sur certains bancs de pêche d'étendue assez restreinte. Mais ce sont ces poissons qui donnent lieu au trafic le plus important. En effet, le poisson frais, c'est-à-dire celui que l'on consomme frais sur la table constitue à lui seul 40 % de la totalité de la pêche française. C'est, du reste, la pêche de ce poisson qui a été la plus affectée par la transformation due à la vapeur, il se pêche, en effet, principalement au chalut. En ce qui concerne les poissons migrateurs : harengs, morues, sardines, étant donné qu'on ne peut les suivre, à l'heure actuelle, dans toutes leurs pérégrinations, on ne peut être fixé très exactement à leur sujet, on observe tour à tour des périodes d'abondance et des périodes de disette dans la pêche des poissons migrateurs, mais ce sont là mouvements normaux et non diminution ³. M. Louis

1. A l'heure actuelle et pour l'instant, ces filets sont interdits dans certaines régions.

2. V. *infra*.

3. Voir Louis Roule, *Les poissons migrateurs, leur vie et leur pêche. Le problème économique. Périodes d'abondance et périodes de disette*, p. 161; voir également n. *infra*, p. 187.

Roule estime que les poissons migrateurs ne pourraient diminuer en nombre que pour des causes dépendant de leur reproduction et de leur alimentation.

En tout cas, devant les ravages inquiétants et certains constatés chez les poissons sédentaires, il apparaît que des mesures sévères doivent être prises. La plus efficace serait sans doute la suppression des chaluts petits ou grands, mais comme on a en vue l'avenir de la pêche, ce moyen n'est pas praticable, car ce serait sa disparition, on ne connaît, en effet, pas d'autre méthode de pêche pour la plupart des espèces de poissons. Il faut se placer en face des réalités et trouver des mesures qui soient pratiquement applicables. Ces mesures doivent différer suivant qu'il s'agit de la haute mer ou de la mer territoriale.

La pêche maritime, libre à l'origine, le resta longtemps, mais lorsque les nations s'organisèrent, on songea à réglementer la pêche. Elles soumirent à leur autorité une zone côtière d'importance variable, dans laquelle la pêche fut, du reste, réservée aux nationaux, c'était la mer territoriale. Dès 1681, Colbert, dans sa fameuse ordonnance sur la marine, fut le promoteur de ces règlements.

Mais, comme on l'a vu, la pêche a évolué, et, au fur et à mesure des progrès de la navigation, on est allé chercher le poisson plus loin, et la demande allant toujours s'accroissant, on va encore plus loin : les bateaux augmentent de tonnage, aux courtes sorties dans la mer territoriale ont succédé de grandes pêches au large.

Ainsi, les réglementations nationales ne suffisent plus, il faut réglementer en dehors des eaux territoriales. En ce qui concerne la haute mer, seules des mesures internationales peuvent être efficaces, en raison de son statut juridique particulier. Aussi, dans les chapitres suivants, allons-nous étudier le milieu marin et son statut juridique, après quoi nous examinerons les différentes ententes internationales nées du besoin de protéger les richesses de la mer.

LIVRE II

Le Milieu Marin. - La situation juridique de la Mer¹.

CHAPITRE PREMIER.

HISTORIQUE DU PRINCIPE DE LA LIBERTE DE LA HAUTE MER

Les notions de mer, suivant que l'on se place au point de vue géographique ou juridique, ne coïncident pas.

Le critérium qui, pour les géographes, permet de reconnaître la mer, c'est la salure des eaux, quelque variable qu'elle soit. C'est certes le caractère le plus remarquable de la mer, bien qu'on puisse toutefois rencontrer des étendues d'eau salée, qui ne puissent être considérées comme des mers.

Mais, en droit, ce simple caractère ne peut suffire à définir la mer. Sans s'étendre sur les diverses définitions qui ont été données du droit maritime, il semble qu'on puisse considérer comme très juste et très compréhensive celle qu'en donne M. Gidel : « Le droit maritime a pour objet l'ordre juridique qui régit le milieu marin et les diverses utilisations dont il est susceptible. » Quel est donc ce milieu marin auquel va s'appliquer le droit maritime ? Nous avons déjà dit que la salure des eaux n'est pas un critérium qui, à lui seul, permette de déterminer la mer. C'en est un

1. Pour de plus amples détails sur tout ce Livre, voir l'ouvrage de M. Gilbert Gidel, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris et à l'Ecole libre des Sciences Politiques : *Le Droit international public de la mer*, et notamment Introduction, chap. I, sect. II : « Le milieu marin », t. I, p. 39.

caractère nécessaire, mais non suffisant. Des étendues d'eau salée, situées dans l'intérieur d'un continent, qu'elles soient incluses dans les limites d'un seul Etat comme les grands lacs américains, ou que leurs rivages touchent à plusieurs territoires comme la Mer Morte ou la Caspienne, ne peuvent être considérées comme régies par le droit maritime.

Pour qu'une mer puisse être régie par les règles du droit international maritime, il faut qu'elle communique naturellement et librement avec les océans, avec l'ensemble des eaux du globe.

Encore cette condition de communication libre et naturelle n'est-elle point suffisante. On n'a jamais prétendu que les grands lacs américains bien que communiquant par le Saint-Laurent avec l'Océan, puissent être soumis au droit international maritime, et ceci pour une troisième raison, la différence très nette de régime hydrographique : leur niveau est très différent de celui de l'Atlantique.

En résumé, pour qu'une surface d'eau puisse être considérée par le droit international comme soumise à ces règles il faut qu'elle fasse partie de la « mer continue », de « l'Océan » (Rivière, *Principes*, 1-144). Suivant la définition de Rivière, la « mer » ou l'océan est une masse continue, cohérente, unique ; toutes ses parties qu'on appelle mers, en les distinguant par des noms propres, communiquent ensemble.

M. Gilbert Gidel, à qui nous avons emprunté tous les éléments de cette définition, la précise en ces termes : « La continuité de la mer se caractérise par l'identité de régime statique des diverses parties de la mer, par leur tendance vers un niveau identique ». C'est à ces diverses parties de la mer tout court ou océan, de quelque nom qu'on les appelle, que s'applique d'office le droit international public maritime.

Mais ce milieu marin, s'il est partout à peu près identique au point de vue physique, présente divers aspects au point

de vue juridique. Il n'est pas partout soumis aux mêmes règles juridiques ¹.

En effet, la situation juridique du milieu marin varie suivant qu'on est plus ou moins rapproché de côtes. Depuis le XVIII^e siècle, les auteurs de droit international public maritime sont d'accord sur la distinction entre la haute mer d'une part, et les espaces maritimes autres que la haute mer. Alors que la haute mer se caractérise par la liberté, il est reconnu aux Etats riverains un certain droit de souveraineté sur les parties de la mer avoisinant leurs côtes désignées suivant les auteurs par des dénominations différentes ².

Cette extension de souveraineté qui donne à la mer adjacente un statut différent de celui de la haute mer se justifie aisément par plusieurs raisons que nous ne ferons qu'énumérer ici : sécurité, exploitation exclusive des richesses de la mer souvent indispensables à la population maritime.

Ainsi, les auteurs sont d'accord pour distinguer, d'une part, la *haute mer* et, d'autre part, les espaces maritimes autres que la haute mer (à savoir les espaces maritimes plus rapprochés des côtes), ils sont également d'accord sur les bases de cette distinction, à savoir : différence de régime juridique, et c'est là ce qui nous intéressera. Mais ils ne sont plus d'accord lorsqu'il s'agit de savoir si les espaces autres que la haute mer doivent être subdivisés en plusieurs catégories. Certains auteurs estiment qu'il n'y a pas lieu d'établir des subdivisions des espaces maritimes proches des côtes, on ne s'occupe pas de la question (Phillimore, Hall, Westlake Perels), d'autres admettent la division implicitement, d'autres, enfin, établissent deux catégories juridiques distinctes.

Dès lors, les quatre zones maritimes que l'on peut ren-

1. Voir Gidel, livre cité, « Classification des espaces maritimes », t. I, p. 44.

2. Vattel, *Mer près des côtes* »; — Casaregis, *Mer adjacente au territoire*; — Klüber, *Territoire maritime*.

contrer en partant de la terre ferme en allant vers le large sont : les eaux intérieures, la mer territoriale, la zone contiguë, la haute mer.

Nous n'insisterons pas sur cette question, il nous suffit de l'avoir signalée. Ce qui nous intéresse, c'est la distinction des espaces maritimes en haute mer et espaces maritimes proches des côtes dont les situations juridiques sont tout à fait distinctes quant à cette deuxième catégorie, que, pour plus de facilités, nous désignerons sous le nom de mer territoriale. Disons simplement que, pour le problème juridique que nous voulons étudier : la protection des animaux, en ce qui concerne la mer territoriale, le problème ne diffère pas de ce qu'il est sur le territoire même de l'Etat. La souveraineté de chaque Etat riverain étant, à l'heure actuelle, universellement reconnue sur cet espace maritime, il appartiendra à chacun de ces Etats de prendre les mesures qui lui sembleront bonnes et qui seront applicables de plein droit à tous ceux qui sont admis à y pêcher¹.

Quant à la haute mer, le problème se pose tout simplement en raison de sa situation juridique particulière, dont nous allons essayer de donner un aperçu.

Le principe de la liberté de la haute mer. Historique.

« La haute mer se définit par opposition à la mer territoriale. Elle comprend tous les espaces qui se trouvent au delà de la limite vers le large des eaux territoriales » (Gidel).

A l'heure actuelle, le principe de la liberté de la haute mer, ou de la liberté des mers, est universellement accepté. La caractéristique du régime juridique de la haute mer est la liberté. En temps de paix, qui seul nous préoccupe, cette liberté signifie que tous les ressortissants de tous les

1. Voir G. Gidel, livre cité, t. I, p. 439, note 2.

Etats peuvent, à condition de se plier aux lois et règlements de leur pays, user librement de la mer, c'est-à-dire profiter de toutes les utilités qu'elle comporte : passage, navigation, pêche ou chasse, établissement de lignes télégraphiques sous-marines, survol en avion.

Mais l'adoption de ce principe est de date relativement récente, et jusqu'au xvii^e siècle on verra les Etats les plus puissants lutter pour établir leur souveraineté sur les mers. Ce n'est pas ici la place d'un historique de cette question des plus intéressantes ; on ne peut qu'en faire un résumé rapide en ne signalant encore que les épisodes les plus marquants de cette longue controverse¹. C'est d'abord Rome dans l'antiquité qui chercha à faire de la Méditerranée un lac intérieur, puis ce fut ensuite Venise qui prétendit dominer dans l'Adriatique.

Le conflit le plus fameux, relatif à la question de la liberté des mers, est celui demeuré classique qui s'éleva entre l'Angleterre et la Hollande. Les Anglais prétendaient établir leur souveraineté sur la haute mer et interdire la libre navigation aux Hollandais sur les « Mers britanniques », ceux-ci s'y opposèrent. La thèse anglaise était soutenue par Selden dans son « *Mare Clausum* » (1635), la thèse hollandaise par Grotius dans « *Mare liberum* » (1609). Si Grotius et Selden sont devenus le symbole l'un de la liberté des mers, l'autre de la domination sur les mers, ils n'ont point été les seuls à traiter de la question et la controverse est bien plus vieille qu'eux.

Dès le xiii^e siècle, il était admis que la souveraineté d'un Etat s'étendait à la mer qui borde ses rivages, mais la question des limites de ces eaux adjacentes n'était pas tranchée. Cette incertitude sur les limites est en rapport direct avec la prétention qu'émirent certains Etats à la domination sur la haute mer, prétention dont le but était conformément

1. Pour tout ce qui concerne le principe de la liberté des mers, voir Gilbert Gidel, livre cité, t. I, 1^{re} partie, liv. I, chap. I, p. 123 et suiv.

aux idées de l'époque de s'assurer le monopole du commerce.

Au XII^e siècle, Gênes prétend à la domination sur la mer Ligurienne et le Golfe de Lyon, et ceci aux dépens des commerçants de Montpellier. Ces prétentions furent reconnues par le comte de Toulouse Raymond V en 1174.

Venise chercha à s'assurer la domination de l'Adriatique et y parvint par la force des armes.

Le Danemark s'efforça d'obtenir la souveraineté en Baltique et même en mer du Nord et dans l'Atlantique ou tout au moins sur partie de ceux-ci. Il prétendait y empêcher la pêche aux étrangers, à moins qu'ils ne se fissent délivrer des licences.

Mais bien plus connues sont les prétentions qu'émirent l'Espagne et le Portugal sur les océans à la suite des grandes découvertes de leurs navigateurs, prétentions qui furent sanctionnées par la bulle du pape Alexandre VI en 1493. Le Pape reconnaissait à l'Espagne le droit exclusif de navigation sur les mers à l'ouest d'une ligne joignant les deux pôles et passant à cent lieues à l'ouest des Açores ; la partie orientale de l'Atlantique et l'Océan Indien étaient attribués au Portugal.

C'est l'Angleterre qui, alors moins forte sur mer, s'éleva contre ces prétentions et Fulton a pu écrire : « Le mérite d'avoir affirmé pour la première fois la liberté des mers au sens qui est maintenant universellement reconnu appartient plutôt à notre reine Elisabeth qu'aux publicistes hollandais. »

La reine Elisabeth s'éleva avec fermeté, tant contre les prétentions du Danemark que contre celles de l'Espagne et du Portugal. Elle établit les bases de la doctrine de la liberté des mers que devait reprendre Grotius et par là ne laissa point d'embarrasser Selden lorsqu'il se porta quelques années plus tard champion de la thèse de la domination sur les mers qui était devenue celle de l'Angleterre.

C'est la venue sur le trône d'Angleterre des Stuart qui

allait modifier la position de l'Angleterre dans la question. La pratique anglaise était à l'inverse de la pratique écossaise, très libérale en matière de pêche, alors que les Anglais laissaient les étrangers pêcher librement dans leurs eaux, les Ecossais ne les y admettaient point. Avec les Stuart, famille écossaise, allaient être adoptées les habitudes écossaises.

La proclamation de Jacques I^{er} du 6 mai 1609 assujétissait tout pêcheur étranger à obtenir une licence pour pêcher sur les côtes ou les mers d'Angleterre. C'était contre les pêcheurs hollandais que cette mesure était prise, elle amena une réaction violente des Pays-Bas, et les Provinces Unies protestèrent immédiatement. La controverse allait se développer longue et âpre à la fois sur le plan politique et sur le plan doctrinal, elle devait durer plusieurs années, et c'est la thèse hollandaise de la liberté des mers qui devait l'emporter définitivement.

L'apparition de l'ouvrage de Grotius, publié en mars 1609, en prévision certainement de la proclamation de Jacques I^{er} qu'elle précédait de quelques jours, fut le premier acte de cette bataille entre la Hollande et l'Angleterre. Nous étudierons plus loin les arguments doctrinaux de Grotius et du *Mare Liberum*.

La politique de Jacques I^{er}, qui se proposait d'empêcher les Hollandais de pêcher non seulement dans les mers adjacentes mais aussi dans toutes les mers britanniques s'étendant largement au delà des côtes, échoua.

Les Hollandais reconnaissent fort bien la mer adjacente non commune (c'est alors qu'elle est délimitée par la portée de canon) mais prétendent pouvoir pêcher sur les côtes anglaises :

1° En vertu des traités (traité de 1496 dit du Grand Entrecours et traités avec l'Ecosse de 1541-1550-1594) ;

2° Par prescription.

Aux prétentions de Jacques I^{er}, vinrent s'en ajouter d'autres nombreuses sous les règnes de ses successeurs, Char-

les I^{er} et Charles II, non seulement en matière de pêche, mais aussi en matière de cérémonial à la mer.

Pour faire aboutir ses prétentions vis-à-vis des Hollandais, Charles I^{er} dut recourir à la force et armer trois flottes, dites flottes du « Ship Money », la première en 1635, la deuxième en 1636, la troisième en 1637. L'Angleterre devait même en venir plus tard à la guerre avec la Hollande pour essayer d'établir sa domination sur les mers. Les questions de cérémonial, de salut au pavillon, amenèrent trois guerres anglo-hollandaises. Il n'est pas possible ici d'entrer dans le détail de toutes ces luttes ¹.

Quelles étaient les prétentions de l'Angleterre sur la mer ? A partir de Charles I^{er}, les exigences de l'Angleterre devinrent très dures, elles impliquaient des droits de l'Angleterre sur les mers britanniques, supérieurs même à ceux qui étaient reconnus à chaque Etat sur la mer adjacente. L'Angleterre prétendait obtenir avant tout le salut dans les formes les plus propres à manifester une véritable soumission de la part des navires qui donnaient ce salut ² (et nous ne parlerons pas ici des détails de ce cérémonial).

Les Anglais prétendaient interdire toute hostilité dans les mers anglaises.

Enfin, la pêche y était interdite. Jacques I^{er} ne faisait que soutenir une thèse déjà admise, celle des droits du riverain sur la mer adjacente. Ce n'était que dans la fixation des limites de cette mer adjacente et des droits que l'accord n'existait pas, encore que ses prétentions ne fussent pas exagérées (il fixait la limite à 14 milles).

Avec Charles I^{er}, la situation devient tout autre ; il ne fait aucun doute qu'il prétend étendre la souveraineté de

1. Voir Gidel, livre cité, I^{re} partie, liv. I, chap. I. La 1^{re} guerre se termina par le traité de Westminster, 1654 ; — la 2^e guerre, par le traité de Breda, 1667 ; — La 3^e guerre par le traité de Westminster, 1674.

2. Dans le dernier traité de Westminster, le salut est expressément décrit comme une marque d'honneur et de respect et non de soumission, ce qui marquait bien une véritable victoire de la Hollande.

l'Angleterre à la haute mer. La République et le Protectorat poursuivirent la politique de Charles I^{er} sans changement notable, ou si ce n'est que les mers britanniques furent étendues considérablement.

Quelle était donc l'étendue de ces mers britanniques ? En 1622, l'Anglais Malynes attribue au roi d'Angleterre des droits comportant le *Dominium* sur ce qu'il appelle « our » « *Mare Anglicum* », mais qu'il ne détermine pas exactement en en fixant les limites. Gérard Malynes cherche à établir par l'histoire la souveraineté de l'Angleterre sur les mers avoisinantes.

Selden, en se basant aussi sur les arguments historiques, donne les limites de la mer britannique, ce sont les suivantes (elles étaient du reste à peu près illimitées) : elles s'étendaient à l'ouest au large de l'Irlande et de l'Ecosse, au nord au large des Shetland, et à l'est c'étaient les côtes de France et du continent qui en étaient les limites, au sud la côte du nord de l'Espagne. La mer britannique était évidemment bien vaste. L'Angleterre prétendait en somme à la souveraineté sur la totalité des mers qui la baignent à plusieurs centaines de milles, elle se basait pour défendre ces prétentions sur des arguments historiques assez contestable. C'est avec Charles I^{er} que les mers britanniques s'étendent considérablement. Sous Jacques I^{er}, ce n'était que dans les « *Narrow-seas* », c'est-à-dire dans des mers relativement proches que le salut était exigé par les navires anglais. Sous Charles I^{er}, ils l'exigèrent dans les mers de Sa Majesté qui s'étendaient de façon presque illimitée tout autour de l'Angleterre.

A la lecture d'un acte du Parlement de 1647, on peut se faire une idée de l'étendue de ces mers; elles s'étendaient jusqu'au Continent à l'exception d'une zone très étroite, les commandants avaient l'ordre d'avoir bien soin de ne pas s'occuper des navires « se trouvant dans les havres ou ports ou dans la partie d'aucune des forteresses d'aucun Prince ou Etat étranger, ou en dedans d'aucune bouée ou

rivière, afin que ces princes ne puissent avoir aucun motif légitime d'offense ». D'après les instructions de l'Amirauté, les mers anglaises s'étendaient au sud jusqu'au cap Finisterre, à l'ouest jusqu'en Amérique. Ces prétentions ne pouvaient être admises par les autres pays, des luttes devaient s'en suivre : luttes par les armes, luttes doctrinales. Nous avons signalé les trois guerres anglo-hollandaises qui finalement ne tournèrent pas à l'avantage de l'Angleterre, voyons maintenant quels furent les arguments employés par les deux parties dans cette polémique.

CHAPITRE II

LA DOCTRINE.

C'est à l'acuité avec laquelle se posait le problème hollando-britannique que Grotius dut sa célébrité. Il emprunta beaucoup aux autres, mais il sut exposer son argumentation avec beaucoup plus de clarté et de précision que ses prédécesseurs.

La théorie de la liberté de la mer avait été formulée avant Grotius et avait parfois été basée sur les mêmes fondements. Citons parmi les devanciers de Grotius, Jean Faber (1340) et Nicolas Everardi, qui estiment que, de par le droit naturel, la mer est chose commune, puis Castro et Ferdinand Vasquez Menchaca ; l'argument de la « communication naturelle » a certainement été inspirée à Grotius par Francisco de Vitoria.

Mais il est certain que c'est avec le plus grand talent que Grotius écrivit son livre à l'âge de 22 ans, et c'est certainement justice si les événements (la lutte anglo-hollandaise) firent de lui le représentant le plus éminent des partisans de la thèse de la liberté des mers.

Le *Mare liberum*, publié en 1609, n'est qu'un fragment du *De jure proedae* écrit en 1605 et qui demeura ignoré fort longtemps, il ne fut en effet découvert dans des archives qu'en 1864 et publié pour la première fois en 1868, alors que le *Mare liberum* était à sa 29^e édition en 1883 ¹.

1. Sur le *de jure Proede* et le *mare liberum*, voir Gilbert Gidel, livre cité, t. I, 1^{re} partie, liv. I, chap. I, p. 144 et suiv.

Il y a dans le *Mare liberum* trois propositions essentielles.

Les Portugais n'ont aucun titre à la souveraineté sur les pays et sur les populations des Indes orientales, comme toute nation du reste.

Ils n'ont pas davantage de droit de souveraineté sur ces mers, ni sur aucune autre.

Enfin, ni eux, ni aucune nation, ne peut monopoliser le commerce de ces régions sur mer.

Si le *Mare liberum* paraît particulièrement dirigé contre les Portugais, c'est qu'il avait été écrit au moment où ceux-ci prétendaient à la domination sur les mers et les Indes orientales, tandis qu'il ne fut publié pour les besoins de la cause que lorsque le conflit avec l'Angleterre apparut certain.

Grotius considère qu'à l'origine, en vertu du droit des gens, les terres et les mers sont chose commune. Cette communauté ne peut disparaître dans le cas des terres, que du fait de la découverte, de l'acquisition par prescription. Pour Grotius, comme pour Victoria, ce qui est à la base de la liberté des mers, c'est la liberté du commerce, c'est que chaque nation doit avoir libre voie de communication avec toute autre nation et libre commerce avec elle.

Grotius ne veut parler que de la haute mer et ne s'occupe pas des mers adjacentes, extérieures ou intérieures. Il établit que la mer ne peut être l'objet d'aucune souveraineté en s'appuyant sur deux propositions.

La première, c'est que la mer ne pouvant faire l'objet d'une occupation exclusive, ne peut faire l'objet d'un droit de domination ou de propriété, parce que toute propriété ou domination naît de l'occupation.

La deuxième, c'est que si l'usage qui est fait d'une chose laisse intacte la possibilité d'usage de cette chose pour tout autre, telle que la nature l'a établie, elle doit demeurer dans sa condition naturelle. Il est bien certain que l'usage de la mer par les uns laisse intacte la possibilité d'usage pour les autres. On ne peut donc prétendre sur la mer à des

droits exclusifs, juridiction exclusive, droits de pêche ou de navigation exclusifs.

Dans le *De Jure Belli ac Pacis*, Grotius reprend sans les modifier considérablement les idées émises dans le *Mare liberum*. Grotius affirme toujours l'impossibilité d'acquisition du dominium sur l'ensemble des surfaces maritimes, vu que la mer — par une raison d'ordre moral et par une raison d'ordre physique — n'est pas susceptible d'occupation (Gidel, *La mer*, livre 1, chap. 1, p. 148).

Le livre de Grotius fut au début d'une bataille de livres (*Nys études de Dr. int. et de Dr. polit.*, 2^e série, 1901, p. 260 à 272) qui fut du reste accompagnée de batailles navales. Séraphin de Freitas, professeur à Valladolid, réagit vigoureusement contre les idées de Grotius, dans son livre *De Justo Imperio Lusitanorum Asiatico*, publié en 1625. Freitas prétend justifier les « Droits impériaux » du roi d'Espagne sur la mer, du fait qu'il en a assuré la sécurité, la police et la protection à grands frais, il est donc juste de rémunérer ses droits de juridiction et de protection. Du reste, estime-t-il, la mer ne répugne pas à l'occupation, tout au moins à l'occupation partielle, rien n'y fait obstacle. Son argumentation est habile et heureuse. Il y a, dit-il, en Afrique et en Asie des vastes étendues de désert qui ne peuvent pas être occupés, cela ne signifie pas qu'elles soient juridiquement inaptées à l'occupation. L'air ou l'eau courante ne peuvent pas être occupées en tant qu'éléments, mais considérés en relation avec les lieux qui les enveloppent et les délimitent, ils peuvent faire l'objet d'occupations.

Les idées émises par Welwood ne diffèrent pas essentiellement de celles de Grotius. Il est partisan, lui aussi, de la liberté de la haute mer, mais il estime que les Etats riverains ont des droits sur les mers adjacentes.

Ce n'est qu'après Welwood que les auteurs anglais s'efforcent d'établir historiquement les droits de l'Angleterre sur les mers britanniques. Les premiers auteurs qui ont eu recours à cette méthode historique furent : Gérard Malynes

et Robert Callis, mais c'est Selden qui a été le plus illustre représentant de cette Ecole historique.

La justification historique était la plus propre à servir les intérêts de l'Angleterre au moment où se placent les écrits de Selden et de ses prédécesseurs Malynes, Callis et Borough. A partir de Charles I^{er}, les auteurs anglais s'efforcent de légitimer la triple distinction des mers en mer adjacente, haute mer et mers britanniques ou *Narrow seas*. Les droits de la Grande-Bretagne sur ces mers ont certainement tiré leurs origines d'un titre juridique. Mais à l'époque où se place la controverse, il n'y a plus à justifier ces droits juridiquement, ils le sont historiquement, il y a prescription. L'Angleterre se réserve tous les avantages : la haute mer est libre pour elle comme pour les autres, sauf bien entendu la haute mer britannique qui lui est réservée.

Selden va donc chercher à établir que des droits ont pu légitimement naître au profit de la Grande-Bretagne sur la haute mer et se conserver, il n'aura qu'à donner des précédents historiques.

Pour lui, la mer n'est point chose commune, elle est susceptible d'appropriation, et c'est bien ce qui s'est passé pour les mers environnant la Grande-Bretagne, qu'elle s'est appropriées et sur lesquelles elle exerce sa souveraineté. Selden discute juridiquement l'argumentation de Grotius sur l'impossibilité de s'approprier la mer, puis il démontre historiquement que les rois d'Angleterre ont toujours eu le *dominium* sur les mers britanniques ¹. Les pays qui se sentaient lésés par les prétentions anglaises, émises dans le livre de Selden, entreprirent la réfutation du *Mare Clausem*. Pontanus se base sur la distinction des mers en mer adjacente et haute mer, il considère qu'en ce qui concerne la haute mer, la théorie de Selden est fausse historiquement et juridiquement, parce que les droits qu'un souverain peut

1. Sur l'étendue de ces mers, voir plus haut, chap. précédent, et G. Gidel livre cité, I^{re} partie, liv. I, chap. I, t. I, p. 166 *in fine*.

avoir sur la mer adjacente ne peuvent s'étendre à la haute mer qui doit être libre.

Puis, l'Angleterre abandonna ses prétentions à des droits exclusifs sur la haute mer ; en 1689, Philip Meadow les combattait nettement, et c'est le triomphe du principe de la haute mer, marchant de pair avec la reconnaissance de la distinction en haute mer et en mer territoriale.

Avec Pufendorf au ^{xvii}^e siècle, nouvelle confirmation de ces deux principes. Il ne pense pas qu'il y ait impossibilité à ce que la mer fasse l'objet d'un droit de propriété, mais qu'il serait vain et injuste qu'un Etat essayât de se l'approprier aux dépens des autres.

Depuis le ^{xvii}^e siècle, le principe de la liberté de la haute mer (en temps de paix) est incontesté. A la suite de la guerre mondiale, les traités l'ont reconnu tacitement, il a même reçu une extension du fait que les Etats non maritimes peuvent en revendiquer le bénéfice comme les autres, alors qu'ils ne le pouvaient avant la guerre de 1914.

Il résulte bien de cette analyse historique que le principe de la liberté de la haute mer n'est nullement démontré. On est davantage tenté d'admettre ce principe par l'absence de démonstration des partisans de l'opinion contraire que par celle qu'on peut faire du principe de la liberté ¹.

Tous les arguments mis en avant par les partisans de la souveraineté d'un Etat sur la mer ont été réduits à néant. Le principe de la liberté n'est ni évident, ni démontré, mais comme le dit M. Gidel, si l'on n'a pas de raisons de le tenir pour juste, on en a des motifs et des motifs nombreux et bons.

Les principaux titres invoqués en faveur des prétentions sur la haute mer ont été : La nature des choses, l'attribution pontificale, la découverte, la proximité des côtes.

La nature des choses a été invoquée par la Grande-Bretagne ; étant une île, elle aurait des droits sur les mers qui

1. Voir Gidel, livre précité.

la baignent ; pourquoi la France, les Pays-Bas n'auraient-ils pas eu les mêmes droits sur certaines de ces mers ?

Nous ne ferons que signaler l'*attribution pontificale*, qui n'a pas été reconnue par les Etats non catholiques, et a été discutée par des écrivains catholiques qui estimaient que le pape n'avait pas compétence en cette question qui relevait du pouvoir temporel et non du spirituel.

La découverte a été également contestée notamment par Grotius.

La propriété des terres avoisinantes qui est un titre excellent quant à la justification de la souveraineté sur les mers adjacentes, ne peut avoir aucune valeur quant à la haute mer. En effet, les divers pays qui sont baignés par une mer ont des droits égaux et contradictoires sur cette mer. Pour avoir un droit de souveraineté sur une mer dont un Etat possède les deux rives, Bynkershoek estime que cet Etat doit avoir un pouvoir effectif sur cette mer.

Ainsi, aucun des arguments en faveur de la souveraineté sur la mer n'est concluant, ils sont tous discutables et aucun n'a été accepté unanimement. Mais ceci ne veut pas dire que le principe de la liberté de la mer doit être démontré. En effet, comme le dit M. Gidel, toutes les raisons données de l'appui de la liberté des mers reviennent à l'argumentation de Grotius. La mer a été commune à l'origine, ainsi que toutes les choses de l'univers, il n'a pas été nécessaire d'en faire un objet de propriété privée, parce qu'elle suffit à l'usage de tous les peuples, cet usage étant inépuisable ; il n'est pas possible d'en faire un objet de propriété privée parce que, n'étant pas susceptible de recevoir des limites, la mer ne peut pas être possédée.

Ce sont là des affirmations, et seulement des affirmations, qui ont été bien discutées et dont certaines même ont reçu des démentis formels, notamment le caractère inépuisable de la mer, dont personne ne conteste plus maintenant l'inexactitude. Mais si ce principe de la liberté de la mer n'est pas démontré, si aucun des arguments employés ne

réussit à nous convaincre, si nous n'avons pas de raisons de tenir ce principe pour vrai, nous avons des motifs impérieux de l'admettre ¹. La base du principe de la liberté de la mer, c'est la liberté des communications, les Etats doivent pouvoir librement communiquer entre eux tant que cette libre communication ne porte pas tort à l'indépendance de l'un d'entre eux. C'est donc pour une raison pratique qu'on en est venu au principe de la liberté de la haute mer, dans l'intérêt universel.

1. Voir Goblot, *Logique*, 4^e édit., p. 362.

CHAPITRE III

SITUATION JURIDIQUE DE LA HAUTE MER

De ce que la haute mer est libre, il ne faut pas en conclure qu'elle n'est soumise à aucune règle juridique.

On ne peut admettre que la mer ne soit soumise à aucune règle, qu'elle soit livrée à l'anarchie, une telle idée serait contraire à la raison et, en réalité, il n'en est pas ainsi. En effet, depuis que le principe de la liberté de la haute mer a été reconnu, il y a toujours eu un droit de la mer, que les Etats ont entendu faire respecter. L'exemple le plus frappant de la juridicité de la mer est celui du pirate, mais il n'est pas le seul et toutes les utilisations de la haute mer (en temps de paix tout au moins) sont réglementées.

Si la haute mer possède ainsi un statut juridique, quel est-il, quelle est sa nature, comment a-t-il pu être établi ? La mer fait-elle l'objet de droits de la part de chaque Etat de la communauté internationale ?

A cet égard, la doctrine s'est divisée ; certains estimant que la mer faisait l'objet de droits égaux de la part de tous les Etats, les autres qu'elle ne pouvait faire l'objet d'aucun droit de la part de quelque Etat qu'il soit.

Pour les partisans de la première thèse, il s'agit, en quelque sorte d'un Condominium sur la mer. La mer serait chose commune et devrait être soumise à une législation et à une juridiction internationales.

Radnitzky est partisan de l'idée de la mer commune. Pour lui, plusieurs manifestations du principe de la liberté de la mer ne peuvent s'expliquer que par l'idée de la com-

munauté de la mer, elles sont incompatibles avec l'absence de souveraineté sur la mer.

Il explique et justifie le droit de poursuite, les actes de belligérance des Etats sur la mer, par ce qu'il appelle la compétence spatiale qui vient s'ajouter à la compétence personnelle des Etats. Chaque Etat considère la haute mer comme faisant partie intégrante de son territoire. Cette compétence spatiale appartient en commun à tous les Etats sur la haute mer, c'est par cette idée de compétence spatiale que Radnitzky explique les actes d'autorité d'un Etat sur les navires de son pavillon en haute mer, c'est-à-dire en dehors de son territoire propre.

Radnitzky, estimant qu'un Etat ne peut exercer d'acte d'autorité qu'en vertu de la compétence spatiale, est obligé de recourir à l'idée de condominium des Etats sur la mer pour expliquer leurs actes d'autorité. Il faut qu'ils aient tous une compétence spatiale égale sur la mer.

Pour Sir Cecil Hirst, la théorie de la mer « Res Communis » (et il entend par là que tous les Etats ont des droits égaux sur la mer) explique la pratique. Ainsi, les conventions collectives sur la pêche sont la preuve que les Etats ont des droits sur la mer.

Or, ces conventions, bien au contraire, ne font pas que constater des droits existants, mais leur donnent naissance. Elles font naître de simples droits de police à l'égard des cocontractants et exclusivement à leur égard. En dehors et en l'absence des conventions, ces droits n'existeraient pas. Si la mer était un condominium, il n'y aurait point besoin de ces conventions pour faire naître ces droits¹.

Le même auteur estime que l'impossibilité d'étendre la mer territoriale est une autre preuve que les Etats ont des droits sur la haute mer. Mais si cette extension n'est pas possible, ce n'est point parce qu'elle diminuerait les droits des Etats sur la haute mer au profit du seul Etat riverain, mais parce qu'elle augmenterait les limitations à leurs droits et les entraves que subissent les différents Etats dans les eaux territoriales d'autres pays.

1. G. Gidel.

M. Gilbert Gidel estime contraire que l'idée que la mer serait commune est contraire à la réalité, que cette idée ne peut donner l'explication des solutions admises par le droit international public. A son avis, c'est l'opinion opposée qui est juste.

M. Gidel, après avoir critiqué l'argumentation des partisans de la mer condominée, estime que la haute mer ne fait l'objet d'aucun droit direct d'aucun Etat, mais cela ne signifie pas, dit-il, qu'elle constitue un espace échappant au droit, le caractère de juridicité de la haute mer est pratiquement une notion indispensable mais, pour l'établir, il est parfaitement inutile de recourir à l'idée d'un droit particulier de chaque Etat ; elle est très compatible avec la théorie considérant la mer comme un espace non soumis à un droit particulier d'Etat quel qu'il soit.

Le problème de la juridicité de la haute mer n'est qu'un aspect du problème de la validité des divers ordres juridiques dans l'espace. Pour l'établir, M. Gidel commence par rappeler quelques notions qui sont impliquées dans cette démonstration.

Il s'agit d'étudier ici les compétences des divers Etats relativement aux activités qui s'exercent sur mer, les doctrines relatives à la condition juridique de l'espace. Aux termes de la théorie du « territoire limite » aujourd'hui la plus communément admise, le territoire est un « cadre » à l'activité de l'Etat, mais si c'est son cadré habituel, ce n'est pas son cadre exclusif.

Pour bien éclaircir ce point, M. Gidel recourt à la distinction faite par Kelsen de la validité et de l'efficacité d'un ordre juridique.

Il n'y a validité et efficacité d'un ordre juridique que pour le territoire de l'Etat. Mais, hors de ce territoire, l'ordre juridique d'un Etat continue à valoir, pour les ressortissants de cet Etat ; il vaut, mais il n'est pas efficace, parce qu'il y a priorité de l'ordre juridique de l'Etat sur le territoire duquel se trouve le ressortissant de l'autre Etat. Lors-

qu'il s'agit d'un espace « appelé » territoire sans maître, il y a, à plus forte raison, validité des ordres juridiques, et il y a, non plus un obstacle juridique à l'efficacité de l'ordre juridique, mais obstacle de fait à l'efficacité et à l'efficacité seulement de l'ordre juridique.

Ainsi, la validité de l'ordre juridique d'un Etat peut s'étendre hors de ses frontières, au territoire d'un autre Etat, et à plus forte raison à la mer. Ainsi, la mer se caractérise par ce trait que plusieurs ordres juridiques peuvent y avoir validité simultanément, alors qu'un seul de ces ordres juridiques est doué « d'efficacité ». En voici un exemple : Supposons un crime commis sur un navire de nationalité N par des individus de nationalité A. B. C., les ordres juridiques des Etats A. B. C. ont validité, mais seul l'ordre juridique A a validité et efficacité. Cette distinction entre la validité et l'efficacité correspond à la distinction entre la compétence coercitive et la compétence législative ou juridictionnelle. La nationalité du navire qui est actuellement reconnue d'une façon universelle comme obligatoire, permet de rendre applicable à tout navire en haute mer un ordre juridique. Il fallait bien, pour établir la juridicité de la haute mer, ou la soumettre à des « souverainetés territoriales », ou soumettre les navires à des « souverainetés personnelles ».

Il est incontestable que, si la mer doit être soumise au droit, l'uniformité de ce droit serait un gros avantage. L'application aux divers usages de la mer, du droit de leur nationalité, ne peut donner de bons résultats.

En certaines matières, l'unité, l'identité de la réglementation sont indispensables, on ne conçoit pas qu'il puisse en être pratiquement autrement pour les règles de route à la mer, les feux de position des navires, les signaux par lesquels ils communiquent.

En d'autres matières, si l'unité et l'identité absolues ne sont pas indispensables, elles sont, en tout cas, désirables. Il en est ainsi pour la pêche en haute mer, chaque pêcheur

pourra être soumis à sa loi nationale, mais, alors, certaines lois désavantageront leurs ressortissants, et très certainement ne seront pas observées. Et l'Etat lui-même qui édicterait des règles plus sévères que celles des autres puissances se placera, du point de vue économique, dans une situation défavorable. Il y a donc un intérêt certain pour la communauté des Etats à arriver à une parfaite uniformité de réglementation.

Quels sont les moyens d'arriver à cette identité de réglementation ?

Il est un moyen qui ferait accomplir à la question un progrès énorme, et c'est bien là ce qui rend séduisante la théorie de la mer « Res Communis », de la mer faisant l'objet de droits égaux de la part de tous les Etats ; ce moyen serait d'avoir un organisme commun qui établirait une réglementation commune à tous les Etats. Mais nous n'en sommes pas encore là et, cependant, on est arrivé, sur certains points, à réaliser une réglementation uniforme, on a usé, dans ce but, de deux moyens :

- 1° Le procédé des conventions ;
- 2° Le procédé des réglementations nationales concordantes en l'absence de toute convention expresse à cet effet.

Nous rencontrerons, au cours de notre étude, plusieurs de ces conventions. Par ces conventions, les Etats signataires s'engagent à prendre des mesures relatives à une question spéciale.

Mais, souvent, les Etats n'ont pas recouru à des conventions, ils sont tombés cependant d'accord pour adopter tous la loi d'un pays qui paraissait pouvoir être appliquée par eux sans inconvénient, chaque Etat se contentant d'édicter une loi nationale calquée sur une loi type. Il en a, par exemple, été ainsi pour les règles de route à la mer, tous les Etats ayant adopté la réglementation anglaise établie par l'« Act » sur la Marine marchande du 29 juin 1862.

LIVRE III

La protection des richesses de la mer.

LES PROGRÈS DE L'OCÉANOGRAPHIE INSTITUTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

Les poissons, la pêche constituent, pour l'humanité, une richesse considérable. Mais, aussi grande qu'elle soit, cette richesse comme les autres n'est pas inépuisable, l'idée émise par Grotius du caractère inépuisable de la mer déjà discutée de son temps est aujourd'hui abandonnée¹. Les observations des savants faites depuis le XIX^e s., les innombrables cas de destructions signalés, les chiffres et les statistiques en ont fait justice, il est aujourd'hui bien établi que les progrès de la navigation, l'utilisation intensive et peu raisonnable des moyens modernes ont amené la dévastation des bancs de pêche². Comment arrêter cette dévastation, comment réagir ?

Les moyens à employer vont être absolument différents suivant qu'il va s'agir de la haute mer ou de la mer territoriale (l'expression étant prise dans un sens très général). C'est qu'en effet, en raison de la différence très nette de

1. Certains auteurs cependant sont d'un avis opposé. M. Louis Roule, livre précité, p. 167 : « La mer d'elle-même inépuisable, se suffit, elle entretient et renouvelle par ses seules forces, ses propres ressources, où la pêche n'a qu'à puiser. »

Idem, p. 168. Parlant des poissons migrateurs : « Quant à la diminution progressive du fait de la Pêche, rien ne la démontre. L'homme a beau puiser en eux depuis plusieurs siècles, les bancs de morues, de harengs, de sardines reviennent aussi nombreux, s'entretiennent et se renouvellent toujours sans pertes apparentes. »

2. Voir chapitre sur la dévastation des fonds marins, p. 160 et suiv.

situation juridique entre ces deux mers le problème de droit va se poser tout à fait différemment et seul le problème de la haute mer est du domaine du droit international.

Quant à la mer territoriale, il est assez simple. La souveraineté des Etats s'étend sur cette partie de la mer, c'est à l'Etat riverain à réglementer l'activité de ceux qui en usent, et à faire respecter ces règlements. La réglementation de la pêche relève pratiquement de l'Etat riverain, les mesures sont applicables à tous ceux qui pêchent dans ses eaux, et ce ne sont, en général, du reste, que les nationaux qui y sont admis. De plus, il est assez facile de faire respecter ces règlements. La question ne soulève pratiquement pas de difficultés.

Mais, pour la haute mer, en raison même de sa nature juridique, le problème se complique passablement. Ici, des réglementations nationales seront très certainement insuffisantes, probablement inutiles, et présenteront même des inconvénients assez graves pour l'Etat qui les aura édictées et pour ses ressortissants.

Un Etat peut bien édicter des lois réglementant la pêche en haute mer, elles s'appliqueront à ses ressortissants, mais à ses ressortissants seulement, vis-à-vis desquels seuls elles seront efficaces ; il ne saurait être question de les appliquer aux étrangers, qui n'accepteraient pas de s'y soumettre. Il sera, en outre, très difficile à cet Etat de les faire respecter par ses sujets. Soumis à une réglementation restrictive, les pêcheurs se verront désavantagés vis-à-vis des étrangers, mécontents, ils n'appliqueront les règlements que dans la mesure où l'on pourra les y obliger et la surveillance en haute mer est extrêmement difficile. Aussi le but recherché : la protection du poisson, ne sera pas atteint, parce que l'activité des étrangers continuera comme auparavant, si celle des nationaux est gênée.

Cette réglementation nationale ne sera pas seulement inutile du point de vue protection, elle présentera de gra-

ves inconvénients pour l'Etat qui l'aura édictée et pour ses ressortissants. Du point de vue économique, le pays qui aura édicté ces lois se trouvera dans une situation défavorable vis-à-vis de l'étranger qui ne le suivra pas.

Le cas s'est du reste présenté et des exemples illustreront à merveille ce que nous disons.

M. Gidel, dans son ouvrage, *le Droit public international de la mer*, 1^{re} partie, Livre VI, chapitre 1, page 440, cite l'exemple de la loi anglaise de 1889 (Herring fishery Scotland 52-53 V. c. 23.1889, Hertslet 18-501) autorisant le Fishery board à interdire le chalutage dans le Moray Firth au delà de la limite de trois milles. Le règlement fut mis en vigueur en 1892 et s'appliquait à une partie de la mer située au delà de la limite des eaux territoriales, il ne put être appliqué aux pêcheurs étrangers et la destruction put continuer. En effet, les condamnations prononcées contre les étrangers durent être rapportées.

Voici encore un cas assez semblable qui s'est présenté à la suite de l'arbitrage de l'affaire des phoques de la mer de Behring. Et, bien qu'il ne s'agisse pas ici d'une réglementation nationale, mais d'un accord bilatéral relatif à la haute mer, il est apparu comme insuffisant et défavorable aux deux signataires parce qu'il laissait toute liberté à d'autres Etats dont les ressortissants pratiquaient la pêche dans la même région.

Les arbitres avaient établi une réglementation détaillée de la chasse aux phoques en haute mer contenant diverses restrictions et prohibitions, mais cette réglementation ne pouvait s'appliquer, qu'aux Etats signataires du compromis d'arbitrage : les Etats-Unis et l'Angleterre ; aussi la Russie et le Japon purent-ils continuer tout à leur aise la chasse aux phoques en haute mer profitant de l'absence volontaire des Etats-Unis et de l'Angleterre ¹.

Il apparaît clairement que seule une réglementation

1. Voir *infra*, Aff. des phoques de la Mer de Behring.

internationale et encore une réglementation internationale suffisamment étendue (cas de la mer de Behring), en tout cas bien adaptée à la situation propre de chaque lieu de pêche peut être efficace.

Du reste, dans les deux exemples précédents, on s'est orienté vers des solutions internationales. Pour le Moray Firth, à la demande des délégués anglais au Conseil international pour l'exploration de la mer, une Commission internationale a été nommée en septembre 1925, en vue d'étudier l'interdiction de la pêche au chalut dans le Moray Firth ¹.

Quant à l'arbitrage de 1893, il a été complété par une entente entre les quatre grands riverains du Pacifique Nord, Angleterre, Etats-Unis, Japon, Russie, signée le 7 juillet 1911, qui a donné des résultats très satisfaisants. Les quatre signataires étant les seuls à pratiquer la chasse aux phoques dans ces régions, et à pouvoir pratiquement l'y appliquer, il ne semble pas utile d'étendre cette entente à d'autres pays.

Devant l'insuffisance des réglementations nationales à réaliser la protection en haute mer, et les difficultés qu'il peut y avoir à établir des réglementations internationales ², il pourrait peut-être, être intéressant de voir reculer la limite des eaux territoriales. C'est, en effet, près des côtes que se reproduisent et grandissent la plupart des poissons, et l'Etat riverain pourrait facilement faire respecter la loi, mais, malheureusement, certains Etats ont parfois cherché à accroître l'étendue des eaux territoriales peut-être dans le but de protéger les espèces, mais, aussi, surtout dans celui de réserver la pêche à leurs nationaux et sans faire appliquer les mesures de protection indispensables. Il faudrait, du reste, une entente internationale et vraiment trop générale pour parvenir à cette extension.

Ainsi, seule une réglementation internationale peut être

1. Voir Gidel, livre cité, p. 440, note 1.

2. Voir *infra*.

efficace en matière de protection de la faune de haute mer ; comment arriver à cette réglementation ? Nous avons vu plus haut (p. 186) qu'il y a plusieurs moyens : réglementations nationales concordantes et conventions internationales et que ce dernier moyen semble être le meilleur de tous.

La conclusion de toute convention internationale est, en général, assez délicate, et demande, en tout cas, de la bonne volonté de la part des contractants. Mais, ici, aux difficultés d'ordre matériel qui sont de règle dans la majorité des cas, viennent s'ajouter des difficultés d'ordre scientifique (difficultés qui se sont, du reste, rencontrées lors de la conclusion des conventions relatives à la protection des oiseaux migrants).

On ne peut, en effet, conclure des conventions protectrices que si l'on peut les asseoir sur certaines données scientifiques indispensables. Il faut avoir un minimum de connaissance de la vie des poissons. Or, jusqu'à quelques années d'ici, on peut dire qu'on ne connaissait pour ainsi dire rien de la vie des océans. On n'en sait, à l'heure actuelle, que bien peu de choses, le monde marin demeure encore bien mystérieux en dépit des progrès remarquables accomplis depuis quelques années par la science océanographique, et ce qu'on sait a, jusqu'à présent, plutôt permis le développement de la pêche, l'accroissement de son rendement, qu'une amélioration de la protection des espèces, car, grâce à l'Océanographie, on a une connaissance plus approfondie des mouvements des poissons, on les suit avec plus de précision dans leur vie sous-marine et leur capture en est facilitée. Il faut, cependant, espérer que cette science permettra une exploitation rationnelle de la pêche, un rendement meilleur ; elle supprimera les pertes et le gaspillage et amènera une économie sensible des espèces.

Mais, si le développement des connaissances scientifiques a pu permettre l'accroissement des destructions, elle est incontestablement et sera toujours l'auxiliaire indispensable de la protection. Aucune réglementation judicieuse ne

pourra voir le jour, qu'elle soit nationale ou internationale, si le législateur n'a à sa disposition au moins quelques connaissances sur lesquelles s'appuyer. Depuis quelques années, l'Océanographie, science toute neuve, a fait des progrès considérables, elles ont déjà apporté une aide assez considérable à la protection, mais surtout toute nouvelle découverte, si elle n'apporte une aide immédiate, est riche de promesses pour l'avenir.

Où en est, à l'heure actuelle, l'Océanographie, quels progrès a-t-elle fait faire à l'industrie des pêches, et quelle est ou quelle pourra être sa part dans le développement de la pêche et de la protection ?

L'Océanographie.

Historique. Développement.

Malgré les progrès considérables qui ont été accomplis dans la connaissance de la vie des océans, l'Océanographie est encore à ses débuts. L'Océanographie comporte diverses branches qui ont toutes leur importance du point de vue de la navigation et de la pêche ; en voici les principales : la cartographie des océans et la lithologie des mers, la physique et la chimie de la mer, la dynamique des océans, étude des courants et de la météorologie des mers.

L'Océanographie est une science tout à fait récente, elle ne date que du siècle dernier. Les grandes explorations maritimes du xvi^e s. constituent une introduction à l'Océanographie, mais, jusqu'au xix^e siècle, on ne s'occupe que de géographie ou de navigation, certes ces grands voyages firent faire d'immenses progrès aux sciences naturelles, mais on ne s'intéresse pas encore à la vie des océans, on se borne à la simple capture des animaux de surface.

C'est que, pendant longtemps, on fut persuadé que toute vie était impossible dans les grands fonds, on pensait que, dans un milieu supportant plusieurs centaines d'atmosphères,

res et plongé dans l'obscurité des organismes semblables aux nôtres ne pouvaient fonctionner. Partant de ce principe, on ne cherchait guère à savoir, d'autant plus qu'on ne disposait d'aucun moyen d'investigation.

Ce sont les Américains qui, les premiers, ont cherché à connaître les fonds marins et ont été les créateurs de la « Bathymétrie des océans ». Les premiers sondages sérieux furent effectués dans l'Atlantique Nord, en 1851-52, par le navire des Etats-Unis, *Dolphin*. Le lieutenant américain Maury devait s'en servir pour dresser la première carte des Profondeurs de l'Atlantique. Puis, en 1857, furent effectués les sondages nécessaires à la pose du premier câble télégraphique sous-marin entre les Etats-Unis et l'Irlande. On connaissait alors le « plateau télégraphique » à 3.500 m. de profondeur, dès lors les expéditions se succèdent. Puis, incidemment, on découvrit qu'indubitablement des êtres vivants existaient dans les grandes profondeurs. En relevant pour le réparer le câble reliant la Sardaigne et l'Afrique, on retira de 3.800 m. de profondeur des êtres d'organisation supérieure. Dès lors, les expéditions se multiplièrent, nous ne pouvons que les signaler, certaines présentaient un intérêt scientifique pur (du moins pour l'instant), d'autres ont apporté une aide efficace à l'industrie des pêches. Les difficultés ne doivent point arrêter les chercheurs, ces questions ne peuvent être résolues par une seule génération. A l'heure actuelle, on doit, sans arrière-pensée utilitaire, réunir la plus grande somme possible de connaissances. Les applications pratiques arrivent parfois par hasard, le plus souvent elles seront longtemps avant d'être possibles. Pour l'instant, elles favorisent souvent la destruction, mais bientôt elles permettront la protection, elles ouvriront les yeux des responsables et faciliteront la tâche des conférences internationales. Un minimum de connaissance de la vie des poissons est indispensable pour les protéger, il faut pour cela connaître les migrations, la reproduction des différentes espèces, les lieux et les

époques de reproduction et cela l'océanographie nous l'a fait connaître dans une certaine mesure et nous le fera mieux connaître.

L'océanographie est la science qui permettra une saine et raisonnable exploitation des océans. La mer est un immense réservoir dans lequel l'homme puise ce que la nature a mis à sa disposition, mais on puise toujours et on ne sème jamais, et il ne faut pas compter pouvoir remettre, ce serait une œuvre trop immense, il faut simplement perfectionner l'exploitation, ne pas nuire à la reproduction, à la capacité de production de la mer. De même que par suite du développement de l'agriculture et de la sylviculture, l'expérience a fait place à la science, de même les vieilles méthodes de pêche devront faire place aux méthodes scientifiques basées sur les connaissances océanographiques. Il faut connaître les possibilités, les ressources des océans, se prêter aux exigences de la nature et exploiter en tenant compte aussi bien des intérêts futurs que des intérêts présents.

Associations nationales et internationales.

En vue de cette exploitation raisonnée, basée sur la science, de nombreuses associations nationales et internationales se sont fondées depuis quelques années.

Ces diverses associations sont des associations scientifiques, mais pas strictement scientifiques; leur but ultime, leur véritable raison d'être, c'est d'apporter l'aide de la science à l'industrie des pêches, d'obtenir un accroissement du rendement, mais aussi de faire comprendre que cet accroissement ne doit pas être que passager, mais bien continu. L'avenir doit être réservé, et une sage économie doit s'appuyer sur la science.

Dans la plupart des pays maritimes existent des organismes qui s'occupent d'océanographie, de biologie marine.

Ils sont en rapport avec les organismes qui poursuivent des buts identiques sur le plan international, et leurs membres sont les représentants de leur Nation dans les assemblées internationales. Il en est ainsi de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes qui est un excellent exemple de ce que peuvent être ces associations nationales. *L'Office scientifique et technique des pêches maritimes*, dont le siège est à Paris, a pour président M. Théodore Tissier, vice-président du Conseil d'Etat ; le directeur en est M. Le Danois et le conseiller scientifique M. Joubin, membre de l'Institut. Il a été créé par la loi du 31 décembre 1918 et organisé par un décret du 12 mars 1919. L'Office est divisé en trois sections : Section des recherches biologiques, Section des recherches industrielles et Section de l'ostréiculture. L'activité de l'Office n'est pas seulement scientifique, il a surtout pour but l'application des découvertes scientifiques à la pêche, le perfectionnement de la technique de la pêche. L'Office est une association scientifique, dont les membres sont des savants, mais ces savants s'efforcent toujours, à côté des recherches scientifiques réglementaires, d'en exécuter d'autres relatives à la pêche, et dont les pêcheurs et industriels tirent un profit, soit immédiat, soit à longue échéance, et ceci de plus en plus. Les membres de l'Office, qui sont les représentants de la France dans toutes les associations internationales, s'efforcent sans cesse, du reste, de faire prévaloir ce point de vue pratique dans toutes les réunions internationales auxquelles ils assistent.

L'Office possède des laboratoires dans les principaux ports de pêche français, et organise chaque année des croisières en vue des recherches intéressant la pêche. Les annexes principales de l'Office sont la station agricole de Boulogne-sur-Mer ; le travail fondamental de la station de Boulogne-sur-Mer porte principalement sur le hareng et sa pêche.

La création du Laboratoire océanographique de La

Rochelle montre l'intérêt que les armateurs portent aux travaux de l'Office scientifique. En mars 1921, MM. Dalh Castaing et Darde s'entendaient avec M. Le Danois, sur la création dans cette ville d'un laboratoire d'études. Les armateurs rochelais, comprenant l'intérêt des recherches océanographiques, n'ont pas hésité à modifier leurs feuilles commerciales de pêche, en vue de l'établissement de statistiques. Tous les chalutiers de La Rochelle collaborent ainsi à l'œuvre scientifique. L'attaché à l'Office fait de nombreuses sorties sur les bateaux pêcheurs. Cette collaboration entre savants et pêcheurs, qui a déjà donné d'excellents résultats, est un exemple qui, il faut l'espérer, sera bientôt suivi.

L'Office est chargé de représenter la France dans diverses Commissions internationales et d'exécuter les travaux et recherches prévus par les conventions et accords internationaux.

C'est ainsi qu'il a participé depuis plusieurs années aux réunions du *Conseil international pour l'exploration de la mer*, de la *Commission internationale pour l'étude scientifique de la Méditerranée*, enfin du *Comité international de recherches de l'Amérique du Nord*.

Le rôle de l'Office dans l'exécution des recherches prévues par les conventions et accords internationaux va chaque année se développant. Il est devenu le véritable agent d'exécution des associations internationales. Les recherches sont effectuées grâce à des subventions spéciales fournies par l'Etat à l'Office qui donne le concours de son personnel et de son organisation. La marine nationale apporte la collaboration de ses navires, de ses états-majors et de ses équipages. En 1923, les croisières suivantes ont été organisées. Elles sont faites, soit sur des navires de l'Etat, soit sur des chalutiers, soit sur des navires spécialement armés, tels que l'*Orvet*, qui appartient au laboratoire maritime de Banyuls-sur-Mer ¹.

1. A ce sujet, consulter notes et mémoires publiés par l'Office scientifique et technique des pêches, n^o 8, 14, 23, 37.

1° Croisière du chalutier *Tanche* au large des côtes d'Espagne, Portugal (Madère, Açores), en mai et juin, golfe de Gascogne en août.

2° Croisière du *Pourquoi-Pas ?* Atlantique nord et Méditerranée.

3° Croisières périodiques des canonnières de la marine nationale entre Ouessant et le bord du Plateau continental.

4° Croisières des navires de guerre *Sentinelle* et *Estafette*.

5° Croisière du croiseur léger *Ville d'Ys* à Terre-Neuve. En 1922, il avait été organisé six croisières.

L'Office publie chaque année les résultats de ses travaux dans une série de publications intitulées « Notes et mémoires ». Il édite aussi des cartes de pêche; ces cartes représentent les fonds par des courbes de niveau, en indiquent la nature, et renseignent le pêcheur sur les animaux qui y vivent. Toutes ces publications rendent de précieux services à l'industrie de la pêche. Il existait en France d'autres associations poursuivant des buts analogues, mais elles ont été en général englobées dans l'Office scientifique; citons par exemple la Société océanographique du Golfe de Gascogne, fondée en 1897, dont les travaux océanographiques ont été nombreux et intéressants.

Mais ces associations nationales ne peuvent être que les membres d'une institution internationale, parce que l'océan est le milieu sans frontières ouvert à l'activité de toutes les nations. La solution des problèmes de l'océanographie ne peut être que l'œuvre d'institutions internationales auxquelles collaborent, du reste, étroitement les institutions nationales.

La science océanographique étant neuve, les associations nationales ou internationales se préoccupant de la protection de la mer sont elles-mêmes assez jeunes.

Congrès internationaux de la pêche maritime.

Les premières manifestations internationales en faveur de cette protection furent les congrès internationaux de la pêche maritime.

Trois conférences précédèrent le Congrès international d'aquiculture et de pêche, qui se tint à Paris du 14 au 19 septembre 1930. Ces trois conférences eurent lieu aux Sables d'Olonne 1896, à Bergen 1898 et à Stockholm 1899. C'est au Congrès international de 1900 que germa l'idée de créer un « Comité international permanent du Congrès » et qu'il fut organisé. Ces congrès eurent lieu à Pétersbourg 1902, Vienne 1905, Washington 1908 et Rome 1911. Ils reprirent après la guerre de 1914. Lors de diverses expositions internationales, des sections ont été réservées à l'océanographie. Notamment, lors de l'Exposition coloniale de 1906 à Marseille fut créée une *Section internationale d'océanographie des pêches maritimes et des produits de la mer*. Un rapport général a été dressé par M. Charles Bénard qui contient des renseignements précieux sur toute cette période de l'océanographie qui fut des plus fécondes.

L'organisation la plus importante, en raison de l'étendue de sa compétence et en raison aussi de sa permanence, est le Conseil permanent international pour l'exploration de la mer¹.

Le Conseil permanent international pour l'exploration de la mer a été fondé en 1902, lors d'une conférence tenue à Copenhague (précédée de réunions à Stockholm 1899 et Christiania 1901) entre les délégués de l'Allemagne, du Danemark, de la Suède, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Russie; l'Angleterre y était représentée en qualité d'ob-

1. Voir le Danois : « Le Conseil international pour l'exploration de la Mer ». Fasc. n° 11 des Notes et rapports de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes; compte rendu sommaire de la réunion tenue à Copenhague, juillet 1921. Voir aussi le fasc. n° 4 et les fasc. 14, 23, 37.

servatrice. Depuis lors, la France en fait partie (1920), ainsi que le Portugal (1921), la Belgique, la Lettonie et l'Esthonie (1924), l'Irlande et l'Espagne (1925), l'Italie (1926). L'Allemagne y est rentrée en 1927. Les Etats-Unis et le Canada n'en font point partie, les associations américaines bornant leur activité aux régions de l'Amérique du Nord. Les délégués français sont les membres principaux de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes.

Le Conseil permanent a une organisation sensiblement analogue à celle de la S. D. N. : un Bureau (Conseil de la S. D. N.), organe exécutif composé de 7 membres, un Conseil (Assemblée de la S. D. N.), où tout gouvernement a ses délégués scientifiques, le laboratoire central (secrétariat de la S. D. N.). Chaque Nation verse une cotisation.

Le Congrès international, dont le siège est à Copenhague, est composé de délégués et d'experts nommés par les divers Etats participants.

Le Congrès du Conseil international pour l'exploration de la mer se tient annuellement ; il se divise en plusieurs comités spécialisés : le Comité hydrographique ; le Comité du Plankton ; le Comité lithologique ; le Comité du hareng ; le Comité de la plie, de la morue et de l'Eglefin.

A côté de ces comités spécialisés dans l'étude d'une espèce, il en est d'autres qui étudient l'ensemble des problèmes pour une région donnée : ce sont le Comité baltique et le Comité du Plateau continental atlantique. Ce dernier a été créé à la demande de la France, lors de son entrée dans le Conseil international. Sa zone d'études s'étend de Rockall à Gibraltar ; la France y travaille avec l'Angleterre, le Portugal et l'Irlande. C'est l'Office scientifique et technique des pêches qui est chargé, quant à la France, de l'exécution des missions données par le Congrès.

Le Conseil s'occupe des questions scientifiques océanographiques, de l'organisation et de la régularisation de la pêche, en fonction des connaissances dues aux travaux scientifiques.

Depuis 1928, le Conseil est en rapport constant avec le Comité économique de la S. D. N.

Notons que depuis l'adhésion de la France au Conseil, les méthodes de travail ont été assez rapidement modifiées, qui paraissaient trop théoriques et trop purement scientifiques. Les Anglais comme les Français désirent une orientation des recherches en vue de résultats pratiques et conçoivent comme préférable l'emploi des méthodes destinées à obtenir ces résultats dans le plus bref délai possible.

A côté du Conseil international pour l'exploration de la mer existent d'autres associations internationales qui se sont fixées comme champ d'études certaines mers particulières ou certaines parties de mer.

La Commission internationale pour l'exploration scientifique de la Méditerranée a été fondée en 1910 grâce au Prince Albert I^{er} de Monaco¹. Son organisation actuelle résulte d'un acte signé à Madrid en 1919. Actuellement, 13 Etats méditerranéens ou voisins font partis de la Commission : Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Monaco, Roumanie, Tunisie, Yougoslavie. La Grande-Bretagne est tenue au courant des travaux de la Commission, qui a pour président l'amiral italien Thaon di Revel et pour secrétaire général M. Le Danois.

Il existe aussi une *Commission internationale pour l'exploration scientifique de l'Atlantique*, fondée dans les mêmes conditions que celle de la Méditerranée. Elle est composée de savants et non de délégués des gouvernements.

Les Etats-Unis, le Canada et Terre-Neuve, qui ne font pas partie du Conseil international pour l'exploration de la

1. Le Prince Albert I^{er} de Monaco tient une place très importante dans l'histoire de l'Océanographie. On lui doit, en effet, de très nombreuses découvertes et observations faites au cours des expéditions océanographiques qu'il fit à bord de ses bateaux, l'*Hirondelle*, la *Princesse Alice I* et la *Princesse Alice II*, à partir de l'année 1885, sans interruption, pendant plus de vingt ans. Il fut non seulement un savant explorateur, mais il usa sans compter de sa grande influence en faveur de l'Océanographie, qui doit aussi beaucoup à sa grande générosité. C'est à lui aussi qu'est due la fondation du remarquable Musée d'Océanographie de Monaco.

mer et qui, ici comme en beaucoup d'autres matières, préférèrent s'en tenir à des conventions restreintes, n'ont pas négligé la science océanographique.

Le Comité des pêcheries de l'Amérique du Nord, organisation de recherches scientifiques, a été organisé par une conférence d'experts tenue à Ottawa en septembre 1920 entre les Etats-Unis, le Canada et Terre-Neuve. Le Comité est en relation avec le Conseil permanent international.

A la suite de la première mission de M. Le Danois sur le banc de Terre-Neuve en 1922, la France et les pays de l'Amérique du Nord ont étroitement collaboré. Le banc de Terre-Neuve a été dévolu à la France comme zone de recherches lors de la V^e Conférence qui se tint à Toronto en 1923. C'est l'Office scientifique et technique des pêches maritimes qui est chargé de ces explorations. M. Le Danois a effectué des recherches au cours des campagnes de 1922 sur la *Cassiopée*, de 1923 sur la *Ville d'Ys*. Le navire-hôpital *Sainte-Jeanne d'Arc* fit d'intéressantes observations sur ces bancs au cours de l'année 1923¹.

La Commission internationale des pêcheries entre les Etats-Unis et le Canada a été créée par un traité conclu entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis le 11 avril 1908. La Commission avait pour mission d'établir des règlements de pêche. Mais le Sénat américain ayant donné force de loi à tous les règlements sauf à ceux qui intéressaient spécialement le Canada (ceux relatifs aux régions du lac Erie et du Puget Sound), le Gouvernement canadien se refusa à appliquer le traité².

1. Voir le Danois. Notes et Mémoires de l'Office scientifique et technique des Pêches maritimes, n° 35, janvier 1924 : « Les conditions de la pêche à la morue sur les bancs de Terre-Neuve ».

2. Voir Gidel, livre cité, I^{re} partie, liv. VI, chap. I, t. I, p. 444.

CHAPITRE PREMIER

LA PROTECTION DES PHOQUES ¹.

La protection des phoques a soulevé un problème spécial, en raison de la nature et des mœurs de ces animaux amphibies. Vivant, tantôt à terre, tantôt au large, ils doivent être doublement protégés : et à terre et au large.

Nous allons, avant d'examiner les questions de protection des phoques que le droit international a eu à résoudre, donner quelques indications sur les mœurs de ces animaux, afin de mettre en lumière la nécessité de cette double protection.

Les phoques. Mœurs et migrations.

Nous ne nous occuperons pas ici des phoques en général, mais seulement de ceux dont la protection a soulevé des différends d'ordre international, à savoir les phoques vivant dans le Pacifique nord et dans les mers d'Europe, ceux de l'hémisphère austral ayant été réduits à rien avant même que l'on se soit préoccupé de les protéger. La différence essentielle entre les phoques du Pacifique nord et ceux des mers d'Europe, du point de vue qui nous intéresse, tient en ce que les premiers ont leurs petits sur la terre ferme alors que les autres les ont sur la banquise.

1. A ce sujet, voir la thèse de M. Tillier, thèse Paris, 1907. Les pêcheries de phoques de la mer de Behring.

*Mœurs et habitude des phoques à fourrure
du Pacifique nord et en particulier des troupesaux
des Iles Pribilof.*

Les phoques à fourrure appartiennent à l'ordre des pinipèdes. Ce sont des mammifères couverts de poils, vivant dans l'eau, munis de pieds pentadactyles transformés en nageoires, dont les postérieures sont dirigées en arrière et d'un système dentaire complet. Ils sont dépourvus de nageoire anale.

L'ordre est divisé en deux grandes familles : les phoques à fourrure appartiennent au genre *otaria* de la famille des *phlotidae*. Ils ont été dénommés : *otaria* (*callthorinus*) *ursina*.

C'est un amphibie vivant à la mer, sauf à l'époque de la reproduction où il vient à terre. A l'heure actuelle, l'espèce est confinée en deux points du Pacifique nord : l'un à l'est : les îles Pribilof (55° lat.) dans la mer de Behring, l'autre à l'ouest : les îles du Commandant près du Kamtchatka (lat. 54°). Leur aire d'habitation s'étendait autrefois beaucoup plus vers le sud. Les îles Pribilof, au nombre de quatre, sont situées à 300 milles de la pointe extrême nord-ouest de l'Alaska. Comme nous le verrons plus loin, après avoir fait partie de l'Empire russe, depuis 1867 elles sont passées sous la souveraineté des Etats-Unis. L'archipel se compose des îles : Saint-Paul qui a 13 milles sur 6 milles, Saint-Georges 14 milles sur 5 milles, Otter Island 1 mille sur 1 mille et Walruss Island simple rocher ; ces deux dernières îles à proximité de Saint-Paul. Saint-Paul et Saint-Georges sont éloignées de 37 milles. Ce sont des îles volcaniques, ne comportant aucune végétation, de climat humide et brumeux. Sur l'île Saint-Paul, plate et d'accès facile, il existe de nombreux emplacements fréquentés par les phoques à la saison de leur venue ; sur Saint-Georges, ces emplacements sont au nombre de cinq seulement. Ces emplacements sont appelés par les chasseurs : *rookeries*.

Chaque rookerie se divise en « breeding ground » ou terrain d'élevage, où s'établissent mâles et femelles adultes, et « hauling ground », où se tiennent les jeunes.

En effet, chez les phoques comme chez la plupart des mammifères, les jeunes sont tenus à l'écart des femelles par les mâles les plus vieux et les plus forts qui sont polygames. Lors de la chasse à terre, seuls sont sacrifiés les jeunes et il n'est pas touché aux phoques accouplés. Les mâles se distinguent facilement des femelles ; en effet, alors que celles-ci ne pèsent que dans les 200 livres, les mâles atteignent 500 et 700 livres.

Les chasseurs ont baptisé de noms différents les diverses catégories des phoques.

Les mâles de plus de 5 ans aptes à la reproduction sont appelés bulls ou « beach master » ou « sekatchine » (taureaux).

Les femelles adultes sont appelées cows (vaches).

Les jeunes mâles de moins de 5 ans : bachelors.

Les jeunes des deux sexes : pupps (veaux).

Les bulls ou taureaux arrivent aux îles vers la fin d'avril, au mois de mai et surtout au début de juin. Ils se réservent immédiatement des emplacements dans lesquels ils parqueront leurs femelles, car ils sont polygames, et dont ils éloignent les jeunes. En moyenne, on estime que chaque mâle se réserve entre 15 et 20 femelles. La période du rut dure environ trois mois de la mi-avril à la mi-juillet. Quand les femelles sont fécondées, les mâles vont à la mer et laissent même approcher les jeunes. Les premiers « bulls » partent vers le 15 août, les derniers vers le 15 septembre.

Les femelles reçoivent le mâle pour la première fois à 2 ans, la durée de la gestation est probablement de 50 semaines. Chaque femelle n'a qu'un petit à la fois, très rarement deux. Les femelles arrivent aux îles vers la fin de juin pour mettre bas, elles reçoivent le mâle environ deux semaines après. Les femelles quittent les îles après avoir allaité leurs petits et lorsque ceux-ci peuvent se passer d'elles, c'est-à-dire vers la fin de novembre.

Les « bachelors » ou jeunes mâles de 3 à 6 ans, aptes à la reproduction, mais éloignés des femelles par les vieux mâles, arrivent aux îles avec les bulls, c'est-à-dire au mois de juin. Ce sont eux qui font les frais de la chasse et eux seulement. Ils se tiennent sur les « hauling grounds », éloignés des plages d'élevages par les vieux mâles. Ils sont donc à part et faciles à identifier.

Quant aux jeunes, ils ne savent pas nager en naissant. Ils vivent groupés et commencent à s'approcher de la mer vers la fin d'août. Ils sont sevrés vers l'âge de 4 mois et prennent la mer avec les femelles, vers cet âge au mois de novembre.

L'accouplement n'a lieu, semble-t-il d'après les observations, qu'à terre.

Alors qu'il est établi que les mâles se passent de nourriture pendant leur séjour à terre, aussi bizarre que cela puisse paraître, il est certain, et ce point a une grande importance au point de vue de la protection des phoques en mer, que les femelles qui allaitent vont se nourrir en mer assez au large, et que la grosse majorité des phoques pris en mer sont des femelles pleines et allaitant.

On a essayé de dénombrer les phoques fréquentant les îles. Les statistiques sont difficiles à établir ; voici les chiffres donnés par M. Tillier :

1869 Bryant estime le nombre de phoques à 4.400.000 ; 1870 Bugnestky à 5.000.000 ; 1872 Elliot à 4.700.000 ; 1874 Magnard à 6.000.000 ; 1887 Tingle à 4.500.000 et 1890 Elliot à 1.200.000.

Il semble, d'après les renseignements de 1891, que ce soit à 2.000.000 qu'il faille s'en tenir.

S'il est relativement facile d'observer la vie des phoques lors de leur séjour à terre, il n'en est pas de même au large. Et cependant, la connaissance des mœurs des phoques au large est indispensable à l'établissement de la double protection qu'ils doivent recevoir. Lors de l'affaire soulevée par les phoques de la mer de Behring, entre les Etats-Unis

et la Grande-Bretagne, des commissions ont été chargées d'élucider les points qui paraissaient les plus importants aux deux parties.

Les Américains prétendaient, comme nous le verrons, avoir un droit de propriété sur le troupeau des îles Prybiloff. Si l'on avait pu établir que ce troupeau ne sortait pas des eaux territoriales américaines, la question était réglée. Aussi s'efforça-t-on de savoir si les phoques atterrissaient sur d'autres terres que les îles Prybiloff : la Colombie britannique en particulier ; s'ils ne se mélangeaient pas avec le troupeau des îles du Commandant (appartenant à la Russie). Enfin, on s'attacha à connaître leurs migrations. Il est incontestable que les phoques n'atterrissent sur aucune autre terre, et qu'ils ne se mélangent pas au troupeau des îles du Commandant, qui sont du reste fort éloignées des Prybiloff (780 milles marins). Ils vivent en troupe du commencement de décembre au commencement de juin à la limite des grands fonds, puis disparaissent de juin à novembre. Leur existence pélagique est donc bien confirmée.

Les migrations.

Grâce aux observations qui ont été faites par les pêcheurs, les indigènes et les commissaires anglais et américains envoyés lors du conflit qui s'était élevé entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, on est parvenu à connaître de façon assez précise la route suivie par les phoques lors de leur séjour en mer.

Voici les itinéraires qu'ils suivent de façon assez constante :

1° Des îles Pribiloff, ils se dirigent en direction de l'ouest vers les îles Aléoutiennes, puis des îles se dirigent vers la Colombie britannique, où ils restent pendant l'hiver. Ils reviennent par une autre route vers les îles Aléoutiennes

en contournant le golfe d'Alaska, puis reviennent vers les îles en longeant la presqu'île.

2° Jamais ils ne touchent d'autre terre que les îles Pribiloff et jamais ne se mélangent aux phoques des îles du Commandant, dont ils diffèrent du reste assez nettement.

Tous ces renseignements permettent de discuter la question de propriété qui avait été soulevée lors de l'arbitrage par le Gouvernement des Etats-Unis. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est la protection des phoques qui avait été soulevée en même temps. Il nous faut à ce sujet avoir des indications sur les méthodes de capture employées au large et sur leurs résultats.

Connaissant maintenant les habitudes des phoques tant en mer que durant leur séjour à terre, il nous faut étudier la chasse ou la pêche des phoques. Cette chasse est-elle tellement meurtrière qu'il y ait lieu de s'occuper de cette protection ? Lors de l'arbitrage, la question de protection avait été posée par les Américains ; aussi aurons-nous recours aux conclusions des enquêtes faites par les deux parties, sans oublier que les commissaires tant anglais qu'américains pouvaient être influencés par le désir de voir triompher la thèse qu'ils soutenaient ; les Américains prétendant que la chasse en mer était des plus destructives, alors que la chasse sur les îles, par suite d'une sage réglementation, ne présentait pas les mêmes inconvénients ; les Anglais soutenaient la thèse opposée.

*La chasse sur les îles*¹.

Les principaux renseignements proviennent des rapports respectifs des commissaires anglais et américains. En dépit des assertions des commissaires anglais, on peut conclure avec certitude que cette chasse ne présente pas de trop graves dangers pour l'espèce.

1. Voir sur la chasse des phoques, Tillier, p. 95 et suiv., thèse Paris, 1907.

De 1787 à 1806, il a été tué annuellement 50.000 phoques ; de 1807 à 1816, il a été tué annuellement 47.000 phoques ; de 1817 à 1866, il a été tué annuellement 25.000 phoques.

En somme, une moyenne annuelle de 36.000 phoques.

Lors de la cession de l'Alaska au Etats-Unis par la Russie, le nombre de phoques tués s'élève à 75.000 (1867), puis 240.000 en 1868. Mais, à partir de la concession à une compagnie, le chiffre autorisé par le Gouvernement américain est de 100.000 ; en outre, un contrôle sérieux est établi. Seuls sont chassés les jeunes phoques non reproducteurs, il est formellement interdit de toucher aux mâles accouplés et aux femelles.

On a prétendu qu'il était difficile de faire une discrimination entre les phoques protégés et les jeunes, que les phoques qui n'étaient pas abattus, mais avaient été conduits de leur lieu de séjour aux abattoirs, ne pouvaient pas se remettre et mouraient des fatigues qu'ils avaient endurées.

Mais, en réalité, on doit reconnaître, et tous les enquêteurs en ont convenu, que les Américains prenaient les précautions nécessaires. En effet, les phoques sont menés lentement, à l'abri du soleil qu'ils craignent, et les abattoirs sont situés à des distances telles des « hauling grounds » qu'ils peuvent y revenir sans fatigue.

En résumé, si l'on veut bien se rappeler que le nombre des phoques s'élève à 1.200.000, d'après l'évaluation la plus faible, que les règlements américains qui sont respectés interdisent d'abattre plus de 100.000 phoques annuellement, que ces 100.000 phoques ne peuvent être pris que parmi les jeunes non accouplés, qu'il n'est jamais touché aux femelles, on peut conclure sans crainte de se tromper que l'exploitation ainsi réglementée des phoques pendant leur séjour sur les îles ne peut menacer l'espèce.

Mais les phoques sont aussi chassés en pleine mer, ce qui, d'après ce que nous savons du statut juridique de la haute

mer, paraît être des plus légitimes. Cette chasse des phoques au large présente-t-elle plus de danger pour l'espèce que celle qui est pratiquée sur les îles ?

La pêche en mer.

Ici aussi, on constate les mêmes contradictions entre les conclusions des enquêteurs américains et celles des Anglais. Mais un juge impartial semble, ici aussi, devoir reconnaître l'exactitude de la thèse américaine, à savoir que la pêche pélagique est beaucoup plus préjudiciable aux phoques que la chasse sur les îles et qu'elle doit être réglementée sévèrement.

La pêche en mer était pratiquée par de petits bateaux à voile, de 40 à 150 tonneaux, partant des côtes américaines et anglaises. Ils emmènent des canots et c'est de ces canots que les phoques sont tirés au fusil lorsqu'ils se trouvent à la surface. Le phoque tiré coule rapidement, il faut donc le repêcher aussitôt, sinon il est perdu. On se rend compte de la difficulté qu'il peut y avoir, et à les repêcher et à savoir si l'on a affaire à un mâle, une femelle ou un phoque adulte. Le nombre des navires pêcheurs passa rapidement de 3 en 1874 à 50 en 1890, et le recensement en était très difficile.

De l'enquête anglaise, il semblerait résulter que les pertes seraient à peine de 2 à 1 %, mais les témoins qui ont été interrogés par les Anglais ne présentaient pas les qualités requises, c'était en effet tous des pêcheurs intéressés au plus haut point à ce que cette chasse continue¹. Sur la question la plus importante : « Est-il détruit beaucoup de femelles ? », les commissaires anglais doivent eux-mêmes reconnaître que la majorité des phoques tirés au large sont des femelles².

1. Voir Tillier, thèse précitée, p. 106 et suiv.

2. Voir Tillier, thèse précitée, p. 109.

L'enquête américaine, beaucoup plus solidement étayée, établit les dangers certains que la pêche pélagique fait courir aux phoques. Pour la pêche en mer, les Américains font d'abord remarquer qu'il y a certainement un grand nombre de phoques de perdus. Il est en effet fort difficile de tirer avec précision d'un petit canot secoué par la houle ; aussi de nombreux phoques sont-ils blessés et ne restent pas sur le coup. Ils citent du reste des témoignages nombreux évaluant le nombre des phoques perdus aux deux tiers de ceux qui sont tirés. Les Américains se sont préoccupés d'obtenir des réponses aux trois questions suivantes :

1° Quelle est la proportion des femelles prises en mer ?

2° Les femelles sont-elles pleines ou nourrices ?

3° A quelle distance des îles Pribiloff rencontre-t-on et capture-t-on les femelles ?

80 % au moins des phoques pris au large sont des femelles, sur la côte nord-ouest presque toutes sont pleines, et nourrices dans la mer de Behring. Enfin, les femelles sont fréquemment reconstrées et tuées à 100 milles et même 200 milles des îles. Ces témoignages ne paraissent pas intéressés, et ils sont confirmés par ceux des directeurs des sept principales maisons de fourrure de Londres ¹.

Cette chasse en mer détruisant des femelles, et des femelles pleines ou nourrices surtout, présente donc les plus graves dangers pour les phoques à fourrure et en aurait probablement amené la destruction, si les Etats-Unis ne s'étaient pas émus de cet état de choses et si, par suite, un arrangement international n'était venu y mettre fin.

Quant aux phoques des mers d'Europe, leurs mœurs diffèrent de celles des phoques des îles Pribiloff, en ce qu'ils ont leurs petits sur la banquise au lieu de les avoir à terre. Ce qui constitue, en raison des difficultés d'approche, une excellente sauvegarde.

1. Voir thèse Tillier, p. 113 et suiv.

*La protection. L'affaire des phoques de la mer de Behring.
Protection accordée aux phoques par suite de l'arbitrage
de Paris de 1893.*

Les deux rives de l'extrême-Pacifique nord, appelé mer de Behring, la rive asiatique et la rive américaine appartenaient jusqu'en 1866 à la Russie. C'est en effet un Russe, Vitus Behring, qui, en 1728, explorait la mer qui porte son nom et atterrissait après avoir traversé le détroit du même nom sur le continent américain. Les Russes occupent l'Alaska, les îles Aléoutiennes ; en 1786, Pribilof découvre les îles qui portent son nom et sur lesquelles vivent en grand nombre les phoques à fourrure.

En 1799, un ukase du tzar Paul, donnant à une compagnie russo-américaine le monopole du commerce sur la partie du continent nord-américain occupée par les Russes (Alaska), est le premier acte législatif relatif à ces régions.

Pour arrêter la concurrence qu'Anglais et Américains faisaient à la compagnie russe, celle-ci obtint du tzar Alexandre I^{er} un ukase en 1821. Par cet ukase du 14 septembre 1821, Alexandre I^{er} déclarait russes tous les territoires et toutes les mers situées au nord du 55° latitude nord. La mer de Behring était considérée comme une mer fermée soumise à la souveraineté de la Russie et les droits de pêche et de navigation y étaient réservés aux seuls sujets russes jusqu'à 100 milles italiens des côtes. « Il était interdit à tous les navires étrangers, non seulement de faire terre sur les côtes et les îles appartenant à la Russie, telles qu'indiquées ci-dessus, mais encore d'en approcher à une distance moindre de 100 milles italiens. »

Les Etats-Unis et l'Angleterre protestèrent immédiatement contre ces prétentions absolument contraires au droit international. La Russie dut céder et reconnaître la liberté de la mer de Behring. En effet, par les traités russo-américains du 17 avril 1824 et russo-anglais du 28 février 1825,

« les sujets des hautes parties contractantes ne seraient ni troublés, ni gênés, soit dans la navigation, soit dans l'exploitation de la pêche... ». Seul était restreint le droit d'aborder « en vue d'empêcher un commerce illicite, il ne pouvait être fait escale dans les établissements russes sans la permission du gouverneur ». Les traités russo-anglais et russo-américains étaient dans le fond identiques ¹.

L'Alaska a été cédée par la Russie aux Etats-Unis par le traité du 30 mars 1867 ¹. La Russie cède « tous les territoires avec droit de souveraineté actuellement possédés par Sa Majesté sur le continent d'Amérique, ainsi que les îles contiguës ». La limite orientale est celle établie par le traité anglo-russe de 1825 ². La limite occidentale des territoires précités cédés passe par un point du détroit de Behring sous la parallèle du 65° 30' de latitude nord à son intersection avec le méridien qui sépare à distance égale les îles Krusenstern ou Ignalok et Ratmanof et remonte en ligne directe sans limitation vers le nord jusqu'à la mer glaciale. Du même point de départ, cette limite suit de là un cours presque sud-ouest à travers le détroit de Behring et la mer de Behring, de façon à passer à égale distance entre la pointe nord-ouest de l'île Saint-Laurent et la pointe sud-est du cap Choukotski jusqu'au méridien 172 long. ouest de ce point ; à partir de l'intersection de ce méridien, cette limite suit une direction sud-ouest, de façon à passer à égale distance des îles Attou et Copper jusqu'au méridien 196 enclavant les îles Aléoutiennes dans le territoire cédé ».

Le traité entendait-il céder seulement les terres comprises dans ces limites ou englobait-il aussi les mers ? Le point n'est pas spécifié.

Plus tard, dans un travail d'amendement sur une loi de protection des phoques, la Chambre des Représentants spé-

1. Pour les détails de ces traités, se rapporter à M. Gilbert Gidel, livre précité p. 453, et à la thèse de M. Tillier.

2. Martens, *Nouveau Recueil*, VI, 684, et n° Suppl., II, 426.

3. Voir Tillier, ouvr. précité, p. 48 et suiv.

cifia que le texte devait s'appliquer « dans les limites du territoire de l'Alaska ou de ses eaux ³ ».

Le différend anglo-américain.

A partir de 1878, des bateaux canadiens se livrèrent à la pêche des phoques dans la mer de Behring. La Compagnie américaine, qui avait le monopole de la chasse des phoques aux îles Pribilof, en conçut ombrage et porta plainte auprès du gouvernement des Etats-Unis. En 1887, trois schooners de la Colombie britannique furent saisis par les autorités américaines à environ 65 milles de l'île Saint-Georges, et les patrons furent condamnés pour avoir pêché dans les eaux de l'Alaska. En 1887, nouvelles saisies dans des conditions analogues, nouvelles condamnations sous prétexte que les navires se trouvaient dans une « mer fermée ».

Mais le gouvernement des Etats-Unis, voyant qu'il faisait fausse route et qu'il ne pourrait faire admettre que la mer de Behring était une mer fermée, changea ses batteries et posa la question de l'opportunité d'une entente internationale « en vue d'une meilleure protection des pêcheries de phoques à fourrures dans la mer de Behring ». Un arbitrage fut décidé en 1891 et organisé par le traité signé à Washington le 29 février 1891. Le tribunal arbitral composé de sept membres se réunit à Paris, sous la présidence du baron de Courcel, et rendit sa sentence le 15 août 1893.

Les Américains réclamaient un véritable droit de souveraineté sur la mer de Behring.

1° Ils prétendaient pouvoir exercer les droits que la Russie avait affirmés sur la mer de Behring par l'Ukase d'Alexandre I^{er}. L'Angleterre répondait que la Russie avait abandonné ces prétentions par le traité du 28 février 1825 qui avait fait suite aux réclamations anglaises et américaines aussi, du reste ;

3. Voir Gidel, ouvr. précité, p. 455.

2° Ils prétendaient aussi que la chasse en mer devait amener rapidement la disparition des phoques, pour toutes les raisons que nous avons exposées plus haut.

La sentence arbitrale a donné tort aux Etats-Unis, elle a proclamé le principe de la liberté de la haute mer et limité le droit de souveraineté des Etats-Unis à la mer territoriale déterminée par la distance ordinaire de trois milles à partir de la côte. Il décidait que les Etats-Unis n'avaient aucun droit de protection ou de propriété sur les phoques à fourrure qui fréquentent les îles appartenant aux Etats-Unis. Dans la mer de Behring, quand ces phoques se trouvent en dehors de la limite ordinaire de trois milles.

Les phoques étaient ainsi laissés sans aucune protection. Or, c'est pourtant là ce que recherchaient les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en avait admis le principe. L'article 7 du compromis donnait mission aux arbitres d'établir un règlement pour la pêche des phoques en pleine mer, au cas où la souveraineté américaine sur la mer de Behring ne serait pas reconnue. Les arbitres ont rédigé ce règlement qui donne entière satisfaction aux Etats-Unis. Une première zone de protection est établie autour des îles Pribylof, elle s'étend à soixante milles des îles (eaux territoriales comprises). Dans cette zone, les phoques à fourrure sont rigoureusement protégés en tous temps.

Puis, une deuxième zone de protection est établie en haute mer, mais si cette zone est plus étendue, la pêche ou la chasse des phoques n'y est interdite que pendant les mois de mai, juin, juillet. Enfin, suivant diverses mesures de détail : seuls peuvent pêcher les navires à voiles, munis de licence délivrée par l'Etat de leur pavillon. Ces navires doivent établir un rapport détaillé de leur activité, etc...

Mais cette protection n'avait qu'une valeur assez relative, car seuls étaient engagés les deux Etats signataires du compromis : l'Angleterre et les Etats-Unis. La Russie et le Japon qui pratiquaient, eux aussi, cette pêche n'avaient pas à tenir compte du règlement. Les phoques ne se trouvaient

pas davantage protégés qu'auparavant, et les pêcheurs américains et anglais subissaient un préjudice. Aussi les Etats-Unis s'efforcèrent-ils de parvenir à une entente plus générale qui engloberait les quatre grands riverains du Pacifique nord : Angleterre, Etats-Unis, Japon et Russie.

Le traité du 7 juillet 1911.

Par ce traité, la chasse en mer des phoques est rigoureusement interdite. La zone à laquelle s'applique cette interdiction s'étend à toute la partie de l'Océan Pacifique qui se trouve au nord du 30° lat. Nord. Tous les navires de guerre des différents pays contractants peuvent saisir les bateaux pris en contravention, mais ce sont les autorités de l'Etat auquel appartient le navire qui ont compétence pour juger. Le commerce des peaux des phoques pris dans la zone réservée est interdit dans les quatre pays contractants. Une certaine proportion (15 %) des peaux provenant de la chasse des îles Pribylof est remise, chaque année, par le gouvernement des Etats-Unis au Japon et à la Grande-Bretagne. Au cas où le recensement officiel ferait ressortir que le nombre des phoques sur les îles Pribilof est inférieur à 100.000, la chasse pourra être interdite.

Signalons que des clauses analogues sont insérées, relatives au nombre de peaux que le Japon, la Grande-Bretagne et la Russie remettront aux autres gouvernements contractants.

La protection des phoques des mers d'Europe.

Nous n'avons jusqu'ici parlé que de la protection des phoques du Pacifique, mais, pour les phoques de la mer glaciale, la question de la protection s'est aussi posée, mais très différemment, car, pour eux qui n'ont point leurs petits

à terre, mais sur la banquise, il ne peut être question d'une interdiction absolue de la chasse en mer compensée par la répartition des produits de la chasse à terre. On ne peut les protéger autrement que par l'établissement de périodes de fermeture et dans certaines zones.

Cette protection peut être établie, soit par réglementations concordantes ou par conventions. Voici ce qui a été fait à cet égard. En 1874, la Norvège demanda que fût fixée une date d'ouverture de la chasse aux phoques dans la mer glaciale. En conséquence, l'Angleterre, la Suède, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Russie et la Norvège édictèrent des lois concordantes fixant au 3 avril l'ouverture de la chasse des phoques entre les 67° et 75° de lat. Nord, 5° long. E, 17° long. O.

En 1921, soi-disant pour protéger les phoques du Groënland, l'U. R. S. S. prétendait se réserver toute exploitation de la mer jusqu'à douze milles de ses côtes de la mer Blanche et de la mer Glaciale. L'Angleterre protesta, ses chalutiers fréquentant ces régions, mais se déclara prête à participer à un accord relatif à la protection des phoques. La Norvège a obtenu de l'U. R. S. S. le droit de chasser le phoque en territoire russe moyennant paiement d'une redevance. La saison de la chasse est fixée du 1^{er} mars au 15 juin.

CHAPITRE II

TRAITES REGLEMENTANT LA PECHE EN HAUTE MER

A. ACCORDS FRANCO-BRITANNIQUES.

B. ACCORDS ENTRE LES E.-U. ET LE CANADA.

C. ACCORDS ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE MEXIQUE.

A. ACCORDS FRANCO-ANGLAIS.

RÈGLEMENT DU 24 MAI-23 JUIN 1843.

La plus ancienne réglementation internationale relative à la protection des espèces en haute mer paraît être le règlement franco-anglais du 24 mai 1843 ; ce règlement ne paraît pas avoir eu pour but essentiel la protection, c'est plutôt incidemment qu'il s'en est préoccupé, il avait pour objet principal de définir « les devoirs et obligations des pêcheurs de France et de Grande-Bretagne dans les mers situées entre les côtes de France et de Grande-Bretagne ». En effet, en 1839, la France et l'Angleterre avaient conclu une convention pour la délimitation des pêcheries sur les côtes des deux pays, l'article 11 de cette convention prévoyait la nomination d'une Commission franco-anglaise qui devait préparer « une série de règlements sur les devoirs et obligations des pêcheurs des deux pays dans les susdites mers (la Manche) ». Un règlement en 89 articles fut rédigé et signé à Londres le 24 mai 1843.

A côté des dispositions tendant à éviter les conflits entre pêcheurs français et anglais, le règlement contient quelques articles relatifs à la protection du poisson. Ce sont les

articles 17 à 23 qui fixent les dimensions des chaluts, l'article 28 relatif à la taille des mailles de filets à harengs, les articles 37, 41, 42, 55, se préoccupant des autres engins de pêche. La convention de 1839 avait interdit le dragage des huîtres pendant la nuit, il est vrai que cette défense avait davantage pour but la protection des pêcheurs de chaque nationalité contre ceux de l'autre, ce n'en est pas moins une des premières, sinon la première mesure de protection des richesses de la mer. La convention de 1867 entre la France et l'Angleterre, relative à la pêche en mer, n'a pas été ratifiée par la France.

En 1923, une déclaration conjointe a été faite par la France et l'Angleterre, relativement au dragage des huîtres en dehors des eaux territoriales ¹.

B. ACCORDS ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA GRANDE-BRETAGNE (CANADA).

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont conclu, en 1908, un traité visant « *la protection, la conservation et la propagation de poissons comestibles des eaux contiguës aux Etats-Unis et au dominion du Canada* ». Le traité prévoyait l'établissement d'une Commission internationale de la pêche, chargée d'établir les règlements internationaux pour la protection et la conservation des poissons comestibles. D'après l'article 2 : « Ces règlements devront comprendre des saisons d'interdiction, des restrictions quant au caractère, grandeur et mode d'emploi de filets, d'engins, d'outils, d'apprêts et d'autres moyens. Ce traité ne s'applique à aucune partie de la haute mer. Ce qui est tout à fait remarquable dans ce traité, c'est l'importance donnée à la Com-

1. La Convention de la Mer du Nord, signée à La Haye, le 6 mai 1882, tend à assurer le bon ordre et la sécurité des pêcheurs sur les lieux de pêche, plutôt qu'à protéger le poisson.

mission, dont les règlements entrent en vigueur sans confirmation par les gouvernements.

Un traité du 20 juillet 1912 entre Etats-Unis, Canada, Terre-Neuve, a réalisé l'établissement de Commissions permanentes mixtes sensiblement analogues¹.

Il y a encore deux traités passés entre les Etats-Unis et le Canada ; ce sont : le traité concernant la protection du flétan ou halibut, signé le 2 mars 1923, ratifié le 21 décembre 1924, et celui concernant le saumon du Pacifique ou « sockeye » de 1929. Le système de protection adopté par ces traités comporte une clôture saisonnière de la pêche, elle est fixée du 16 novembre au 15 février, aussi bien en haute mer que dans la mer territoriale.

Le traité prévoit la nomination d'une Commission composée de membres canadiens et américains. Cette Commission est assez semblable aux comités du Conseil international pour l'exploration de la mer (comité du hareng, de la morue, de la plie, etc...) en ce qu'elle doit étudier du point de vue scientifique le flétan, mais, en raison de l'existence d'un traité et de son esprit, la Commission est aussi chargée d'émettre des recommandations de protection. Il était, en effet, prévu dans le traité que sur *recommandation de la Commission* internationale des pêcheries « les dispositions du traité peuvent être modifiées ou suspendues à tout moment à l'expiration de trois années par un accord spécial conclu et dûment ratifié par les H. P. C. ». La Commission a ainsi préconisé plusieurs mesures : prolongation de la fermeture de la pêche de deux semaines en novembre, réglementation de la quantité de poisson à prendre dans chaque zone par fermeture de la pêche lorsque la quantité fixée est atteinte

Elle recommandait aussi la création de parcs d'élevage,

1. Pour ces traités, voir : *Les fondements juridiques de la conservation des richesses de la mer*, publié par l'Institut de Droit international, 1936, et *supra*, p. 201.

en interdisant la pêche dans les lieux habituellement fréquentés par les jeunes poissons.

Ces mesures, basées sur l'observation scientifique, paraissent devoir être effectives, et les pays d'Europe devront suivre un jour l'exemple que leur donne l'Amérique, bien que, sur le vieux Continent, on doive ici rencontrer les mêmes obstacles que lorsqu'il s'est agi de la protection des oiseaux ¹.

Un traité identique au précédent a été conclu entre les mêmes pays, le 27 mars 1929, en ce qui concerne le saumon du Pacifique. La Commission mixte a le pouvoir de fixer la fermeture saisonnière de la pêche, de réglementer les engins de pêche qui peuvent être employés, d'établir des réserves.

C. ACCORD ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE MEXIQUE.

Les Etats-Unis avaient passé, en 1925, un traité ² analogue avec le Mexique : Commission mixte dite Commission internationale des pêcheries, Etats-Unis et Mexique, devant faire les recommandations susceptibles d'amener la protection du poisson. Ce traité a été dénoncé en 1927, avant que la Commission ait pu réaliser son programme.

D. CONVENTIONS EUROPÉENNES ET ASIATIQUES.

Des conventions entre l'Italie et la Yougoslavie ³ (1921) entre la Finlande et l'U. R. S. S. ⁴ (1922) prohibent l'usage d'explosifs et de matières vénéneuses pour la capture du poisson.

La Lettonie et l'Esthonie ont conclu, en 1925, une Con-

1. Voir *supra*, *Protection des oiseaux*, I^{re} partie, liv. I, chap. I, p. 000.

2. De Martens, *Nouveau Recueil*, 3^e série, XVIII, p. 226.

3. *S. D. N.*, *série des traités*, XIX, p. 17.

4. *S. D. N.*, *série des traités*, XIX, p. 184.

vention¹ pour la conservation du saumon, de la truite de mer et de l'écrevisse. Cette convention établissait une Commission permanente chargée d'enquêtes scientifiques, interdisait la pêche pendant une période, ainsi que celle des poissons inférieurs, à une certaine taille.

Citons aussi les traités entre l'U. R. S. S. et la Perse (Iran) (1^{er} octobre 1927)², et entre l'U. R. S. S. et le Japon (23 janvier 1928)³.

Signalons enfin une convention internationale des plus récentes : « La convention internationale du 23 mars 1927 pour la réglementation des maillages des filets de pêche et des tailles minima de poissons ».

Elle a été signée par la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Islande, l'Etat libre d'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne et la Suède. Elle s'applique aux Pêcheries de l'Atlantique Nord et aux mers tributaires, sauf la Méditerranée. Les gouvernements contractants s'engagent à créer une Commission permanente qui « examinera s'il y a lieu d'étendre ou de modifier les dispositions » de la convention et, « à cette fin, la Commission consultera le Conseil international pour l'exploration de la mer et tiendra compte de tout avis communiqué par lui ».

1. S. D. N., *série des traités*, LIV, p. 231.

2. S. D. N., *série des traités*, LXII, p. 298.

3. S. D. N., *série des traités*, XXC, p. 342.

CHAPITRE III

LA QUESTION DE LA PROTECTION DES CETACES

Les progrès accomplis dans la capture des cétacés ont été considérables et, d'autre part, ce sont des animaux peu prolifiques (la femelle semble n'avoir de petit que tous les deux ans, la durée de la gestation est d'environ une année), aussi semble-t-il que l'espèce soit en nette régression. L'estimation du nombre des baleines peuplant actuellement les océans est à peu près impossible à faire, et on n'est pas d'accord sur les chiffres. M. Suarez estimait, en 1925, à 10.000 ou 12.000 le nombre des baleines, M. Raestadt en compte dix fois plus. Mais, ce qui est certain, c'est un accroissement considérable des captures¹ et une faible capacité de reproduction.

L'industrie de la pêche à la baleine n'est pas nouvelle, mais elle a fait des progrès plus considérables que toutes les autres pêches, surtout en ce qui concerne l'utilisation des sous-produits.

Quant à la pêche proprement dite, à la capture, les principaux progrès ont été dus à la substitution de la vapeur à la voile et du harpon à grenade lancé par un canon, au harpon primitif lancé à la main. Il en est résulté, on le conçoit, un accroissement considérable de captures.

C'est du ^{xvii}e siècle que date l'usage à la mer. Les Basques, évincés par les Hollandais des côtes du Spitzberg, se mirent à fabriquer l'huile à bord. Ils en tirèrent de tels avantages que, « quand même ils auraient liberté dans la

1. Voir note 2, page suivante.

terre de Spitsbergue, ils ne s'en voudraient pas servir ¹... ».

Mais tous les moyens utilisés jusqu'à il y a quelques années, que ce soit au large ou à terre, n'étaient que des moyens primitifs, mais il est aisé de se rendre compte de ce que les incroyables progrès accomplis dans les sciences et surtout la chimie ont pu apporter comme changements dans l'exploitation des carcasses de baleines. A l'heure actuelle, ce sont de véritables flottes qui se livrent à la pêche à la baleine. Un bateau-usine accompagne les équipes de chasseurs qui remènent le produit de leur chasse à l'usine pour qu'il y soit traité. Aussi, la destruction s'est-elle accrue considérablement, et les pêcheurs ne se cantonnent plus dans certains parages voisins des côtes où la nécessité de ramener leur pêche les maintenait, les baleines sont maintenant pourchassées dans tous les océans. Si l'on rapproche les chiffres donnés par M. Jessup ² des baleines annuellement détruites, de l'estimation faite par M. Suarez (voir plus haut), on comprend qu'il y ait lieu de s'inquiéter de l'avenir de l'espèce. Le docteur Charcot redoutait la disparition des cétacés, le zoologiste suisse Paul Sarrazin aussi ³.

*Avant-projet de convention
établi par le Comité économique de la S. D. N.*

La question de la protection des cétacés était d'importance, aussi la S. D. N. en a-t-elle saisi les gouvernements par une décision du 8 septembre 1930.

Le texte de l'avant-projet de convention réglementant la

1. Cité par Raestadt; — voir G. Gidel, ouvr. précité, I^{re} partie, liv. VI, chap. IV, t. I, p. 468.

2. Jessup, *Recueil Acad.*, t. XXIX, p. 491. — Baleines tuées : 1900, 750; 1910, 9.491; 1913, 20.256; 1914, 20.250; 1915, 16.341; 1916, 16.374; 1917, 9.930; 1918, 9.393; 1919, 4.724; 1920, 10.105; 1921, 10.388; 1922, 12.183; 1923, 13.318; 1924, 16.200; 1925, 21.439; 1926, 28.070; 1927, 18.245.

3. Voir G. Gidel, ouvr. précité, p. 469.

chasse à la baleine a été établi par les soins du Comité économique qui avait convoqué à Berlin, le 3 avril 1930, une réunion d'experts chargés d'examiner « si, et dans quels termes, dans quels parages, une protection internationale des baleinoptères pourrait être établie ». Les experts purent s'appuyer sur les études du Conseil international de Copenhague¹, d'autre part un voyage d'étude sur l'industrie baleinière a été organisé, le *Discovery II* a quitté à cet effet Londres pour les mers antarctiques en décembre 1929. Les experts ont reconnu à l'unanimité qu'une convention internationale serait favorable à l'industrie baleinière².

Dans l'article 1^{er}, les H. P. C. s'engagent à assurer l'application des dispositions convenues et à punir les infractions à des dispositions « dans les limites de leurs juridictions respectives », c'est-à-dire vis-à-vis de leurs ressortissants et des navires battant leur pavillon. Ainsi, chaque partie n'a de pouvoir de police que vis-à-vis de ses ressortissants et non vis-à-vis des ressortissants des autres H. P. C.

Quelles sont les mesures adoptées ? C'est l'interdiction absolue de la chasse de certaines espèces (right whales) à savoir : la baleine du cap Nord, la baleine du Groëland, la « right whale » Australe, la right whale du Pacifique, la right whale Pygmée australe.

Pour d'autres espèces, seule est interdite la capture des jeunes et des femelles accompagnées des baleineaux ou de jeunes non sevrés (art. 4).

L'article 5 espère, en imposant une utilisation complète des baleines, diminuer la destruction, « les carcasses de baleines capturées devront être utilisées aussi complètement que possible ». La surveillance est prévue par les articles 7, 9, 10, 11.

1. Notamment un rapport de J. Risting, un rapport de M. Borley, un projet de convention présenté par le gouvernement français, les travaux de l'American Conseil for the protection of whales, les rapports de l'Association des baleiniers norvégiens, Gidel, t. I, note 1, p. 474.

2. Voir *infra*, « Activité de la S. D. N. en matière de protection des richesses de la mer ».

Art. 7. Chaque navire se livrant à la pêche à la baleine devra obtenir une licence de l'Etat de son pavillon, ou devra, en tout cas, avoir avisé son gouvernement de son intention de se livrer à cette pêche.

(Art. 9, 10, 11.) Tout navire qui pratique la pêche à la baleine devra fournir tous les renseignements sur son activité à son gouvernement, qui devra lui-même les communiquer à un « organisme établi en vue de recueillir et de distribuer les statistiques de l'industrie baleinière ».

En raison de ce que, comme nous l'avons vu, la pêche à la baleine se pratique actuellement dans toutes les mers du globe, la convention est applicable dans toutes les mers. Art. 8 : « La zone géographique d'application des articles de la présente convention s'étendra à tous les eaux du monde entier, y compris à la fois la haute mer et les eaux territoriales et nationales. »

Cette convention s'inspirait de la législation norvégienne récemment mise en vigueur. La Société des Nations a voulu donner à son projet de convention une base scientifique, elle a pris l'avis du Conseil permanent international pour l'exploration de la mer.

La convention a reçu, dans un délai assez long, les adhésions ou ratifications nécessaires (au moins 8 Etats, y compris la Norvège et la Grande-Bretagne ; art. 17). En effet, plus de 17 Etats ont ratifié ou adhéré, y compris (ratification) Etats-Unis, Afrique du Sud, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie (adhésion) ; Nicaragua, Monaco, Autriche, Brésil, Egypte. Vingt-six Etats avaient signé en janvier 1935. La convention est entrée en vigueur le 16 janvier 1935.

Quelques Etats (Japon et Grande-Bretagne pour le Falkland) avaient déjà, en 1931, mis en vigueur des règlements restrictifs de la chasse à la baleine, mais évidemment applicables à leurs seuls nationaux.

Un accord international pour la réglementation de la

chasse à la baleine développant les restrictions contenues dans la convention de 1931, a été signé par les gouvernements de l'Afrique du Sud, des Etats-Unis d'Amérique, de la République Argentine, de l'Australie, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Etat libre d'Irlande, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège.

L'Acte final de la conférence d'où cet accord est sorti prévoit la convention d'une conférence pour 1938, afin de modifier, si besoin est, l'accord en tenant compte des résultats qu'il aura donnés pour les années 1937-1938. L'Acte final indique, en outre, que, si les mesures prévues ne sont pas appliquées, la chasse à la baleine cessera... faute de baleines. Les rapporteurs de la question à la vingt-troisième commission de l'Institut de droit international (session de Luxembourg, 1937) pensent « qu'on peut voir dans cette proposition d'une nouvelle réunion de la conférence la reconnaissance de la nécessité de l'existence d'un organe international spécial pour assurer le fonctionnement de mesures d'une importance générale pour toutes les nations intéressées ».

CHAPITRE IV

ATTITUDE PRISE PAR LA S. D. N. EN MATIERE DE PROTECTION

Pourquoi l'œuvre de la S. D. N. n'est-elle pas plus avancée en matière de protection ?

Il est assez curieux de constater qu'au cours de l'étude que nous venons de faire, nous n'avons rencontré aucune convention qui fût l'œuvre de la S. D. N. Comment se fait-il qu'en matière de protection internationale toute son activité semble s'être bornée à deux projets de convention :

1° Le projet de convention relatif à la pollution de la mer par les hydrocarbures ;

2° Le projet de convention relatif à la protection des cétacés.

Serait-ce que la ligue des Nations n'a pas jugé bon de s'intéresser à la protection, aurait-elle estimé que cette question ne présentait pas d'intérêt, ou bien a-t-elle rencontré à résoudre ces questions des difficultés telles qu'elle n'a pu les surmonter ?

La S. D. N. s'est bien intéressée à la question de la protection des richesses de la mer, mais elle a rencontré des obstacles qui ont retardé son activité, ces obstacles, ce sont ceux que nous avons déjà signalés à plusieurs reprises : difficultés qu'il y a, en matière de protection, à conclure des conventions très générales comme doivent être celles qui se font dans le cadre de la S. D. N., et ainsi difficultés d'ordre scientifique, elle a préféré agir sagement et avec

méthode et ne pas compromettre l'avenir par des solutions trop rapides.

En effet, au début de ses travaux, le Comité des Experts pour la codification progressive du droit international avait cru pouvoir mettre à son programme la réglementation par des ententes internationales de l'exploitation des richesses de la mer, et, finalement, elle s'est arrêtée au simple projet de convention tendant à réglementer la chasse à la baleine.

Le 6 avril 1925, M. José Léon Suarez déposait, devant le Comité, la proposition suivante : « Ne conviendrait-il pas d'établir sans délai, en convoquant une conférence technique spéciale ; ... une réglementation uniforme pour l'exploitation des industries de la mer dont les richesses constituent pour l'humanité une réserve alimentaire sur toute l'étendue du sous-sol marin côtier (mesetta continentale) en entendant par là la région limitrophe des côtes ou la profondeur ne dépasse pas 200 mètres ?

Voici quelle fut la résolution, assez différente, prise par le Comité, le 8 avril suivant : « Le Comité charge une sous-commission de rechercher, en s'inspirant notamment des traités relatifs à la matière, si'il est possible d'établir, par voie d'entente internationale, des règles concernant l'exploitation des richesses de la mer. » Les termes mêmes de cette résolution indiquent que, dès l'abord, la S. D. N. ne se faisait pas d'illusion sur les difficultés qu'elle pourrait rencontrer dans l'établissement d'ententes internationales concernant l'exploitation des richesses de la mer.

M. Suarez, rapporteur de la sous-commission, conclut qu'il est désirable d'en arriver à une exploitation économique des richesses de la mer, au moyen d'une réglementation internationale, car, si les errements actuels continuaient, on en arriverait certainement à la disparition de nombreuses espèces. A son point de vue, les traités existant actuellement sont nettement insuffisants et constituent parfois même un péril.

Pour réaliser cette réglementation, M. Suarez estime qu'il faut réunir au préalable une conférence composée d'experts en matière de zoologie maritime appliquée, d'industriels et de juristes. Le programme général qu'il propose est le suivant : a) Organisation d'un système de contrôle plus rationnel et uniforme des exploitations de la faune maritime sous tous ses aspects ; b) Réserve de zones, organisation de leur exploitation suivant un système d'alternance, fixation des époques de fermeture de la chasse et de l'âge des animaux qu'il serait permis de chasser ; c) Détermination de la manière la plus efficace de surveiller l'application des mesures adoptées et de maintenir ce contrôle.

Il résulte des réponses des puissances à qui avait été communiqué le rapport Suarez, que celles-ci ne suivaient pas toutes le rapporteur dans ses conclusions. Sept puissances déclaraient n'avoir pas d'observation à formuler, douze estimaient que la question pouvait se régler par la voie d'une entente internationale, mais onze autres donnaient leur avis au fond. Si la France estimait que la réglementation de l'exploitation des richesses de la mer était désirable, réalisable et urgente, plusieurs autres pays pensaient qu'il y avait trop d'obstacles pour y parvenir, soit immédiatement, soit même jamais. Pour les mers, on ne pouvait songer à réglementer l'exploitation des richesses de la mer, avant d'avoir accompli de sérieux progrès dans la science océanographique, pour d'autres, contrairement à ce que proposait M. Suarez, il y avait impossibilité en la matière à réaliser une réglementation internationale d'ensemble. Le Portugal admettait qu'un traité se bornant à la protection des seuls cétacés était souhaitable, mais encore faisait-il remarquer l'insuffisance des connaissances scientifiques en ce qui concerne ces espèces. Le gouvernement norvégien soulignait la nécessité de faire progresser les connaissances avant de parler de réglementation. L'Allemagne et la Hollande étaient du même avis, la Suède, le Portugal, l'Angleterre et le Japon estimaient que ces questions

n'étaient pas de celles qui peuvent être réglées par voie d'entente générale. Le gouvernement suédois pensait que la conférence devrait considérer chaque espèce et étudier séparément chaque région géographique, les Etats-Unis que certaines pêches pouvaient faire l'objet d'une réglementation générale, mais que, la plupart du temps, des traités particuliers seraient préférables. Pour l'Angleterre, « l'exploitation des richesses de la mer ne peut faire l'objet d'une convention générale ; la réglementation devrait en être recherchée par voie de conventions particulières conclues entre les pays intéressés pour certains produits et pour des régions déterminées ».

Finalement, devant cette divergence des vues, on se rangea à l'opinion des Pays-Bas : renvoyer la question au Comité économique qui l'étudierait en collaboration avec un organisme scientifique, le Conseil international pour l'exploration de la mer, c'est ainsi que le Comité économique de la S. D. N. a abouti à son Projet de convention destiné à réglementer la chasse à la baleine. Conventions générales ou particulières. La S. D. N. a-t-elle eu raison ? Nous verrons, au cours des chapitres suivants, comme nous l'avons vu plus haut à propos de la protection des oiseaux migrateurs, en Amérique, que des conventions particulières sont bien préférables à des conventions très générales, surtout en l'état actuel de la science.

CHAPITRE V

LA POLLUTION DES EAUX PAR LE MAZOUT ET LA PROTECTION DES RICHESSES DE LA MER ¹

CHAPITRE VI

L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL ET LA PROTECTION DES RICHESSES DE LA MER

L'idée de la protection des richesses de la mer faisait, depuis le xix^e siècle, tous les jours son chemin, mais elle rencontrait dans sa réalisation de nombreux obstacles. Ainsi que nous l'avons vu au cours de cette étude, plusieurs mesures particulières ont pu être réalisées, mais lorsqu'il s'était agi de parvenir à la protection générale des richesses de la mer, on s'était rendu compte que le problème était trop vaste et trop complexe dans l'état actuel des connaissances scientifiques pour être résolu. La Société des Nations, qui était pourtant bien placée comme organe international pour établir une convention concernant la protection des richesses de la mer, n'avait pas estimé qu'un instrument aussi général pût porter des fruits, et elle s'en était tenue à une convention concernant la protection des cétacés.

Cependant, sans chercher à résoudre immédiatement le

1. Renvoi à la Première Partie, Livre I, Chap. III

problème trop général de la protection des richesses de la mer, l'Institut de droit international n'a pas hésité à l'envisager dans son ensemble, il a estimé qu'il fallait jeter un peu de lumière sur cette question, en somme assez nouvelle et encore obscure, et il s'est efforcé de découvrir quels pouvaient être les fondements juridiques de la conservation des richesses de la mer, aussi l'Institut a-t-il confié à l'une de ses commissions la question des fondements juridiques de la conservation des richesses de la mer.

Les rapporteurs de la question devant l'Institut de droit international (sessions de Madrid, 1936, et Luxembourg, 1937) ont estimé qu'au moment où la plupart des nations allaient prendre des mesures sur ce « problème qui intéresse la totalité de la race humaine », il fallait mettre au jour « les principes et les moyens juridiques sur et par lesquels cette action doit se développer ». C'est ce qu'ils ont fait dans leur rapport à ces sessions¹.

Après avoir défini l'expression « richesses de la mer² », les rapporteurs passent en revue brièvement l'histoire des mesures de conservation qui ont été prises ou proposées³, ils en déduisent les principes sur lesquels repose l'action, et finissent en soumettant à la discussion de l'Institut certaines conclusions. C'est de cette discussion que sont alors sorties les résolutions concernant la conservation des richesses de la mer prises par l'Institut de droit international dans sa session de Luxembourg, septembre 1937.

1. Voir : Rapport de MM. G. Grafton Wilson et sir John Fischer William, à la Session de Madrid de l'Institut de Droit international, 23^e Commission, Goemare, édit., 21, rue de la Limite, Bruxelles.

2. Les auteurs prennent « les richesses de la mer », comme étant les produits de la vie animale et végétale existant dans les eaux ou adhérant au fond de la haute-mer, sans s'occuper des valeurs qui pourraient être tirées du sous-sol (voir rapport, p. 8 *in fine*).

3. Pour ces mesures, voir les chapitres précédents.

Résolutions concernant la conservation des richesses de la mer, prises par l'Institut de droit international (session de Luxembourg, septembre 1937).

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

23^e COMMISSION

Conservation des richesses de la mer.

Texte des conclusions adoptées par la section de droit international public le 2 septembre 1937 et soumises à l'approbation de l'Institut.

L'Institut de Droit international ;

Considérant que les richesses de la mer offrent une grande utilité pour les besoins de l'homme ;

Que les richesses de la mer ont été quelquefois dissipées d'une façon abusive ;

Que dès lors la conservation et la protection des richesses de la mer s'imposent sans retard à l'attention générale ;

Considérant que beaucoup d'espèces de la vie marine se trouvent de temps en temps dans la haute mer et ne sont dès lors soumises à la juridiction d'aucun Etat ;

Que beaucoup d'autres espèces de la vie marine, bien que possédant un intérêt ou une importance économique pour plusieurs Etats, se trouvent en fait exclusivement ou dans une grande mesure sous la juridiction d'un seul ou de quelques Etats et que plusieurs espèces de la vie marine dépendent des eaux de deux ou plusieurs Etats ou s'y trouvent habituellement ;

Que plusieurs de ces espèces sont d'une grande valeur pour la santé, l'alimentation, l'habillement ou la parure du genre humain et pour des buts industriels ou économiques ;

Considérant qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas de protection suffisante pour empêcher l'endommagement, voire l'anéantissement de quelques espèces ;

Que pour la conservation et l'exploitation du droit de pêche en haute mer et de l'utilisation des produits marins, héritage commun de tous les hommes, il est nécessaire que ce droit soit réglementé par accord international et éventuellement par autorité internationale ;

Se rendant compte de l'urgence du problème ;

Se référant à ses résolutions antérieures concernant l'institution d'un Office international des eaux marines (Paris, 1934) et impli-

quant la nécessité d'une collaboration internationale en matière d'utilisation de ces eaux ;

Recommande aux Gouvernements intéressés le développement de l'étude, par recherches scientifiques organisées internationalement, du problème de la conservation des richesses de la mer et notamment de la faune marine, non seulement contre les abus de l'exploitation directe tels que l'emploi de méthodes et engins exagérément destructifs, mais aussi contre les pratiques dommageables à la vie marine, telles que l'écoulement non contrôlé de l'huile, des eaux de cale, d'immondices ou d'autres objets nuisibles, et l'adoption sans délai de toute mesure de conservation qui, à la suite de telles études, paraîtrait justifiée dans l'intérêt général.

Comme mesure d'exécution de la recommandation précédente, l'Institut suggère :

1° Que les organismes scientifiques internationaux existants pour les recherches maritimes reçoivent des Gouvernements l'appui le plus efficace et que, au fur et à mesure que les exploitations se développent, les limites géographiques de l'activité de ces organismes soient élargies ou que de nouveaux organismes soient institués ;

2° Que soient constituées, par convention internationale, des commissions permanentes d'experts dont les membres seront nommés pour telles ou telles régions maritimes par les Gouvernements des Etats dont les nationaux sont intéressés à l'exploitation des richesses de la mer dans les eaux marines en question, et que soit confiée à ces commissions la tâche de faire tels règlements pour la conservation et la protection des richesses de la mer et notamment de la faune marine qu'elles jugeront nécessaires en considération des résultats des recherches des organismes scientifiques ci-dessus mentionnés ;

3° Que les conclusions unanimes d'une commission d'experts pour autant qu'elles constituent des règlements d'ordre technique prévus par la convention aient force obligatoire pour les Etats ayant participé à la constitution de cette commission ;

4° Qu'une telle conclusion votée par une commission d'experts à une majorité des trois-quarts acquière force obligatoire pour les Etats ayant participé à la constitution de la commission si la dite conclusion, à la demande formulée dans un délai de douze mois de la part d'un de ces Etats, est confirmée moyennant une procédure à déterminer dans la convention.

L'Institut recommande qu'en attendant l'instauration d'un système complet d'accords nouveaux sur les questions concernant la conservation des richesses de la mer, il soit procédé autant que possible à la conclusion d'arrangements provisoires pour la conservation de formes spécifiques de la vie marine ou pour le maintien des conditions essentielles à cette conservation.

En tout état de cause, l'Institut est d'avis qu'un Etat manquerait à ses devoirs internationaux s'il négligeait de prendre les mesures appropriées pour empêcher les pratiques qui, à la lumière de la science, sont notoirement contraires à l'exploitation et à la protection rationnelles des richesses de la mer.

Le texte de ces résolutions n'est autre que celui proposé par les rapporteurs, mais assez considérablement modifié au cours des séances de l'Institut de droit international à Luxembourg, en août et septembre 1937.

Estimant qu'il était nécessaire d'envisager le problème de la conservation des richesses de la mer, l'Institut a préféré, suivant en cela les rapporteurs, se borner à adresser aux gouvernements des recommandations, plutôt que de préparer un projet de convention. Il semble qu'en conservant ce rôle, peut-être « modeste », il ait vu juste ; il a senti, comme l'avait fait la S. D. N., que le problème était trop vaste et trop complexe pour pouvoir être traité immédiatement dans une vaste convention.

Dans les « considérants » sont posés les bases, les fondements de la conservation des richesses de la mer : utilité de ces richesses pour l'homme, mais dissipation, d'où nécessité de les conserver et de les protéger (considérant 1). Situation juridique particulière de ces richesses utiles à l'humanité entière, soit qu'elles ne se trouvent sous la juridiction d'aucun Etat, soit qu'elles ne dépendent, en fait, que d'un seul ou de quelques Etats. Enfin, défaut ou insuffisance de protection, d'où nécessité d'une protection internationale.

Les résolutions se basent sur deux grandes idées principales :

1° L'invocation de l'application de la science pour la conservation des richesses de la mer ;

2° La délégation de compétences réglementaires à des

1. Les rapporteurs ont insisté pour maintenir le mot « conservation » qui leur paraissait plus large que « protection ». — Voir Compte rendu des séances, Luxembourg, août-septembre 1937.

commissions techniques. En effet, l'Institut recommande aux gouvernements le développement de l'étude, par recherches scientifiques organisées internationalement du problème de la conservation des richesses de la mer, et il suggère, comme première mesure d'exécution de cette recommandation aux gouvernements, d'accorder un large appui aux organismes scientifiques internationaux déjà existants.

Enfin, faisant toujours confiance aux savants, estimant que la protection ne peut se baser que sur la science, l'Institut suggère que « soient constituées des commissions permanentes d'experts » à qui sera confiée « la tâche de faire tels règlements pour la conservation et la protection des richesses de la mer et notamment de la faune marine qu'elles jugeront nécessaires *en considération des résultats des recherches des organismes ci-dessus mentionnés.*

Etant donné, du reste, que l'intention des rapporteurs était de donner force obligatoire aux conclusions desdits experts, plusieurs membres de l'Institut manifestèrent au cours de la discussion la crainte que les experts ne soient pas toujours qualifiés pour faire des règlements obligatoires. Aussi à la demande de MM. Gidel et Raestadt, a-t-il été précisé que les conclusions unanimes des experts n'auraient force obligatoire « *qu'autant qu'elles constituent des règlements d'ordre technique* »³. A la demande de M. Raestadt, on précise que la conclusion votée à la majorité des trois quarts ne devra, pas plus que celle votée à l'unanimité, s'écarter du domaine purement technique.

Ainsi, malgré ces restrictions, on voit que l'Institut a jugé indispensable de donner à la protection une base scientifique, en accordant de larges pouvoirs aux experts.

Mais, parmi les résolutions prises par l'Institut de droit international, il en est une sur laquelle il nous paraît nécessaire de nous appesantir, en raison de son caractère tout à fait nouveau, c'est la dernière disposition qui est ainsi conçue : « En tout état de cause, l'Institut est d'avis qu'un

Etat manquerait à ses devoirs internationaux, s'il négligeait de prendre les mesures appropriées pour empêcher les pratiques qui, à la lumière de la science, sont notoirement contraires à l'exploitation et à la protection rationnelles des richesses de la mer. »

C'est sur la proposition de M. Gidel, que cette disposition rédigée par lui a été adoptée par l'Institut. Lors de la première séance, au cours de la discussion générale, M. Basdevant avait signalé l'intérêt qu'il y aurait à établir le principe que chaque Etat ait le devoir d'édicter une réglementation raisonnable en la matière, faute de quoi il manquerait à un devoir international, il restait du reste à définir ce qu'on entendait par réglementation raisonnable.

Dans la deuxième séance, M. Gidel, après avoir rappelé que l'Institut avait décidé l'insertion dans la résolution de la mention d'un devoir international incombant aux Etats de mettre leur législation en harmonie avec les mesures reconnues indispensables pour assurer la conservation des richesses de la mer, déposa sur le bureau le texte suivant :

« L'Institut est d'avis qu'un Etat manquerait à ses devoirs nationaux s'il refusait de prendre par voie de législation interne s'imposant en tout lieu à l'observation de ses ressortissants, les mesures reconnues indispensable, en l'état actuel des connaissances scientifiques sur la matière, pour empêcher les pratiques notoirement contraires à l'exploitation et à la protection rationnelles des richesses de la mer. »

Lors de la dernière séance, ce texte est lu devant l'Assemblée et fait l'objet de débats sur les deux points suivants : la manière d'énoncer le principe qu'il pose, et, subsidiairement, la place à lui donner dans la résolution de l'Institut.

Tout d'abord, M. Manley Hudson demande qu'il reconnaisse si les mesures à prendre sont indispensables. Il lui est répondu qu'il s'agit de mesures reconnues indispensables « en l'état des connaissances scientifiques », c'est-à-dire d'une manière objective et indépendamment de l'appréciation de tout Etat ou autorité déterminée.

M. Basdevant fait remarquer l'importance qu'il y a à souligner qu'il s'agit ici, non d'une mesure de droit conventionnel, mais que l'Institut considère bien qu'il s'agit ici d'un principe de droit fondamental.

On discute sur le terme « devoir », certains membres se demandant si l'on peut considérer qu'il y a véritablement là un devoir. Finalement, l'Institut donne son assentiment au nouveau texte de M. Gidel :

« L'Institut est d'avis qu'un Etat manquerait à ses devoirs internationaux s'il négligeait de prendre les mesures appropriées pour empêcher les pratiques qui, à la lumière de la science, sont notoirement contraires à l'exploitation et à la protection rationnelles des richesses de la mer. »

Au point de vue de la place à donner au principe, on décide de le mettre à la fin du texte, comme résultant des discussions orales. Enfin, l'Institut décide qu'il faut indiquer qu'en tout état de cause, c'est-à-dire même s'il n'a pas été donné suite à ses recommandations, le fait de ne pas prendre certaines mesures constituerait un manquement aux devoirs internationaux des Etats.

C'est pourquoi le texte est rédigé en ajoutant au début : « En tout état de cause, l'Institut est d'avis, etc... ».

Ainsi, l'Institut s'est efforcé de donner une valeur morale au principe de la protection, il en fait un devoir pour les Etats, comme il faut l'espérer, on arrivera à en faire un devoir pour les individus. C'est là une base des plus fortes à donner à la protection. Du reste de cette idée de devoir, naît immédiatement celle de droit pour les autres Nations d'interdire les pratiques qui, à la lumière de la science, sont contraires à la protection rationnelle des richesses de la mer.

CONCLUSION

De cette étude de la « Protection des espèces animales considérée du point de vue du droit international », quelles conclusions pouvons-nous tirer ?

On a de bonnes raisons d'être optimiste si l'on considère les résultats déjà obtenus en un laps de temps relativement court. Il faudrait cependant se garder de croire que l'on est arrivé au but.

Bien souvent, les résultats obtenus ont été bien plus apparents que réels. De nombreuses conférences internationales se sont réunies qui ne sont arrivées à aucun résultat tangible ; si d'autres fois elles sont arrivées à mettre sur pied des conventions, celles-ci n'ont pas été appliquées ou ont tout au moins été mal appliquées, l'exemple le plus caractéristique en est certainement la convention de 1902 relative à la protection des animaux migrants.

En ce qui concerne la protection des richesses de la mer, on a enregistré fort peu de succès, l'accord entre les Etats a été des plus difficiles à réaliser, bien qu'on ne doive pas négliger les conventions américaines et les conventions passées tout récemment (protection des cétacés).

Mais, à côté de ces échecs ou de ces demi-échecs, on a aussi obtenu de beaux et nombreux succès ; la protection a fait des progrès considérables depuis le xix^e siècle, principalement sur le continent américain et en Afrique (convention entre les Etats-Unis et le Canada et le Mexique, tant pour la protection du poisson que pour celle des oiseaux migrants, convention relative à la protection de la faune africaine auxquelles sont dues les diverses lois sur la chasse

dans les colonies, la création des parcs et réserves, la protection des phoques s'est montrée très efficace, la question de la pollution des eaux semble devoir être bientôt résolue, etc., etc...). Il est très remarquable qu'un mouvement important est né depuis quelques années en faveur de l'idée de protection, mouvement qui s'est étendu au monde entier et s'accroissant sans cesse, les travaux de la dernière session de l'Institut de droit international sont très significatifs à cet égard.

Des manifestations de l'importance des Congrès internationaux pour la protection de la nature, la création d'organismes permanents, l'intérêt qu'y portent des personnages éminents et les gouvernements eux-mêmes, sont bien la preuve de la puissance de ce mouvement universel.

Mais, si ce mouvement n'est pas encore arrivé au but ultime qu'il se propose : une protection vraiment efficace, toute une œuvre préparatoire des plus importantes est dès maintenant réalisée et il y a lieu de s'en féliciter. La protection est une œuvre de longue haleine. La protection est un but lointain qu'on ne peut atteindre en une seule étape, il est sans doute préférable qu'elle repose sur des bases solides, tout particulièrement au point de vue scientifique.

L'existence d'institutions scientifiques nationales et internationales est la condition préalable d'une bonne protection. On ne peut se permettre de légiférer sans avoir un minimum de connaissances scientifiques, et cela nous l'avons observé tout au long de cette étude qu'il s'agisse de la faune terrestre ou de la faune marine. Nous avons insisté à plusieurs reprises sur cette question, mais bien mieux, des spécialistes de la protection, des assemblées considérables telles que l'Institut de droit international, la S. D. N., ont préféré s'abstenir de préparer des projets de conventions sur la protection tant que les connaissances scientifiques ne seraient pas plus avancées sur de nombreux points¹.

1. Voir les deux chapitres précédents.

À cet égard, il semble que l'on doive prendre pour exemple les traités américains, qui ont donné de remarquables résultats ; les gouvernements des Etats-Unis et du Canada ont fait confiance aux experts qu'ils avaient désignés pour effectuer des recherches scientifiques déterminées et les ont chargés de l'élaboration des règlements ¹.

Or, nous avons vu, au cours de cette étude, le développement qu'ont pris les associations nationales et internationales, qui se préoccupent de protection. Leur organisation est dès maintenant des plus remarquables, et aux Congrès et aux Conférences des débuts, se sont substitués ou plutôt se sont ajoutés des organismes permanents. Nous avons vu aussi combien les sciences biologiques, la connaissance de la vie des animaux ont fait de progrès, nous avons déjà souligné l'importance, la nécessité même du développement de ces connaissances scientifiques, tout particulièrement au sujet de la science océanographique.

La protection des espèces animales, si elle n'est pas encore des plus avancées, paraît donc en excellente voie, mais toutes les lois nationales ou internationales que l'on pourra édicter en vue de protéger les animaux ne seront jamais que des palliatifs, ne feront que freiner la destruction et cela n'est pas suffisant.

Ce n'est pas par la force, par les moyens de coercition, qu'on obtiendra les plus beaux résultats, ici comme ailleurs. Il faudrait obtenir de la bonne volonté des hommes qu'ils cessent de détruire.

Et pour cela il y a un effort considérable à accomplir, il faut faire voir aux hommes leur véritable intérêt, mais il y a aussi une œuvre morale à accomplir. Il faut qu'ils comprennent qu'ils ont des devoirs, en cette matière, comme les peuples en ont ¹, et qu'il s'agit là de droit naturel plutôt que de droit conventionnel.

1. Voir *supra*, II^e partie, liv. III, chap. II, p. 218-219.

2. Rappelons que le paragraphe final des Résolutions votées par l'Institut

Un des principaux objectifs à se fixer, c'est donc l'éducation des générations futures. Il faudrait en arriver à modifier l'état d'esprit des hommes, et du coup le problème serait singulièrement simplifié, et les résultats qu'on obtiendrait seraient alors considérablement plus étendus que ceux qu'on a pu obtenir jusqu'à maintenant.

de Droit international, fait un devoir aux Etats de ne pas exercer de pratiques notoirement contraires, à la lumière de la science, à l'exploitation rationnelle des richesses de la mer.

Vu :
Le Doyen,
Edgard ALLIX

Vu, bon à imprimer :
Le Président,
Gilbert GIDEL

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie,
ROUSSY

BIBLIOGRAPHIE

- ARNOULD (A.). — *Protection des oiseaux utiles à l'agriculture*, Paris, Impr. Nation., 1900.
- BÉNARD (Charles). — *Le chalutage à vapeur et le dépeuplement des fonds marins*.
- BÉRARD (Victor). — *Nausicaa et le retour d'Ulysse. Les navigations d'Ulysse*, t. IV.
- BERLIOZ (Jacques). — *La vie des oiseaux*, Editions Rieder, Paris.
- BOUBIER (Maurice). — *L'oiseau et son milieu*, Flammarion édit., Paris.
- CAMBE (G.). — *La chasse aux petits oiseaux dans le Sud-Ouest*.
- DUBOIS et KERGMARD. — *Géographie Economique*, 4^e édition.
- ENGELKARD (Edouard). — *De l'animalité et de son droit*, Chevalier Mareseq et Cie, éditeurs, Paris.
- FLOURENS. — *De l'instinct et de l'intelligence des animaux*, Hachette, Paris.
- GIBERNE (Pierre). — *Protection juridique des animaux*, thèse, Paris, 1931.
- GIDEL (Gilbert). — *Le Droit international Public de la Mer*, Librairie du Recueil Sirey, Paris.
- GOURDON (Henri). — *L'Indochine*, Larousse, édit.
- GRUVEL (A.). — *Les Pêches Maritimes en Algérie*, Soc. d'édit. géogr. marit. et coloniales, Paris.
- GRUVEL (A.) et ANTRAYGUES (E.). — *L'Industrie des Pêches sur la Côte Occidentale du Maroc*, Soc. d'édit. Géogr. Marit. et Coloniales, Paris.
- HARDY (George). — *Géographie de la France extérieure*, Larose édit.
- HESSE (André). — *De la Protection des animaux*, thèse, Paris, 1899.
- KEHRIG (Henri). — *La Protection des oiseaux*, Messageries Hachette, rue Réaumur, Paris.
- LACÉPÈDE. — *Histoire Naturelle*, Furne, édit., Paris.

- LANDSBOROUGH (Thomson). — *Les Oiseaux* (traduct.), édit. de Cluny, Paris.
- MENEGAUX (A.). — *L'ami des oiseaux*, édit. de la Revue Française d'ornithologie, 55, rue Buffon, Paris.
- ROULE (Louis). — *Les Poissons migrateurs, leur vie et leur pêche*, Flammarion édit.
- TILLIER (Maurice). — *Les Pêcheries de Phoques de la Mer de Behring*, thèse, Paris 1907.

REVUES, PERIODIQUES

- Bulletin du Comité International pour la Protection des oiseaux*, 1794, Broadway, N.-Y. City.
- Bulletin de la Fédération des Groupements Français pour la Protection des oiseaux*, publié par la Ligue Française pour la Protection des oiseaux, 198, boulevard Saint-Germain, Paris.
- Bulletin du Saint-Hubert Club de France*, 21, rue de Clichy, Paris.
- Bulletin de la Société Nationale d'Acclimatation* (Revue des Sciences naturelles appliquées).
- Bulletin de la Société Philomatique de Paris*.
- Bulletin de la Société Zoologique de France*, au siège de la Société, 28, rue Serpente, Paris.
- Le Chasseur Français*.
- Colonies et Marine*, rue des Petits-Champs, Paris.
- Notes et Mémoires*, Publiés par l'Office Scientifique et Technique des Pêches Maritimes, 3, avenue Octave-Gréard, Paris.
- Les Renseignements Coloniaux*, 21, rue Casette, Paris.
- La Terre et la Vie*, Revue d'Histoire Naturelle appliquée, publiée par la Société d'Acclimatation.

PUBLICATIONS OFFICIELLES, RAPPORTS

- Deuxième Congrès pour la Protection de la Nature*, Paris, 30 juin, 4 juillet 1931. Procès-verbaux, rapports et vœux. Paris, Société d'Éditions Géogr. Marit. et Coloniales.
- Conseil International de la Chasse*. Rapports présentés aux 1^{re} et 2^e sessions, Paris, à la 3^e session, Varsovie, 1934.

Exposition Coloniale de Marseille, Section Internationale d'Océanographie des Pêches Maritimes et des Produits de la Mer. Rapport général présenté par M. Charles Bénard, Marseille, Imprimerie Barlotier, 1907.

Exposition Maritime Internationale de Bordeaux, 1907. Aperçu sur les explorations scientifiques des mers et des eaux douces de l'Empire Russe, par J.-M. Schokaloky et P.-J. Schmidt.

Institut de Droit International, sessions de Madrid 1930, Luxembourg 1937. Rapport sur les fondements juridiques de la conservation des Pêcheurs de la Mer.

Office (l') international pour la Protection de la Nature. Ses origines, son programme, son organisation, publié par l'Office, Bruxelles, 9, rue d'Egmont.

Publications du Ministère de l'Intérieur du Canada (service des Parcs Nationaux) :

The dominion Forest Reserves and Parks act, sept. 1928.

Les oiseaux, richesse nationale.

Leçons concernant la Protection des oiseaux.

L'art d'attirer les oiseaux en leur offrant le manger et le boire, par R. Owen Merriman.

Canadian Field Naturalist.

A wide life disaster by Hoyes Lloyd.

A commentary on Canadian water-fowl Conditions 1933, by Hoyes Lloyd.

The Eel-grass situation on the Atlantic Coast, by Harrison F. Lewis.

Centenary of Audubon's Visit to Eastern Canada.

Publications de l'office International pour la Protection de la Nature.

Publications de la Société Nationale d'Acclimatation, outre les nombreuses revues citées plus haut :

Les Sept Iles en Perros-Guirec, 1930.

Vingt ans de Protection, par M^{me} Feuillée-Billot.

Concours des Refuges d'oiseaux. Rapport du Jury, 1928.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
---------------------------	---

PREMIERE PARTIE

LA PROTECTION DE LA FAUNE TERRESTRE

Aperçu historique sur la question de la protection. Associations nationales et internationales s'occupant de la protection des animaux	19
--	----

Livre premier. — La protection des oiseaux migrateurs.

Les migrations, — La protection des oiseaux migrateurs	27
--	----

Chapitre premier. — La Convention internationale de 1902 pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture	40
Annexe au chapitre I	53

Chapitre II. — La Convention du 16 août 1916, entre les Etats-Unis et le Canada, concernant la protection des oiseaux migrateurs dans ces deux pays, et le traité ayant le même objet entre les Etats-Unis et le Mexique	58
Annexe au chapitre II	66

Chapitre III. — La protection des oiseaux de mer, contre la pollution des eaux par les hydrocarbures	70
Annexe au chapitre III	81

Chapitre IV. — Les phares et la destruction des oiseaux migrateurs	85
---	----

Chapitre V. — La Conférence de Londres 1927	91
Annexe au chapitre V	96

Livre II. — La protection dans les pays neufs, en Afrique en particulier.

Chapitre premier. — La diminution de la faune africaine. Causes et remèdes	99
---	----

Chapitre II. — Les Conventions internationales relatives à la protection de la faune en Afrique	114
I. — La Convention de 1900	114
II. — La Conférence de Londres, 1933	120
Annexe au chapitre II	127

DEUXIEME PARTIE

LA PROTECTION DES RICHESSES DE LA MER

Livre premier.

a) Les richesses de la Mer.....	153
b) L'importance de la Pêche. Son développement.....	154
c) Le dépeuplement des fonds marins.....	160

Livre II. — Le Milieu marin. La situation juridique de la Mer.

Chapitre premier. — Le Milieu marin. Le principe de la liberté de la haute-mer. Historique.....	165
Chapitre II. — La doctrine	175
Chapitre III. — La situation juridique de la haute-mer.....	182

Livre III. — La protection des richesses de la Mer.

Les progrès de l'Océanographie. Institutions nationales et internationales. 187

Chapitre premier. — La protection des Phoques.....	202
Chapitre II. — Traités réglementant la pêche en haute-mer.....	217
a) Accords franco-britanniques.....	217
b) Accords entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (Canada).....	218
c) Accords entre les Etats-Unis et le Mexique.....	220
d) Conventions européennes et asiatiques.....	220
Chapitre III. — La question de la protection des cétacés.....	222
Chapitre IV. — L'attitude prise par la S. D. N. en matière de protection...	227
Chapitre V. — La pollution des eaux par le mazout et la protection des richesses de la mer (renvoi à la 1 ^{re} partie, liv. I, ch. III).....	231
Chapitre VI. — L'Institut de Droit International et la question de la protection des richesses de la mer.....	231
CONCLUSION.....	239
BIBLIOGRAPHIE.....	243

